

COURONNE ROYALE

Colloque international autour du 300^e anniversaire de
l'accession de la Maison de Savoie au trône royal de Sicile

Annecy, 12 et 13 avril 2013

Textes réunis par
Laurent PERRILLAT

Couronne royale : colloque international autour du 300^e anniversaire de l'accession de la Maison de Savoie au trône royal de Sicile, Annecy, 12 et 13 avril 2013

Signé le 11 avril 1713, le traité d'Utrecht met fin à la longue guerre de Succession d'Espagne et permet le retour de la paix en Europe. Il donne également au duc de Savoie, Victor-Amédée II, une couronne royale, tant convoitée par ses prédécesseurs. Le voici enfin souverain d'un royaume, prestigieux et riche : celui de Sicile. L'Académie salésienne a voulu marquer l'anniversaire de cet événement important dans l'histoire des États de Savoie, de l'Italie et de l'Europe, en organisant un colloque sur ce thème à Annecy les 12 et 13 avril 2013. Le présent ouvrage rassemble les contributions de chercheurs français et italiens réunis lors de cette manifestation. Ils apportent un point de vue neuf en traitant divers aspects de la question : affrontements militaires et diplomatiques, dimensions économiques, représentations symboliques, matières religieuses, vie de cour, personnalité du duc-roi. Autant d'éclairages originaux qui contribuent à mieux connaître la Savoie au début du XVIII^e siècle.

Textes réunis par Laurent Perrillat et coédités par l'Académie salésienne et le laboratoire LLS

COURONNE ROYALE



académie salésienne



9 782901 102304

Prix : 19 €

Académie
Salésienne

Hors série
Vol. 3

2013

COURONNE ROYALE

*Colloque international autour du 300^e anniversaire
de l'accession de la Maison de Savoie
au trône royal de Sicile*

Annecy, 12 et 13 avril 2013

Photo de couverture: Martin van Meytens il giovane (1695-1770), *Ritratto di Vittorio Amedeo II in abito regale* (1728-29), Reggia di Venaria.

Avec la collaboration du Consorzio di valorizzazione culturale La Venaria Reale.

 La Venaria Reale

Ouvrage publié avec le concours du laboratoire Langages, Littératures, Sociétés de l'Université de Savoie



académie salésienne

© Académie salésienne, 2013

Tous droits de reproduction même partielle sous quelque forme que ce soit, de traduction et d'adaptation réservés pour tout pays.

L'Académie salésienne laisse aux auteurs la responsabilité des opinions qu'ils émettent.

ISBN : 978-2-901102-30-4

COURONNE ROYALE

COLLOQUE INTERNATIONAL AUTOUR DU 300^e ANNIVERSAIRE DE L'ACCESSION DE LA MAISON DE SAVOIE AU TRÔNE ROYAL DE SICILE

Annecy, 12 et 13 avril 2013

Textes réunis par
Laurent PERRILLAT
et coédités par l'Académie salésienne
et le laboratoire LLS

2013

ANNECY
Académie salésienne

CHAMBÉRY
Laboratoire LLS

Remerciements

L'Académie salésienne tient à remercier, pour leurs contributions à l'organisation de ce colloque et à l'édition des actes :

- Le laboratoire LLS (Langages, Littératures, Sociétés) de l'université de Savoie et spécialement son directeur, Frédéric Turpin, ainsi que Catherine Brun, chargée des publications, pour son aide dans la prépresse
- Le Conseil général de la Haute-Savoie, pour son soutien logistique et l'ouverture du Conservatoire d'art et d'histoire, bâtiment qui date du règne de Victor-Amédée II et qui abrite le siège de l'Académie salésienne
- La Ville d'Annecy, pour la réception des congressistes
- Andrea Merlotti et le Centro studi della Reggia di Venaria, pour l'utilisation des images issues de cette institution
- Alain Becchia et Gianfranco Armando, pour leur participation au Conseil scientifique
- Arnaud Pertuiset, ainsi que ses collègues enseignants, pour l'organisation du volet pédagogique
- Les membres du comité de l'Académie salésienne et singulièrement Nicole Petitti et Lydia Pilaire qui ont œuvré pour l'organisation matérielle de la manifestation, sans oublier Georgette Chevallier qui a participé à la relecture des textes.

Table des abréviations

AC	Archives communales
ADHS	Archives départementales de la Haute-Savoie
ADP	Archivio diocesano di Pinerolo
ADS	Archives départementales de la Savoie
AHN	Archivo historico nacional de Madrid
ASDM	Archivio storico diocesano di Monreale
AST	Archivio di Stato di Torino
BCPA	Biblioteca comunale di Palermo
BRT	Biblioteca Reale di Torino
BRUM, FV	Biblioteca regionale universitaria di Messina, Fondo Vecchio
<i>BSBS</i>	<i>Bollettino Storico-Bibliografico Subalpino</i>
<i>BSSV</i>	<i>Bollettino della Società di Studi Valdesi</i>
<i>DBI</i>	<i>Dizionario biografico degli italiani</i>
GO	Governo ordinario
SHD	Service Historique de la Défense
<i>Stud. Piem.</i>	<i>Studi Piemontesi</i>

Couronne royale : un colloque pour un événement méconnu...

Laurent Perrillat
*Président de l'Académie salésienne,
membre du laboratoire LLS*

À l'heure des commémorations, où on célèbre l'Annexion ou la naissance d'écrivains fameux comme Rousseau, l'Académie salésienne a jugé pertinent de mettre en valeur un événement méconnu de l'histoire des États de Savoie. L'année 1713 et le traité d'Utrecht (11 avril 2013) constituent en effet une borne essentielle dans l'histoire européenne et dans celle de la Maison de Savoie. Elle voit la fin de la guerre de Succession d'Espagne (1701-1714), qui ensanglanta l'Europe coalisée contre la France et consacre l'accession de la Maison de Savoie à une couronne royale, convoitée depuis longtemps. Victor-Amédée II, duc de Savoie, obtient le titre de roi de Sicile, qu'il devra échanger en 1718 contre celui de roi de Sardaigne. On est donc confronté à un événement considérable pour les États de Savoie, dont les conséquences se mesurent à l'aune de l'Europe. Il s'agit d'un agrandissement territorial important : outre quelques gains dus à des rectifications de frontières sur les Alpes, le duc de Savoie fait l'acquisition d'une île, du plus haut intérêt économique et stratégique. Il s'agit aussi d'une élévation symbolique considérable puisque la Maison de Savoie accède enfin à un titre royal, qu'elle cherchait depuis au moins Amédée VIII et qui a conduit sa politique générale tout au long du XVII^e siècle.

Il importait donc de mettre en valeur cet événement et, dès 2010, l'Académie salésienne a envisagé la tenue d'un colloque sur le sujet, flanqué d'un volet pédagogique, visant à associer une équipe d'enseignants et à sensibiliser des collégiens haut-savoyards à cette partie de leur patrimoine et de leur histoire. Un comité scientifique, composé d'Alain Becchia, professeur d'histoire moderne à l'université de Savoie, de Gianfranco Armando, archiviste à l'Archivio Secreto Vaticano, d'Arnaud Pertuiset, vice-président de l'Académie salésienne, et piloté par Laurent Perrillat, président de l'Académie salésienne et membre du laboratoire LLS, a été constitué et a assuré le suivi.

Les buts de la manifestation ont donc été définis dans l'appel à communication, publiés dès l'été 2011, et ouvrent les portes à tout type d'intervention. En premier lieu, a été sollicitée l'histoire diplomatique et politique. Proposer une (re)lecture du texte fondateur, le traité d'Utrecht, et de ses clauses, mieux connaître négociateurs et négociations, guerre et paix, évoquer le contexte général des relations entre les cours européennes, valider l'enjeu symbolique de l'acquisition du titre royal sont autant de pistes suggérées sur ce point. Pour ce qui concerne l'intérieur, les grandes réformes de Victor-Amédée II dans la décennie 1710, les rouages institutionnels des États de Savoie, des deux côtés des Alpes, comme sur les rivages de la Méditerranée, offrent un autre axe important de réflexion, tout comme l'histoire religieuse, dont on peut attendre des textes sur la vitalité des États de Savoie en ce début du XVIII^e siècle, sur les rapports entre Maison de Savoie et papauté ou encore un bilan des mutations du siècle précédent et des défis à affronter. Les bouleversements entraînés par la guerre de Succession d'Espagne, ainsi que les réformes internes opérées par le souverain (dans l'armée, dans la magistrature, par exemple), offrent également un champ d'investigations, même si ces aspects ont déjà été soulignés par divers historiens. Enfin, ce premier quart du XVIII^e siècle présente bien des caractéristiques économiques dont les contours méritent attention : on peut s'interroger sur l'impact des grands événements économiques survenus dans le duché, comme la réforme monétaire de 1717 ou encore se focaliser sur des sujets ou des cas concrets concernant les échanges ou les supports de l'économie d'Ancien Régime.

Ce cahier des charges a été, grâce aux réponses des chercheurs, rempli de façon très satisfaisante. Les communications qu'on trouvera dans ces actes traitent l'ensemble de ces aspects. Les affrontements militaires et diplomatiques trouvent un large écho, à travers l'évocation du siège de Turin et du traité d'Utrecht, tant dans son contenu que dans sa forme, et les dimensions économiques de la guerre sont quantifiées et évaluées, au moins pour la partie cisalpine des États. La perception symbolique et immatérielle de la nouvelle monarchie nous est rendue par des points de vue originaux, qui, à notre connaissance, n'ont guère été explorés : la presse et l'écho de la Maison de Savoie à Rome, tant dans ses stratégies de promotion que dans ses représentations funéraires. L'importance des questions religieuses est d'ailleurs traitée, tant à l'intérieur (politique envers les Vaudois) qu'à l'extérieur (relations avec Rome). Les affaires intérieures ne sont pas négligées, par le prisme de la vie de cour ou par la « politique de la distinction », qui renvoie à l'œuvre réformatrice et législative de Victor-Amédée II. Le personnage même du duc-roi est mieux connu, sous un angle

quasi psychologique, qui nous laisse apercevoir l'intimité du souverain. Enfin, il est agréable de constater que des collègues siciliens ont répondu à l'appel et offrent des éclairages institutionnels et religieux sur le court règne d'un roi d'origine « italienne » sur leur île.

Je voudrais, pour ma part, apporter quelques brèves pistes de réflexions complémentaires que m'inspirent 1713 et les textes ici publiés. Gageons que ces treize contributions pourront apporter la réponse à deux questions qui bouleversent la condition de la monarchie savoyarde en ce début de XVIII^e siècle : quel est le véritable impact de l'événement de 1713 ? Ce dernier change-t-il profondément la place des États de Savoie en Europe ? Le personnage central est le duc, Victor-Amédée II, dont l'œuvre et la biographie sont à présent bien connus. On peut se demander comment il a perçu la fin de cette guerre et cette promotion considérable, but vers lequel a tendu sa dynastie pendant des siècles. En son for intérieur, quelle fierté a-t-il pu ressentir, lui, homme d'État pragmatique, peu enclin au faste mais attaché à la grandeur de sa Maison ? Ces interrogations renvoient, finalement, au fondement symbolique de cette monarchie, ancienne, prestigieuse et qui rassemble sous une même couronne des peuples, des élites, des pays aux langues, aux mœurs, aux institutions très disparates. Pour le roi de France, le sacre (pas seulement le couronnement) détient une importance capitale mais pour le duc de Savoie, roi de Sicile puis de Sardaigne, il n'existe pas de cérémonie analogue, hormis le couronnement à Palerme le 24 décembre 1713. L'important n'est pas là : la monarchie savoyarde s'appuie sur un pouvoir éminemment féodal et c'est assurément la prestation d'hommage, rendu par les corps constitués et la noblesse de ses États, qui constitue le temps fort de l'avènement d'un duc. Ce dernier renforce donc son prestige intérieur, grâce à l'obtention d'une couronne royale, symbole parfait de la souveraineté, et oriente, plus que jamais, sa politique vers un renforcement de ses orientations en direction de la péninsule italienne.

Les coûts de l'occupation française de la Savoie (1703-1713)

Alain Becchia

Université de Savoie, Laboratoire Langages, Littératures, Sociétés

Les événements qui se déroulèrent en Savoie durant la guerre de Succession d'Espagne ne constituent qu'un épisode très anecdotique du long conflit, aux multiples fronts, qui opposa les grandes puissances européennes. Mais au niveau régional ou local, l'occupation française, qui dura près de dix années, eut des conséquences indéniablement très importantes sur la vie quotidienne des populations, même s'il s'avère toujours difficile d'isoler précisément ce qui lui est directement imputable et ce qui relève plus spécifiquement de l'archaïsme de l'économie ou de la détérioration des conditions météorologiques dans ces années tragiques.

Rappel du contexte

Il paraît nécessaire d'évoquer tout d'abord, brièvement, les événements qui ont amené l'occupation de la Savoie. Victor-Amédée II laisse d'abord passer en Piémont les troupes françaises, parties guerroyer dans le Milanais ; mais ensuite il négocie secrètement avec les Impériaux. Louis XIV donne alors ordre de désarmer les contingents piémontais et savoisiens (septembre 1703), puis il décide de s'emparer de la Savoie, gardée seulement par quelques unités de milices peu équipées. Le maréchal de Tessé¹ entre sans difficulté à Chambéry, le 15 novembre 1703. Il n'y a aucun véritable combat, donc pas de dégâts consécutifs². Un régiment savoisien conserve cependant le défilé de Pontamafrey jusqu'au 30 décembre 1703, les Français campant, pour leur part, à Aiguebelle³ ; mais ils ne tiennent pas les cols. En décembre 1703, les troupes du marquis de Sales reprennent donc Annecy. Elles se livrent à un pillage sans merci de tous les villages

¹ René de Froullai, comte de Tessé (1650-1725), maréchal de camp depuis 1688, avait conduit les négociations avec Victor-Amédée en 1696.

² L. Richard, *Les relations franco-savoyardes (1690-1713)*, mémoire de maîtrise, université de Savoie, 1998, p. 56.

³ A. Gros, *Histoire de la Maurienne*, t. II, *La Maurienne sous les ducs de Savoie (1416-1713)*, Chambéry, 1946, p. 81.

proches. Les troupes duciales commettent « des maux incroyables [...] par pillerie, violerie, jusqu'à bruler, tuer etc. » note dans son journal un bourgeois de la ville⁴. « On prend aux environs d'icy vin, bled, vaches, cochons et generalement tout ce qui est nécessaire pour le camp des Milices⁵, et [...] si l'on désobéit l'on met le soldat a discretion », écrit un contemporain⁶.

Quant à la forteresse de Montmélian, elle résiste encore (comme d'habitude!) de novembre 1703 à décembre 1705⁷. En conséquence, d'une part le bourg est longuement canonné, et en partie incendié, mais surtout la présence de troupes nombreuses durant le siège pèse lourdement sur tous les villages des alentours, qui subissent à la fois les sorties des assiégés et les pillages des assiégeants, voire les violences à l'encontre des habitants⁸, qui vont parfois jusqu'au meurtre⁹.

Par la suite, la Savoie n'est pas vraiment quadrillée par les troupes françaises. Le maréchal de Berwick¹⁰, nommé commandant de l'armée « des frontières du Piémont » doit garder une zone montagnaise très vaste, s'étendant du lac Léman jusqu'à Antibes. Il ne cherche pas à empêcher le franchissement des crêtes ni à établir de coûteuses fortifications intérieures (qui pourraient être tournées d'une vallée à l'autre par les divers cols, sitôt la belle saison arrivée). « Je ne comptais pas garder la Tarentaise ni le reste de la Savoie », explique-t-il dans ses *Mémoires*. Il s'établit à Valloire et

⁴ E. Serand, *Notes historiques*, fol. 211v.-212, cité par J. Nicolas, *La Savoie au XVIII^e siècle: noblesse et bourgeoisie*, Paris, 1978, t. I, p. 555, note 124.

⁵ Sur le recrutement, l'équipement et l'approvisionnement de ces milices, il existe quelques documents: ADS, J78, lettres diverses de 1703.

⁶ Archives du château de Menthon, lettre de M. de Ville au comte de Menthon, Chambéry, le 3 novembre 1703, (J. Nicolas, *op. cit.*, t. I, p. 556, note 131).

⁷ Il paraît difficile de savoir exactement ce que coûtèrent les opérations militaires menées en Savoie par la France. Il ne subsiste que quelques éléments ponctuels, concernant notamment le siège de Montmélian: Archives de Vincennes, Service Historique de la Défense (désormais SHD), A¹1879: État de la dépense qui a été faite au blocus de Montmélian à commencer du 24 novembre 1704 jusqu'au dernier septembre 1705.

⁸ ADS, E supplément, AC Montmélian, BB6, notamment fol. 45-46, 49, 51-52 etc., A¹1765: blocus et incendie de Montmélian; SHD, A¹1877: capitulation de Montmélian et ordre de démanteler cette place (décembre 1705); SHD, A¹1879: blocus et capitulation de Montmélian, situation de la garnison ennemie; précisions intéressantes sur « ses courses » dans les environs, les pillages et violences commis par elle et aussi par les troupes chargées du blocus.

⁹ SHD, A¹1862: violences et meurtre commis par des soldats du régiment de La Fare près de Chambéry (1705).

¹⁰ James Stuart Fitz-James, duc de Berwick (1670-1734), fils naturel de Jacques II d'Angleterre, maréchal de France depuis 1706.

s'appuie sur une ligne courant le long de l'Arc puis jusqu'à Montmélian et au fort Barraux. « Valloire couvrait le Galibier, empêchait l'ennemi de descendre par la Maurienne plus bas que Saint-Michel, et par conséquent, les rejetant nécessairement vers la Tarentaise, s'ils voulaient aller en Savoie, me donnait tout le temps d'y arriver avant eux ».

Cela explique les diverses contre-offensives et tentatives de pénétration lancées par le duc, en 1704 mais surtout en 1708. Victor-Amédée passe le Mont-Cenis le 20 juillet puis avance jusqu'à Aiguebelle. Obligé de reculer face à la contre-attaque française, il se replie à Saint-Jean-de-Maurienne (27 juillet) puis regagne le Piémont¹¹. En 1709, après leur défaite en Piémont, les troupes françaises se retirent à l'inverse par le Lautaret et le Galibier vers Montmélian. Pour barrer la route à leurs poursuivants, le commandement fait stationner environ 1 600 hommes dans les Bauges. Les Impériaux, sous le commandement du comte de Thänn, descendent la Maurienne et la Tarentaise et parviennent à proximité. Le maréchal de Berwick reconnaît lui-même que la région est alors « mangée par les deux armées »¹². D'après les registres de catholicité de Bellecombe, « le 11 septembre, les Allemans ont pillé toute la paroisse à la réserve de la cure »¹³. Environ 10 000 hommes, notamment des Prussiens, campent devant Annecy durant presque un mois et vont « tous les jours par détachement fourrager la campagne voisine à cinq ou six lieues à la ronde, avec si peu d'ordre et de discipline que la desolation fut generale » ; ils reviennent « chargés de grains, de linges et de meubles »¹⁴. Mais l'armée française les repousse finalement.

En 1711, Victor-Amédée II pénètre à nouveau en Tarentaise par le Mont-Cenis et la Vanoise. Il parvient jusqu'aux environs de Chevron et Tamié. Berwick, qui se trouvait à Guillestre, se replie vers Montmélian par Valloire et Saint-Jean-de-Maurienne. Il ordonne à nouveau à six bataillons allemands de garder les Bauges. Victor Amédée II les fait attaquer « par les passages du nord ». Des combats se déroulent à Jarsy, École, Bange, Aillon. Finalement les contingents allemands se replient par les gorges de la Thuile et gagnent Montmélian¹⁵. Les troupes ducales reprennent Chambéry

¹¹ A. Gros, *op. cit.*, t. II, p. 81.

¹² SHD, A¹2172, p. 89, lettre au roi, datée de Saint-Jean-de-Maurienne, le 26 septembre 1709 (citée par J. Nicolas, *op. cit.*, t. I, p. 556, note 125).

¹³ L. Morand, *Les Bauges, histoire et documents*, Chambéry, 1889, t. III, p. 263.

¹⁴ ADHS, 7G17, p. 362-364 (cité par J. Nicolas, *op. cit.*, t. I, p. 556, note 126).

¹⁵ L. Morand, *loc. cit.*

durant l'été; mais en septembre, craignant d'être coupé par l'hiver de ses bases arrière, Victor-Amédée regagne le Piémont.

Il y a donc eu un certain nombre d'allées et venues de troupes combattantes, auxquelles s'ajoutent des dégâts causés également par des troupes mal identifiées. Il s'agit parfois de groupes de déserteurs et de pillards, qui profitent de la guerre pour vivre sur le pays. Il existe aussi des sortes de corps francs, parfois pourvus de commissions officielles qui en font des « compagnies détachées », agissant en marge des armées régulières. On connaît notamment celle du dénommé Arpin, dont l'intendant d'Angervilliers disait en 1705 qu'elle faisait « plus que six compagnies [régulières] ensemble »¹⁶. Au total, cependant, les dégâts dus aux opérations militaires semblent avoir été assez peu importants (le face à face en Savoie avait été beaucoup plus long et disputé entre les armées dans les années 1690, avec des mouvements d'avancées et de reculs plus préjudiciables aux régions concernées).

La Savoie n'a pas été vraiment considérée comme territoire ennemi et n'a jamais subi de rigueurs extrêmes. Ses populations sont dans l'ensemble épargnées, ses structures respectées. Comme toujours à cette époque, il n'est pas question de bousculer les usages et les statuts, ni d'implanter une administration venue de l'extérieur, qu'on serait d'ailleurs bien en peine de payer. La France conserve donc, comme sous l'occupation précédente (d'août 1690 à l'automne 1696) durant la guerre de la ligue d'Augsbourg, toutes les juridictions et les cadres locaux¹⁷, les lois et les arrêts promulgués jusque-là par le duc continuant d'être appliqués. La déclaration royale du 9 avril 1704 maintient en fonction tous les officiers des juridictions savoyardes, à la condition qu'ils acceptent de prêter le serment de fidélité exigé de tous¹⁸, notamment des membres des deux plus hautes instances de la province – le Sénat et la Chambre des comptes – sous peine d'exil¹⁹. Le Sénat est placé sous la présidence d'Antoine de Guérin, seigneur de Tencin, président à mortier au parlement de Grenoble. De 1703 à 1713, dix sièges de sénateurs étant devenus vacants, Louis XIV nomme à chaque fois des

¹⁶ SHD, A¹2250, p. 110, lettre de d'Angervilliers, 16 août 1710.

¹⁷ ADS, 2B238, lettres patentes du roi confirmant dans leurs fonctions le Sénat, la Chambre des comptes, le Présidial de Genevois, le juge-mage du Faucigny et toutes les autres juridictions de Savoie (fol. 63v., 9 mars 1704).

¹⁸ ADS, 2B8064.

¹⁹ Sur 34 sénateurs, seuls trois se font porter absents et parmi les 30 conseillers de la Chambre des comptes, seuls deux refusent de prêter serment. Le reste de la noblesse, notamment du fait de ses fonctions militaires, apparaît plus partagé; mais si la moitié environ des nobles savoyards avait quitté le duché en 1690, seul un tiers s'exile en 1703.

Français, essentiellement des Dauphinois²⁰. Il est intéressant de constater que cette nouvelle conquête et cette occupation ne donnent lieu à aucun discours annexionniste, émanant par exemple de la « petite Académie » ou Académie des inscriptions²¹. Personne ne sait alors ce que Louis XIV va faire de la Savoie. Le sait-il d'ailleurs lui-même?.. Néanmoins, dans la déclaration royale du 9 avril 1704, lue au Sénat et à la Chambre des comptes de Chambéry, il s'adresse à ceux qui sont « devenus ses sujets » et insiste sur son droit de conquête.

Une province déjà très pauvre

Depuis 1688, année catastrophique dans toute l'Europe, l'approvisionnement des habitants semble très mal assuré. On enregistre une montée des prix dans la décennie 1690, du fait de la conjonction de mauvaises récoltes et de la première occupation par les armées de Louis XIV. La coupe de froment atteint 30 florins en juin 1693 et même 40 en mai 1694. Une nouvelle crise frumentaire survient en 1698-1699 : 33,42 florins, à Annecy, en juin 1699²². Tous les documents de l'époque – correspondances administratives, rapports, délibérations des assemblées de villes, registres capitulaires – décrivent la même situation : « misère », « pauvreté », « indigence », « dénuement », parfois « désertion », c'est-à-dire émigration, signalée notamment en Chablais. Partout on évoque le manque de ressources, les mendiants de plus en plus nombreux, les distributions de soupe ou de pain. La situation apparaît donc déjà critique aux alentours de 1700, la région n'étant toujours pas remise de l'occupation précédente.

À son arrivée en 1703, le maréchal de Tessé reconnaît lui-même que la Savoie se trouve dans une situation d'« épuisement inconcevable [...] la récolte a manqué et le débordement des torrens a gasté la meilleure partie des foins »²³.

²⁰ Ainsi, le 26 mai 1704, Augustin de Brissiaux, conseiller au présidial de Valence, ou Jean-Baptiste Dufresne, avocat au parlement de Grenoble, le 23 juin 1704 (ADS, 2B238, fol. 43v., 87v. et 91). Claude François Guérin de Tencin sera également nommé chevalier d'honneur au Sénat de Savoie le 16 novembre 1709 (2B240, fol. 101).

²¹ F. Meyer, Occupations ou annexions? La Savoie soumise (1536-1749), *La Savoie, terre ouverte. Occupations, annexions, révolutions (XVI^e-XIX^e siècles)*, Chambéry, 2010, p. 19.

²² J. Nicolas, *op. cit.*, t. I, p. 566.

²³ SHD, A¹1690, p. 185 lettre du 19 novembre 1703, datée de Chambéry. (*ibid.*, p. 566, note 185).

Mais les prix ne reflètent pas totalement la situation de pénurie. Ceux du vin, par exemple, restent relativement bas et évoluent même presque en sens inverse, les dépenses étant prioritairement consacrées aux céréales et à l'achat de pain. « En réalité », note Jean Nicolas – un des meilleurs connaisseurs de l'histoire de la Savoie au XVIII^e siècle – « la pression fiscale exceptionnelle de ces années de guerre et d'occupation étrangère provoque alors un phénomène déflationniste qui explique en partie l'affaissement des courbes, prolongé jusqu'en 1706-1707 ». Par la suite cependant, le retour des très mauvaises récoltes entraîne néanmoins une nouvelle flambée des prix. « De juillet à décembre 1708 le blé passe de 12,58 à 23,34 florins, et le seigle de 10 à 19,17 florins », soit des augmentations respectives de 85,5 et 91,7%. En février 1709 il est à 26 florins, 30 florins en mars mais 45,34 en avril, 50 en juin, 54 florins en juillet au moment de la soudure (soit quasiment cinq fois plus que le prix habituel). « Comparés aux prix planchers de l'année 1706, les cours de 1709 accusent une hausse de 188% pour le froment, et de 189% pour le seigle. Le vin est si rare, après la destruction d'une grande partie du vignoble, qu'il est taxé à 12 sols le pot, six fois le prix de l'année 1707 ». Les semailles précoces du printemps permettent de justesse d'éviter la famine. « Les prix redescendent au-dessous de 30 florins à partir de mars et tombent au-dessous de 20 florins en août »²⁴. Mais à partir d'août 1710 et jusqu'en 1713 les prix repartent à la hausse.

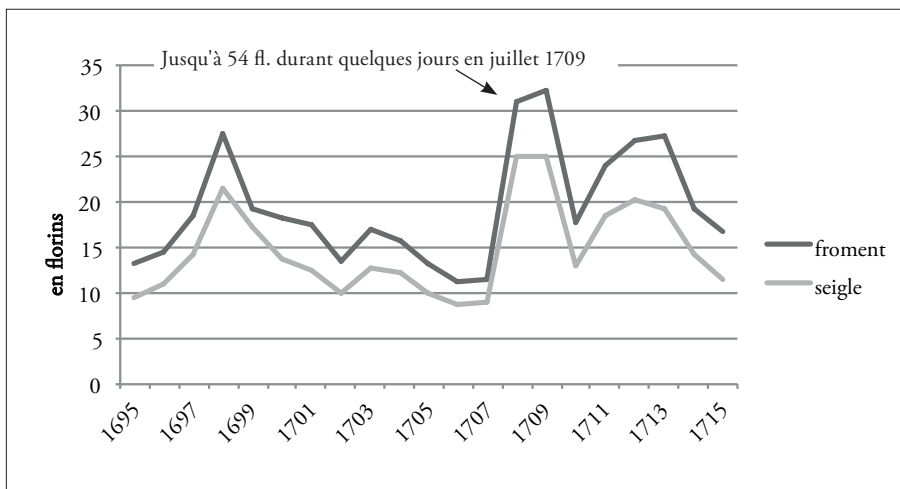


Fig. n° 1 : Évolution du prix moyen de la coupe à Annecy

²⁴ J. Nicolas, *op. cit.*, t. I, p. 566-567 (et p. 541 sur les conséquences de l'hiver de 1709).

Le « grand hyver », se superposant à l'occupation et aux prélèvements de guerre, a provoqué une situation catastrophique : « Les peuples sont si réduits qu'une partie est obligée de se nourrir du pain de glands qui devient l'aliment commun des païsans et habitans des montagnes » déclare l'évêque Rossillon de Bernex²⁵. Les villageois ne vivent « que de l'herbe » et sont semblables « à des squelettes » écrivent les édiles de Chambéry à Versailles²⁶. Le Sénat est amené à prendre des mesures draconiennes, notamment le recensement des bouches à nourrir et de méticuleuses visites domiciliaires (« visites des grains ») pour éviter tout accaparement spéculatif.

Une chose paraît donc certaine : la Savoie vivait – ou survivait – déjà chichement en temps ordinaire, avant l'arrivée des Français. Assurer la subsistance de milliers d'hommes et de chevaux, spécialement durant la mauvaise saison, représente donc un poids supplémentaire extrêmement lourd pour la population, spécialement dans les zones de vallées et de passages intensifs de troupes.

L'organisation des réquisitions

Celles-ci commencent, en fait, avant même les hostilités. Le 22 octobre 1703, le gouverneur savoyard Joseph de Sales ordonne une énorme réquisition de blés pour l'approvisionnement de ses troupes, à lever sur l'ensemble de la population chambérienne (nobles, ecclésiastiques et bourgeois) et à apporter au château. Le 29 octobre, les syndics obtiennent une modification de l'ordonnance (nouvelle ordonnance du 31 octobre) limitant cette réquisition à 200 veissels (à raison de 15 veissels par jour) et empruntent 2 000 livres, afin de pouvoir rembourser aux habitants ces réquisitions sur la base du prix pratiqué au marché de la Grenette²⁷.

Dans toutes les occupations, même si les troupes sont cantonnées en général dans les villes (qui offrent plus de possibilités de logement),

²⁵ Lettre du 29 novembre 1709, archives du séminaire d'Annecy, citée par *ibid.*, t. I, p. 567.

²⁶ A.-M. de Boislisle, *Correspondance des contrôleurs généraux des finances avec les intendants des provinces*, Paris, 1897, t. III, p. 154. Signe de cette extrême misère, un certain nombre de femmes présentent des requêtes au Sénat de Savoie, durant l'année 1709, demandant qu'on leur permette d'aliéner leurs droits dotaux, afin d'assurer la subsistance de leur famille (ADS, 2B240).

²⁷ AC Chambéry, BB46/115 cité par J.-A. Boudet, *La vie municipale et les institutions communales à Chambéry (fin XVII^e-début du XVIII^e siècle)*, TER, s. l. n. d. [1969], p. 138-139.

c'est paradoxalement sur les campagnes que leur présence pèse le plus, car c'est sur elles essentiellement que portent les réquisitions. La province de la Tarentaise était réputée la meilleure et la plus abondante en grains. Mais elle connaît de multiples passages de troupes, des deux camps. Les Français y séjournent longuement et y effectuent notamment des travaux de retranchements et de nombreuses réquisitions, même lorsqu'il n'y a pas d'opérations militaires en cours, simplement pour la subsistance, le logement et le déplacement des troupes d'occupation. Ces réquisitions pèsent surtout, comme d'habitude, sur la Combe de Savoie, Chambéry et les axes de passage de Tarentaise et plus encore de Maurienne²⁸.

Jean Charles Gabriel Couppy, conseiller du roi, nommé chevalier d'honneur au Sénat de Chambéry, est le « commissaire ordonnateur en Savoie de l'armée de Sa Majesté audit pays ». À ce titre, c'est lui qui ordonne les réquisitions et fait exécuter les ordres de l'intendant d'Angervilliers²⁹ (qui avait déjà coordonné la première occupation). Le 23 novembre 1703, il supervise même l'élection des syndics de la ville.

Le mécanisme est bien connu : des ordres de réquisition sont adressés à chaque village. L'administration militaire établit des formulaires pré-imprimés, tel celui-ci : « Il est ordonné aux officiers locaux, syndics & habitans de la paroisse de ... de fournir & faire voiturer avant le premier mars prochain, au plus tard, et pour tout délai, au magasin de ... le nombre de ... rations de foin, de dix-huit livres chacune, poids de marc du meilleur qu'ils ayent, & ... quintaux d'avoine, aussi poids de marc »³⁰.

L'armée ordonne également d'importantes réquisitions de paille, destinée au couchage de l'infanterie, et de foin (récolté trois fois par an³¹), pour la cavalerie mais aussi les mulets ou encore les troupeaux que l'armée conserve sur pied, près de ses cantonnements. Il doit être bottelé en rations (ou « barions ») de 18 livres « poids de marc » (soit environ 9 kg). Les réquisitions sont imposées au prorata de la taille. Les syndics notent soigneusement les quantités apportées par chaque habitant. Lors de leurs livraisons aux magasins des munitionnaires, ils reçoivent des attestations qui leur permettent, théoriquement, d'obtenir des dégrèvements ultérieurs sur leur imposition. L'armée réclame également de l'avoine ou de l'orge

²⁸ SHD, A¹2102, p. 313, lettre de d'Angervilliers, 2 novembre 1708.

²⁹ Nicolas Prosper Bauyn, seigneur d'Angervilliers, « conseiller du Roi en ses conseils, Maître des requêtes ordinaires de son Hôtel, Intendant de justice, police et finances en Dauphiné et Savoie et de l'armée de Sa Majesté sur la frontière de Piémont ».

³⁰ ADS, 2B8063, 3 janvier 1710.

³¹ Aux mois de mars-avril, juin-juillet puis septembre.

pour ses chevaux et bien entendu de grosses quantités de blé et de seigle pour les hommes de troupe (en revanche elle n'effectue pas de réquisition de sarrasin, que les soldats n'aiment pas). La Savoie produit peu de froment, mais on peut y faire quatre, voire cinq récoltes de seigle, orge et autres « bleds », en altitude. Même si les rendements sont faibles, ces récoltes successives sont un atout.

L'armée demande plus rarement du pain (car elle dispose de ses propres boulangeries), des produits laitiers ou du vin (ces produits sont donc achetés). La fourniture de bêtes de boucherie semble moins systématique : les bovins sont réglés au moyen de reçus, parfois directement en argent par les munitionnaires. Les officiers réclament en certaines occasions du gibier, du poisson, des agneaux, mais les payent aux communautés.

Les Français exigent également de grandes quantités de bois³² : bois de chauffage, de cuisson pour le pain, bois d'œuvre pour la construction de cantonnements et de baraques, de palissades, de gabions³³ ou de ponts et de digues. Il faut aussi leur livrer des chandelles, pour l'usage des corps de garde (n'en produisant pas, les communautés doivent les acheter à des marchands ciergiers).

Toutes les réquisitions doivent être acheminées aux magasins à vivres, situés dans les villes d'étapes militaires, en général celles-là mêmes que le duc avait aménagées pour le déplacement de ses propres troupes (en Maurienne et Tarentaise principalement) ou dans les « magasins du Roi » (par exemple au camp de L'Hôpital, près de Conflans)³⁴. Cela oblige les habitants à d'épuisantes corvées, d'où le recours à des « entrepreneurs » qui se chargent, moyennant finances, de réunir et de livrer les quantités exigées. Il s'agit en fait, très souvent, de commis travaillant pour les munitionnaires. Ces transports et stockage, dans des conditions souvent précipitées et mal encadrées, entraînent beaucoup de pertes, ainsi que de multiples prévarications et détournements. De nombreuses communautés doivent aménager, voire construire à cet effet, un magasin communautaire

³² Les fournitures de bois devaient aussi, théoriquement, être défalquées des tailles, mais elles le furent rarement.

³³ Assemblages circulaires composés de quatre fascines de petits bois tressés entre eux, les gabions étaient remplis de terre et de roche.

³⁴ ADS, EE 4 commune actuelle d'Albertville (non daté). Ce document donne la liste des paroisses dépendant de Conflans : L'Hôpital, Saint-Sigismond, La Bathie, Tours, Cevins, Venthon, Saint-Paul, Saint-Thomas-des-Esserts, Feissons, Clery-Frontenex, Gilly, Saint-Vital, Plancherine, Tournon, Thénésol, Verrens-Arvey, Mercury, Pallud et Gemilly.

pour stocker les produits des réquisitions (une pierre de celui d'Orelle porte encore la date de 1709) et embaucher des commis ou garde-magasins.

Afin d'éviter les contestations, mais aussi les détournements de marchandises, les préposés ou commissaires aux magasins enregistrent ces versements, délivrent des quittances que les conseillers, syndics ou châtelains certifient à leur tour avoir reçues. Les communautés conservent tous ces papiers et elles dressent également des récapitulatifs ou « états des fournitures faites ». Malheureusement tous ces documents ont souvent disparu par la suite.

Comme toujours, certains habitants et des villages entiers s'avèrent incapables de payer en totalité ou dans les délais les sommes exigées. Comme toujours l'autorité militaire envoie dans ce cas en garnison des soldats, qui restent dans les villages jusqu'au paiement des sommes dues. Des « troupes de contrainte » sont ainsi cantonnées dans chaque province en 1708³⁵. Il y a parfois des abus : certains officiers envoient leurs soldats se faire loger, en même temps qu'ils adressent aux villages l'ordre de réquisitions, obligeant ainsi la population à leur payer leurs « vacations ». En outre, les soldats refusent souvent la nourriture ordinaire des paysans, obligés alors de les payer au moins 15 sols par jour pour qu'ils aillent se nourrir³⁶.

Les syndics et exacteurs, accusés de n'avoir pas été suffisamment persuasifs pour obtenir les sommes exigées, sont parfois arrêtés (et notamment emprisonnés à Annecy³⁷). Au total, ces prélèvements répétés paraissent bien plus dommageables que les destructions provoquées ponctuellement par les affrontements militaires.

Le logement des gens de guerre constitue un autre gros souci. À Chambéry, principale ville de casernement, les syndics, secondés par les « dizainiers » reçoivent l'ordre dès le 5 novembre 1703, de visiter chaque quartier de la ville pour connaître exactement les noms des bourgeois et autres habitants absents, afin qu'ils soient avertis « de se rétablir incessamment » pour loger eux aussi des soldats³⁸. Théoriquement, le soin de leur trouver un hébergement est dévolu à un seul homme, le « fourrier »,

³⁵ SHD, A¹2102, p. 303, lettre de d'Angervilliers du 2 décembre 1708, citée par J. Nicolas, *op. cit.*, p. 558, note n° 142.

³⁶ Archivio di Stato de Turin, Prima Sezione Écritures du duché de Savoie, paquet 3, n° 13, *Mémoire sur le malheureux état de la Savoie...*, 1709 cité par J. Nicolas, *La Savoie au XVIII^e siècle*, p. 556-557 et note n° 132.

³⁷ Arch. Municipales d'Annecy, BB50, fol. n° 193.

³⁸ J.-A. Boudet, *op. cit.*, p. 216, note 219.

nommé par le Conseil de ville. Il s'occupe aussi de la distribution du bois de chauffage aux troupes. Un dénommé Georges Vallet assura cette fonction de 1690 à 1714. Il avait donc déjà l'expérience de la première occupation. En temps de paix, il n'avait à s'occuper que de quelques troupes de passage et touchait simplement 50 florins de gages annuels. En revanche, son salaire est décuplé durant les années 1704-1713. Dès le 28 novembre 1703, on lui confie d'organiser, seul, le logement et de distribuer les billets. Cependant, vu les nombreuses plaintes et les injustices flagrantes de la répartition qu'il effectue, on lui adjoint par la suite un conseiller, désigné « contrôleur des billets de logement », chargé de tenir un registre, au jour le jour, de tous les logements attribués³⁹.

L'hébergement de soldats (troupes de passage ou placées en « quartier d'hiver » pendant 150 jours) et les fournitures afférentes (lits, feux et couverts) entraînent pour les habitants des dépenses supérieures à l'indemnité de quatre sols par jour versée théoriquement en dédommagement par l'occupant (par le biais des impositions du quartier d'hiver) ou par les villes⁴⁰. Les nobles, les clercs, les châtelains en sont en principe exemptés. Théoriquement, le soldat ne peut rien exiger d'autre que le lit, la chandelle et une place auprès du feu. Mais souvent sa solde n'arrive pas : il ne peut donc acheter sa nourriture et se sert lui-même...

Les gouverneurs ou commandants généraux, qui se succèdent en Savoie, logent habituellement rue Saint-Antoine, au domicile de la marquise de La Pierre. La Ville essaye d'obtenir une réduction de l'indemnité qu'elle doit verser à la marquise. Celle-ci intente un procès devant le Sénat et n'hésite pas à faire intervenir d'Angervilliers, qui oblige en 1712 la municipalité à régler une partie des frais. Elle verse finalement 2 000 livres⁴¹.

Chaque paroisse doit fournir en outre un certain nombre de conducteurs et mulets. Les transports mobilisent toutes les bêtes dans certains secteurs (et elles ne sont pas rendues en totalité). Il faut parfois effectuer les portages à dos d'hommes, en chaises à porteurs ou « ramasses » (sortes de traîneaux). Les communautés doivent également fournir des guides aux troupes, voire des courriers rémunérés, appelés « pédons », qui acheminent pour l'occupant les courriers d'un village à l'autre, jusqu'à la

³⁹ *Ibid.*, p. 115-116 et p. 125.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 195, note 134. En 1710, la Ville de Chambéry verse par exemple 30 florins par semestre pour « louage » à un serviteur de ville, dont les valets d'un major occupent une partie du logement

⁴¹ *Ibid.*, p. 136.

destination finale (ces hommes guident aussi les courriers officiels). Les frais de transports deviennent considérables en 1709, avec l'instauration du système stratégique des navettes mis en place par le maréchal de Berwick.

Dans chaque ville, chaque lieu d'étape, au pied des cols, l'armée organise des « brigades », c'est-à-dire des groupes de voitures et leurs attelages en permanence à disposition pour le service des troupes et de l'intendance ou des « piquets », en astreinte, au service de tel ou tel camp. Les communautés fournissent des bêtes à tour de rôle, toujours au prorata des tailles, et un conducteur pour trois bêtes (payé par l'armée 10 sols par jour).

Il faut enfin fournir des journées d'hommes, pour effectuer les corvées imposées, chacun devant apporter pelle et pioche, afin de réparer les grands chemins ou déneiger avant le passage des troupes. Les paysans sont parfois réquisitionnés également pour des travaux de retranchements. Payés 15 sols par jour, parfois 25 sols pour les maçons, ils sont théoriquement nourris par l'armée (mais en réalité pas toujours).

Une ponction fiscale très lourde

Comme lors de l'occupation précédente, les autorités françaises ont « l'ordre de tirer de la Savoie le maximum de ressources au bénéfice de l'Extraordinaire des guerres, et de faire vivre à ses frais le maximum de troupes »⁴². Mais en réalité, les prélèvements effectués servent aussi à garnir les magasins militaires qui alimentent l'armée durant les campagnes estivales et financent en partie les troupes du Dauphiné et la guerre en Piémont. La pression fiscale ordinaire est donc considérablement accrue, au moins jusqu'à la crise de 1709-1710, et l'on y ajoute de nouveaux impôts très conséquents. Ces lourdes exigences fiscales s'additionnent bien entendu aux redevances habituelles dues aux propriétaires seigneuriaux ou à l'Église.

Le recouplement de divers fonds documentaires⁴³ permet de reconstituer assez précisément l'évolution de la taille⁴⁴. Cet impôt, auquel

⁴² E. Burnier, *Histoire du Sénat de Savoie et autres compagnies judiciaires de la même province*, Chambéry, 1864-1865, t. II, p. 103.

⁴³ Archives du château de Vincennes, archives de l'Intendance de l'Isère, archives de communautés paysannes ou urbaines.

⁴⁴ Cf. notamment ADS, C1474, bilan des tailles par paroisse (années 1709-1713). Ce document indique également les mutations de biens exempts devenus roturiers

le clergé et la noblesse échappent jusqu'en 1709, se compose en fait de la taille dite "ordinaire" (prélèvement fixe de 725 426 livres⁴⁵ qui ne changera pas durant la période), augmentée chaque année d'une somme variable au titre des "ustensiles" et fourrages (cet argent sert aussi à payer la solde des troupes et à régler les indemnités ou remboursements aux communautés). Elle est en outre accompagnée presque systématiquement d'une taille «extraordinaire». Ainsi, dès 1704, l'intendant Bouchu annonce une levée de 100 000 livres sur l'ensemble des communautés savoyardes, officiellement pour «les réparations des chemins publics, le remplacement des non-valeurs et autres dépenses imprévues»⁴⁶. En 1708 et 1709 cette taille extraordinaire est même portée à 300 000 livres, afin de pourvoir aux remboursements retardés (notamment des livraisons de fourrages) qui se sont accumulés⁴⁷.

Fig. n° 2: Répartition par province de l'imposition extraordinaire de 300 000 livres décidée en 1708⁴⁸

Savoie Propre	75 696 L.	25,23%
Genevois	57 669 L.	19,22%
Faucigny	56 717 L.	18,90%
Tarentaise	44 743 L.	14,90%
Maurienne	38 597 L.	12,85%
Chablais	21 575 L.	7,20%
Bailliages de Ternier et Gaillard	5 003 L.	1,70%
ensemble	300 000 L.	100%

Globalement la valeur du «quartier» de taille – 150 000 florins – n'a quasiment pas varié durant ces dix années. En revanche, leur nombre a énormément augmenté en fonction des besoins des troupes et de la perception accrue des «ustensiles». Sous l'administration ducale,

et inversement.

⁴⁵ L'intendant français Bouchu estimait en 1703 qu'on ne pouvait tirer davantage de la Savoie.

⁴⁶ Ordonnance du 18 janvier 1704 (exemplaire conservé par exemple dans les AC de Saint-Jean-de-Maurienne, EE 23) citée p. 128 et annexes, partie II, pièce 26 dans Y. Grand, *La guerre de Succession d'Espagne en Savoie*, mémoire de master 1, université de Savoie, 2008.

⁴⁷ Ordonnance d'Angervilliers, datée du 8 janvier 1708; 1 245 000 livres devaient être affectées au remboursement des fourrages fournis aux troupes durant l'année 1706 et 64 000 livres pour les fourrages de 1707.

⁴⁸ AC Saint-Jean-de-Maurienne, EE 23, cité par Y. Grand.

on comptait un peu plus de 8 quartiers pour l'ordinaire de la taille et 6 quartiers pour les ustensiles.

Fig. n° 3 : Évolution et répartition du nombre de quartiers

années	quartiers des roturiers	quartiers des privilégiés	Nb total de quartiers
1703*	10,3	3,4	13,7
1704	11	3,8	14,8
1705	13,5	4,5	18
1706	14,3	4,7	19
1707	17,3	4,7	22
1708	18,96	4,7	23,66
1709	19,6	4,7	24,3
1710	16,4	4,7	21,1
1711	17,25	4,7	21,95
1712	17,25	4,7	21,95
1713	17,5	4,7	22,2

*prélèvements effectués par le duc de Savoie (opérations militaires aux côtés de la France)

Avec 24 quartiers, on atteint sans doute en 1709 (comme déjà durant l'hiver 1696) la limite maximum de ce type d'imposition. Les plaintes et suppliques émanant du Sénat et des villes se multiplient ; en certains endroits on assiste aussi à un abandon notable des terres et à l'exode d'une partie de la population. C'est pourquoi les autorités françaises ramènent l'extraordinaire de la taille à 100 000 livres et diminuent d'un quartier les contributions au titre de l'ustensile. De 1711 à 1713 celui-ci représente environ 12 quartiers.

Une fois la somme globale arrêtée, les bureaux de chacune des provinces adressent à chaque communauté des « billets d'exactions », indiquant le montant requis et le nombre de « quartiers ». Voici par exemple le cas du village d'Orelle (près de Saint-Michel-de-Maurienne), étudié par Y. Grand⁴⁹. Le « bilan réformé de la taille » s'y élève à 336 florins 8 sols et 6 deniers. L'intendance estime qu'il doit être multiplié par 23 quartiers 2/3 (soit 23,66 fois 336 florins), soit environ 8 000 florins (4 800 livres tournois). À l'intérieur des communautés, la répartition des sommes dues s'effectue habituellement au prorata du nombre de journaux de terres

⁴⁹ Y. Grand, *op. cit.*, p.128. La présente communication doit beaucoup à cet excellent travail.

cultivées⁵⁰. On y ajoute encore un demi-quartier supplémentaire pour les impayés de l'année précédente. Les versements doivent être effectués chaque mois, mais les mois d'hiver sont paradoxalement les plus imposés, la Trésorerie accumulant l'argent pour les gros achats au moment de la récolte de juin et du lancement des campagnes militaires⁵¹. Elle perçoit en outre 3 deniers par livre sur la taille ordinaire puis, à partir de 1708, également sur l'extraordinaire de la taille et à partir de 1711 sur l'ensemble des cotisations fiscales.

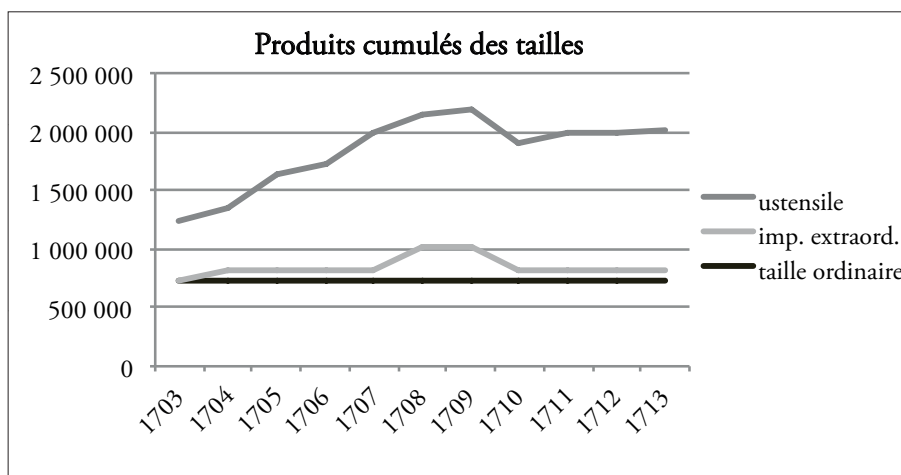


Fig. n° 4: Produits cumulés des tailles

⁵⁰ Privilégiés (par exemple bourgeois exemptés ou patentés) et nouveaux nobles (noblesse datant de moins de 60 ans) doivent cotiser sur cette somme pour « 4 quartiers 1/3 et 1/24^e », soit environ 1 500 florins. De 1703 à 1706 le nombre de quartiers prélevés sur les nobles et privilégiés fut environ 1/3 de celui des roturiers. Par la suite leur nombre de quartiers n'augmenta pas, contrairement à ceux exigés des roturiers.

⁵¹ Cf. SHD, A¹1879: Projet de traités pour le recouvrement des impositions en Savoie pour les quartiers d'hiver 1705 à 1706 et pour l'année 1706. Celui-ci s'élève à 651 800 livres et se décompose comme suit: 480 350 livres pour la cavalerie et les dragons, 123 390 livres pour l'ustensile de l'infanterie et 48 060 livres pour les fourrages alloués aux officiers généraux (fol. 340).

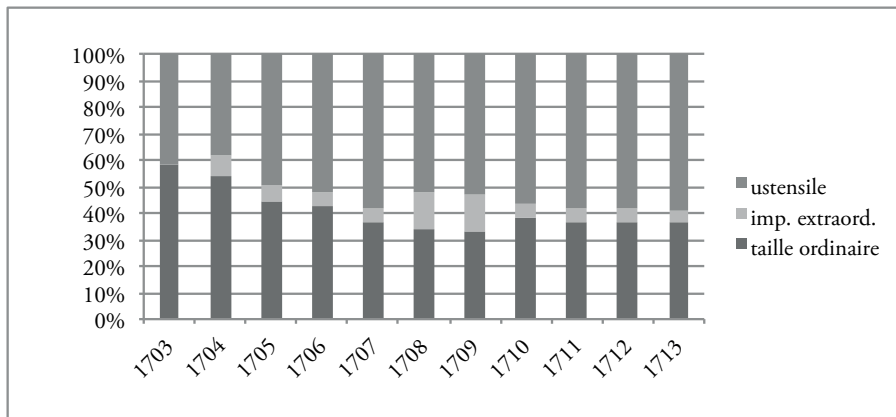
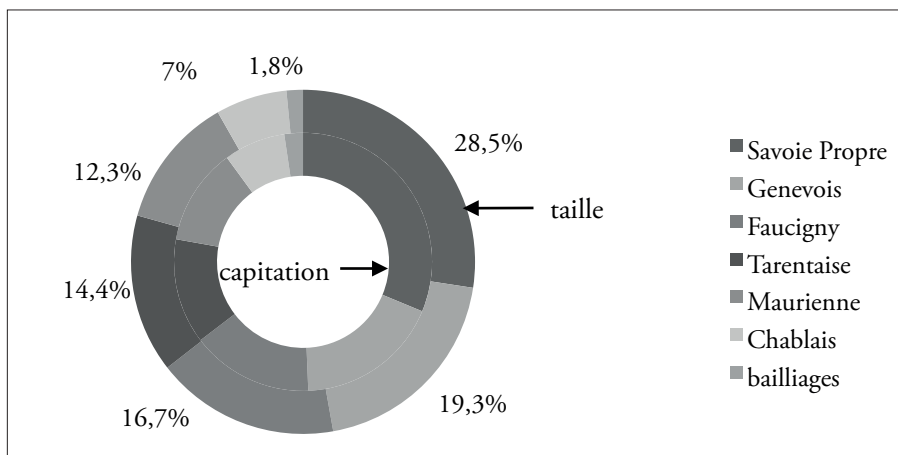


Fig. n° 5 : Parts respectives dans l'imposition globale



**Fig. n° 6 : Impositions par provinces en 1710 et 1711
(les pourcentages sont calculés sur le total taille + capitation)**

En cumulant les trois impositions (fig. n° 4), on dépasse constamment les 1,9 million de livres à partir de 1707, le maximum étant atteint en 1709 avec 2 197 876 livres. Au fil des années la part relative de la taille ordinaire diminue, tandis que celle des « *ustensiles* » s'accroît de façon très notable (fig. n° 5). La Savoie Propre (région de Chambéry, combe de Savoie), reste nettement la plus imposée (fig. n° 6).

Il est certain que les années 1709-1710 marquent à la fois l'apogée de la ponction fiscale et celui d'un appauvrissement général. Le fameux

Mémoire sur le malheureux état de la Savoie rédigé par le Sénat en témoigne⁵² : « Beaucoup des habitans se sont déjà retirés dans des pais étrangers [...] c'est une désolation générale, le Savoye n'a nul commerce que celui des bestiaux qu'on est obligé d'égorger faute de fourrage, qui a été consommé par les armées et le reste par la cavalerie qui est en quartier d'hiver ». En 1710, la pression fiscale française atteint sans doute son paroxysme (la forte mortalité ayant accru le poids de la capitation pesant sur les survivants), et pousse les représentants savoyards à sortir de la prudente réserve qu'ils ont jusque-là observée. Les syndics de Chambéry adressent ainsi un premier placet au roi de France⁵³, dans lequel ils évoquent l'extrême « désolation des peuples de cette province », la « désertion qui augmente tous les jours », les habitants « forcés d'aller chercher du pain parmi les hérétiques qui les environnent [...] au grand préjudice de la religion et du bien de l'État ». Ils dénoncent la taille et les diverses autres impositions « si excessives qu'elles surpassent les revenus des particuliers », les « impositions en grains et fourrages si souvent réitérées », rappelant en outre que la province a perdu « la plus grande partie de ses gros arbres fruitiers et des vignes par la rigueur de l'hiver de l'année dernière ». Les syndics évoquent aussi les difficultés des paroisses éloignées à pouvoir voiturer les quantités demandées, l'obligation de devoir s'en acquitter en argent, les malversations des commis préposés aux magasins, les assignations de soldats dans les paroisses pour les forcer à payer, les dégâts causés par les troupes en campement etc.

Les syndics de Chambéry, « au nom du tiers état des provinces de Savoye » s'adressent à nouveau au ministre Voysin au mois d'octobre⁵⁴ ; l'intendant ayant imposé une somme de 352 038 livres pour procéder au remboursement des fourrages, mais sur les provinces qui les ont elles-mêmes livrés, celles-ci préfèrent renoncer à ce remboursement et que l'imposition soit ramenée à 60 000 livres, coût estimé des frais de recouvrement des fourrages.

Les Savoyards tentent également d'envoyer une députation auprès du ministre ou bien essayent d'intéresser à leur sort, par le biais de l'évêché de Genève-Annecy, Marie-Anne de Bourbon, princesse de Conti (1666-1739), qui leur répond d'ailleurs favorablement⁵⁵. En 1710, les communautés villageoises du Faucigny envoient aussi en députation à Versailles, auprès de la duchesse de Bourgogne, Marie-Adélaïde – princesse savoyarde

⁵² 1^{er} décembre 1709 (ADS 2B26).

⁵³ SHD, A¹2250, fol. 65, 6 mai 1710.

⁵⁴ SHD, A¹2250, fol. 65, 19 octobre 1710 ; voir également un autre placet adressé à Versailles par les syndics de Chambéry (fol. 69), non daté.

⁵⁵ ADS, 2B26, fol. 16, cité par Y. Grand, annexes, partie II, pièce 17.

épouse du petit-fils de Louis XIV – le vicaire général du diocèse de Genève-Annecy, l'abbé Goy. Elles réussissent à obtenir un allègement de la ponction fiscale pesant sur leur région. Mais au mois de juillet de la même année, une autre délégation, composée de délégués des villes de l'ensemble de la Savoie, se voit opposer un refus catégorique⁵⁶. En 1711, le Sénat et la Chambre des comptes supplient aussi qu'on renonce à l'augmentation de moitié de la capitation⁵⁷. L'intendant d'Angervilliers leur répond que cette augmentation tient lieu de dixième et que si celui-ci y était véritablement levé, comme en France, il en coûterait encore plus à la province...

D'aucuns ont peut-être cherché des moyens plus radicaux pour obtenir une réduction de leurs impositions. Plusieurs historiens ont noté une vague d'incendies sans précédent dans le duché, surtout en 1709 où l'on en compta au moins 117, soit quatre fois plus qu'en 1708. Peut-être s'agirait-il d'incendies volontaires visant à éviter les réquisitions et à obtenir des exemptions de taille⁵⁸ ?

La capitation française, déjà introduite en certains secteurs durant l'occupation précédente en 1695, est en outre généralisée à l'ensemble de la Savoie dès 1703. La perception de cet impôt, qui suppose une administration quadrillant durablement le territoire, semble avoir été irrégulière. Elle aurait rapporté malgré tout jusqu'à 470 000 livres en 1712.

Au total, la documentation permet de reconstituer pour la période le bilan suivant (fig. n° 7). Cependant, il convient de préciser que ces sommes ne furent pas toujours entièrement recouvrées.

Fig. n° 7 : Répartition des impositions directes (en livres tournois)

Années	Taille Ordinaire*	Taille extra-ordinaire	ustensiles	total	capitation	« Dépenses imprévues »
1703	725 500	-	513 772	1 239 198		
1704	725 500	100 000	513 772**	1 339 198		321 648 ⁵⁹

⁵⁶ F. Meyer, *art. cit.*, p. 31.

⁵⁷ ADS, 2B26, fol. 15 (document cité par Y. Grand, annexes, partie II, pièce 18).

⁵⁸ F. Meyer, *art. cit.*, p. 27-28.

⁵⁹ Taxe spéciale répartie sur l'ensemble du duché mais destinée à indemniser les habitants ayant subi des dommages durant le siège de Montmélian (J.-C. Devos, *Aspects de l'occupation française en Savoie pendant la guerre de Succession d'Espagne (1703-1712)*, *Actes du 85^e Congrès national des sociétés savantes*, Paris, 1960, p. 45).

Années	Taille Ordinaire*	Taille extra-ordinaire	ustensiles	total	capitation	« Dépenses imprévues »
1705	725 500	100 000	802 679	1 628 105	339 6292 ⁶⁰	
1706	725 500	100 000	893 132	1 718 558	336 840	100 000 ⁶¹
1707	725 500	100 000	1 164 491	1 989 917	336 000	
1708	725 500	300 000	1 114 561	2 139 987		
1709	725 500	300 000	1 172 450	2 197 876		
1710	725 500	100 000	1 083 083	1 908 509	219 000	
1711	725 500	100 000	1 159 968	1 985 394		
1712	725 500	100 000	1 159 968	1 985 394	470 000	
1713	725 500	100 000	1 182 581	2 008 007		

* La somme exacte semble avoir été de 725 426 livres. Certains documents indiquent 725 419 livres; nous avons choisi d'arrondir ici à 725 500.

** ou 700 000 en 1704 selon un autre document.

À ces différents prélèvements s'ajoutent enfin les impositions indirectes (gabelles, douanes, droits domaniaux etc.) Un rapport officiel estime que le produit annuel moyen s'en élevait à environ 630 000 livres pour la période 1704-1712⁶². Mais l'aggravation de la situation économique a bien entendu réduit leur rendement; on signale un peu partout la baisse des redevances sur les foires et marchés, d'où la réduction des sommes encaissées (fig. n°8).

Fig. n° 8: Valeurs encaissées dans l'acquittement des huit paiements des fermes générales de Savoie par le trésorier de l'extraordinaire des guerres à Chambéry

Années	1 ^{er} semestre	2 nd semestre	total	Part cautionnée	%
1705	233 852	371 234	605 086	24 914	4,12%
1707	315 000	315 000	630 000	0	0%
1711	208 800	284 573	493 373	136 627	27,7%

(Y. Grand, *La guerre de Succession d'Espagne en Savoie*, annexes, partie II, pièce n°1)

⁶⁰ J. Humbert, La seconde occupation de la Savoie par Louis XIV et son occupation jusqu'à la chute de Montmélian (octobre 1703-décembre 1705), *Mémoires de l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Savoie*, 6^e série, 1969, t. XI, p. 86.

⁶¹ SHD, A¹1972, p. 326: lettre de d'Angervilliers du 2 novembre 1706, citée par J. Nicolas, *op. cit.*, t. I, p. 557, note 138.

⁶² AST, PS, Écritures du duché de Savoie, paquet 3, n° 13, état des impositions faites en argent en Savoie depuis le commencement de la guerre (cité par J. Nicolas, *loc. cit.*, note n° 141).

Comme lors de l'occupation précédente, l'ensemble des ponctions fiscales représente donc, quasiment, le double des prélèvements réalisés habituellement par les autorités duciales, en année moyenne. Par la suite, vers 1740, le roi de Sardaigne tirera lui-même environ 2 millions de livres des pays de Savoie. Les Espagnols porteront cette somme à 4 millions, voire 5 millions en 1745. Ces ordres de grandeur permettent donc de resituer le coût de l'occupation française de 1703-1713 : une ponction fiscale très importante et douloureuse, mais finalement pas si exceptionnelle si on la replace dans le contexte du demi-siècle.

L'occupation de 1703-1713 semble donc avoir été, fiscalement, plus dure et pesante que celle de 1690-1696⁶³. Partout, on constate un accroissement des dépenses et un endettement très important des villes, des bourgs et des villages, d'autant que les sommes levées durant la première occupation sont loin d'être totalement remboursées lorsque débute la seconde. Les finances municipales sont partout sollicitées.

La capitulation de Chambéry s'accompagne dès l'abord du versement d'une importante somme d'argent aux officiers français, afin d'éviter des pillages ou désordres dans la ville. Annecy doit aussi faire de semblables cadeaux pour dissuader des officiers de l'artillerie, qui menacent de s'emparer des cloches afin de les fondre⁶⁴. Ultérieurement, des gratifications seront aussi offertes très souvent par les communautés aux officiers (petits présents en argent ou en nature, offre de logement gratuit) afin de se concilier leurs bonnes grâces... Durant cette période, les recettes et revenus de la ville de Chambéry chutent. En 1713 ils atteignent seulement 33 970 florins, et s'avèrent bien insuffisants eu égard aux besoins. Parallèlement les dépenses de toutes sortes augmentent (en 1707, d'importantes inondations entraînent des frais supplémentaires). Il faut multiplier les emprunts, notamment les levées plus ou moins forcées sur les riches particuliers, nobles ou bourgeois, ou les communautés religieuses, avec un intérêt de 4 ou 5 %. La famine, suivie de l'ordre de réquisition soudain de 6 000 quintaux de blé (30 juillet 1709), ramené après négociations avec les autorités françaises à 1 000 quintaux de blé, suivie d'une autre demande de 1 500 quintaux de froment, seigle ou orge, plus du fourrage, le 13 septembre suivant, oblige le Conseil à emprunter d'un coup 136 459 florins en 1709⁶⁵. Les « trois états » se réunissent en assemblée extraordinaire afin de fixer la répartition de cette énorme contribution. Le

⁶³ Selon B. Grosperin, *La Savoie et la France de la Réforme à la Révolution*, Chambéry, 1992, 47 p.

⁶⁴ SHD, A¹ 1690.

⁶⁵ J.-A. Boudet, *op. cit.*, p. 134-135.

déficit budgétaire s'accroît particulièrement dans les années 1709-1713. Les archives conservent la trace d'au moins 109 760 florins dépensés par la Ville pour la fourniture des troupes en bois, charbon, chandelles, foin, avoine et même bétail⁶⁶. En 1710 le déficit budgétaire atteint 15 919 florins, puis 10 635 florins en 1711, 7 928 florins en 1712 et 12 681 florins en 1713. En outre, il est vraisemblable que les édiles ont utilisé des artifices comptables pour en limiter le volume apparent...

Les dépenses des communautés savoyardes situées le long des principales voies de passage ont bien sûr considérablement augmenté. Celles de Saint-Michel-de-Maurienne passent de 2 500 florins en 1703 à près de 12 000 en 1709; celles d'un petit village comme Le Thyl (sur la route du Mont-Cenis) de moins de 2 000 à plus de 6 000 florins. Même des communautés plus excentrées ont vu leur budget doubler⁶⁷. Cependant, à partir de 1709 les dépenses décroissent partout, mais uniquement du fait de l'appauvrissement général: la plupart des communautés ne peuvent plus payer tout ce qu'elles doivent.

Enfin, aspect moins connu de cette mise en coupe réglée, le roi fait également don «des fruits et revenus» de divers établissements religieux à des officiers français: un sieur d'Hauteville, major du régiment de la Feuillade, reçoit ainsi la commanderie de Lémenc, dépendant de l'ordre de saint Maurice et saint Lazare et le sieur Degrandmaison, capitaine d'infanterie au régiment de Bourgogne ceux de la commanderie du Molard de Vion⁶⁸. Louis XIV accorde aussi des revenus prélevés sur la Tarentaise au prince de Carignan⁶⁹.

Des conséquences bénéfiques?

En tout temps et en tout lieu, il existe des profiteurs de guerre. Un certain nombre de personnages profitent toujours de la situation pour améliorer leur situation personnelle ou même amasser des fortunes. Soyons un peu provocateur ou iconoclaste. L'historiographie traditionnelle, suivant en cela le bon sens populaire et la doxa commune, affirme que la guerre et l'occupation sont des épreuves catastrophiques, aux conséquences forcément négatives pour les populations et les territoires concernés. Il s'agit certes

⁶⁶ *Ibid.*, p. 136. d'après CC152/158.

⁶⁷ Y. Grand, *op. cit.*, p. 240.

⁶⁸ ADS, 2B239, fol. 105v., 21 mars 1707 et fol. 182v., 1708.

⁶⁹ SHD, A¹1766.

d'un fait indéniable (et nous venons en partie de le montrer). Néanmoins, les féroces analyses ultra-libérales contemporaines nous ont habitués aussi à considérer les événements dans une autre optique, dénuée de toute compassion ou considération éthique: en deux mots à reconnaître cyniquement que le malheur ou la disparition des uns profite souvent aux autres.

L'historien se doit aussi de chercher dans cette direction. Les avoirs des morts passent évidemment aux survivants; les biens saisis par les créanciers, les terres vendues par les endettés accroissent les propriétés de ceux qui sont en mesure d'acheter. Il conviendrait notamment d'étudier, à la loupe, les actes notariés de l'époque et les transferts de propriétés effectués durant ces années tragiques ou juste après. Le marché immobilier est certainement plus actif, les opportunités plus nombreuses.

Pareillement, lorsque des individus quittent la contrée sous la pression fiscale, ils contribuent aussi à préparer les réseaux futurs de l'émigration montagnarde (et des transferts de ressources qui s'ensuivront). Il se produit donc une accélération des processus permettant une meilleure adéquation entre les ressources disponibles et la population, souvent trop nombreuse dans les montagnes et les hautes vallées.

D'autre part, si les Français ponctionnent, ils redistribuent aussi en partie. En théorie l'armée française s'engage à payer les communautés, soit immédiatement, soit périodiquement. À certains moments, on a l'impression qu'elle l'a fait en partie, mais il s'avère très difficile de préciser dans quelle mesure exacte. On rembourse par exemple les habitants de Saint-Maxime-de-Beaufort qui ont logé des soldats en novembre et décembre 1704 puis durant le « quartier d'hiver » de 1705. En 1710, on dresse dans le même village l'état des remboursements accordés aux particuliers ayant subi des pertes et pillages du fait des troupes de Sa Majesté⁷⁰. Une requête adressée par les habitants de Moûtiers, demandant de pouvoir affecter à la réparation des bâtiments du collège de la ville, une somme de 3 287 florins provenant du remboursement des grains fournis par les bourgeois de la ville aux troupes françaises, confirme ce genre de règlement⁷¹. Autre indice, en 1712, les communautés de la région de Conflans sont invitées à désigner d'un commun accord une personne qui ira à Grenoble présenter à l'intendant toutes les quittances, « au moyen desquelles mond[it] seigneur Intendant en ordonnera le remboursement »⁷².

⁷⁰ ADS, série E suppl. 838, AC Saint-Maxime-de-Beaufort, EE 8.

⁷¹ ADS, 2B240 (fol. 155, année 1709 ou 1710).

⁷² ADS, série E suppl. 359, AC Marthod, EE 5.

En 1710 et 1711 les autorités d'occupation reversent au total 300 000 livres pour les gages des membres du Sénat et de la Chambre des comptes, les fondations et frais de justice. Ce n'est pas une mince somme. Une partie de l'extraordinaire de la taille est affectée au remboursement des fourrages⁷³. En 1710, les autorités françaises remboursent ainsi 320 000 livres (prélevées sur le produit des taxes) pour fournitures diverses. Elles accordent également des dégrèvements pour compenser les impositions levées par le duc lors de l'offensive de 1709⁷⁴. Les prélèvements sont effectués sur l'ensemble des communautés, mais une partie d'entre elles en récupère donc une part. Sans cette redistribution, il semble d'ailleurs évident que les espèces métalliques auraient totalement disparu de Savoie, empêchant les versements ultérieurs, ce qui ne fut pas le cas. Au contraire, divers indices montrent que de l'argent français circule aussi (et circulera encore durant des décennies), dans les pays de Savoie. Car les troupes ne font pas que piller : officiers et soldats dépensent aussi une partie de leur solde en achats, surtout lorsque l'intendance ne suit pas. Ils revendent aussi une fraction de ce qu'ils tirent des réquisitions. Des échanges commerciaux et monétaires se poursuivent donc.

D'une manière plus générale, on peut affirmer qu'un territoire pauvre et assoupi, comme la Savoie de l'époque, est forcément « réveillé » par de telles épreuves, contraint d'une certaine façon au mouvement. Incontestablement, les réquisitions obligent en effet à produire plus, à tirer davantage des espaces cultivés, à intensifier la production, d'une manière ou d'une autre. Certes, le paysan ou le contribuable affirment toujours qu'ils ne peuvent raisonnablement donner plus. Cependant, dès qu'ils ont le couteau sous la gorge ou le soldat en logement chez eux, ils s'exécutent.

Durant l'occupation française, les marchés traditionnels semblent atones, les échanges sont souvent entravés⁷⁵. Pourtant les denrées alimentaires et les matières premières de tous ordres circulent en beaucoup plus grandes quantités qu'à l'ordinaire : tous les documents de l'époque évoquent le grand nombre de corvées de charrois, les quantités insuffisantes d'animaux de trait ou de bât, eu égard à la très forte demande des troupes et des communautés. Or, une accélération de la vitesse de circulation de

⁷³ Ordonnance d'Angervilliers du 8 janvier 1708.

⁷⁴ SHD, A¹2150.

⁷⁵ Un document signale que les Français ont fait casser et briser le « bateau et port » de Conflans, ce qui a empêché plusieurs communautés situées au-delà de l'Isère de venir apporter leurs marchandises sur les marchés de Conflans. (ADS, archives de la commune actuelle d'Albertville, EE 4, pièce 22).

l'argent comme des marchandises, n'a-t-elle pas toujours des conséquences dynamisantes sur un territoire ?

Bien entendu, on objectera que cette production supplémentaire a servi surtout à nourrir des hommes et des bêtes repartis ensuite vers la France ou d'autres théâtres d'opérations. Cette masse considérable de produits est donc « sortie » en partie du territoire. Il y a bien des pertes nettes, un solde négatif. Globalement, la Savoie ressort effectivement épuisée de cette occupation. Cependant, on peut observer *a contrario* que l'occupant a pris soin de ne jamais dépasser une certaine limite, un point de non-retour, qui aurait empêché notamment la reconstitution des stocks agricoles. On ne saisit pas les semailles de l'année suivante ; le bétail est touché, mais les troupeaux parviennent à se reconstituer en moins de deux ou trois décennies (pour le plus grand bénéfice de l'occupation espagnole ultérieure!).

Les profiteurs de guerre ne sont pas à rechercher uniquement du côté des grands munitionnaires et fournisseurs aux armées (tels les fameux frères Pâris, natifs de Moirans, en Isère, qui dans les années 1690 bénéficièrent largement des opportunités de la première occupation). À tous les échelons de la société, un certain nombre d'individus, de par leur habileté ou tout simplement parce qu'ils se trouvaient au bon endroit, ont su tirer profit de la situation : des transporteurs, des boulangers, bouchers ou éleveurs, de gros acheteurs de grains, des artisans du bâtiment ou des entrepreneurs (chargés de travaux de fortification ou d'entretien du réseau routier), des ciergiers, des tailleurs et cordonniers (ayant les militaires pour clients⁷⁶), parfois de simples commis.

Plus le centre de collecte d'un simple bourg ou d'une ville-étape est important et plus les possibilités de fraudes ou d'enrichissement paraissent conséquentes. La population se plaint d'ailleurs fréquemment des exactions nombreuses des commis ou gardes-magasins. Ceux-ci utilisent notamment des hommes de paille pour proposer aux communautés, à des prix très élevés, les fournitures qu'elles doivent livrer en urgence, et qu'ils peuvent eux-mêmes se procurer à moindre coût dans d'autres régions. Certains, avant de transmettre les ordres de réquisitions, font même procéder à des achats anticipés par leurs associés, lesquels pourront ensuite revendre plus cher, aux communautés acculées par des délais de réquisition très courts, les grains, la paille ou le bois exigés. Ils détournent aussi, ou retardent,

⁷⁶ Berwick écrit lui-même : « Nous avons aussi une grande nécessité absolue de souliers ; la consommation en est grande dans un pays rempli de pierres et de rochers » (SHD, A¹2171, fol. 253).

les livraisons à l'armée, spéculant sur les délais ou les variations de cours saisonniers. Quant aux communautés, elles sont amenées souvent à passer des contrats ou conventions avec des particuliers: bûcherons, commis, transporteurs, entrepreneurs et fournisseurs divers, ou encore notables désignés comme «étapiers»: la localité avance l'argent et ils s'engagent par exemple à louer un local adéquat, acheter les fournitures nécessaires, engager des commis, effectuer les livraisons et distributions (cf. le «fourrier» de Chambéry, évoqué précédemment). Ce maniement de volumes conséquents d'argent et de marchandises autorise bien des trafics... Beaucoup de Savoyards se sont ainsi enrichis peu ou prou. Les mésaventures de l'archidiacre Carpinel, lourdement condamné par le Sénat pour accaparement en temps de disette, mais gracié en octobre 1709 par Louis XIV, parce qu'en réalité il vendait ce blé aux troupes, illustrent bien ce genre d'opérations⁷⁷.

Parallèlement, de très nombreuses villes ou paroisses rurales se sont endettées (cf. *supra*). Elles ont donc dû emprunter à de riches particuliers, à des seigneurs, des notables, des communautés religieuses. En 1709, Chambéry emprunte ainsi à l'archevêque de Tarentaise. Des chanoines, des ordres réguliers avancent aussi de l'argent aux villes comme aux paroisses rurales. Un état des communautés du Faucigny estime, en 1727, leur endettement total à 176 000 livres, gagées pour les 2/3 auprès du clergé savoyard⁷⁸. Ces ecclésiastiques doivent donc être rangés aussi parmi les profiteurs de guerre. Ces prêteurs disposent en effet, désormais, de solides rentes assurées sur le long terme: ils ont donc réalisé finalement de très bons placements. Autre exemple, François Curtet, syndic de Chambéry, nommé trésorier de la ville en 1710; il multiplie les avances sur caution et en retire des intérêts à 5% lui assurant de belles rentes sur le long terme.

Un certain nombre de notables ont pu ainsi consolider leur position sociale. Apparemment, certains syndics ont largement profité de la situation. On peut citer à cet égard, à Chambéry, ceux chargés de la «revue»: chaque fois qu'une troupe entre dans la ville, l'un d'eux se rend, place de Lans, à l'angle de la Grande rue, et compte les soldats ou cavaliers qui passent, échelonnés

⁷⁷ Condamnation du 1^{er} juillet 1709, lettres de réhabilitation du 24 octobre suivant. Les sénateurs ayant contesté cette procédure, Louis XIV leur adresse un sévère rappel à l'ordre et demande d'entériner au plus vite les décisions royales (lettres du 27 février et 26 avril 1710): J. Donzel, *Le clergé savoyard pendant les occupations de la Savoie par Louis XIV (1690-1696 et 1703-1713)*, mémoire de master 2, université de Savoie, 2008, p. 61-63.

⁷⁸ F. Meyer, *art. cit.*, p. 32.

sur deux rangs de front. Il est payé pour cette tâche, à la fois par le roi et par la Ville. Le syndic Jacques Fortis reçoit, à cet effet, des finances municipales, 300 florins pour la seule année 1704...⁷⁹ Des prêteurs marchands ou membres de familles notables obtiennent également le poste convoité de « conseiller surnuméraire » et entrent au Conseil de ville de Chambéry, en récompense de services rendus⁸⁰. La Ville, ayant grand besoin d'argent, se montre aussi moins rigoureuse dans l'admission au statut officiel de « bourgeois » : alors qu'il n'y avait qu'une seule admission annuelle, voire aucune, dans la période 1698-1703, on en dénombre 53 entre 1704 et 1713 (notamment 11 en 1709 et 7 en 1710). Visiblement, de riches habitants profitent de la conjoncture pour acheter ce statut : la majeure partie des recettes municipales provient alors des versements effectués en ces occasions⁸¹.

Pendant l'occupation, et en dépit de la situation critique des finances municipales, les syndics chambériens continuent aussi à se faire offrir les cadeaux habituels (quatre lanternes annuelles, de la cire, des flambeaux et des cierges). Surtout, ils se font largement défrayer pour les voyages effectués à Grenoble, auprès des autorités françaises : 600 florins pour deux syndics en 1704, 530 florins pour un seul en 1707, 800 florins pour le premier syndic et un conseiller en 1709⁸². Ce n'est qu'à partir de 1710 qu'on cessera d'accéder à toutes leurs demandes de remboursements.

Conclusion

Il paraît donc bien difficile, en définitive, de pouvoir chiffrer exactement la quantité et le coût de ces réquisitions et plus encore les

⁷⁹ J.-A. Boudet, *op. cit.*, p. 69-70.

⁸⁰ Le 19 novembre 1703, François Bonaventure de Carpinel obtient ainsi un siège, parce que son frère Catherin de Carpinel, archidiacre, avait négocié par l'entremise de M^{sr} Le Camus, évêque de Grenoble, les conditions de la reddition de Chambéry et notamment la réduction de la contribution à verser aux officiers français (J.-A. Boudet, *op. cit.*, p. 130). Joseph Dardel, bourgeois, est remercié de la même manière, pour avoir permis des achats de blés par ses voyages à Marseille et en Languedoc (*ibid.*, p. 130-131) ; Claude Deleynat également, pour avoir prêté 12 000 florins en 1709 pour rembourser le gouverneur De Vallière (*ibid.*, p. 157, note 34). Alphonse Rivod fut également admis en 1704 avec l'appui de Louis XIV. La Ville accorda aussi des lettres de bourgeoisie en dehors des conditions fixées traditionnellement par l'ordonnance de 1626, à des marchands qui s'engageaient à fournir des grains à la Grenette en 1709, tels Pierre François Petitjean ou Jean Palluel (*ibid.*, p. 131).

⁸¹ *Ibid.*, p. 36.

⁸² *Ibid.*, p. 177, note 20.

conséquences précises sur l'économie du duché. En 1742-1749, les Savoyards diront à plusieurs reprises aux occupants espagnols que les choses s'étaient finalement mieux passées du temps de l'occupation française et que les troupes du roi de France s'étaient montrées moins exigeantes ou avaient mieux payé les fournitures. Ainsi, dans un mémoire daté de novembre 1743, adressé à l'infant et au roi d'Espagne, le Sénat n'hésite pas à évoquer l'occupation française, durant laquelle, selon les sénateurs, les troupes auraient payé victuailles et fourrages «d'une manière exacte et avantageuse», «en sorte que les habitants [...] y trouvaient même leur avantage»⁸³. Argument rhétorique ou réalité? Cette réécriture de l'histoire peut faire réfléchir sur la relativité de la perception des événements, mais elle repose sans doute également sur une part de vérité: l'armée française semble bien avoir payé une partie de ses réquisitions, et l'argent ainsi déversé dans une province cruellement dépourvue de numéraire et d'espèces métalliques, même s'il fut loin de correspondre aux ponctions effectuées, a sans doute frappé durablement les esprits.

⁸³ A. Becchia, *L'occupation espagnole de la Savoie (1742-1749)*, Chambéry, 2007, 215 p.

La naissance d'une nouvelle monarchie : la Savoie et la paix d'Utrecht (1713)

Lucien Bély
Université Paris-Sorbonne

Les Temps modernes voient l'affirmation d'une puissance moyenne qui se constitue autour du duché de Savoie et de la principauté de Piémont. Cette principauté agrège des territoires qui lui permettent de contrôler les cols alpins, donc des voies de communication importantes. Turin est devenue capitale, ce qui met le centre de gravité de cet ensemble en Italie du nord. Or la péninsule italienne est à partir du XVI^e siècle sous la tutelle de l'Espagne qui y tient Milan, Naples et Palerme. De son côté, la Savoie elle-même reste très vulnérable aux agressions possibles du roi de France qui peut l'occuper assez facilement. Le Piémont-Savoie se trouve donc écartelé dans le grand duel entre maison de France et maison d'Espagne qui domine l'histoire européenne aux XVI^e et XVII^e siècles. Elle passe au XVII^e siècle d'une tutelle espagnole à une tutelle française d'autant que le roi de France possède Pignerol et les terres qui y conduisent, comme un tentacule en plein territoire piémontais.

La paix d'Utrecht en 1713 change la donne. Elle permet à la Savoie de s'émanciper du contrôle français grâce au soutien de l'Angleterre. Au moment où une grande partie de l'Italie passe sous l'autorité autrichienne, le Piémont permet ainsi de contrebalancer cette domination en Italie. Le duc de Savoie devient roi, ce qui le distingue des autres princes italiens, et ouvre un nouveau destin à la maison de Savoie. Le Piémont qui accède déjà par Nice à la mer obtient un nouveau territoire, d'abord la Sicile, qui donne une nouvelle dimension à cette agrégation de souverainetés.

Le grand dessein de la maison de Savoie

Le désir de la maison de Savoie d'obtenir une couronne royale s'affirme comme une obsession au cours du XVII^e siècle, comme l'a montré l'historien Robert Oresko¹. En 1632, Victor-Amédée I^{er} de Savoie, proclame

¹ R. Oresko, *The House of Savoy in search for a royal crown in the seventeenth century, Royal and republican sovereignty in early modern France*, R. Oresko, G. C. Gibbs,

qu'il prend les armes de roi de Chypre puisqu'il a des prétentions très anciennes sur ce royaume. Parmi les terres auxquelles prétend la maison de Savoie, il y a donc bien une monarchie, quoique fictive. Les ducs de Savoie souhaitent aussi depuis longtemps obtenir une vraie couronne, mais ils doivent recevoir le consentement de l'empereur, le roi des Romains, théoriquement leur suzerain, qui n'admet pas d'autre roi que lui-même. Il faut donc que la couronne royale soit associée à un territoire qui ne dépende pas de l'autorité impériale. La quête royale suit plusieurs voies. Les ducs de Savoie cherchent au fil du temps à obtenir des princes européens le *trattamento reale*, c'est-à-dire le privilège d'être traité comme les rois, dans tout ce qui touche le cérémonial. La seconde méthode, c'est l'adoption d'une couronne fermée – la couronne de Chypre – qui symbolise le passage du rang de duc à celui de roi. Elle apparaît dans les tableaux généalogiques du XVII^e siècle, au-dessus du nom des ducs, ainsi que sur les monnaies : en 1631, la lire est frappée avec une couronne ouverte, en 1633 avec une couronne fermée. Les frontispices de livres publiés avec l'approbation du duc de Savoie portent également la couronne royale.

Un prince d'une redoutable habileté

Mais c'est Victor-Amédée II qui réussit à obtenir une couronne de roi au moment du congrès d'Utrecht². Il n'a que neuf ans à la mort de son père, Charles-Emmanuel II, en 1675, et sa mère, Marie-Jeanne-Baptiste de Savoie-Nemours, d'une branche française de la maison de Savoie, devient régente. Femme de caractère, elle suit les intérêts de la France et Louis XIV lui en est reconnaissant. Femme de pouvoir, elle cherche à se

H. M. Scott, éd., Cambridge, 1997, p.272-350; R. Oresko, Bastards as clients: the House of Savoy and its illegitimate children, *Patronages et clientélismes 1550-1750 (France, Angleterre, Espagne, Italie)*, Ch. Giry-Deloison et R. Mettam, éd., Villeneuve d'Ascq et Londres, 1995, p.39-67; R. Oresko, The diplomatic background of the Glorioso Rimpatrio: the rupture between Vittorio Amedeo II and Louis XIV (1688-1690), *Dall'Europa alle valli valdesi, atti del XXIX Convegno storico internazionale: «Il glorioso rimpatrio (1689-1989): contesto-significato-immagine»*, Torre Pellice (3-7 settembre 1989), A. de Lange, éd., Turin, 1990, p.251-277; Robert Oresko, The Glorious Revolution of 1688-1689 and the House of Savoy, *The Anglo-Dutch Moment*, Jonathan Israel, éd., Cambridge, 1991, p.365-388.

² G. Symcox, *Victor-Amedeus II: absolutism in the Savoyard State (1675-1730)*, Londres et Berkeley, 1983.

maintenir à tout prix au timon des affaires, alors que son fils est impatient de gouverner³.

Assumant le pouvoir à Turin à partir de 1685, Victor-Amédée II s'affranchit de plus en plus de l'influence française. Sa mère continue à prendre ses instructions à Versailles. Mais face à elle, le prince de Carignan, premier prince du sang de Savoie, représente plutôt l'influence des Habsbourg. Les pressions qu'exerce la France sur le duc de Savoie pour qu'il chasse les « vaudois », assimilés à des protestants, au moment où l'édit de Nantes est révoqué, rendent encore plus difficiles les relations entre Versailles et Turin.

Alors qu'une nouvelle guerre approche, le gouvernement de Louis XIV multiplie les occasions de friction. Tout au long de 1689, la cour de Versailles cherche à imposer à Turin un véritable protectorat militaire – ayant déjà Pignerol, et ayant acquis Casale en 1681, le roi de France a les moyens de se faire entendre à Turin. Mais Victor-Amédée II a des relations avec ses parents, alliés de l'empereur, comme l'électeur de Bavière, son cousin germain, ou à son service, comme le margrave de Bade ou le prince Eugène de Savoie⁴. Au même moment, le duc profite de la situation pour obtenir de l'empereur les honneurs des têtes couronnées. En prenant langue avec les Habsbourg, il maintient la fiction de neutralité de la maison de Savoie. Finalement, en 1690, les exigences françaises le conduisent à rompre avec Louis XIV et à se réconcilier avec ses sujets vaudois. Il se rapproche alors de Guillaume d'Orange qui a renversé Jacques II d'Angleterre et qui devient le roi Guillaume III. En s'engageant du côté des ennemis du roi de France, le duc de Savoie a la sensation de sauver l'indépendance souveraine de son duché. Il s'émancipe de la tutelle française. L'entrée de Victor-Amédée II dans la coalition en 1690 ne l'empêche pas d'en sortir, avant les autres, quelques années plus tard en négociant le mariage de sa fille avec le duc

³ Elle tenta de l'écartier définitivement par une savante manœuvre. Sa sœur, Marie-Françoise-Élisabeth de Savoie-Nemours, reine de Portugal, n'avait qu'une fille de Pierre II, et celle-ci pouvait apporter la couronne de Portugal à son époux, s'il venait vivre à Lisbonne. Les deux sœurs préparèrent ce mariage – le prince savoyard descendait d'une princesse portugaise, la mère de Philippe II d'Espagne. Versailles appuyait l'installation de Victor-Amédée II loin de la Savoie, mais le jeune duc réussit à échapper à cet engrenage. Il épousa en 1684 une fille de Monsieur, Anne-Marie d'Orléans.

⁴ La position politique de Victor-Amédée II est renforcée par la mort de la reine d'Espagne, sa belle-sœur, car la duchesse de Savoie, fille d'Henriette d'Angleterre, et ses propres filles récupèrent tous les droits de la maison d'Orléans à la succession en Angleterre. Louis XIV autorisa le duc de Savoie à envoyer un émissaire à Madrid pour présenter ses condoléances.

de Bourgogne, petit-fils de Louis XIV. Il récupère par la même occasion la place de Pignerol qui était considérée, depuis le temps de Richelieu, comme une « porte » vers l'Italie. Vaincu militairement, il a su négocier son retrait de la coalition et il obtient de grands avantages de ce revirement. Cette habileté politique le distingue ainsi parmi les princes de son temps.

La période qui s'ouvre avec la paix de Ryswick en 1697 est dominée par la question de la succession d'Espagne. Le roi Charles II d'Espagne n'ayant pas de postérité, deux maisons souveraines peuvent défendre leurs prétentions. Les Habsbourg de Vienne d'abord, puisque Charles II est un Habsbourg; la maison de France puisque deux reines sont venues d'Espagne, Anne d'Autriche et Marie-Thérèse d'Espagne, même si elles ont renoncé à leurs droits au moment de leur mariage. Le duc de Savoie a également des droits à la succession d'Espagne car il descend d'une fille de Philippe II qui avait épousé Charles-Emmanuel de Savoie. Son nom est avancé dans les négociations qui précèdent la mort du roi Charles II d'Espagne. Il est d'une maison ancienne et prestigieuse. Il a des prétentions légitimes. Il peut abandonner ses États – Savoie et Piémont – pour obtenir l'ensemble de l'empire espagnol ou une partie. La monarchie française redoute ce prince entreprenant jugé capable de reconstruire une puissance espagnole dangereuse.

La diplomatie européenne essaie de trouver une solution en suscitant un partage de l'empire européen et mondial de l'Espagne. Finalement, dans son testament, Charles II désigne comme son successeur le petit-fils cadet de Louis XIV. Ce dernier accepte cette décision et le duc d'Anjou devient Philippe V d'Espagne. Les autres puissances européennes sont vite inquiètes de cette présence des Bourbons à Versailles et à Madrid. Elles constituent une grande coalition.

Le duc de Savoie arrive à un accord avec les Français: il doit les laisser traverser ses domaines, lever 10 000 hommes et être officiellement le commandant-en-chef des armées en Italie. Une de ses filles, Marie-Louise-Gabrielle, épouse Philippe V, ce qui constitue un nouveau lien avec la maison de Bourbon. La jeune fille prend vite un grand ascendant sur son mari et joue un rôle politique non négligeable à la Cour d'Espagne.

Un choix risqué de Victor-Amédée II

La guerre commence en Italie du nord où la puissance autrichienne intervient pour s'emparer des possessions espagnoles. Le duc de Savoie, peu satisfait du traité avec la France, négocie secrètement avec l'empereur. Mais

ces intrigues transpirent et le duc de Savoie, qui aurait préféré faire monter les enchères, est contraint de dévoiler son nouveau jeu. Le duc de Vendôme a l'ordre de désarmer le contingent savoyard qui se trouvait à l'armée. Victor-Amédée II, le 8 novembre 1703, signe un traité avec l'empereur, avec la garantie des puissances maritimes. Il doit recevoir un subside mensuel et aussi le Montferrat, Alessandria, Valsesia et Vigevano. L'ambassadeur français, Balthazar Phélypeaux, est gardé sous une humiliante surveillance. Après avoir été échangé sur le Var avec l'envoyé savoyard en France, il publie un récit précis et éloquent des mauvais traitements qu'il a subis. Il cherche à servir la propagande française en Europe en attaquant le duc de Savoie. De son côté, le maréchal de Tessé occupe une partie de la Savoie et en désarme les troupes. Le général autrichien, Guido Starhemberg, réussit à rejoindre Victor-Amédée II au Piémont. Nice est prise par les Français en 1705 et sa forteresse rasée.

La Savoie entre dans la grande stratégie des alliés, surtout des Anglais. Un corps expéditionnaire anglais intervient sur le continent pour soutenir les forces autrichiennes. Il s'agit de prendre la France par revers, en chassant les armées françaises d'Allemagne, puis en s'appuyant sur le Piémont pour entrer en France, en suscitant une révolte des protestants en Dauphiné. De même, les alliés obtiennent l'alliance du Portugal et les forces anglaises s'emparent de Gibraltar. Le compétiteur de Philippe V, l'archiduc Charles, débarque à Barcelone et obtient le soutien de la Catalogne et d'une partie de la péninsule ibérique. Il peut à son tour menacer la France par le sud. Une bonne entente s'établit entre le duc de Marlborough et le prince Eugène de Savoie. Remarquons que le général impérial, Eugène, est un parent de Victor-Amédée II et, comme lui, a subi les mépris de Louis XIV.

La Savoie dans le camp des vainqueurs

Pour l'Italie du nord, tout se joue en 1706. Les forces franco-espagnoles doivent lutter face aux forces autrichiennes, commandées par le prince Eugène de Savoie.

Tous les moyens sont bons. L'espionnage joue un rôle important⁵. Un officier français, Mitton, s'installe à La Mezola, à quatre jours de la plus proche des garnisons françaises, mais à une journée de Venise : dans cette ville, il rencontre Pomponne, ambassadeur de France, pendant le Carnaval et, ensemble, ils conviennent que Mitton enverra à l'ambassadeur les lettres

⁵ Service historique de l'Armée de Terre, A¹ 1962.

qu'il pourra prendre. L'officier ordonne à des partisans de surveiller les passages, d'un côté entre le territoire de Ferrare et celui de Venise, de l'autre côté sur le chemin de Ravenne. Le secrétaire de Mellarede, un diplomate savoyard, tombe dans le piège selon le témoignage de l'officier: «...ayant enfin été assez heureux, par mes soins et vigilance, de faire arrêter le secrétaire de l'envoyé de Savoie, à Sainte-Marie, à douze milles de cette place (La Mezola) et de trouver le portefeuille de son maître cousu dans un matelas de la péotte [gondole de l'Adriatique]. Sur ce que j'y trouvai à l'ouverture que j'en fis, je crus l'intérêt du service du roi ne pouvoir mieux faire que de le porter à Venise où je pouvais me rendre en peu d'heures et où je trouvais un ministre du roi à qui la plupart de ces affaires semblaient convenir à connaître aussi bien qu'à personne, surtout afin de ne pas perdre de temps pour pourvoir à ce qui paraissait nécessaire et pour attraper ce que je voyais à suivre». Il semble que Mitton ait été aidé par le secrétaire de Pomponne. Ce dernier souligne l'importance de la trouvaille: «J'ai fait depuis travailler à tous les extraits des papiers, que j'ai trouvés dans la malle de M. de Mellarede, qu'il serait difficile d'envoyer tout entiers à la Cour. J'ai trouvé plusieurs choses, qui regardent les négociations de nos ennemis en Suisse, que j'ai fait passer à M. de Puysieulx, et dont ce ministre m'écrit qu'il se sert très utilement». En effet, Pomponne a mis la main sur des projets de Victor-Amédée II contre la Suisse. L'ambassadeur français près les cantons fait publier un *Mémoire du sieur Mellarede* à 1 000 exemplaires et le fait traduire en allemand. Le canton de Berne proteste mais les autres cantons sont impressionnés. Les étapes dans cette affaire sont claires: la découverte d'un document compromettant, sans doute par la violence, la transmission du texte à l'agent français compétent, l'utilisation d'une polémique politique à l'étranger⁶.

Le duc de Vendôme construit des lignes défensives sur l'Adige et le maréchal de la Feuillade assiège Turin, bien défendu par le général impérial Daun. Eugène se met en route en juin, contourne les défenses de l'Adige et remonte la vallée du Pô. Il a assez d'argent pour payer la nourriture sur place et ne plus dépendre de ses magasins du Tyrol. Vendôme reste optimiste, affirmant que bien des places arrêteront l'armée d'Eugène, mais il est alors rappelé dans les Pays-Bas où la situation est catastrophique et il est remplacé par le duc d'Orléans, le neveu de Louis XIV. Marsin accompagne le prince. Tous deux commettent l'erreur de penser qu'Eugène tentera d'attaquer de flanc la Lombardie, et ne lui barrent pas la route de

⁶ J. Klaitis, *Printed propaganda under Louis XIV, Absolute Monarchy and Public Opinion*, Princeton, 1976.

Turin. Lorsque Philippe d'Orléans comprend la stratégie d'Eugène, il est bien tard : le général impérial a fait sa jonction avec Victor-Amédée II qui a réussi à quitter sa capitale. La Feuillade et Marsin conseillent de laisser l'armée française dans ses retranchements autour de Turin, alors que le duc d'Orléans veut sortir des lignes et lancer une attaque contre Eugène. Marsin lui objecte les ordres de Louis XIV qui est d'assiéger Turin et non d'attaquer Eugène. Depuis la colline de la Superga⁷, Eugène peut dire à son cousin que, pour lui, l'armée française est déjà à moitié battue. Le 7 septembre 1706, Impériaux et Savoyards attaquent le point faible du dispositif du siège et Eugène ne ménage ni ses hommes, ni sa propre vie. Les Français lèvent le siège et le duc d'Orléans, blessé deux fois, organise la retraite. Marsin est mort. Eugène, nouveau gouverneur général du Milanais, et Victor-Amédée entrent le 26 septembre 1706 à Milan, bien accueillis par la population. Les troupes françaises se sont enfermées dans les garnisons et, le 13 mars 1707, Eugène signe une convention permettant aux troupes des Bourbons de quitter l'Italie. Mantoue dont le duc, vassal de l'Empereur, a « trahi » l'empereur est occupé. L'Italie du Nord est aux mains des Autrichiens.

La puissance autrichienne veut s'emparer du royaume de Naples en 1707. Pour obtenir l'approbation des alliés, les Impériaux doivent s'associer à une expédition contre Toulon, ce qui doit permettre d'ouvrir un front au sud-est de la France et de menacer une des principales bases maritimes françaises. Marlborough pense obtenir ainsi la fin de la guerre. L'opération doit être combinée : les Impériaux et les Savoyards par la montagne – 35 000 hommes sous le commandement théorique de Victor-Amédée et réel d'Eugène – les Anglo-Hollandais par mer avec l'amiral Shovell. Eugène est inquiet de la longueur des communications à travers la montagne et ne croit pas au succès d'une telle entreprise. Nice est facilement prise, mais le maréchal de Tessé a le temps de fortifier Toulon et Louis XIV peut envoyer des renforts. Les désertions et la dysenterie ravagent les troupes des assiégeants et finalement la retraite est décidée à la fin d'août 1707. La flotte française a été en partie coulée pour bloquer l'entrée du port et les bombardements achèvent de la détruire : ainsi la suprématie alliée est assurée en Méditerranée. Mais l'ambition autrichienne en Italie a compromis l'opération contre Toulon, ce qui mécontente les Anglais.

Les heureuses campagnes du duc de Berwick en 1709, 1710 et 1711 conservent à la France les domaines savoyards occupés. Au contraire,

⁷ Victor-Amédée II fait à cet emplacement construire une basilique par Juvarra en mémoire du succès de 1706.

la situation de la France devient intenable au nord du royaume, alors que Philippe V parvient à se maintenir, non sans peine, sur son trône, l'Espagne perdant un à un ses domaines en Europe. Des négociations se poursuivent en 1709 et les alliés demandent des satisfactions pour Victor-Amédée II. On parle déjà de lui céder ses conquêtes d'Exilles et Fenestrelles et de lui rendre la Savoie.

En même temps, le duc utilise, en direction de la France, le juif Sacerdoti. Le duc de Beauvillier met en garde le roi contre ce « prince artificieux ». Le ministre français Torcy ne rompt pas la négociation, mais propose l'envoi d'un plénipotentiaire pour faire un « traité particulier ». L'affaire ne va pas plus loin.

Une couronne royale pour Victor-Amédée II

Lorsque les tories arrivent au pouvoir à Londres en 1710, ils s'engagent dans des discussions avec la France et ils ont d'emblée le désir d'entraîner avec eux le duc de Savoie pour mieux détruire la Grande Alliance. Lorsque des préliminaires sont signés à Londres en 1711, un document secret, signé du négociateur Mesnager, promet que la France coopérerait pour donner au duc de Savoie toute partie de l'Italie qui serait jugée nécessaire.

Un congrès diplomatique se réunit à Utrecht en 1712, Louis XIV précise, dans ses instructions à ses plénipotentiaires qu'il accepte que la Savoie annexe tout le Milanais et de traiter le duc comme roi de Lombardie. Il faut un prince puissant qui s'élève contre les desseins de l'Autriche. La question d'Exilles et de Fenestrelles doit être reliée à la restitution de Nice et de la Savoie. En même temps, la diplomatie française redoute Victor-Amédée II. Le ministre de Louis XIV, Colbert de Torcy, évoque ainsi les envoyés savoyards : « Je doute à la vérité qu'ils soient instruits des projets de leur maître, qui réserve ordinairement en lui-même ceux qu'il sait former mieux que personne ».

De son côté, le duc de Savoie demande une barrière composée d'Exilles, de Fenestrelles, de Briançon, de Mont-Dauphin et de Fort-Barraux. La diplomatie française se plaint auprès de Londres car ce serait remettre à Victor-Amédée II les portes de la France alors qu'il n'a aucun droit à réclamer ainsi une partie du Dauphiné⁸. La discussion prend vite en compte les réalités locales. Le duc de Savoie veut que la route qui va de Montmélian au col de la Rochette ne passe plus sur des terres de France, en

⁸ L. Bély, *Espions et ambassadeurs au temps de Louis XIV*, Paris, 1990, p. 721.

particulier pour le transport de sel. Il souligne qu'il y a moins de querelles « quand les bornes sont naturelles comme sont les fleuves, rivières et ruisseaux ». On salue le travail des habitants proches du Mont-Cenis pour tenir ouvert le col en temps de neige. On dénonce les mauvaises habitudes des Français qui transportent des marchandises sans payer de droits et qui établissent même des entrepôts dans l'hôtel de l'ambassadeur de France à Turin. Du côté français, les négociateurs soulignent l'importance d'Exilles et de Fenestrelles. Ils célèbrent l'affection des peuples pour la couronne de France car ce pays est de l'ancien patrimoine des Dauphins et n'a jamais été sous la domination d'une puissance étrangère.

Parallèlement au congrès d'Utrecht, Londres et Versailles négocient pour garantir la séparation entre France et Espagne dans le futur. Il ne faut pas que le roi d'Espagne soit tenté de monter sur le trône en France. Au printemps, la diplomatie anglaise propose une nouvelle solution pour résoudre la question dynastique : Philippe V quitterait l'Espagne, obtiendrait le royaume de Sicile mais aussi le Piémont et la Savoie, alors que le duc de Savoie le remplacerait à Madrid. Cela plaisait à Louis XIV (mai 1712) car son petit-fils Philippe serait plus proche de lui, pourrait venir le voir et serait régent à sa mort. Mais Philippe V, malgré les exhortations de l'ambassadeur français, Bonnac, tient bon et choisit le royaume d'Espagne : il affirme marquer sa tendresse à son aïeul, aux Français et donner la paix à la France.

La négociation avance et l'Angleterre abandonne la coalition ce qui facilite la victoire française à Denain en juillet. Un incident, à Utrecht, entre Mesnager et un diplomate hollandais, permet de geler toutes les négociations dans cette ville et de continuer les discussions bilatérales (août 1712).

Pour les accélérer, le secrétaire d'État Saint-John, devenu vicomte Bolingbroke, vient à Fontainebleau et discute avec le ministre français Torcy, surtout à propos de la Savoie : le duc deviendrait roi de Sicile – et de la Bavière – l'électeur deviendrait roi de Sardaigne. Le négociateur anglais demande une barrière pour la Savoie contre la France. La monarchie française apparaissant comme agressive, ses voisins cherchent désormais à se protéger à travers une « barrière », un ensemble de places fortes. Le ministre anglais renvoie finalement au congrès d'Utrecht la question de la barrière pour la Savoie. On veut aussi à Londres que la Sicile soit remise rapidement au nouveau roi. Il faut éviter qu'il ne cherche à l'échanger contre un territoire plus proche. Notons que le Piémont compte annexer le Montferrat. La cession de la Sicile signifie un grand sacrifice de la part de

l'Espagne car ce royaume n'a pas été conquis par les alliés et il a la réputation d'un territoire riche. Il faut que Louis XIV oblige son petit-fils à donner ce royaume. Les diplomates français considèrent que l'Espagne ne fera pas de résistance. Néanmoins, la monarchie hispanique accepte mal cette amputation volontaire au moment où tout l'empire espagnol se disloque⁹.

Nicolas Mesnager, qui a négocié à Londres et qui est un des plénipotentiaires français à Utrecht, laisse entendre que cette couronne permet aux Anglais de payer au souverain piémontais des subsides en retard. Rossi, un Italien au service de la France, met en garde le gouvernement français contre les dangers que peut faire courir en Sicile un changement de souveraineté. Il connaît, dit-il, le pays, pour y avoir servi le vice-roi comme capitaine des gardes. Selon lui, la Sicile ne sera attachée ni à Victor-Amédée II, ni à un autre souverain, mais elle ne tient qu'à ses intérêts. Rossi se demande si, profitant de l'échange, les Siciliens ne feront pas appel aux Allemands. Torcy utilise bien sûr l'argument dans son face-à-face avec Bolingbroke en août 1712 : « [...] que les peuples de cette île naturellement portés aux révolutions auraient peine à demeurer tranquilles, lorsqu'ils se verraient abandonnés, et cédés par le roi d'Espagne à un nouveau maître... »¹⁰. La suspension d'armes est finalement publiée dans Paris le 22 août 1712. Torcy répète ses mises en garde à l'égard du duc de Savoie : « [...] il s'expose à perdre son royaume de Sicile ; car il y a beaucoup d'agitation dans cette île et les habitants naturellement inquiets, disent assez hautement qu'il vaut mieux se choisir un maître et se donner à la Maison d'Autriche que de souffrir qu'on dispose d'eux comme d'un troupeau de moutons »¹¹. Le ministre de Louis XIV définit paradoxalement un véritable « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ».

Au début de 1713, une rumeur se répand selon laquelle Victor-Amédée II a tout fait pour organiser le mariage de son fils, le prince de Piémont, avec une archiduchesse, fille de l'empereur défunt Joseph I^{er}. Comme le nouvel empereur, Charles VI, n'a pas encore d'enfant (ce sera plus tard Marie-Thérèse), le duc de Savoie voit une destinée pour son fils du côté de l'Empire et il aurait ainsi visé à la « monarchie universelle ».

⁹ A. Álvarez-Ossorio, B. J. García García et V. León éd., *La pérdida de Europa: la Guerra de Sucesión por la Monarquía de España*, Madrid, 2007.

¹⁰ Archives du Ministère des Affaires Étrangères, Paris, Corr. Pol. Angleterre 239, fol. 202, mémorandum de Torcy, 19 août 1712.

¹¹ Archives du Ministère des Affaires Étrangères, Paris, Corr. Pol. Angleterre 242, fol. 133-135, Torcy à Bolingbroke, 17 octobre 1712.

Au même moment, Louis XIV accepte les vallées de Barcelonnette et les douze communautés qui en dépendent pour échange des vallées avec Exilles et Fenestrelles que désire acquérir le duc de Savoie et plutôt que l'enclave du comté de Nice que Victor-Amédée II proposait.

Le voyage à Palerme

Les traités sont signés le 11 avril 1713 entre la France d'une part, et d'autre part l'Angleterre, la Prusse, le Portugal, la Savoie, puis, après minuit, avec les Provinces-Unies.

La Savoie obtient que la ligne de partage des eaux – une frontière naturelle – soit dans les Alpes la limite avec la France qui cède Exilles et Fenestrelles, mais qui obtient Barcelonnette. L'article 4 du traité montre que la frontière naturelle remplace la barrière politique « ... de manière que les sommités des Alpes et montagnes serviront à l'avenir de limites entre la France, le Piémont et le comte de Nice, et que les plaines qui se trouveront sur lesdites sommités et hauteurs seront partagées, et la moitié avec les eaux pendantes du côté du Dauphiné, et de la Provence, appartiendront à Sa Majesté Très Chrétienne, et celles du côté du Piémont et du comté de Nice appartiendront à Son Altesse Royale de Savoie ».

Le duc de Savoie sera roi de Sicile et pourra succéder à la maison de Bourbon en Espagne si elle s'éteint. En faisant des concessions aux petites puissances – titres et territoires – Bolingbroke emporte leur adhésion à la paix et isole l'Autriche. Les plénipotentiaires espagnols ayant enfin obtenu l'autorisation de se rendre à Utrecht, ils peuvent signer à leur tour la paix : Philippe V cède Minorque et Gibraltar à l'Angleterre (13 juillet 1713) et, le même jour, la Sicile à Victor-Amédée II de Savoie. Ce dernier doit partir pour Palerme où il se fera bientôt couronner, mais il n'est reconnu ni par l'empereur, ni par le pape. Lord Peterborough sert d'agent itinérant de l'Angleterre en Italie¹² et, en 1712, il se fait sans doute le correspondant des Tories pour assurer au duc de Savoie la couronne de Sicile. Il reçoit la mission de gagner Palerme pour l'installation de Victor-Amédée et met des vaisseaux anglais à la disposition du roi. Sa présence à Palerme, comme de Lexington aux Cortès pour les renonciations et celle de Shrewsbury au Parlement de Paris, révèle la dimension nouvelle de la diplomatie de l'Angleterre qui se fait arbitre et gendarme de l'Europe.

¹² Voir L. Bély, *op. cit.*, p. 353-355.

Les mises en garde de Rossi ont porté et le voyage de Victor-Amédée II en Sicile se prépare dans cet esprit. Del Borgo confie à Rossi « que son Maître pourrait y aller lui-même pour examiner de près ce pays, et particulièrement pour se faire connaître de ces peuples... »¹³. Le nouveau roi a l'intention d'amener avec lui le prince de Piémont pour l'y laisser pendant deux ou trois ans. Plus tard, au moment du voyage en Sicile, Pontchartrain écrit au chevalier de La Chausse à Rome : « Il paraît par ce que vous me marquez que le roi de Sicile s'y prend bien pour se faire aimer de ses nouveaux sujets, et quand un prince s'applique à faire rendre une justice exacte, c'est un moyen infaillible de régner sur leurs cœurs »¹⁴.

Si Victor-Amédée II tente de s'imposer à ses nouveaux sujets siciliens, les grandes puissances trouvent le cadeau trop beau pour un si petit prince. Dans les négociations qui mettent fin, dans les années 1720, au conflit entre Philippe V d'Espagne et son rival, devenu l'empereur Charles VI, l'empereur obtient la Sicile, laissant au duc de Savoie cette Sardaigne, bien dédaignée au temps d'Utrecht.

À côté des bouleversements politiques d'Utrecht, l'ambition de la Savoie semble bien modeste, mais le nouveau roi a désormais la Sicile (qu'il devra échanger plus tard avec la Sardaigne). Des réformes gouvernementales commencent en Savoie après la guerre : Mellaredo se charge des affaires intérieures et Del Borgo des affaires extérieures. Trois secrétariats d'État apparaissent : le premier pour les affaires réservées, le deuxième pour les rapports courants avec la France, l'Angleterre et l'Allemagne, le troisième avec l'Espagne, les États italiens et le Saint-Siège. Del Borgo tente de ne pas employer les seuls membres de l'aristocratie dans la diplomatie, comme si la carrière de Mellaredo servait d'exemple. Les dépenses pour la diplomatie passent de 1,15% des dépenses totales dans les années 1700-1713 à 2,04% pour la période 1714-1730. C'est assez dire la place nouvelle que la Savoie veut prendre dans le concert européen¹⁵.

Victor-Amédée II de Savoie a su à merveille créer l'événement en jouant, au cours de son règne, de la position stratégique de son duché

¹³ Archives du Ministère des Affaires Étrangères, Paris, Corr. Pol. Hollande 238, fol. 88-93, Rossi à Torcy, 12 octobre 1712.

¹⁴ Archives du Ministère des Affaires étrangères, centre de Nantes, Archives de l'ambassade de France près le Saint-Siège 3, Pontchartrain à La Chausse, 27 décembre 1713.

¹⁵ Voir D. Frigo, *Principe, ambasciatori e « jus gentium » : l'amministrazione della politica estera nel Piemonte del Settecento*, Roma, 1991.

alpin. Il réalise le rêve ancien de sa maison d'obtenir une couronne royale. Désormais, le Piémont sert à l'équilibre européen, en particulier en Italie face à la maison d'Autriche. C'est aussi autour de la maison de Savoie que se réalise au XIX^e siècle l'unification de l'Italie.

Torino, 1706: la difesa sotterranea di Vittorio Amedeo II

Paolo Bevilacqua, Fabrizio Zannoni

Turin

Nell'estate del 1705 il maresciallo Vauban, consultato da Luigi XIV, elabora il suo ben noto progetto d'operazioni per l'imminente assedio della capitale sabauda. Profondo conoscitore della piazzaforte, per la quale, nel 1670, aveva espresso un parere decisivo in seno al lungo dibattito sul tracciato dei fronti bastionati della «città nuova di Po», analizza, con estrema puntualità e realismo, lo stato e le capacità difensive e offensive delle fortificazioni, individuando la direttrice d'attacco più razionale e meno dispendiosa e, conseguentemente, le risorse necessarie per le previste operazioni ossidionali¹.

Ben informato sui frenetici lavori di potenziamento delle mura torinesi, Vauban segnala, fra le varie opere elencate nei primi punti del suo scritto, la presenza di installazioni sotterranee per la difesa degli spalti e dei baluardi della cittadella:

[...] La fortification en est bien revêtue et très-solidement. Sa cittadelle l'est pareillement, qui sera bien munie sans doute de tous ses besoins. J'apprends qu'elle est bien contreminée dedans et dehors [...]²

Il sistema di contromina della piazzaforte di Torino, ritenuto fino a pochi anni fa di origine cinquecentesca, soprattutto riferendosi alle difese

¹ Sul progetto di Vauban per l'assedio di Torino si veda ad esempio G. Mengin, *Relation du siège de Turin en 1706 rédigée d'après des documents originaux inédits*, Paris, 1832, p.6-17 e p.149-157; R. Sconfienza, Teoria e pratica d'assedio: vicende e conduzione dell'attacco a Torino nel 1706, *Annales Sabaudiae*, 2008, vol. 3, p.104-107. Sulla permanenza e sui pareri di Vauban per la fortificazione di Torino si veda V. Comoli Mandracci, *Torino*, Roma-Bari, 1983, p.41-44; A. Blanchard, *Vauban*, Paris 1996, p.147. Sui lavori alle fortificazioni in occasione dell'assedio v. ad esempio E. Garoglio, La difesa della Piazza di Torino, *Le Aquile e i Gigli: una storia mai scritta*, G. Cerino Badone, a cura di, Torino, 2007, p.131-151; P. Bevilacqua, F. Zannoni, *Mastri da muro e piccapietre al servizio del Duca: cronaca della costruzione delle gallerie che salvarono Torino*, Torino, 2006, p.53-184.

² G. Mengin, *op. cit.*, p.149.

della cittadella, e considerato nel suo assetto definitivo come il risultato di una successione di fasi costruttive correlate con gli ampliamenti delle opere di superficie, è stato recentemente datato, sulla base dello studio di fonti archivistiche del tutto inedite, ai primi anni del XVIII secolo³.

La sua costruzione, nell'ambito dei grandi lavori progettati da Antonio Bertola alla vigilia dell'attacco francese, costituisce un interessante esempio dell'efficiente gestione da parte dell'amministrazione sabauda delle risorse economiche, materiali e umane disponibili in un momento cruciale della guerra di successione spagnola, tra la primavera del 1705 e il 1706, quando la pressione francese sul piccolo ducato di Savoia si tradusse infine nell'assedio della sua capitale⁴.

Dal XVII secolo, con il moltiplicarsi delle opere difensive esterne distribuite intorno alla cinta magistrale delle fortezze, che rese, di fatto, sempre più lunga e complessa la progressione di una forza assediante verso il corpo di piazza, l'uso delle mine in appoggio all'azione delle artiglierie da breccia divenne, soprattutto come mezzo risolutivo quando quest'ultima si faceva difficile e dispendiosa, un consolidato metodo di attacco, attentamente studiato e sviluppato nella trattativa specializzata, con il quale le forze impegnate in un assedio si dovevano necessariamente misurare⁵.

Il ricorso alla contromina fu la principale risorsa utilizzata dai difensori di una piazza per far fronte al pericolo di rappresentato dagli attacchi sotterranei di una forza assediante.

Le prime installazioni permanenti di questo tipo consistettero principalmente in lunghe gallerie collocate alle spalle, o direttamente nelle fondazioni, delle muraglie di rivestimento delle opere principali di fortezze e piazzeforti. Questa forma di difesa consisteva unicamente nella possibilità di intercettare le gallerie d'attacco della forza assediante,

³ P. Bevilacqua, F. Zannoni, *op. cit.*, p. 53-184; P. Bevilacqua, F. Zannoni, Le gallerie di Emanuele Filiberto: breve storia di un luogo comune, *Torino 1706, Atti del Convegno*, G. Mola di Nomaglio, R. Sandri Giachino, G. Melano, P. Menietti, a cura di, Torino, 2007, p. 291-336.

⁴ Sulla figura dell'avvocato e ingegnere sabauda Antonio Bertola si veda M. Viglino Davico, E. Chiodi, C. Franchini, A. Perin, *Architetti e Ingegneri Militari in Piemonte tra '500 e '700*, Torino 2008, p. 56-58.

⁵ Si veda ad esempio S. Le Prestre de Vauban, *Œuvres militaires du marechal Vauban, volume 3, Traité des Mines*, Paris 1794. Sugli studi di Vauban inerenti le mine si veda J.-F. Pernot, Vauban et la guerre des mines, *Histoire et défense*, 1995, n° 32, *Sapes et contre-sapes: la guerre des mines à l'époque moderne et contemporaine*, p. 73-104.

impedendo la sistemazione di cariche di demolizione entro le mura o i terrapieni di bastioni e cortine murarie.

In seguito al perfezionamento delle tecniche d'assedio e della sempre crescente utilizzazione dell'arma sotterranea, si giunse alla realizzazione di complessi e articolati sistemi permanenti di gallerie di contromina⁶. Questi, spingendosi a distanza dal corpo piazza, oltre a costituire un efficace mezzo di controllo attivo del sottosuolo teso a prevenire gli approcci al corpo di piazza o alle opere esterne, consentivano di predisporre anzitempo, in corrispondenza degli spalti, camere da mina pronte a esplodere sotto i piedi delle forze assedianti, ostacolandone l'avanzata e provocando gravi danni ai lavori d'assedio faticosamente fatti progredire sotto il fuoco di controbatteria dei difensori.

Nel corso del Settecento, l'esperienza bellica accumulata nel secolo precedente induce gli ingegneri militari incaricati di predisporre le opere di difesa di una piazza a non intendere più il sottosuolo come un teatro operativo di carattere estemporaneo, ma come un vero e proprio campo di battaglia, opportunamente predisposto con strutture tali da consentire la libertà d'azione al di fuori di ogni controllo o minaccia fisica da parte dei nemici, presidiato da personale specializzato in grado di sfruttare tutti i vantaggi tattici sui minatori avversari, costretti a impostare specifiche operazioni di bonifica del sottosuolo, fondamentali per disporre in sicurezza le artiglierie d'assedio, ma sempre lunghe, complesse e costantemente esposte ai rischi legati al dover agire in un terreno ostile sotto tutti gli aspetti⁷.

Un ulteriore e non trascurabile vantaggio offerto dalle contromine era legato alla possibilità di poterle edificare con relativa rapidità nelle

⁶ Sull'evoluzione della guerra sotterranea fra i secoli XVII e XVIII si veda ad esempio quanto detto in C. L. Gillot, *Traité de Fortification Souterraine ou des Mines Offensives et Défensives comprenant la Théorie et la Pratique des Mines, la Guerre Souterraine, les Démolitions, la Description de l'Attaque des Systèmes, et les Relations des Principales Expériences sur les Mines*, Strasbourg, 1805; K. Wiggins, *Siege Mines and Underground Warfare*, Oxford, 2003.

⁷ « Parlons clair, chacun est le maître chez soi; or dans la mine l'assiégé est chez soi, & l'assiégeant est à tout à fait en país ennemi. On est bien fort, quand est sur son propre terrain & bien foible lorsque l'on est sur un terrain non seulement étranger, mais même ennemi déclaré », Valliere, de l'Orme, *Nouveau Systeme sur la Manière de Defendre les Places par le Moyen des Contremines*, Francfort-sur-le-Main, 1744, p. 4.

piazze che ne erano originariamente sprovviste realizzandole, come spesso accadeva, nell'imminenza di un assedio⁸.

La necessità di dotare la cittadella di Torino di un efficiente apparato sotterraneo per il controllo del sottosuolo di pertinenza era già stata evidenziata dall'ingegnere di corte Louis Guibert in una relazione risalente al 1686, cioè pochi anni prima dello scoppio della guerra della Grande Alleanza, e ribadita in una seconda memoria redatta dallo stesso nel 1702⁹.

I primi lavori per l'esecuzione del progetto di Antonio Bertola furono deliberati in occasione della riunione del Consiglio delle Fabbriche e Fortificazioni¹⁰, tenutasi a Torino il 7 aprile 1705, quando, con la resa della piazza di Verrua, l'assedio della città divenne inevitabile. Presenti il conte mastro auditore e patrimoniale Fecia di Cossato, il patrimoniale generale Marandono, il conte presidente e generale di finanze Gropello, e intervenuto l'ingegnere di S.A.R. Michelangelo Garove, si deliberò la costruzione di undici contromine per le fortificazioni urbane e per la cittadella, scavate alla quota dei fossati lungo gli assi capitali di bastioni e rivellini. Nei primi giorni di maggio, lungo i fronti esterni della cittadella, fu predisposto il raddoppio, a una quota inferiore, dei sistemi impostati a livello del fosso¹¹.

La resistenza della linea difensiva dislocata tra Chivasso e Castagneto Po, protrattasi fino alla fine di luglio, seguita dalla definitiva decisione

⁸ J.-D. Étienne, *Traité des mines, à l'usage des jeunes militaires et de ceux qui voudront aquérir une idée nette de toutes les parties de cette science*, Münster 1779, p. VII-X.

⁹ AST, Corte, Materie Militari, Intendenza Generale delle Fabbriche e Fortificazioni, mazzo n° 2, Discours sur l'estat presente de la Cittadelle de Turin [...], 1 maggio 1686; *ibid.*, mazzo n° 3, Relation de l'état present de la Cittadelle de Turin [...], 1702.

¹⁰ Il Consiglio, ricostituito su ordine della Madama Reale Maria Giovanna Battista Savoia-Nemours in data 18 gennaio 1678, aveva mandato di occuparsi di tutti gli affari connessi con le fortificazioni e le fabbriche di S.A.R. Alle riunioni intervenivano usualmente il luogotenente generale, il colonnello e il capitano più anziano dell'artiglieria, l'auditore generale di guerra, l'intendente generale dell'azienda, il controllore e il segretario del consiglio, un ingegnere per le fabbriche militari o un architetto per quelle civili. Si veda F.-A. Duboin, *Raccolta per ordine di materia delle leggi, editti, manifesti, ecc. pubblicati dal principio dell'anno 1681 sino all'8 dicembre 1798 sotto il felicissimo dominio della Real Casa di Savoia in continuazione a quella del senatore Borelli*, Torino, 1832, t. VIII, vol. X, p. 494-496.

¹¹ In ragione dell'incombente minaccia d'assedio si preferì, in prima battuta, preferire lo sviluppo in profondità delle opere sotterranee, allo scopo di impostare la difesa alla maggiore distanza possibile dai baluardi, in posizione avanzata rispetto alla

francese di rinviare alla primavera successiva le operazioni ossidionali intraprese nell'anno in corso, permise di ultimare i lavori deliberati e di intraprendere nuovi ampliamenti. Alla fine di novembre, con la formazione delle difese sotterranee dell'Opera a Corno di Valdocco e delle tre contoguardie in corso di edificazione nel fossato della Cittadella, il già articolato sistema di gallerie e rami era in grado di garantire la difesa e il controllo, seppur non ancora capillare, del sottosuolo.

Nel corso dei mesi invernali ebbe inizio la seconda e più drammatica fase costruttiva dell'apparato difensivo ipogeo di Torino, caratterizzata dal sempre più difficile reperimento dei materiali da costruzione, e da numerose altre emergenze che gravarono sui cantieri. Nonostante le difficoltà, i lavori avanzarono regolarmente e nella primavera del 1706 si giunse alla quasi completa ultimazione di tutti i sistemi, al cui interno si iniziò la squadratura e la costruzione delle camere da mina¹².

Iniziato l'assedio il governatore Wirich Philipp von Daun, avuta piena certezza della direttrice d'attacco scelta dai francesi, dispose la sospensione dei lavori in corso lungo i fronti non direttamente minacciati, concentrando le maestranze nel perfezionamento dei sistemi sotterranei a difesa dell'Opera a Corno e della Cittadella, completati e resi operativi nonostante la presenza, a breve distanza, dei minatori francesi, a loro volta impegnati nell'attacco sotterraneo delle fortificazioni¹³.

In poco più di quattordici mesi la capitale del ducato fu dotata di un apparato di fortificazione sotterranea che, per estensione e geometria,

strada coperta, non ancora controminata. I rami da mina necessari si sarebbero realizzati in occasione dell'impiego. Vedi P. Bevilacqua, F. Zannoni, *Mastri da muro e piccapietre al servizio del Duca: cronaca della costruzione delle gallerie che salvarono Torino*, Torino, 2006, p. 69-82 e 83-112.

¹² Dopo la demolizione di quasi tutte le fornaci esistenti nei terreni periurbani, al fine di non permetterne l'utilizzo da parte del nemico, le poche ancora attive non furono più in grado di coprire il fabbisogno di mattoni richiesti dai numerosi cantieri in corso d'opera. Per ordine di Vittorio Amedeo II si fece ricorso ai laterizi provenienti dalla parziale demolizione di alcune cascine prossime alla città (AST, Camerale, Piemonte, Conti di fabbriche e fortificazioni, Sessioni del Consiglio delle fabbriche e fortificazioni, registro 14 (1705-1707), sessione del 12 luglio 1705, fol. 13).

¹³ Sullo scavo delle contromine del fronte di Porta Susina vedi P. Bevilacqua, F. Zannoni, *op. cit.*, p. 147-152.

garantiva pienamente la difesa attiva, in ausilio alle artiglierie della piazza, degli spalti e del cammino coperto.

In corrispondenza dei bastioni e delle mezzelune esterne della cittadella, le gallerie capitali erano tutte raddoppiate: a una galleria capitale «bassa», alla profondità di circa 12-14 metri e che prendeva origine dall'interno del corpo di piazza terminando, dopo aver attraversato tutta la profondità del fronte difensivo, all'estremità dei controsalti, ne corrispondeva una «alta», a una quota di 5-7 metri sotto il piano di campagna, cui si accedeva per mezzo di un'apertura nel muro di controscarpa dell'avanfosso, che giungeva fino al di sotto delle ridotte alla base dello spalto, dette «frecce». Il collegamento fra le due gallerie era garantito da scale in muratura a tre rampe¹⁴.

Lungo il tracciato delle gallerie capitali di tutti i sistemi della piazzaforte si diramavano gallerie e rami laterali che terminavano in camere da mina doppie, nelle quali potevano essere collocate le cariche di polvere destinate a sconvolgere le posizioni degli assediati in superficie. Il sistema era infine completato da una serie di infrastrutture atte a garantire l'agibilità dei percorsi sotterranei, come pozzi per la circolazione dell'aria, nicchie nei rivestimenti dei piedritti laterali per accogliere lampade o candele per l'illuminazione dei tratti in cui si doveva operare, pozzetti per il deflusso delle infiltrazioni d'acqua, necessari per mantenere il più possibile asciutto il piano di calpestio dei vari percorsi.

L'unico neo fu il mancato completamento della galleria magistrale, elemento fondamentale per la difesa del cammino coperto, che fu tuttavia praticata per mezzo di rami di emergenza che, partendo dalle comunicazioni esistenti, furono diretti sotto le batterie da breccia francesi¹⁵.

Dopo la positiva conclusione dell'assedio furono intrapresi i lavori necessari per il ripristino delle gallerie danneggiate dai combattimenti sotterranei, e ultimate le opere sospese nel corso delle operazioni. Con la

¹⁴ La scala di comunicazione fra le capitali alta e bassa della Mezzaluna del Soccorso fu il teatro del celebre episodio che ebbe per protagonista il minatore Pietro Micca. La sua riscoperta, avvenuta nel 1958, fu la base per il recupero e la musealizzazione delle contromine della cittadella, abbandonate nel sottosuolo dopo la demolizione delle fortificazioni di superficie.

¹⁵ Con questo sistema i difensori riuscirono, il 24 agosto 1706, a rovesciare undici cannoni francesi postati sull'angolo saliente del cammino coperto della Mezzaluna del Soccorso, con quattro rami da mina impostati dalla galleria capitale alta. Si veda G. M. Solaro Della Margarita, *Journal historique du siège de la ville et de la citadelle de Turin en 1706*, Turin, 1838, p. 101-102.

conclusione dei lavori nel sottosuolo del fronte di Porta Nuova nel maggio 1708 l'opera era definitivamente terminata¹⁶.

La spesa inizialmente stimata per la costruzione delle contromine, valutata in 13 200 lire, superò alla fine del 1705 la somma di 130 000 lire, effettivamente pagate agli impresari sulla base dei lavori eseguiti, cui devono essere sommate le oltre 85 000 lire investite nel corso del 1706 per ampliare ulteriormente la rete sotterranea¹⁷.

Nell'organizzazione dei lavori si dimostrarono fondamentali sia il controllo operato dai funzionari ducali presenti nei cantieri, che il coordinamento e l'assistenza prestati dal Consiglio delle Fabbriche e Fortificazioni, attraverso il patrimoniale generale Marandono e sotto l'attenta supervisione del ministro delle finanze Giamabattista Gropello. Quest'ultimo si rivelò un organizzatore sicuro ed energico, provvedendo, con i pieni poteri conferitigli da Vittorio Amedeo II, ai problemi più urgenti e svolgendo un ruolo di primaria importanza nella supervisione di una serie di interventi ordinari e straordinari, grazie ai quali l'amministrazione sabauda riuscì a contribuire al sostegno degli sforzi sostenuti dagli impresari impegnati nella fabbrica delle contromine, e al contempo a trarre i massimi vantaggi per il ducato, in termini di contenimento delle spese, efficienza nei cantieri, e qualità delle opere realizzate¹⁸.

Agli impresari fu unicamente demandato l'onere di reperire le maestranze necessarie, e di procedere nel lavoro secondo le istruzioni impartite dai progettisti, mentre l'approvvigionamento dei materiali, dei carri, degli animali da tiro, dei bovini, dei carrettieri, degli utensili, dei

¹⁶ Per quest'ultima fase costruttiva, ancora segnata dalla scarsa disponibilità di materiali da costruzione e dalle eccezionali precipitazioni del 1707, vedi P. Bevilacqua, F. Zannoni, *op. cit.*, p. 177-183.

¹⁷ Sul sostegno finanziario fornito dai governi inglese e olandese per il mantenimento della struttura militare sabauda e, più in generale, sulle clausole dell'alleanza fra Vittorio Amedeo II e le potenze marittime si veda G. Symcox, *Politica, diplomazia, battaglie, Torino 1706*, D. Balani, S. A. Benedetto, a cura di, Torino, 2006, p. 24-28; G. Symcox, *Vittorio Amedeo II: l'assolutismo sabauda (1675-1730)*, Torino, 2007, p. 191-197; L. Einaudi, *La finanza sabauda all'aprirsi del secolo XVIII e durante la guerra di successione spagnola*, Torino, 1908, p. 350-352.

¹⁸ Sulla figura del Gropello si veda B. Signorelli, Giovanni Battista Gropello, ministro di Vittorio Amedeo II e suo plenipotenziario durante l'assedio di Torino (giugno-settembre 1706), *Torino 1706, Atti del Convegno*, G. Mola di Nomaglio, R. Sandri Giachino, G. Melano, P. Menietti, a cura di, Torino, 2007, p. 665-675.

locali per il ricovero notturno dei lavoranti, fu gestito dall'amministrazione centrale e ottimizzato grazie al maggiore controllo operato sul territorio¹⁹.

La presenza di una consolidata rappresentanza di capi mastri abitualmente operanti per il servizio del ducato, individualmente o in associazione d'impresa, e la disponibilità di maestranze specializzate, fu certamente una tra le più preziose risorse di cui Vittorio Amedeo poté avvalersi.

Tutti i contratti stipulati dal Consiglio delle Fabbriche e Fortificazioni, furono assegnati seguendo la procedura dell'incanto, consistente in una pubblica asta al ribasso tra più concorrenti in cui sarebbe risultato aggiudicatario chi avesse offerto condizioni più favorevoli per il ducato. Il minor costo non era, tuttavia, l'unico parametro valutato dai funzionari dell'amministrazione sabauda nel corso della stipula dei contratti. Infatti, considerata l'estrema urgenza di poter disporre di opere ultimate nel più breve tempo, e con la migliore fattura, il Consiglio poteva esprimere, in via straordinaria, la preferenza per taluni impresari, ritenuti più abili, responsabili e puntuali²⁰.

Dall'attento spoglio dei documenti, emerge una sensibile variabilità dei termini di chiusura delle differenti aste. Di fatto, pur trattandosi di appalti inerenti la costruzione di opere aventi analoghe caratteristiche tecniche, i prezzi unitari, concordati negli incanti, risultavano dipendenti dal numero di imprese partecipanti e dalla concorrenza disputata tra le stesse, fattori, entrambi, subordinati all'onere di lavori già acquisiti, nonché alle possibilità economiche e alla forza lavoro delle singole imprese.

¹⁹ Casi di questo genere sono documentati ad esempio per i lavori di rialzamento dei rampari della Mezzaluna di S. Vittore o per il riattamento delle palizzate sul cammino coperto della cittadella (AST, Camerale, Piemonte, Conti Fabbriche e Fortificazioni, Sessioni del Consiglio delle Fabbriche e Fortificazioni, registro 14 (1705-1707), fol. 2 v.-3 e 12).

²⁰ «Laonde considerata / da detto Consiglio la premura che fa S.A.R. che detto travaglio venghi fatto con tutta / prontezza, e pontualità, e persuadendosi che questo si può piuttosto conseguire dal / Capomastro Pighino, e suoi compagni, sia per la loro abilità, che qualità, e responsabilità, / cosa che non si può promettere dagli altri». Estratto del verbale della sessione del Consiglio delle Fabbriche e Fortificazioni del 7 aprile 1705, relativo all'aggiudicazione del contratto per la costruzione delle due comunicazioni sotterranee delle ridotte del Valentino (AST, Camerale, Piemonte, Conti Fabbriche e Fortificazioni, Sessioni del Consiglio delle Fabbriche e Fortificazioni, registro 13 (1701-1705), fol. 139v.).

In considerazione dell'imminente pericolo dell'assedio incombente su Torino, uno dei maggiori vantaggi di cui godevano gli impresari e le loro maestranze era l'esenzione dal servizio di milizia urbana per tutta la durata dei lavori²¹.

Inoltre, in virtù del contratto, si concedeva loro l'utilizzo delle cascine situate in prossimità dei cantieri per il ricovero notturno dei lavoratori e, come si è accennato, il prestito delle carrette e degli strumenti per le maestranze, e la disponibilità di natanti per il trasporto fluviale dei mattoni, dalle fornaci di Moncalieri fino a Torino, nonché un acconto per sostenere le spese iniziali per l'approvvigionamento dei mattoni, per retribuire i lavoratori, e i bovini e i barcaroli che avrebbero trasportato i materiali²².

Qualora gli impresari non fossero stati in grado di assicurare le dovute garanzie, a cautela dell'acconto concesso, erano obbligati a presentare un fideiussore, garante del loro debito verso il ducato. La figura del fideiussore o «sigurtà» compariva frequentemente nei contratti stipulati dal Consiglio delle Fabbriche e Fortificazioni, ogni volta che la disponibilità economica dell'aggiudicatario non fosse stata ritenuta idonea a garantire i crediti affidatigli. Quale fideiussore era usualmente incaricato un mercante²³.

Il Consiglio poteva inoltre provvedere all'assistenza necessaria per l'approvvigionamento di un adeguato numero di carri – necessari per il trasporto e lo smaltimento dei materiali provenienti dallo scavo delle gallerie – con i relativi carrettieri, ai quali gli impresari erano tenuti corrispondere una paga adeguata. Analogamente, il fieno richiesto dai bovini per la sussistenza dei buoi impiegati per il traino dei carri, poteva essere direttamente fornito dall'Ufficio dell'Intendenza Generale, che ne addebitava il costo ai capimastri²⁴.

L'assistenza prestata dall'amministrazione centrale alle imprese impegnate nei cantieri, si rivelò fondamentale. In più occasioni il Consiglio, nella persona del patrimoniale generale Marandono, s'impegnò a procurare

²¹ AST, Camerale, Piemonte, Conti Fabbriche e Fortificazioni, Sessioni del Consiglio delle Fabbriche e Fortificazioni, registro 14 (1705-1707), fol. 217 v.

²² AST, Camerale, Piemonte, Conti Fabbriche e Fortificazioni, Contratti Fabbriche e Fortificazioni (1705), fol. 33v. e 34.

²³ Si veda ad esempio il caso dei capimastri aggiudicatari del primo contratto per la fabbrica delle contromine della Mezzaluna del Soccorso (AST, Camerale, Piemonte, Conti Fabbriche e Fortificazioni, Contratti Fabbriche e Fortificazioni (1705), fol. 58-59v., 58 e 63v.).

²⁴ AST, Camerale, Piemonte, Conti Fabbriche e Fortificazioni, Contratti Fabbriche e Fortificazioni, (1705-1707), fol. 8 e registro 23 (1706), fol. 105v.

agli impresari i mattoni, facendoli trasportare a spese delle regie finanze, riservandosi il diritto di pretendere dagli impresari la somma erogata per la paga dei bovari e dei carrettieri e del valore stimato dei mattoni.

Parimenti quando le poche fornaci ancora attive non furono in grado di coprire l'enorme fabbisogno di mattoni richiesti dai numerosi cantieri delle contromine, per ordine di S.A.R. si fece ricorso a quelli provenienti dalla demolizione di alcune cascine che sorgevano nelle immediate vicinanze della città e in collina e, non avendo ulteriori risorse, addirittura prelevandoli dalle muraglie della stessa cittadella, accollando ai capimastri l'onere della demolizione degli edifici e dello scalcinamento dei mattoni, addebitando loro il valore residuo stimato dei materiali recuperati²⁵.

La fornitura del legname necessario al tansonamento delle gallerie, la costruzione di pozzi necessari al fabbisogno idrico dei cantieri, per supplire alla mancanza di acqua sul luogo di lavoro, sono altri esempi dell'assistenza prestata dall'amministrazione sabauda agli impresari incaricati della costruzione delle difese sotterranee di Torino, tra la primavera del 1705 il 1706²⁶.

L'importanza attribuita al sistema di contromina della piazzaforte, al fine dell'esito finale dell'assedio, fu giudicata tale da richiedere l'intervento diretto dello Stato, che, prestando agli appaltatori una serie di risorse e servizi, addebitati e detratti dai compensi pattuiti con i medesimi, conseguì il completamento delle opere nei termini previsti dagli ingegneri progettisti e desiderati dal sovrano, che, per favorire lo svolgimento dei lavori sulle fortificazioni vietò ogni forma di edilizia privata, in concomitanza dell'assedio.

La regolarità e la celerità nell'avanzamento dei lavori non fu unicamente sostenuta con il supporto logistico prestato dall'amministrazione centrale, ma anche incentivata con la puntualità e la continuità dei pagamenti, ovvero assicurando agli impresari la disponibilità economica indispensabile per la retribuzione delle maestranze e l'acquisto dei materiali. Il pagamento settimanale, delle singole imprese, nei differenti cantieri, comportava un notevole impegno dell'apparato burocratico sabauda, implicando la disponibilità sul campo di numerosi funzionari, incaricati di quantificare lo stato di avanzamento lavori, verificandone al contempo la qualità. Le fedeli dei sovrastanti, le misure, e i verbali di collaudo, formavano la

²⁵ V. *supra* nota n. 12.

²⁶ AST, Camerale, Piemonte, Conti Fabbriche e Fortificazioni, Contratti Fabbriche e Fortificazioni, (1705), fol. 135v.

documentazione su cui poteva fare affidamento l'amministrazione per procedere ai pagamenti.

In quest'onerosa attività di controllo erano quotidianamente impegnati i sovrastanti e i misuratori. Ai primi spettava il compito di verificare la provenienza e la qualità dei materiali impiegati, e di annotare, in dettagliati verbali, le difficoltà incontrate dalle maestranze nei cantieri, le eventuali varianti realizzate in corso d'opera, le difformità dei manufatti rispetto a quanto prescritto dalle istruzioni degli ingegneri, distinguendo i casi in cui queste fossero imputabili all'imperizia dei capimastri, da quelli in cui fossero dipese da eventi accidentali o imprevisi incontrati nello scavo del terreno. I secondi, provvedevano al rilievo sul campo del progresso dei lavori, e alla quantificazione dei medesimi. Le misure dovevano essere accompagnate da un disegno che illustrasse la situazione di fatto, tuttavia, in ragione dall'insostenibile mole di lavoro, legata alla moltitudine dei cantieri contemporaneamente aperti, poche settimane dopo l'inizio della costruzione delle contromine, i misuratori furono esonerati, per ordine del Consiglio, dal produrre gli elaborati grafici²⁷.

Gli ingegneri, infine, oltre a redigere i progetti e le istruzioni per l'esecuzione dei lavori, eseguivano i sopralluoghi in cantiere e stilavano i verbali di collaudo²⁸.

Il 23 luglio 1706 il maresciallo Vauban, valutando le difficoltà del corpo d'assedio nel portare avanti gli approcci necessari per impostare il coronamento del fossato della cittadella, esprimeva, in una lettera al ministro Chamillart, tutta la sua disapprovazione sulle operazioni in corso. Rifacendosi apertamente ad uno degli scopi fondamentali della difesa sotterranea, cioè un capillare ed efficace controllo del sottosuolo

²⁷ Sul ruolo e sulle mansioni del sovrastante e del misuratore si veda AST, Corte, Materie Militari, Fabbriche e Fortificazioni, mazzo 1, n° 7, *Istruzione alli Sovrastanti che saranno deputati alle Fabbriche e Fortificazioni di S.A.R.*, e *Instruzione da osservarsi da ss.ri Misuratori di S. A. Rle*, s.d.; AST, Corte, Materie Militari, Fabbriche e Fortificazioni, mazzo 3, n° 4, *Instruzione che dovranno osservare li Sovrastanti delle nostre Fabbriche e Fortificazioni e Instruzione che dovranno osservar ed eseguire li Misuratori nell'incombenze di misure che li sarann'appoggiate per le nostre fabbriche e Fortificazioni, maggio 1702.*

²⁸ Si veda ad esempio il sopralluogo dello stesso Antonio Bertola alle gallerie della Mezzaluna del Soccorso in data 4 luglio 1705 (AST, Camerale Piemonte, Conti Fabbriche e Fortificazioni, Controllo fabbriche e fortificazioni, registro 21 (1705), fol. 128) e la visita di Michelangelo Garove ai cantieri sui fronti di Porta Nuova e di Vanchiglia il 24 luglio successivo (*ibid.*, fol. 72-72v.).

volto ad imporre una significativa azione di contrasto e rallentamento delle operazioni ossidionali, affermava con convinzione che:

[...] on ne prendra point Turin par où l'attaque [...] La chicane des mines vous mènera jusqu'à la fin du monde, et ne vous sera bonne qu'à faire enterrer tout vif ce que vous avez de meilleur parmi vos troupes; car les ennemis étant les premiers postés, n'ont qu'à vous attendre: il est sûr que tous les avantages des mines sont pour eux [...]

In questo senso, il sistema di contromina progettato da Antonio Bertola, senza rivestire un ruolo autonomo nell'ambito delle operazioni, aveva permesso ai difensori di raggiungere gli scopi normalmente previsti con l'impiego di un'opera ausiliaria di questo tipo, giustificando così tutti gli sforzi e i mezzi investiti per la sua costruzione.

Questa, come si è visto, era stata resa possibile da un apparato amministrativo efficiente e ben organizzato, in grado di garantire la gestione e il controllo di ingenti risorse umane e materiali, per di più in una situazione di estrema emergenza nel corso della quale fu in gioco la sopravvivenza stessa dello Stato.

Accanto alle ben note personalità rappresentate da progettisti di lunga e provata esperienza come Antonio Bertola, nominato nel 1708 «primo architetto civile e militare», e degli efficienti burocrati incaricati di assicurare il buon andamento dei lavori, emergono dai documenti le figure dei capimastri, come Pietro Sardi, Lorenzo Gianassa, Giuseppe Fontana, Giacomo Macciotta, Francesco Pighino, o Pietro Bello, artefici dell'esecuzione materiale di un'opera certamente non comune in termini di complessità ed estensione.

Le maestranze impegnate seppero far fronte alle insidie del lavoro svolto in un ambiente tradizionalmente ostico come il sottosuolo e, ad assedio iniziato, a quelle inflitte dal fuoco nemico, portandolo a termine con rigorosa professionalità e con risultati di qualità rimarchevole.

A tre secoli dalla loro costruzione le gallerie di contromina, unico elemento difensivo direttamente coinvolto nell'assedio del 1706 in gran parte sopravvissuto alla demolizione delle fortificazioni operata nel XIX secolo, sono oggi patrimonio del Museo Civico Pietro Micca che, prosegue nell'attività di recupero e valorizzazione del sistema sotterraneo che contribuì al successo ottenuto nella difesa della capitale del ducato, divenuto infine regno.

Célébrations royales de la Maison de Savoie : rituels funéraires romains

Martine Boiteux
Paris-Rome, EHESS

Le 30 janvier 1733, dans l'église du Saint-Suaire de la nation savoyarde, piémontaise et niçoise, avec un très noble apparat, musique choisie, et somptueux catafalque, sont célébrées les obsèques solennelles pour le repos de l'âme de Victor-Amédée II, roi de Sardaigne, duc de Savoie ; la messe est chantée par M^{gr} Giovanni Federico Giordani, archevêque de Melitene, en présence du cardinal Alessandro Albani, venu avec sa suite, officiellement en qualité de protecteur du royaume de Sardaigne et des États de Sa Majesté. Ainsi est raconté l'événement dans le *Cracas, Diario di Roma*¹. Valesio² dans son journal, bien connu pour ses commentaires sur la vie romaine, ajoute quelques précisions sur la participation de personnalités, telles l'ambassadeur de France et le cardinal Fini ; il complète la description de l'église noblement parée de drap brun gansé d'or disposé avec grand artifice ; la voûte était décorée de fragments de couronnes et de sceptres. Au milieu de la nef se dressait un catafalque surélevé de terre par trois marches et composé de quatre grands piédestaux de faux marbre sur lesquels quatre crânes ailés soutenaient une caisse de porphyre carrée dont les angles portaient des pots à feu (fig. 1)³. Sur la caisse-cénotaphe s'élevait un socle, en forme de pyramide, sur lequel était posé un coussin noir pour la couronne, l'épée et le sceptre ; en dessous du coussin se déployait le manteau royal de velours noir fourré de zibeline. Ces brèves notices sont complétées par une gravure du catafalque réalisée par Gaetano Piccini⁴

¹ *Diario di Roma, Cracas*, 1733, n° 2418, p. 4-5.

² G. Scano, éd., *Diario di Roma di F. Valesio*, Milan, 1977, V, p. 562-563.

³ M. Fagiolo, dir., *Corpus delle feste a Roma*, 2, *Il Settecento e l'Ottocento*, Roma, 1997, p. 86.

⁴ A. Baudi di Vesme, *L'arte in Piemonte dal XVI al XVIII secolo*, Turin, 1966, vol. III, p. 831.

et par quelques documents des archives⁵ nourries d'études sur le contexte historique et artistique.

Le monument éphémère construit dans l'église nationale reste en place quelque temps, offert à l'admiration du public qui reçoit le message. Le catafalque suit le modèle romain de ce type d'architecture, construite sur une structure en bois sur laquelle sont tendues des toiles peintes, avec des statues et des bas-reliefs de stuc, et reprend les différentes formes iconographiques à signification funéraire, les objets symboles d'éternité : pyramide, obélisques, l'urne, les crânes, et bien entendu les *regalia*, sceptre, épée et couronne, symboles de la nouvelle royauté, sont mis en valeur. Au centre de la composition, une inscription énumère la titulature de roi de Sardaigne, de Chypre et de Jérusalem, ses vertus et son abdication ; un bas-relief, en stuc, représente une scène de bataille dominée par Victor-Amédée II à cheval et rappelle que le titre royal a été conquis par une victoire militaire ; le caractère guerrier est consubstantiel à la souveraineté royale acquise par la victoire, et les armes sur le monument exaltent la valeur du défunt mais aussi peuvent être interprétées comme une menace à peine voilée d'une dynastie militaire attentive toujours prête à l'action. L'ensemble est vivement illuminé par de nombreux cierges, nécessité matérielle pour éclairer l'église mais aussi symbolique de l'éclat de la majesté royale et pour exprimer la victoire sur les ténèbres et la mort, en une sorte d'héroïsation évoquant les funérailles des empereurs romains et affirmant la continuité de la dynastie.

La cérémonie est importante et mentionnée dans les journaux mais brièvement ; ce qui montre les limites de l'événement, également soulignées par l'absence de publication de la traditionnelle brochure spécifique de relation. D'autre part, l'architecture éphémère ne comporte pas de portrait du défunt sur un médaillon identitaire comme c'est souvent le cas ; ce qui induit la signification d'une commémoration de la dynastie plus que de la personne défunte. Ce n'est pas une question de délai puisque la mort remonte à quelques mois. La Maison de Savoie sait honorer ses chefs défunts⁶ comme le démontre l'importance des funérailles organisées par les régentes en 1637 et 1675 dans la cathédrale

⁵ AST, Corte, Materie politiche per rapporto all'interno, Cerimoniale, Funerali.

⁶ *La reggia di Venaria e i Savoia: arti, magnificenza e storia di una corte europea*, catalogo della mostra (Venaria Reale, 12 ottobre 2007-30 marzo 2008), E. Castelnuovo e altri, a cura di, Torino, 2007 ; P. Cozzo, Stratégie dynastique chez les Savoie: une

de Turin⁷. Les actions de Victor Amédée I sont exaltées dans la nef et culminent avec le catafalque pyramidal surmonté d'une statue équestre du duc ; huit Vertus soutiennent la construction entourée d'une balustrade avec les statues des ancêtres. Pour Charles-Emmanuel II, la cérémonie confiée aux Jésuites est plus fastueuse et plus articulée ; les vertus du duc sont subsumées par la vertu héroïque de la *Magnificenza* qui est consubstantielle du Prince, comme cela est dit également pour le cardinal Maurizio en 1627 : les importantes festivités sont relatées notamment, comme celles de 1637, par une brochure publiée et par une série d'images montrant la décoration de la porte de la cathédrale (fig. 2), celle de la nef (fig. 3) et le grand catafalque avec le portrait du duc en médaillon (fig. 4). Le splendide dispositif célébratif est une autoreprésentation visant à communiquer un message significatif de longue durée. Mais en 1733 les temps ont changé ; les initiatrices avaient été les épouses du duc devenues régentes, alors que pour Victor-Amédée II, mort dans un contexte troublé après son abdication de 1730, le successeur est déjà en place, la crise assumée est résolue : son fils Charles-Emmanuel III, qui n'avait pas eu les meilleures relations avec lui et tente d'effacer quelque peu sa mémoire pesante, est déjà au pouvoir depuis trois ans après une installation qui n'a pas été simple. Dans la cathédrale de Turin sont organisées les funérailles officielles avec un catafalque dessiné par l'architecte Filippo Juvara, et son petit-fils Victor-Amédée III fera porter plus tard sa dépouille dans la crypte de la basilique de Superga construite à cet effet par Victor-Amédée II qui voulait une nécropole de style royal pour le développement d'un culte dynastique sur le modèle de l'Escorial pour la dynastie espagnole. En 1732, la cérémonie turinoise n'est plus un rite de passage, sanctionnant une succession, déjà advenue, ni de légitimation qui n'est pas nécessaire. Charles-Emmanuel III ne semble pas avoir donné d'instructions pour de grands déploiements de fastes à Rome dans la conjoncture de relations compliquées avec le Saint-Siège, et même si la situation semble stabilisée en 1730 tous les problèmes ne sont pas réglés. Toutefois l'existence de la

ambition royale (XV^e-XVIII^e siècles), *Les funérailles princières en Europe (XVI^e-XVIII^e siècles)*, Paris, 2012, p. 235.

⁷ C. Arnaldi di Balme e F. Varallo, a cura di, *Feste barocche: cerimonie e spettacoli alla corte dei Savoia tra Cinque e Settecento*, catalogo della mostra (Torino, Palazzo Madama), Turin, 2009 ; P. Cozzo, « Con lugubre armonia » : le pratiche funerarie in età moderna, P. Bianchi e A. Merlotti, a cura di, *Le strategie dell'apparenza: cerimoniali, politica e società alla corte dei Savoia in età moderna*, Turin, 2010, p. 73-91 ; L. Giachino, *Magnificentia opus eius: i funerali di Carlo Emanuele II di Savoia*, *Studi Secenteschi*, 2012, p. 3-52.

cérémonie démontre sa nécessité dans le contexte d'une royauté nouvelle, qui n'a pas été facilement acceptée par tous dans le contexte international et italien ; il s'agit de légitimer la royauté encore jeune et de montrer la présence du nouveau royaume sur la scène romaine au même titre que les grandes monarchies européennes, par une pratique commémorative nouvelle à Rome pour la Maison de Savoie qui reprend le modèle romain. Le nouveau royaume devient un protagoniste de la compétition festive internationale et tente ainsi de s'insérer par une emprise symbolique dans l'espace territorial et diplomatique romain et européen.

En effet, à Rome tout est cérémonie, disait-on, et la ville *caput mundi* et *teatro del mondo* est une scène où s'affiche la vie romaine et internationale. Les funérailles commémoratives, acte liturgique, politique et symbolique, sont au service de la stratégie cérémonielle des grands monarques. Ce modèle de célébration royal des monarchies européennes apparaît pour Sigismond Auguste de Pologne en 1572 dans l'église de San Lorenzo in Lucina parée de draps noirs décorés de squelettes et de figures de la Mort avec sa faux encadrant le catafalque en forme de temple dorique, accueillant le cénotaphe portant la couronne, et surmonté d'une pyramide devant laquelle se dresse la statue équestre du roi, et voit la présence des princes italiens, tels le duc de Parme en 1593, ou le grand-duc de Toscane en 1671. Au XVII^e siècle, la scène romaine est envahie par la concurrence cérémonielle de la France et de l'Espagne dont les reines et les rois sont commémorées à partir d'Henri IV en 1610 et Marguerite d'Autriche en 1621 ; l'émulation se poursuit au XVIII^e siècle lorsqu'arrivent de nouveaux venus sur la scène dans le contexte diplomatique de la guerre de succession d'Espagne ; les aléas biologiques font que différents monarques décèdent à ce moment crucial et les différentes nations se mobilisent à Rome pour montrer leur importance par de splendides cérémonies avec de riches architectures éphémères et déploiement de faste dans les églises nationales : Charles II d'Espagne en 1700 à San Giacomo degli Spagnoli, l'empereur Léopold I^{er} en 1705 à Santa Maria dell'Anima, Pierre II de Portugal en 1707 à Sant'Antonio dei Portoghesi, le grand Dauphin sur lequel reposaient les espoirs de la France en 1711 à Saint-Louis-des-Français. Pour Jacques II Stuart, en 1702 à San Lorenzo in Lucina⁸, le cérémonial reprend la forme

⁸ F. Barberini, *Artisti e artigiani al servizio del cardinale Carlo Barberini per le solenne essequie di Giacomo II Stuart*, *Miscellanea Bibliothecae Apostolicae Vaticane*, 2011, XVIII, p. 7-26.

des funérailles d'État, inaugurées pour Christine de Suède en 1689⁹; cette fois aussi c'est une décision du pape: en effet, il s'agit de montrer son soutien au dernier roi catholique d'Angleterre, même si son règne a été de courte durée. La compétition et l'émulation festives sont un instrument de persuasion et de propagande au service de la compétition internationale. Les funérailles de 1733 célèbrent pour la première fois la Maison de Savoie à Rome; elles proclament sa promotion à la dignité royale et son insertion dans le contexte monarchique européen. Toutefois, c'est avec un faste d'une autre proportion que les funérailles du roi de Pologne sont célébrées cinq mois plus tard le 22 mai 1733 à San Clemente sur commande du cardinal Annibale Albani, protecteur de la Pologne¹⁰; les Polonais sont les seuls à ne pas toujours utiliser leur église nationale de Saint-Stanislas. Auguste II, prince électeur de Saxe, grand mécène, est célébré comme roi de Pologne mais aussi comme converti pour accéder à la royauté. De nombreux artistes concourent à la construction des décors et du catafalque (fig. 5), parmi lesquels se trouvent l'architecte Filippo Barigioni et son élève Carlo Marchionni, graveur dans ce cas, alors qu'il sera l'architecte du décor et du catafalque pour Frédéric-Auguste III de Pologne à San Salvatore in Lauro le 25 mai 1764 sur une commande du cardinal Giovanni Francesco Albani¹¹.

La gravure par Gaetano Piccini du catafalque pour Victor-Amédée II, réalisée avant l'événement, le fait connaître et en diffuse la mémoire. Une lettre du cardinal Alessandro Albani du 1^{er} février 1733 au ministre d'Ormea à Turin¹² annonce l'envoi d'un dessin aquarellé et les gravures du catafalque du fameux Piccini qui, dit-il, a eu toute la direction de la fonction, tout en vantant la finesse de l'architecte qui pourra ainsi être appréciée. En effet, le projet a été fait par Carlo Marchionni, alors encore jeune, qui connaîtra une notoriété comme graveur, caricaturiste, et

⁹ M. Boiteux, Funérailles féminines dans la Rome baroque, *Les cérémonies extraordinaires du baroque*, sous la dir. de B. Dompnier, Clermont-Ferrand, 2009, p. 389-421.

¹⁰ F. Sassoli, Le essequie di Augusto II di Polognia a S. Clemente e due incisioni di Carlo Marchionni, *Carlo Marchionni: architettura, decorazione e scenografia contemporanea*, E. Debenedetti, dir., Rome, 1988, p. 13-21 (Studi sul Settecento); M. Fagiolo, *op. cit.*, p. 88-89.

¹¹ *Diario di Roma, Cracas*, 1764, n° 7320, p. 3-7.

¹² A. Baudi di Vesme, *op. cit.*, vol. III, p. 831.

architecte, dans le domaine du durable et de l'éphémère¹³. Il fait en 1737-39 le monument funèbre pour le pape Benoît XIII commandé par le cardinal Albani pour l'église Santa Maria sopra Minerva¹⁴, avec les sculptures de Pietro Bracci, son fréquent collaborateur. Il travaille également pour les cérémonies : ainsi il fait les plans¹⁵ du théâtre dans la basilique Saint-Pierre pour la canonisation collective de 1746 ; il est aussi l'auteur des décors de l'église de Santa Maria sopra Minerva pour l'Ottavario d'une des saintes, Caterina Ricci¹⁶ dont il reste un beau dessin conservé à la Fondazione Cini de Venise, avec les peintres Bicchierai et P. Subleyras. Il reprend ses projets du théâtre de Saint-Pierre pour la canonisation de 1767 dont l'un des saints est Jeanne de Chantal, fondatrice de l'ordre de la Visitation avec saint François de Sales, et donc proche de la Savoie. En 1764, il est le responsable des décors d'un autre roi de Pologne, Frédéric-Auguste III pour ses funérailles dans l'église de San Lorenzo in Lucina. Proche du néoclassicisme, dans l'environnement de Winckelman, il projette la villa Albani pour le cardinal Alessandro. Dans la suite de son service pour la Maison de Savoie, il prépare le décor scénographique de la cérémonie funèbre du 19 juillet 1773 pour Charles-Emmanuel III, dans la même église royale du Saint-Suaire, en reprenant le même modèle architectural qu'en 1733 avec des adjonctions décoratives proliférantes (fig. 6)¹⁷.

¹³ R. Berliner, Zeichnungen von Carlo und Filippo Marchionni: ein Beitrag zur Kunst und Kulturgeschichte Roms im 18. *Münchener Jahrbuch der bildenden Kunst*, 1958-1959, IX-X, p.313 sq ; E. Debenedetti, dir., *Carlo Marchionni: architettura, decorazione e scenografia contemporanea*, Rome, 1988 (Studi sul Settecento romano ; 4) ; E. Debenedetti, Carlo Marchionni, *Architetti e ingegneri a confronto: l'immagine di Roma fra Clemente XIII e Pio VII*, Rome, 2007, vol. II, 2007, p. 148-156 ; E. Kieven, Carlo Marchionni, *Il Settecento a Roma*, catalogo della mostra, A. Lo Bianco e A. Negro, a cura di, Milan, 2005.

¹⁴ A. Antinori, Carlo Marchionni in Santa Maria sopra Minerva: un inedito monumento in onore del Beato Benedetto XI e i contratti per le sculture del sepolcro di Benedetto XIII, *Palazzi, chiese, arredi e scultura*, E. Debenedetti, a cura di, Rome, 2011, p. 137-154 (Studi sul Settecento romano ; 27).

¹⁵ Les dessins se trouvent dans l'Archivio del Maestro delle Cerimonie liturgiche del Sommo Pontefice, que je remercie de m'avoir autorisée à les étudier.

¹⁶ A. Antinori, *op. cit.*

¹⁷ R. Rocca, I solenni funerali di Carlo Emanuele III, da un diario inedito, *Studi Piemontesi*, 1982, XI, p.429-432 ; G. C. Kelly, *Ars moriendi* in *Eighteenth-Century Rome, Art and Pageantry in the Renaissance and Baroque*, B. Wisch, S. Scott Munshower, dir., Pennsylvania, 1990, p. 581-619 ; M. Fagiolo, p. 205-206.

Comme les cérémonies romaines, les funérailles de 1733 sont toutes politiques et doivent être interprétées dans le contexte international. Les commanditaires sont l'archiconfrérie du Saint-Suaire et, surtout, le cardinal Alessandro Albani, protecteur du royaume des Savoie mais également protecteur de l'Empire des Habsbourg; ce qui rappelle les liens de la Maison de Savoie, familiaux et politiques, avec eux. Le cardinal préside à la cérémonie dont il a suivi l'organisation, nommant l'architecte Carlo Marchionni, son protégé depuis 1725, et payant les dépenses. Les artistes, actifs à Rome, sont liés au milieu des commanditaires romains et non au caractère nationaliste revendiqué par la cérémonie; ce qui peut, en partie, expliquer l'homogénéité du modèle romain des constructions éphémères sur la scène romaine, ainsi le jeune Marchionni utilise un modèle proche de celui pour le catafalque de Pierre II de Portugal en 1707.

Les aléas politiques, et biologiques, entraînent une présence plus ou moins continue des cérémonies commémoratives des monarchies européennes à Rome¹⁸. Les occasions les plus importantes de cette théâtralisation des rites monarchiques et dynastiques sont les naissances, les mariages et surtout les funérailles qui célèbrent les rois, les reines, et quelquefois les princes héritiers, le plus souvent dans l'église nationale. Ainsi l'église du Saint-Suaire, au centre de Rome, est le lieu identitaire de la nation piémontaise, savoyarde et niçoise, dont l'archiconfrérie est créée en 1598. Elle a déjà été impliquée dans des cérémonies en liaison avec la Savoie: pour la solennité du retour de l'étendard et du Triduo lors de la canonisation de saint François de Sales en 1665, elle sollicite un soutien financier du duc pour payer les dépenses, spécialement la réalisation de l'étendard, objet sacré fondamental de la canonisation¹⁹. La stratégie de la représentation à Rome de la Maison de Savoie est religieuse; elle s'appuie sur l'église nationale pour le culte identitaire du saint Suaire et des saints piémontais. Lorsque le cardinal Maurizio s'installe à Rome, il soutient l'Église dans son action qu'il complète par une stratégie culturelle

¹⁸ M. Boiteux, Les funérailles des souverains étrangers à Rome, *Funérailles princières et opinion publique en Europe (XVI^e-XVIII^e siècles)*, actes du colloque international, Versailles-Saint-Denis, 2009, sous presse.

¹⁹ M. Boiteux, La cerimonia della canonizzazione: teatro, riti, stendardi e immagini, *La canonizzazione di Santa Francesca Romana: santità, cultura e istituzioni a Roma tra Medioevo e età moderna*, A. Bartolomei Romagnoli, dir., sous presse.

avec une politique active de mécénat artistique et intellectuel, et de fêtes²⁰. Au XVIII^e siècle, la stratégie devient monarchique pour l'exaltation de la royauté et la défense d'une place aux côtés des autres monarchies européennes dans la cour des Grands. Les commémorations funéraires romaines des Savoie ne sont pas une nouveauté; toutefois, aux grandes cérémonies officielles turinoises de 1675 a répondu à Rome une célébration académique célébrant la jeunesse du défunt duc dont on souligne le titre d'altesse royale²¹. En effet, l'aspiration des ducs de Savoie à la royauté, et donc à une suprématie en Italie, est ancienne et elle se réalise par étapes: accoler le qualificatif d'altesse royale et le titre de roi de Chypre jusqu'à l'accession à la royauté après les victoires militaires obtenues dans le contexte troublée de la succession d'Espagne sanctionné par le traité d'Utrecht en 1713. Toutefois ce processus n'a pas été sans heurts, et notamment les luttes de concurrence et les escarmouches de préséances avec le grand-duché de Toscane sont fréquentes au XVII^e siècle²². La couronne royale est accordée à la Maison de Savoie au terme d'une action de longue durée, et les conditions ne répondent pas complètement aux ambitions du nouveau roi, tandis que son activité diplomatique intense vise à maintenir le rang et les reconnaissances obtenues, ce qui ne lui évite pas de devoir accepter l'échange de la Sardaigne contre la Sicile concrétisé par le traité de La Haye signé le 20 février 1720. La victoire, acquise sur le champ de bataille, doit d'autant plus être valorisée et montrée qu'elle est incomplète. L'iconographie royale reprend l'image officielle du roi en majesté à la Louis XIV, ce que théorise Louis Marin écrivant que le roi n'est vraiment roi que dans les images²³. Après les fêtes à Turin avec feux d'artifice offerts par la ville²⁴ (fig. 7), les cérémonies en Sicile, le nouveau royaume, sont la

²⁰ M. Boiteux, *Il cardinale Maurizio di Savoia a Roma: mecenatismo ed effimero, Casa Savoia e curia romana dal Cinquecento al Risorgimento*, sous presse.

²¹ *Funerale accademico per l'imatura morte dell'altrezza reale di Carlo Emanuele II... fatto in Roma nell'Accademia degl'Humoristi l'anno 1675. Da Carlo Enrico Masserio Sanmartino suddito Zelantissimo e dall'istesso dedicato all'altrezza reale di Madama Maria Giovanna Battista*, Turin, 1676, Biblioteca nazionale de Turin, misc. 494/9.

²² F. Angiolini, *Medici e Savoia: contese per la precedenza e rivalità di rango in età moderna, L'affermarsi della corte sabauda. Dinastie, poteri, élites in Piemonte e Savoia fra tardo medioevo e prima età moderna*, P. Bianchi e L. C. Gentile, a cura di, Torino, 2006, p. 435-479.

²³ L. Marin, *Le portrait du roi*, Paris, 1981.

²⁴ C. Arnaldi di Balme et F. Varallo, *op. cit.*, p. 144-146.

première expression, fastueuse, de la nouvelle majesté royale²⁵. L'Entrée à Palerme (fig. 8) et le couronnement à la cathédrale (fig. 9) témoignent de l'importance de la démonstration cérémonielle hors de la capitale, Turin. Le scénario de la cérémonie toujours commanditée par le Sénat de Palerme, est repris par Charles III qui fait son Entrée à Palerme le 30 juin 1735 lorsque, lui aussi après des victoires militaires, il est couronné roi des Deux-Siciles, même s'il réside également dans une autre capitale, Naples. L'occasion est donnée en 1733 de montrer, pour la première fois à Rome – qui reste la scène internationale des représentations monarchiques même si la diplomatie pontificale n'est plus meneuse du jeu – que la Maison de Savoie a conquis un espace politique en Europe, plus symbolique encore que réel mais qu'elle espère concrétiser; le traité d'Aix-la-Chapelle de 1748 sanctionne la fin de cette ambition, et l'accord de Versailles en 1756 mettra fin à son jeu entre les Bourbons et les Habsbourg²⁶. L'identité royale sacralisée à Palerme est confortée sur le plan international à Rome, ville du Pape dont le pouvoir légitimant est encore recherché par la jeune royauté, comme elle l'est par le roi des Deux-Siciles quelques années plus tard²⁷.

Pour les funérailles de Charles-Emmanuel III, en 1773, la légitimation n'est plus nécessaire, mais demeure la traditionnelle et obligée glorification et sacralisation religieuse du roi défunt. Entre-temps, la présence dans la vie festive de Rome de la Maison de Savoie est montrée par les funérailles des reines mais sur un mode mineur, sans brochure publiée ni image: le 22 avril 1735, Polissena d'Assia Rheinfels Rottenburg, seconde femme de Charles-Emmanuel III avec un catafalque, payé par le cardinal Albani, assez semblable à celui pour Victor-Amédée II, mais comportant le portrait de la défunte dans un médaillon, si l'on en croit les descriptions²⁸; toutefois cette cérémonie n'a rien à voir avec l'ampleur des funérailles d'État voulues par le pape pour Maria Clementina Sobieski, fille du roi de Pologne et épouse de Jacques III Stuart prétendant au trône d'Angleterre et défenseur

²⁵ T. Ricardi di Netro, *Il duca diventa re: cerimonie di corte per l'assunzione del titolo regio (1713-1714), Le strategie dell'apparenza: cerimoniale, politica e società alla corte dei Savoia in età moderna*, a cura di P. Bianchi e A. Merlotti, Torino, 2010, p. 133-146.

²⁶ G. Ricuperati, *Lo stato sabaudo nel Settecento*, Turin, 2001.

²⁷ M. Boiteux, *L'hommage de la Chine: Madrid-Naples-Rome, Roma y Espana: un crisol de la cultura europea en la edad moderna*, Carlos Hernando, dir., Madrid, 2007, p. 831-846.

²⁸ *Diario di Roma, Cracas, 1735, n° 2765; Valesio, op. cit. V, p. 779.*

de la religion catholique²⁹, trois mois plus tôt. Pour Élisabeth-Thérèse de Lorraine, le 1^{er} septembre 1741, le catafalque est « petit en proportion de l'église » et le commanditaire est toujours le cardinal Alessandro Albani comme protecteur de la nation³⁰.

La présence cérémonielle de la Maison de Savoie est renforcée à Rome au XVIII^e siècle avec la présence de Leopolda di Savoia Carignano, épouse d'Andrea IV Doria Pamphilj, qui démontre l'alliance des Savoie avec l'Empire; par exemple à l'occasion du baptême de son fils aîné pour lequel elle choisit comme parrain l'empereur Joseph II, qui accepte et fait agir par procuration son représentant à Rome, le cardinal Albani³¹, ou encore lors des fêtes données dans leur palais pour l'empereur en visite, à Rome en 1769 avec son frère, le grand-duc de Toscane. Par ailleurs, l'église nationale du Saint-Suaire est systématiquement utilisée pour les grandes cérémonies touchant le royaume, telles le Triduo pour la canonisation en 1769 de sainte Jeanne de Chantal, dont l'architecte de la cérémonie à Saint-Pierre est Carlo Marchionni.

Ce parcours dans les cérémonies a permis de mettre en évidence la stratégie de communication identitaire de la Maison de Savoie qui montre comment la politique de représentation est fondée sur le principe de la persuasion, sensible et intellectuelle; l'écrit intervient mais aussi le visuel pour une communication directe et immédiate, et aussi différée par les images diffusées largement. Entreprise du pouvoir souverain de propagande et de légitimation³², la représentation affirme symboliquement la présence³³, la cérémonie attire l'attention par son éclat. La cérémonie est une représentation à forte efficacité symbolique³⁴. Le royaume des Savoie partage la stratégie d'utilisation du cérémonial des monarchies européennes

²⁹ M. Boiteux, Funérailles féminines dans la Rome baroque, *Les cérémonies extraordinaires du baroque*, sous la dir. de B. Dompnier, Clermont-Ferrand, 2009, p. 389-421.

³⁰ *Diario di Roma, Cracas*, 1741, n°3759; G. Scano, éd., *Diario di Roma di F. Valesio*, Milan, 1977, V, p. 511-512.

³¹ Un épais dossier de l'Archivio Doria Pamphilj de Rome contient les nombreuses lettres échangées avec la cour de Vienne à ce sujet: Scaf. 93, B47. Je remercie l'archiviste, Alessandra Mercantini, de sa disponibilité qui me permet un travail profitable dans les riches archives de la famille.

³² A. Ellenius, *Iconography, Propaganda and Legitimation*, Oxford, 1988.

³³ L. Marin, *op. cit.*

³⁴ M. Boiteux, Linguaggio figurativo ed efficacia rituale, *I linguaggi del potere: politica e religione nell'età barocca*, F. Cantù, dir., Rome, 2007, p. 39-79.

comme moyen de communication, de propagande: construction de l'identité royale des Savoie; légitimation internationale à Rome; la présence dans la cour des Grands se concrétise sur la scène romaine. L'enjeu politique fort des cérémonies pour les vivants, tandis que les morts ont seulement besoin de prières, est démontré par les historiens ritualistes américains, comme Giesey. Or, dans le contexte de relations difficiles entre la Savoie et le Saint-Siège, il importe au nouveau royaume de montrer sa présence sur la scène diplomatique et internationale romaine.

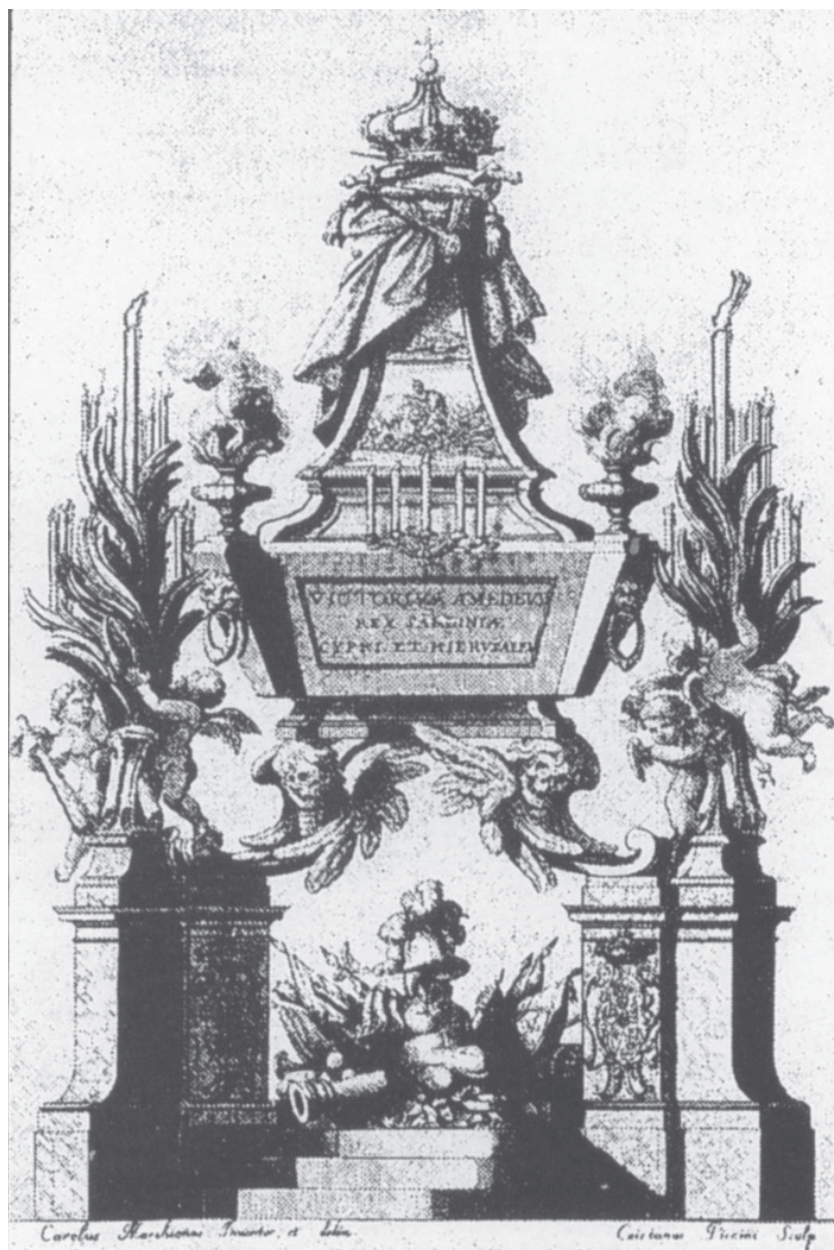
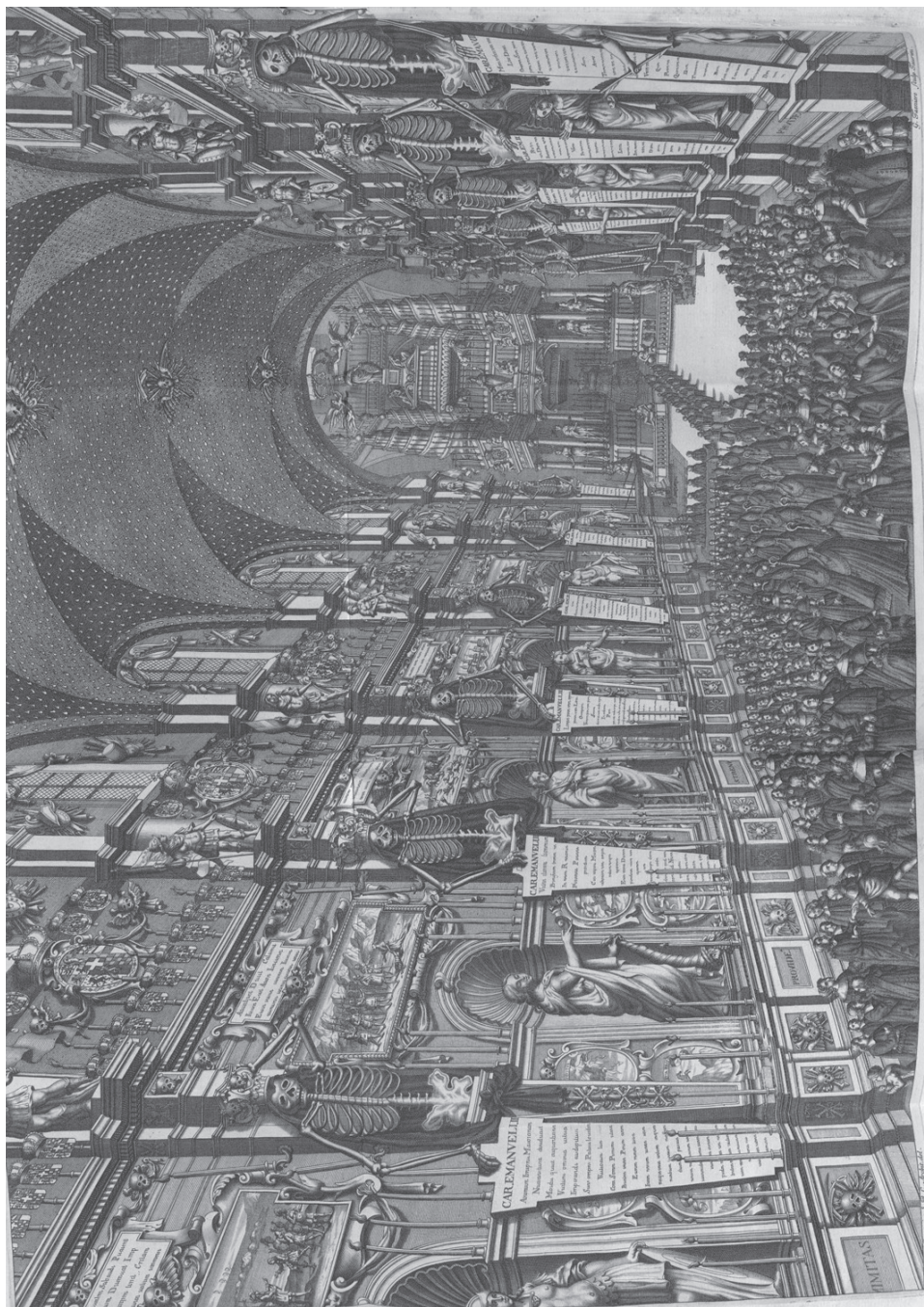


Fig. 1. Catafalque des funérailles du roi Victor-Amédée II, église du Saint-Suaire, Rome, 1733, architecte C. Marchionni, graveur G. Piccini.



Fig. 2. Cortège devant la façade postiche de la cathédrale de Turin pour les funérailles du duc Charles-Emmanuel II, 1675, graveur G. Tasnière sur dessin de C.G. Cortella et G.A. Recchi



**Fig. 3. Nef de la cathédrale de Turin
décorée pour les funérailles du duc Charles-Emmanuel II, 1675,
graveur G. Tasnière sur dessin de T. Borgonio**

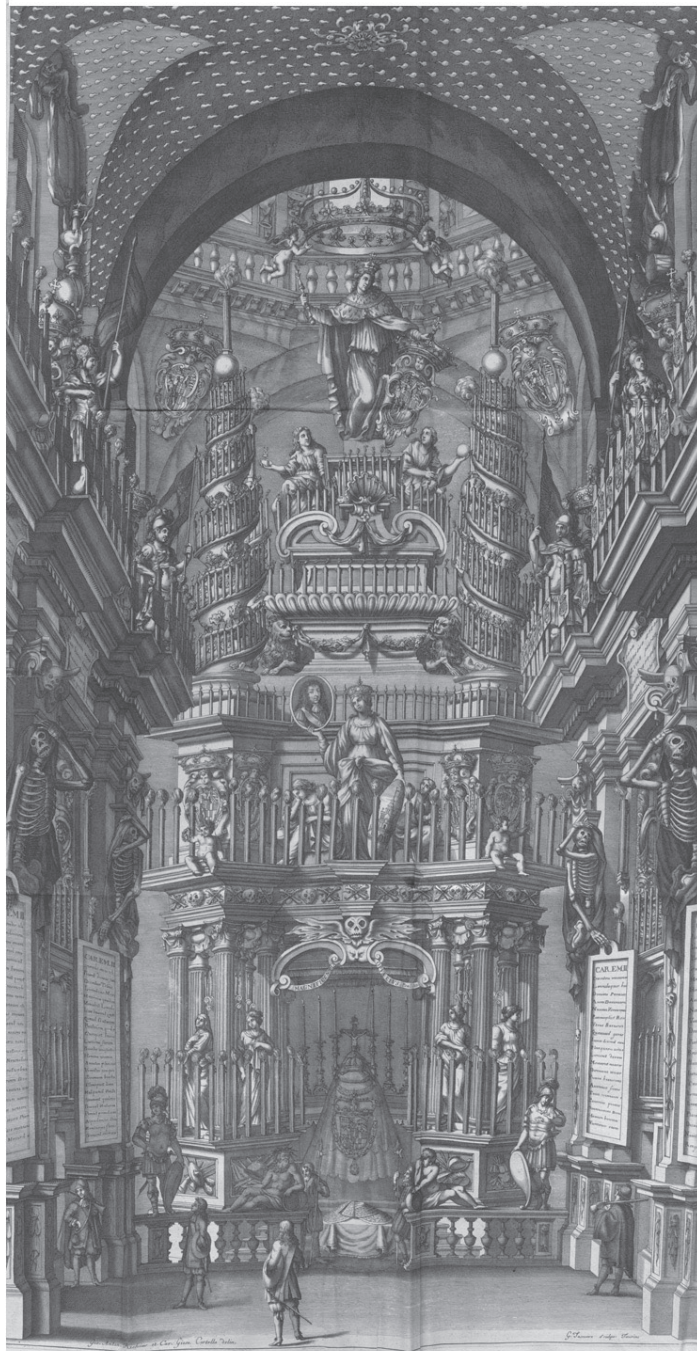


Fig. 4. Catafalque des funérailles du duc Charles-Emmanuel II, 1675, graveur G. Tasnière sur dessin de C.G. Cortella et G.A. Recchi

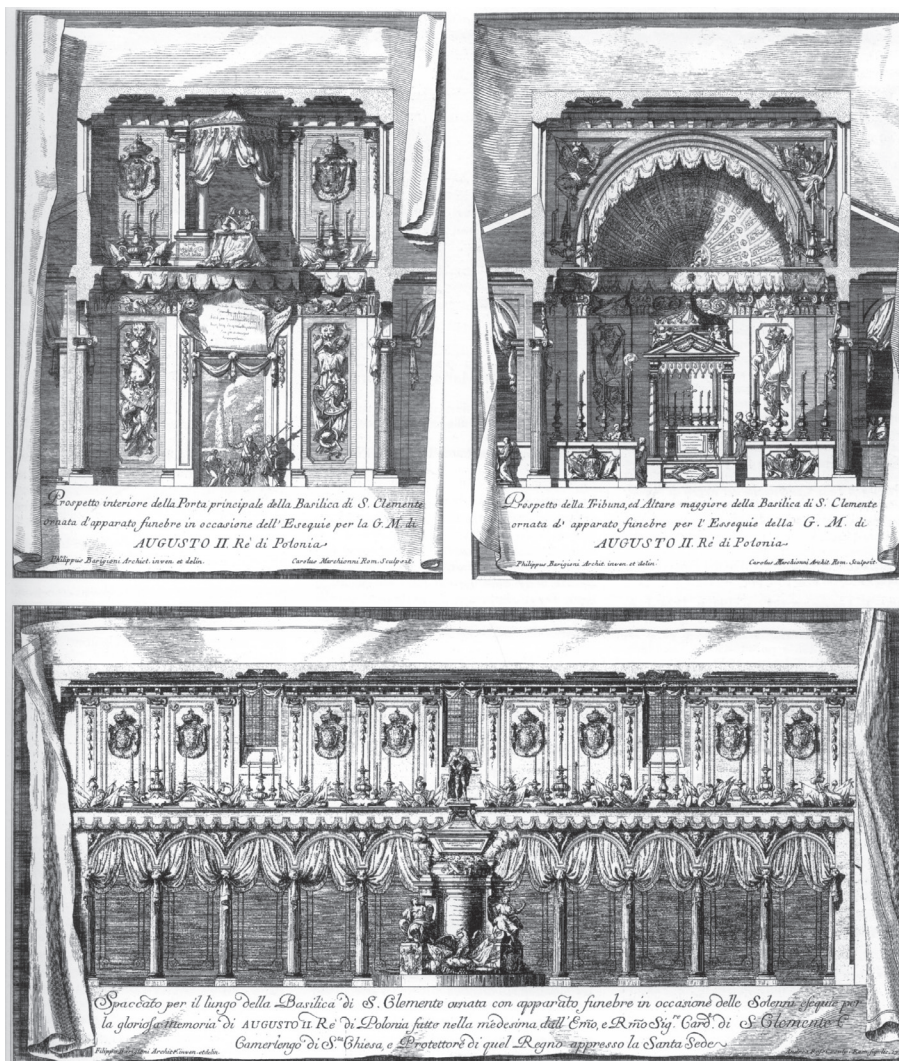


Fig. 5. Décor et catafalque de l'intérieur de l'église San Clemente pour les funérailles d'Auguste II, roi de Pologne, 1733, architecte F. Barigioni, graveurs C. Marchionni et A. Rossi.

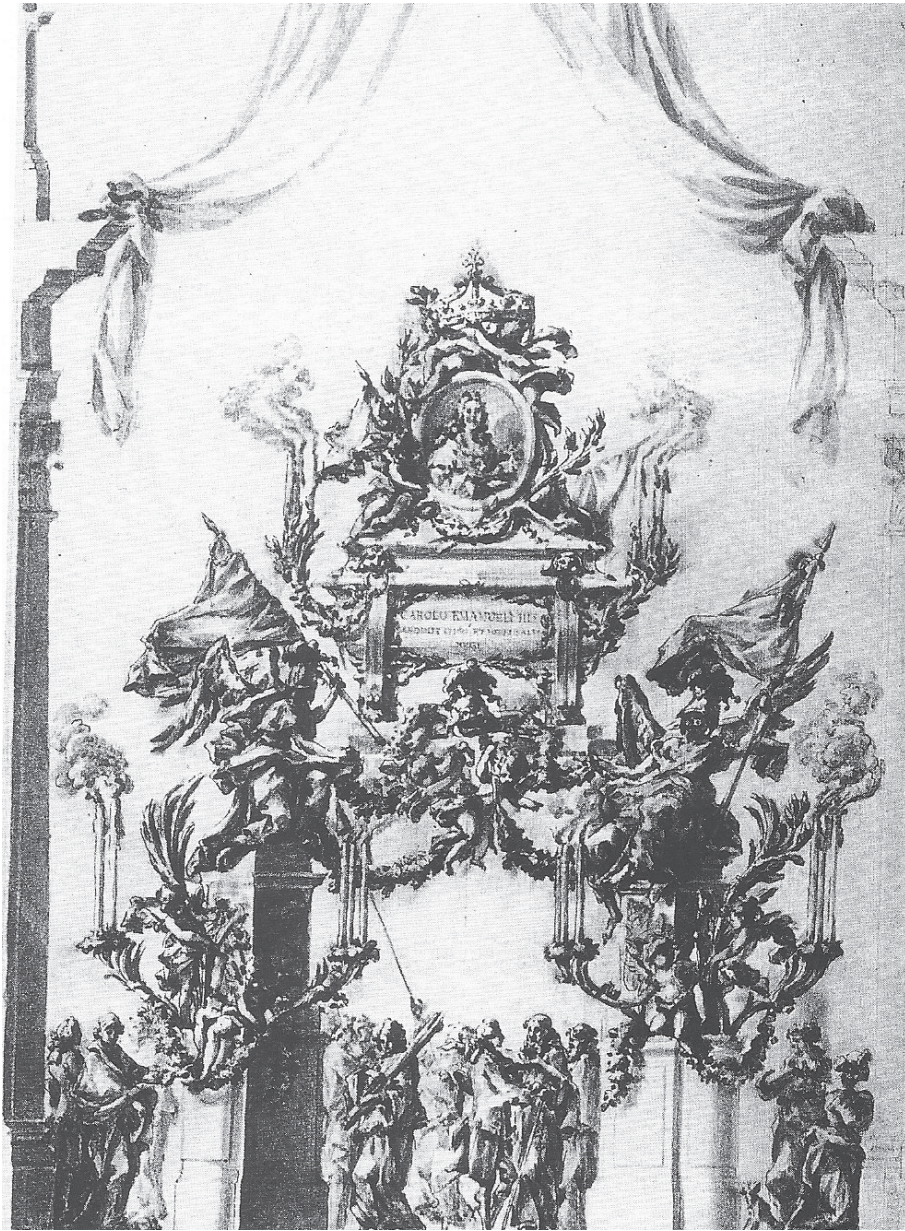
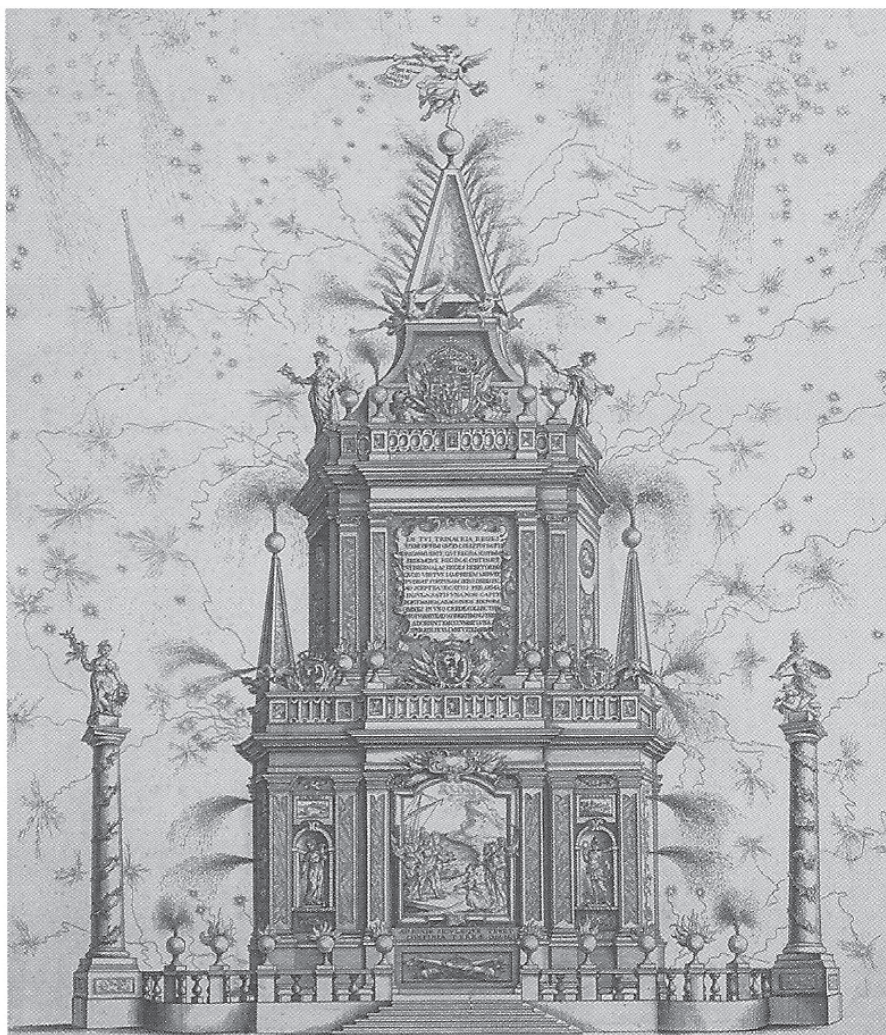


Fig. 6. Catafalque des funérailles de Charles-Emmanuel III, église du Saint Suaire, Rome, 1773, architecte C. Marchionni.



Disegno della Machina de fuochi Artificiali eretta dalla Città di Torino nella Piazza del Regio Castello l'anno 1713 ed in occasione che il Soverano Reale VITTORIO AMEDEO fu con pubblica Solennità dichiarato Re di Sicilia.

Fig. 7. Machine pour le feu d'artifice offert par la ville de Turin en l'honneur de Victor Amédée II déclaré roi de Sicile, 1713, graveur B.G. Tasnière sur dessin de G.G. Plantery.

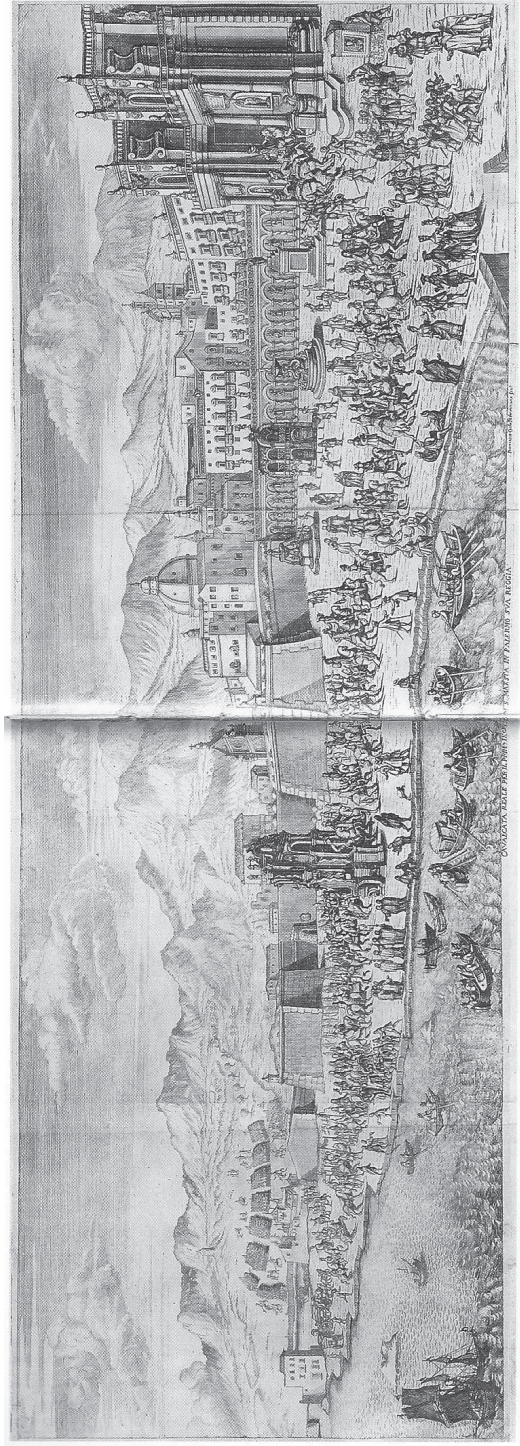


Fig. 8. L'Entrée à Palerme de Victor Amédée II, roi de Sicile, 1714, graveur F. Cichè.

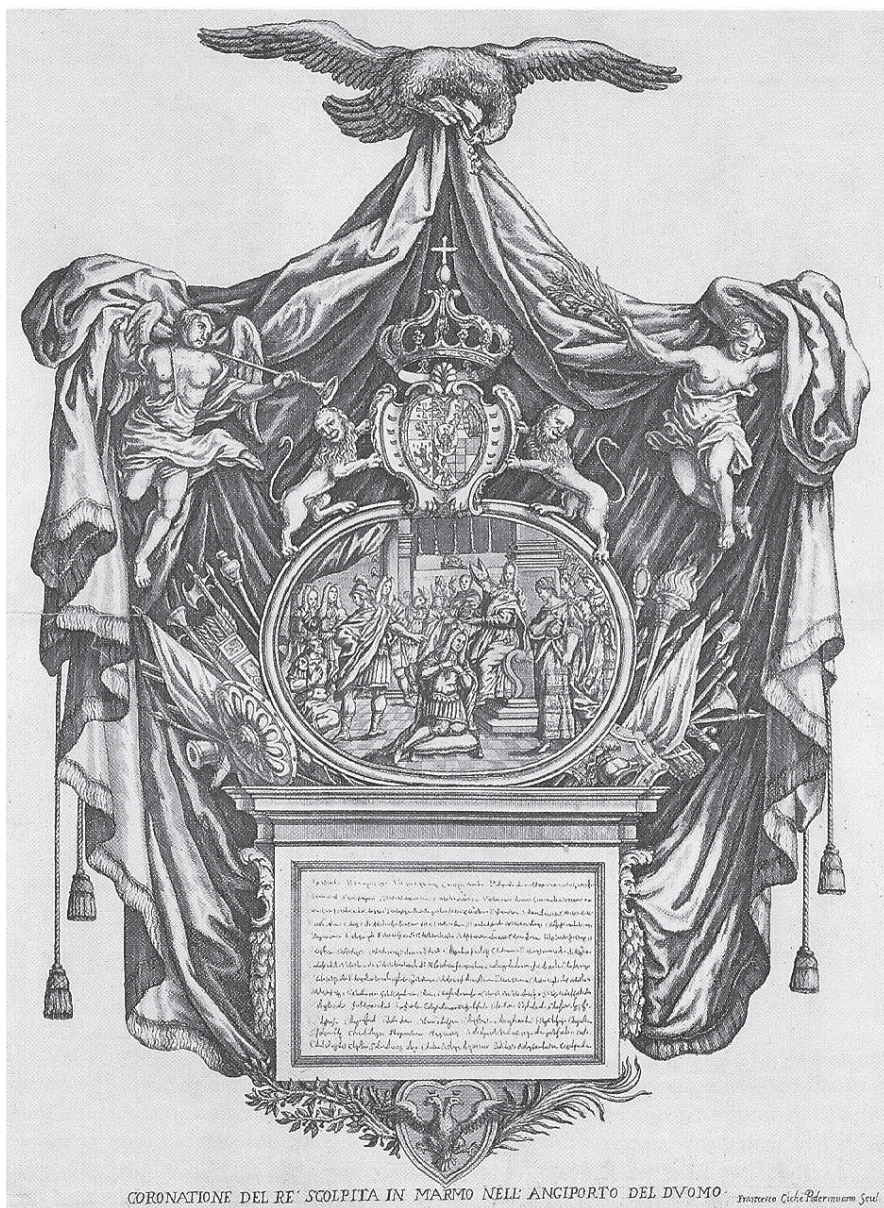


Fig. 9. Couronnement de Victor Amédée II, médaillon du décor de la façade intérieure de la cathédrale de Palerme, 1714, graveur F. Cichè.

«Tutti i gran salti cominciano da Roma»: strategie sabaude per la promozione regia nella Roma del Seicento

Paolo Cozzo
Università di Torino

Per secoli Roma fu riconosciuta come la «città rituale»¹ in cui speranze, ambizioni, progetti delle corti europee potevano legittimamente essere coltivate e dare frutto. Alla Sede apostolica veniva infatti attribuita, insieme all'Impero, una prerogativa di fondamentale importanza per la definizione degli equilibri diplomatici del continente: quella di poter stabilire gerarchie fra i sovrani cattolici attraverso la dignità dei loro titoli. La promozione di un sovrano o di una dinastia, con il riconoscimento di una corona, non si limitava alla dimensione – già di per sé importantissima in età moderna – dell'onore e delle precedenze, ma finiva per avere evidenti ripercussioni nella geografia politica. Paolo IV affermava che «per l'autorità che il pontefice ha da Dio, posta sopra tutti i regni per spianar i contumaci ed edificarne di nuovi» non potesse appartenere ad altri «che a lui» il diritto di «dar titolo regio»: per questo all'inizio del suo pontificato aveva elevato l'Irlanda a regno², separandolo da quello di Inghilterra a cui l'aveva precedentemente unito Adriano IV³.

Qualche anno dopo, nel 1569, il suo successore Pio V aveva innalzato i Medici alla dignità di granduchi di Toscana. La decisione papale, che di fatto rompeva il delicato equilibrio dei titoli e degli onori nella penisola, ebbe pesanti ripercussioni: per l'iniziale contrarietà (poi rientrata) della Spagna e dell'Impero, ma soprattutto per l'ostilità (assai più duratura) delle altre dinastie italiane, che si erano così trovate surclassate da quella fiorentina. Fra le casate della penisola quelle che maggiormente soffrirono la promozione granducale accordata ai Medici dal papa furono le loro più dirette rivali per l'egemonia nell'Italia settentrionale. Gli Este, i Gonzaga e

¹ M. A. Visceglia, *La città rituale: Roma e le sue cerimonie in età moderna*, Roma, 2002.

² *Opere di f. Paolo Sarpi servita, teologo e consultore della serenissima repubblica di Venezia. Tomo secondo che contiene gli ultimi quattro libri dell'Istoria del Concilio Tridentino*, Helmstat, per Jacopo Mulleri, 1763, p. 14-15.

³ G. Moroni, *Dizionario di erudizione storico ecclesiastica*, Venezia, 1854, vol. 67, p. 18.

i Savoia, sia pur con modalità e per ragioni diverse, ambivano infatti a ruoli di primo piano nel panorama politico italiano, l'ottenimento dei quali passava anche (e, per certi versi, soprattutto) attraverso la promozione della loro dignità con un più elevato titolo: esso avrebbe infatti consentito a chi ne fosse stato insignito « più libero campo nella costruzione delle alleanze dinastiche, una più ampia visibilità presso le corti delle grandi monarchie o di Roma, una migliore udienza per i suoi rappresentanti diplomatici, la prerogativa di creare feudatari più distesi lungo la catena vassallatica »⁴. Da questa situazione derivò la lunga e articolata diatriba (una sorta di « surrogato della lotta armata »⁵) che intercorse fra le dinastie italiane, specialmente fra le due che, più di tutte, potevano coltivare progetti di egemonia in Italia: i Medici e i Savoia. Com'è noto, l'attribuzione del titolo granducale a Cosimo I pose Emanuele Filiberto e i suoi discendenti nella condizione di dover « inseguire » i rivali toscani: in questo senso il successo mediceo fu uno sprone decisivo nella rivendicazione di quel titolo regio che, oltre a significare inequivocabilmente una prestigiosa promozione dinastica, avrebbe di fatto chiuso a favore dei Savoia la difficile partita per uscire dal « mazzo degli altri principi d'Italia »⁶.

Si apriva dunque un lungo periodo, segnato a Roma da estenuanti conflitti di precedenza tra Savoia e Medici⁷, che vide Torino sempre più impegnata per ottenere quel riconoscimento ritenuto indispensabile per garantire solidità al progetto sabauda di fare della dinastia una protagonista della politica italiana ed europea. Anche se a corte vi era chi esortava i duchi a farsi dare « con acclamamenti universali del clero, della nobiltà et del popolo, tutti congregati... tal dignità senza obligarsi a' forastieri in cosa che può havere da' suoi in casa »⁸, oppure vi era chi suggeriva di prendere il titolo regio « anche dalle mani del re d'Inghilterra » sostenendo che

⁴ M. A. Spagnoletti, *Le dinastie italiane nella prima età moderna*, Bologna, 2003, p. 128-129.

⁵ *Ibid.*, p. 129.

⁶ Cit. in P. Merlin, *Tra guerre e tornei: la corte sabauda nell'età di Carlo Emanuele I*, Torino, 1991, p. 31.

⁷ F. Angiolini, *Medici e Savoia. Contese per la precedenza e rivalità di rango in età moderna*, P. Bianchi, L.C. Gentile ed., *L'affermarsi della corte sabauda. Dinastie, poteri, élites in Piemonte e Savoia fra tardo medioevo e prima età moderna*, Torino, 2006, p. 435-479.

⁸ È un passo delle *Propositioni fatte a S.A.R dal cavaliere di Moretta per l'erezione de vescovadi in Cuneo, Pinerolo, Susa, Ceva, Biella e Savigliano (1622)*, pubblicato in P. Cozzo, *La geografia celeste dei duchi di Savoia: religione, devozioni e sacralità in uno Stato di età moderna (secoli XVI-XVII)*, Bologna, 2006, p. 301.

«qui non si trattava d'articolo di fede»⁹, era ben chiaro che la partita non poteva essere giocata in proprio, ma sui fronti delle due massime dignità cristiane, l'Impero e il Papato. Entrambi i fronti si presentavano tuttavia problematici per i Savoia. Se il primo poteva apparire in teoria più agevole stante il vicariato imperiale in Italia detenuto dai Savoia (una condizione ampiamente celebrata – insieme alle origini sassoni della dinastia – dalla politica e della propaganda sabauda fra Cinque e Seicento)¹⁰ nella realtà tale condizione costituiva un serio ostacolo. Gli imperatori erano infatti consapevoli che, una volta divenuti re – gli unici re in Italia – i Savoia, loro vassalli e vicari, avrebbero accresciuto le ambizioni di dominio sulla penisola, rompendo irreparabilmente quell'equilibrio italiano su cui si basava anche la stabilità dell'Impero.

Non meno arduo si presentava l'altro fronte, quello papale. Qui i Savoia, dopo l'intricata vicenda di Amedeo VIII (il duca che nel 1449 fu costretto a deporre la tiara cinta per dieci anni come papa Felice V)¹¹, partivano da una condizione nettamente sfavorevole rispetto ad altre casate italiane, che da secoli potevano vantare significative presenze in curia oppure – era il caso dei Medici – fra gli stessi successori di Pietro. Per i Savoia (che avevano trovato nel cardinalato del principe Maurizio, quartogenito di Carlo Emanuele I, l'unica occasione per esercitare una qualche influenza sul Sacro Collegio) Roma si presentava come una terra largamente «incognita»¹²: nel «teatro del mondo» il loro posto sembrava destinato ad essere sempre «in seconda fila»¹³. Eppure era ben chiaro anche ai Savoia, spettatori loro malgrado dell'esaltazione medicea, che «tutti i

⁹ E' un passo di una lettera del residente ducale a Roma (il conte d'Agliè) a Vittorio Amedeo I, dell'11 settembre 1632, in AST, Corte, Materie ecclesiastiche, cat. 1, Negoziamenti con Roma, m. 41/2, O. Moreno, *Istoria delle relazioni della Real Corte di Savoia colla corte di Roma sino all'anno 1742*, fol. 256-257.

¹⁰ A. Merlotti, *I Savoia: una dinastia europea in Europa*, W. Barberis, ed., *I Savoia: i secoli d'oro di una dinastia europea*, Torino, 2007, p. 89-95.

¹¹ *Amédée VIII-Félix V, premier duc de Savoie et pape (1383-1451), colloque international (Ripaille-Lausanne, 23-26 octobre 1990), études publiées par B. Andenmatten et A. Paravicini Bagliani; avec la collaboration de N. Pollini*, Lausanne 1990; V. Gigliotti, *Amedeo VIII di Savoia: titolarità, rinuncia ed esercizio del potere territoriale, Pouvoirs et territoires dans les États de Savoie, actes du colloque international de Nice, 29 novembre-1^{er} décembre 2007, textes réunis par M. Ortolani, O. Vernier et M. Bottin*, Nice, 2010, p. 143-156.

¹² T. Mörschel, *Il cardinale Maurizio di Savoia e la presenza sabauda a Roma all'inizio del XVII secolo, Dimensioni e problemi della ricerca storica*, 2002, n° 2, p. 151.

¹³ P. Cozzo, *In seconda fila: La presenza sabauda nella Roma pontificia della prima età moderna*, P. Bianchi, éd., *Il Piemonte come eccezione? Riflessioni sulla "Piedmontese*

gran salti cominciano da Roma, come titoli di re, imperatori e simili»: da qui la necessità di «aver sempre la più gagliarda parte nel pontificato»¹⁴.

La porpora di Maurizio era certo la punta di diamante di questa strategia volta ad ottenere da Roma l'«appoggio tanto importante e necessario per il bene, grandezze e quiete»¹⁵ degli stati, ma non era l'unica. Negli anni finali del ducato di Carlo Emanuele, quelli in cui sembrava farsi più forte l'impressione della «politique du précipice»¹⁶, aveva preso forma l'idea di accrescere il numero delle sedi vescovili con l'esplicito intento di rafforzare il prestigio sabauda, anche perché «di tanti vescovi qualch'uno ne riuscirà... cardinale et forse papa, la qual cosa apporterebbe utile grande e riputazione allo Stato»¹⁷. Seguendo «la pratica et esempio di tutti i maggiori prencipi cristiani, che tanto si travagliano et tanto spendono et hanno speso per mantenersi la corte di Roma et il papa favorevole»¹⁸, i duchi sabaudi speravano di poter aprire nell'Urbe un cantiere politico e diplomatico capace di produrre il titolo regio. Gli attrezzi da usare in questo cantiere erano diversi: vi era, ad esempio, quello classico delle strategie matrimoniali, che in una monarchia elettiva, come quella pontificia, doveva fare i conti con una componente di forte instabilità giacché – era lo stesso Carlo Emanuele I ad affermarlo – «i papi non durano molto»¹⁹. Cionondimeno, il duca aveva pianificato la possibilità di stringere «qualche parentela con i nipoti o nipote del papa» attraverso il matrimonio di uno dei suoi figli, «con vantaggio di Stato» e soprattutto «con titolo di re al principe»²⁰. Non a caso, agli inizi del Seicento si susseguirono le trattative per giungere alle nozze di principi sabaudi con rampolli delle maggiori casate romane (dagli Aldobrandini ai Borghese, dai Ludovisi ai Barberini) che in quegli anni videro loro esponenti salire sulla cattedra di Pietro²¹.

exception», atti del seminario internazionale, Reggio di Venaria, 30 novembre-1 dicembre 2007, Torino, 2008, p. 141-159.

¹⁴ È un passo di un'Instruzione scritta di man propria del serenissimo duca Carlo Emanuele primo per il serenissimo prencipe di Piemonte circa il modo di regolarsi con altri prencipi, pubblicata da E. Ricotti, *Storia della monarchia piemontese*, Firenze, 1865, t. III, p. 427.

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ S. Gal, *Charles-Emmanuel de Savoie: la politique du précipice*, Paris 2012.

¹⁷ Cit. in P. Cozzo, *La geografia celeste dei duchi di Savoia: religione, devozioni e sacralità in uno Stato di età moderna (secoli XVI-XVII)*, Bologna, 2006, p. 301.

¹⁸ *Ibid.*, p. 301-302.

¹⁹ E. Ricotti, *op. cit.*, p. 427.

²⁰ *Ibid.*

²¹ T. Mörschel, *Buona Amicitia? Die römisch-savoyischen Beziehungen unter Paul V. (1605-1621): Studien zur frühneuzeitlichen Mikropolitik in Italien*, Mainz, 2002,

La via maestra per poter esercitare una qualche influenza sulle scelte della corte – quella di Roma – «da cui tutto in que' tempi dipendeva»²² restava allora quella della curia, nella quale la presenza di Maurizio, divenuto cardinale nel 1607, appena quattordicenne, dopo lunghe trattative con Paolo V, venne a terminare nel 1642, quando la ragion di Stato impose al prelado di rinunciare alla porpora per sposare la nipote. Da Torino ci si affrettò a richiedere subito la sostituzione di Maurizio con un altro rampollo della casata, individuato nel figlio del principe Tommaso, Eugenio Maurizio (noto nella curia romana come «un giovane assai spiritoso, se bene di solo 13 anni»²³), o in «altro soggetto capace di questo grado». La reggente Cristina di Francia perorò senza successo tale richiesta «a consolatione» dei suoi popoli, «i quali si credono d'esser poco meno che fuori dal grembo di Santa Chiesa, mentre i pontefici si mostrano così avversi a graziarli di quelle dignità che godono così copiosamente in altre province d'Italia»²⁴. Qualche anno dopo, nel 1655, Madama Reale ritornò di nuovo sull'argomento, ordinando al suo ambasciatore a Roma di usare ogni «studio e applicatione» per ottenere dal papa il cappello rosso per il figlio del principe Tommaso²⁵. I progetti per riportare un membro del casato nel collegio cardinalizio fallirono, e i Savoia non poterono più contare su chi a Roma fosse in grado di – come aveva fatto per anni il cardinale Maurizio – «tenere vivo et spingere avanti il negozio» del titolo regio²⁶. Del resto, quello che già ai tempi di Maurizio sembrava essere l'unico spiraglio attraverso il quale fare passare la promozione pontificia,

p. 336-347.

²² AST, Corte, Materie ecclesiastiche, cat. 1, Negoziazioni con Roma, m. 41/2, O. Moreno, *Istoria delle relazioni della Real Corte di Savoia colla corte di Roma sino all'anno 1742*, fol. 151.

²³ K. Keller, A. Catalano, éd., *Die Diarien und Tagzettel des Kardinals Ernst Adalbert von Harrach (1598-1667)*, vol. II, *Diarium (1629-1646)*, p.692-693 (23 Nov. 1644).

²⁴ AST, Corte, Negoziazioni con Roma, m. 1, fasc. 7, 1642, Istruzione al conte Righino Roero destinato residente in Roma.

²⁵ *Ibid.*, fasc. 10, 1655, 30 maggio, Istruzione al conte Nomis spedito a Roma. Eugenio Maurizio (1633-1673) figlio di Tommaso e di Maria Borbone-Soissons, fu avviato giovanissimo alla carriera ecclesiastica, che tuttavia abbandonò nel 1656 per quella militare (I. Jori, *Genealogia sabauda*, Bologna, 1942, p.91).

²⁶ Lettera del cardinale Maurizio, 19 gennaio 1622, pubblicata in G. B. Adriani, *Memorie della vita e dei tempi di Monsignor Gio. Secondo Ferrero-Ponziglione referendario apostolico primo consigliere e auditore generale del principe cardinale Maurizio di Savoia*, Torino, 1856, p. 357.

cioè una «impresa grande»²⁷ – come ad esempio la conquista di Ginevra, la liberazione di Cipro, o un'altra eclatante azione contro il Turco o gli eretici – di cui i duchi si fossero resi protagonisti agli occhi di tutta la cristianità, sembrava oramai lontana dalle possibilità e forse, data la complicazione del quadro internazionale, dalla volontà dei Savoia.

Alla luce della spiccata fragilità degli equilibri della corte papale – dove ad ogni cambio di sovrano avvenivano profondi rivolgimenti connessi alla natura elettiva della monarchia pontificia – i Savoia cercarono di instaurare legami resistenti in altri ambiti del potere romano. A tale fine uno strumento efficace in mano alla dinastia fu il sistema degli onori, il cui fulcro divenne, a partire dalla seconda metà del Cinquecento, l'ordine equestre dei Santi Maurizio e Lazzaro. Se è vero che nelle ambizioni dei Savoia l'ordine mauriziano avrebbe dovuto essere «un terreno su cui sviluppare la contrattazione con le nobiltà dei propri stati» e un «mezzo per estenderla a famiglie di tutta la penisola»²⁸, Roma ebbe uno spazio particolarmente rilevante in quella che, per molti versi, si configurava come «una forza capace di attrarre» una parte considerevole delle nobiltà italiane²⁹. Si sa che negli anni di Emanuele Filiberto e di Carlo Emanuele I (1572-1630), degli 836 cavalieri ascritti all'ordine, i sudditi pontifici furono ben 137: un dato che pone lo Stato della Chiesa al primo posto dopo il ducato di Savoia per provenienza di cavalieri. Questa presenza, significativa non solo sul piano quantitativo, ma anche su quello qualitativo³⁰, è un ulteriore indizio di come Roma fosse divenuta un obiettivo privilegiato della politica e della diplomazia sabaude. Le quali, nello sforzo di creare tutte le condizioni per consentire alla stirpe ducale di divenire stirpe regale, non potevano

²⁷ *Ibid.*, p. 160. Nel 1621 il cardinale Ludosivi confidò all'abate Scaglia che il papa riteneva «che il nome di duca» non era «proprio della grandezza» di Carlo Emanuele, e che «in un'occasione di una impresa grande converrebbe mutarglielo».

²⁸ A. Merlotti, Un sistema degli onori europeo per Casa Savoia? I primi anni dell'Ordine dei Santi Maurizio e Lazzaro (1573-1604), *Rivista storica italiana*, 2002, n° 2, p. 502.

²⁹ A. Merlotti, I Savoia: una dinastia europea in Europa, W. Barberis, ed., *I Savoia: i secoli d'oro di una dinastia europea*, Torino, 2007, p. 119.

³⁰ Per limitarsi ad un paio di esempi, si pensi alle fortune maturate in Piemonte da alcuni di questi sudditi pontifici, come i Muti (una famiglia romana che fra XVI e XVII secolo fornì al Piemonte ufficiali, diplomatici, cortigiani), o i Vitozzi (una famiglia umbra che, con Ascanio e Vitozzo, diede un contributo decisivo allo sviluppo urbanistico di Torino (P. Cozzo, *art. cit.*, p. 153). Sul tema si veda G. Brunelli, Avamposti: i cavalieri mauriziani nello Stato della Chiesa, in corso di pubblicazione negli Atti del convegno *Casa Savoia e curia romana dal Cinquecento al Risorgimento, Roma-Torino-Venaria Reale, 20-22 settembre 2011*.

tralasciare una dimensione che, in età moderna, assumeva la funzione di un linguaggio capace di veicolare messaggi e valori universalmente compresi e condivisi: la devozione.

La città santa divenne infatti uno degli snodi cruciali di quella strategia, messa a punto dagli apparati ideologici e propagandistici dei duchi, volta a dimostrare attraverso la forza e le suggestioni della sacralità il primato dei Savoia nella società di principi. La condizione di eccellenza si fondava sull'esaltazione di quella che era celebrata come la massima reliquia della cristianità, la Sindone. Su di essa si concentrarono gli sforzi dei Savoia per dimostrare la superiorità del casato (e dei domini ad esso sottoposti), prescelto fra tutti per custodire il «pegno principale della passione di Christo»³¹. In qualche modo, l'esaltazione della Sindone contribuiva a giustificare le ambizioni dei Savoia, i quali ritenevano che il loro ruolo di custodi del «divino trofeo della vittoria riportata contro la Morte»³² non potesse essere disgiunto dalla dignità regale. Non è un caso che negli anni nei quali crescevano le pressioni sulla corte pontificia per il riconoscimento del titolo di re di Cipro³³, nell'Urbe aumentasse anche lo sforzo propagandistico per celebrare la Sindone e legarne indissolubilmente l'immagine a quella della dinastia che ne deteneva il possesso. A quel tempo risale infatti la richiesta di Carlo Emanuele che il figlio Maurizio, da poco entrato nel Sacro Collegio, fosse chiamato cardinale «del titolo del Santissimo Sudario di Nostro Signore Gesù Christo, acciò risplenda maggiormente dappertutto quel grandioso tesoro di Sua Altezza»³⁴. L'intento del duca era duplice: implementare la fama della reliquia, e con essa il prestigio della chiesa e della confraternita che a Roma di quella reliquia portavano il nome, il Santo Sudario dei Piemontesi. Anche agli occhi degli osservatori romani la fondazione nazionale dei sudditi sabaudi residenti nell'Urbe, nata sullo scorcio del Cinquecento, non avrebbe potuto avere altra titolazione, «poiché il duca di Savoia conserva con ogni

³¹ V. Castiglione, *Li reali himenei de' serenissimi principi sposi Henrietta Adelaide di Savoia e Ferdinando Maria di baviera*, Torino, 1651, p. 32.

³² *Ibid.*

³³ Nel 1620 il duca Carlo Emanuele aveva fatto intendere che qualora i Medici avessero ottenuto – come si paventava – un titolo regale «egli non poteva a meno di ripigliare quello di re di Cipro» (O. Moreno, *Istoria*, fol. 188-189); per questo, nel luglio di quell'anno, il principe Tommaso si recò a Roma e «presentò a Sua Santità le carte concernenti il titolo del regno di Cipro» (*ibid.*, p. 189).

³⁴ Cit. in P. Cozzo, *La geografia celeste dei duchi di Savoia: religione, devozioni e sacralità in uno Stato di età moderna (secoli XVI-XVII)*, Bologna, 2006, p. 253.

grandezza e maestà il Sudario»³⁵. I forti investimenti che la corte torinese dirottò sulla compagnia devozionale e sui suoi spazi sacri puntavano a fare della chiesa una sorta di « vetrina » del prestigio sabauda nella città santa. Da qui partivano processioni (durante le quali i confratelli vestivano « sacchi bianchi, con una cinta di corame rosso, affibbiata con un osso parimenti rosso »³⁶) che esponevano « un bellissimo stendardo e ricchissimo, nel quale è dipinto esso Santissimo Sudario, sostenuto da duoi angeli e tutto attorno i misteri della Passione, e nella parte inferiore l'armi » del papa regnante e del duca di Savoia³⁷. La propaganda ducale non celava il suo obiettivo, che era quello di rendere Roma « emola » di Torino « nell'adorare la Sindone del Signore »: così concludeva la sua dedica al duca Prospero Bonafamiglia, un suddito pontificio cavaliere dell'ordine mauriziano, autore di una *Sacra Historia* della reliquia, pubblicata per la prima volta a Roma nel 1606 e successivamente ristampata (anche in castigliano), nell'Urbe e a Torino³⁸.

A propagandare la reliquia dinastica a Roma e nei domini pontifici erano gli stessi membri della stirpe. L'infanta Maria, figlia di Carlo Emanuele, divenuta terziaria francescana insieme alla sorella Caterina, nei suoi numerosi pellegrinaggi a Roma, Assisi e Loreto era solita portare con sé copie del Sudario a grandezza naturale che venivano esposte alla pubblica venerazione nelle città in cui la principessa risiedeva temporaneamente. Si hanno così attestazioni di esposizioni di copie della reliquia a Vigevano, a Bologna e a Roma³⁹. Particolarmente significative sono le testimonianze del culto sindonico nelle due maggiori città dello Stato della Chiesa: mentre a Roma si ricordava una copia quella che, secondo la tradizione, sarebbe stata donata da Clemente VIII alla confraternita del Santo Sudario e posta sull'altare maggiore della relativa chiesa nazionale⁴⁰, a Bologna (il

³⁵ *Descrizione di Roma antica e moderna. Nella quale si contengono chiese, monasterij, hospedali, compagnie, collegij, e seminari, tempj, teatri ... Indice de' sommi pontefici, imperatori, e duchi. con due copiosissime tavole*, Roma, 1650, p. 250.

³⁶ *Ibid.*

³⁷ Il racconto della processione, svoltasi il 21 aprile 1601, è pubblicato da P. Cozzo, *op. cit.*, p. 249.

³⁸ P. Bonafamiglia, *La Sacra historia della santissima Sindone di Christo signor nostro. Raccolta in compendio da graui auttori per Prospero Bonafamiglia romano, cauagliere delli ss. Maurizio, e Lazaro. Con una pia essortatione. All'illustriss. archiconfraternita del santo Sudario di Roma*, Roma, 1606; sull'opera si veda P. Cozzo, *art. cit.*, p. 153-154.

³⁹ B. Alessio, *Vita della serenissima infanta Maria di Savoia diuisa in tre giornate di pellegrinaggio narrata, ... dal P. D. Bernardino Alessio Chier. Reg. di S. Paolo*, Milano, 1663, p. 283.

⁴⁰ Questa tradizione è in contrasto con quella che vuole la copia essere stata dipinta dalla stessa infanta Maria Francesca di Savoia per papa Alessandro VII e da

cui legame col Sudario sembra risalire ai tempi dell'arcivescovo Gabriele Paleotti, il quale aveva mostrato una speciale devozione verso la reliquia) a metà Seicento sono ricordate diverse copie della Sindone⁴¹. Qui, inoltre, durante uno dei suoi soggiorni, la principessa sabauda fu protagonista di una grandiosa cerimonia svoltasi in occasione della festa del Sudario (4 maggio): l'infanta «spiegò» la copia della reliquia «al popolo in faccia d'una gran piazza ... con sì bell'apparato e molteplicità de lumi, che chi vi concorse» – fra i quali l'arcivescovo, il legato apostolico, il duca e la duchessa di Modena – «con gran quantità di dame e cavalieri, restarono ammirati... essendo durata la solennità per insino al tardi per intiera consolazione di chi successivamente concorreva a contemplare, per così dir compendiata, la Passione del Figlio di Dio in detto lenzuolo»⁴².

A Roma come a Bologna, la devozione della Sindone si presenta legata a filo doppio alle «pie industrie»⁴³ della principessa, il cui fervore religioso verso la reliquia (che si manifestava anche nel «mandarne copie d'essa in dono a molti precipi e principesse, nel che spese molte centinaia de scudi a cagione delli ornamenti isquisiti ... accompagnati ne' contorni»⁴⁴) non pare disgiunto dalla volontà di conferire lustro e prestigio alla schiatta di appartenenza attraverso le forme della *magnificentia principis*. In questo senso sembra inequivocabilmente andare il prezioso «donativo» sindonico presentato a papa Innocenzo X (quando, «tra tanto ch'ella s'andava trattenendo in Roma, diede ordine fosse fabricato da perito artefice un gran telaio con le cornici d'ebano e piani di tartaruga marina indiana, intarsiata di madreperla, rappresentanti gl'instromenti della Passione di Nostro Signore, acìo servisse d'ornamenti ad un estratto

questi donata all'arciconfraternita sabauda (cfr. P. Cozzo, Una chiesa sabauda nel «teatro del mondo»: la chiesa del Santo Sudario dei Piemontesi a Roma da fondazione nazionale a cappella palatina, *Ricerche di storia sociale e religiosa*, 2000, n° 61, p. 92-111, in part. p. 100-101).

⁴¹ Una («cavata del 1582 dall'originale in Torino per opera del card. Gabriele Paleotti») era conservata nel convento di Santa Maria degli Angeli; un'altra nella confraternita dei Santi Simone e Taddeo (A. Masini, *Bologna perlustrata. Terza impressione notabilmente accresciuta, in cui si fa mentione ogni giorno in perpetuo delle fontioni sacre, e profane di tutto l'anno. Delle chiese, ... de' santi, ... de i vangeli della Quaresima, delle domeniche di tutto l'anno, e delle benedizioni papali celebrate in Bologna. De' pittori, scultori, architetti, ... Delle donne illustri nelle lettere, ... Il tutto sotto indici copiosissimi*, Bologna, 1666, vol. I, p. 57, 62); vi era poi quella donata dall'infanta Maria di Savoia al monastero del Santissimo Corpo di Cristo (B. Alessio, *op. cit.*, p. 184).

⁴² *Ibid.*, p. 156-157.

⁴³ *Ibid.*, p. 284.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 283.

grande del Santissimo Sudario ... che si conserva in Torino»), oppure quello offerto ad Alessandro VII, consistente «d'un estratto del Santissimo Sudario somigliantissimo in grandezza e nel rimanente all'originale, d'un pezzetto di costa del beato Amedeo duca di Savoia riposto dentro ad un finissimo cristallo legato in oro con altra gentilezza di panno lino d'isquisita manifattura in quanto all'artificio de'agho»⁴⁵.

Il riferimento alla reliquia del beato Amedeo rimanda ad una delle questioni più interessanti del rapporto fra i Savoia e Roma nella prospettiva della promozione dinastica. L'acquisizione del titolo regio andava infatti di pari passo con il riconoscimento di un posto di primo piano nel panorama agiografico nel quale i Savoia non avevano giocato, fino a quel momento, ruoli particolarmente attivi. La possibilità di elevare agli onori degli altari il duca Amedeo IX, morto in odore di santità nel 1472 e subito divenuto oggetto di un culto radicato nei territori ducali ma non riconosciuto dalla Chiesa, venne vista dalla corte sabauda come una carta decisiva nella corsa per il prestigio dinastico. La canonizzazione di Amedeo avrebbe infatti reso i Savoia una *beata stirps*, precludendo così alla loro elevazione a *regia stirps*, una condizione tanto più importante quando – con il matrimonio di Vittorio Amedeo I con Cristina di Borbone, nel 1619 – i Savoia si vennero ad imparentare con una famiglia regale, che sedeva sul trono che era stato anche di santi. Il legame fra il beato Amedeo e san Luigi (evocato nel nome del primogenito della copia, battezzato non casualmente Luigi Amedeo⁴⁶, e in seguito ampiamente celebrato dall'iconografia di corte⁴⁷), era funzionale al rafforzamento del nuovo asse fra Parigi e Torino che, nelle speranze sabaude, avrebbe potuto portare all'agognata corona regale di Lombardia⁴⁸.

Non deve stupire dunque che in quegli anni – nei quali, nonostante le cautele del Tridentino, la devozione continuava ancora ad essere mediata dai sensi, in particolare dal tatto e dalla vista⁴⁹ – l'attenzione della

⁴⁵ *Ibid.*, p. 164, 211-212.

⁴⁶ A. Merlotti, Politique dynastique et alliances matrimoniales de la Maison de Savoie au XVII^e siècle, *Dix-septième siècle*, 2009, n° 243, p. 239-255.

⁴⁷ Ne costituisce un esempio la tela raffigurante l'Immacolata con san Luigi IX e il beato Amedeo realizzata nel 1724 da Francesco Trevisani per la cappella di sant'Ubaldo nella reggia di Venaria (cfr. la scheda di F. Grana nel *Catalogo. La Reggia di Venaria e i Savoia: arte, magnificenza e storia di una corte europea*, Torino 2007, p. 288).

⁴⁸ A. Spagnoletti, *op. cit.*, p. 300.

⁴⁹ D. Julia, Continuités et ruptures dans la vie des pèlerinages de la réforme à la révolution française, D. Scotto, éd., *Del visibile credere, pellegrinaggi, santuari, miracoli, reliquie*, Firenze, 2011, p. 13-20.

corte sabauda sia intensamente rivolta alle tante immagini del «beato» Amedeo IX disseminate *al di qua* e *al di là* dei monti: quelle nuove e soprattutto quelle antiche, intese come prove del culto *ab immemorabili* attribuito al pio duca, e dunque come elementi rafforzativi della richiesta di canonizzazione, presentata a Roma e incessantemente seguita dalla corte torinese per buona parte del XVII secolo⁵⁰.

La doppia dimensione di Amedeo IX (quella di beato e quella di principe), attestata dagli attributi della santità (l'aureola, i gesti di carità) e del potere (il manto, lo scettro, la corona, il collare dell'Ordine dell'Annunziata) è un messaggio religioso e politico al tempo stesso, da propagandare all'interno e all'esterno dello stato. Da questo punto di vista, l'uso propagandistico dell'immagine del beato non sembra differire, nel significato e nelle finalità, dalla proliferazione delle rappresentazioni della corona reale nell'iconografia sabauda del Seicento. Com'è stato acutamente osservato, *the closing of the ducal coronet into a royal crown* trovò immediato riflesso in ogni forma di rappresentazione di casa di Savoia: dai conî ai sigilli, dai frontespizi dei libri ai ritratti dei sovrani, queste *visual expressions of the resumed royalty seem to have preceded its juridical proclamation*⁵¹. Allo stesso modo, l'insistenza sugli attributi agiografici di figure legate alla stirpe o ai loro domini contribuiva a ipotizzare – per certi versi a legittimare autonomamente – una condizione di eccellenza celeste ricercata ma non ancora riconosciuta da Roma: regalità e santità finivano così per essere due facce della stessa moneta. Una moneta da spendere in occasioni particolarmente feconde per i risvolti propagandistici, come ad esempio le cerimonie di canonizzazione, nelle quali Roma mostrava tutta la sua teatralità barocca. Se l'esaltazione del beato Amedeo dovette attendere la seconda metà del Seicento (Innocenzo XI lo beatificò infatti nel 1677), più tempestivo ed elevato fu il riconoscimento dato ad un suddito sabauda protagonista della vita religiosa del XVII secolo: Francesco di Sales. Questi, beatificato nel 1662 da Alessandro VII «con una maniera di solenne beatificazione, la quale fu la prima che siasi celebrata nella

⁵⁰ M. Merle, *Le portrait du Saint Prince: les représentations du bienheureux Amédée IX de Savoie durant la seconde moitié du règne de Charles-Emmanuel I^{er} (1612-1630)*, F. Buttay, A. Guillausseau éd., *Des Saints d'État? Politique et sainteté au temps du concile de Trente*, Paris, 2012, p. 137-152.

⁵¹ R. Oresko, *The House of Savoy in Search for a Royal Crown in the Seventeenth Century*, R. Oresko, G.C. Gibbs, H.M. Scott éd., *Royal and Republican Sovereignty in Early Modern Europe. Essays in Memory of Regnhild Hatton*, Cambridge, 1997, p. 279.

Chiesa»⁵², venne canonizzato quattro anni dopo in seguito a pressioni congiunte delle corti di Torino e di Parigi. La reggente, Cristina di Borbone, si era mostrata «impegnatissima» nel seguire la causa del vescovo di Ginevra, che viaggiava in parallelo a quelle – assai meno spedite – del principe Amedeo e di Giovenale Ancina (l'oratoriano vescovo di Saluzzo, morto in odore di santità nel 1604 e divenuto oggetto di un radicato culto locale)⁵³. La canonizzazione di Francesco di Sales fu dunque motivo «di consolazione al religioso animo»⁵⁴ di Carlo Emanuele II (che assunse di fatto il potere dopo la morte della madre, sopraggiunta nel 1663), e di soddisfazione per la corte sabauda, che dall'esaltazione agli onori degli altari di un suddito ducale cercò di trarre vantaggio anche nella difficile partita per l'affermazione del prestigio dinastico. Se ne ha una conferma dalla relazione con cui venne descritta a Torino la solenne (e assai costosa) cerimonia di canonizzazione⁵⁵ celebrata a Roma il 19 aprile 1665. In tale solennità – venne precisato al duca – «fu portato lo stendardo del santo con l'arme di vostra altezza reale et in essa la corona regia»: uno stendardo «fatto fare dalla nazione» dei sudditi sabaudi, «stimato il più bello e il più ricco di tutti gli altri», esposto in San Pietro e poi portato – com'era consuetudine – «processionalmente da detta basilica alla nostra

⁵² G. Moroni, *op. cit.*, vol. 7, p.315. Alessandro VII fu il primo pontefice ad introdurre la consuetudine che la cerimonia di beatificazione si svolgesse in San Pietro, «giacché essendo la beatificazione, per così dire, un accesso e strada alla canonizzazione, era ben giusto che dovesse ivi ancora celebrarsi la solennità di quest'atto» (G. Moroni, *Dizionario op. cit.*, vol. 3, p.269). Quella di Francesco di Sales fu appunto la prima beatificazione svoltasi nella basilica vaticana, con uno scenario «simile a quello delle canonizzazioni, con un teatro, grandi pannelli, stendardi all'interno della basilica e un medaglione dell'eletto o dell'eletta sulla facciata di San Pietro, che veniva scoperto al pubblico nel corso della cerimonia» (C. Renoux, *Canonizzazione e santità femminile in età moderna*, L. Fiorani, A. Prosperi, éd., *Storia d'Italia. Annali XVI. Roma, la città del papa. Vita civile e religiosa dal giubileo di Bonifacio VIII al giubileo di papa Wojtyła*, Torino, 2000, p.747, n. 35).

⁵³ O. Moreno, *op. cit.*, fol. 549; Archivio Storico dell'Oratorio di San Filippo Neri, Torino, fasc. 745, Scritture spettanti alla canonizzazione del ven. servo di Dio mons. Giovenale Ancina, 1664. Sulla figura e il culto di Giovenale Ancina cfr. M. F. Mellano, Il processo per la beatificazione di G. G. Ancina e il cardinale Lambertini (prima metà del '700), *Bollettino della Società per gli Studi Storici, Archeologici ed Artistici della Provincia di Cuneo*, 2006, n° 135, p. 55-98.

⁵⁴ O. Moreno, *op. cit.*, fol. 584.

⁵⁵ «Si rileva dagli atti della canonizzazione di san Francesco di Sales [...] che la spesa fatta negli ornati della basilica vaticana, ne' sagri arredi e per tutto l'occorrente alla canonizzazione ascese a 31 900 *centussi* [scudi romani]» (G. Moroni, *Le cappelle pontificie, cardinalizie e prelatizie*, Venezia, 1841, p. 127).

chiesa del Santissimo Sudario»⁵⁶. Quello stendardo – forse realizzato dal pittore Carlo Cesi⁵⁷ – in cui l'effigie del santo e quella del potere sabaudo si amalgamavano entrando in una simbiosi densa di significati religiosi e politici, veicolava una parte non marginale delle strategie torinesi: non è un caso che di esso – ebbe a lamentarsi Carlo Emanuele II –

avressimo voluto che ne fosse fatta qualche menzione nella relazione di detta canonizzazione nella quale si veggono varie minutie e neanche una minima parola che abbia relazione a noi, al che ci pare che si potrebbe molto ben riparare nella nuova stampa di detta relazione con farvi inserire che si è portato lo stendardo nella forma suddetta, et alcune altre essenziali particolarità intorno al suddetto santo, nato delle principali famiglie della Savoia nostro dominio in cui è il suo vescovato, e che il santo è stato anche gran limosiniere di Sua Altezza fu Madama Reale mia signora e madre di gloriosa memoria⁵⁸.

In effetti quella che appare la prima relazione della solenne cerimonia svoltasi nella basilica vaticana non fa alcun accenno ai Savoia, enfatizzando al contrario il ruolo del re Cristianissimo nell'ottenimento della canonizzazione di un santo che finiva con l'essere percepito come francese⁵⁹. Alle rimostranze di Carlo Emanuele sembra fornire una risposta il tenore di una successiva *Relatione*⁶⁰, nella quale, attraverso il resoconto delle «feste fatte in Roma» per l'evento venivano enfatizzate le origini savoiarde di Francesco di Sales, l'impulso dato dalla corte sabauda alla sua

⁵⁶ O. Moreno, *op. cit.*, fol. 585. Il trasferimento degli stendardi con l'effigie dei santi appena canonizzati, da San Pietro alle chiese nazionali o degli ordini di appartenenza «riccamente decorate» era un fatto abituale: «per la canonizzazione quintupla del 1622, il 13 marzo la processione degli stendardi partì da San Pietro... si diresse prima verso la chiesa del Gesù per sant'Ignazio e san Francesco Saverio, quindi verso la chiesa di San Giacomo degli Spagnoli e piazza Navona, per sant'Isidoro, poi verso la chiesa di Santa Maria della Scala, a Trastevere, per santa Teresa, infine verso Santa Maria in Vallicella per san Filippo Neri» (C. Renoux, *art. cit.*, p. 747).

⁵⁷ V. Di Flavio éd., *Carlo Cesi pittore e incisore del Seicento tra ambiente cortonesco e classicismo marattiano (1622-1682)*, Rieti, 1987, p. 27.

⁵⁸ O. Moreno, *loc. cit.*

⁵⁹ *Relatione delle cerimonie, e apparato della Basilica di S. Pietro nella canonizzazione del glorioso santo Francesco di Sales vescovo di Geneua fatta dalla santità di N. S. Alessandro VII il dì 19 aprile 1665*, Roma, 1665.

⁶⁰ *Relatione delle feste fatte in Roma per la canonizzazione di S. Francesco di Sales vescovo di Geneua della processione de stendardi ... e del santissimo Sudario de Savoiarde &c.*, Roma, 1665.

canonizzazione e il patronato riconosciuto al santo da tutti i sudditi ducali. Al centro del racconto era infatti il « pio e generoso pensiero » dei « nazionali e sudditi del duca di Savoia abitanti in questa corte » di accrescere « la venerazione del santo loro nationale »: sentimenti che si erano espressi in una processione (alla quale prese parte circa un migliaio di « nazionali » sabaudi « per nascita » o « per affetto ») dipanatasi dalla basilica di San Pietro attorno a tre stendardi, uno dei quali, portato dalla confraternita del Santo Sudario, « esprimeva » l'immagine della reliquia con « l'arme di Nostro Signore e del duca di Savoia »⁶¹.

La canonizzazione di Francesco di Sales e la successiva beatificazione di Amedeo IX rappresentano forse il punto più alto di questa strategia, messa a punto dalla corte di Torino per più di mezzo secolo, di legare immagini e forme del prestigio dinastico all'eloquenza della dimensione sacrale. La chiesa del Santo Sudario dei Piemontesi, che in quegli anni solennizza la facciata con le armi di Casa Savoia e arricchisce gli interni con le raffigurazioni dei nuovi santi patroni della stirpe e dello Stato, è la sintesi di questo progetto – rivelatosi per molti versi fallimentare – di trovare nella Roma dei papi la strada maestra verso la regalità. L'ultimo quarto del XVII secolo vede infatti un progressivo deterioramento delle relazioni fra le due corti, che l'avvento di Vittorio Amedeo II avrebbe ulteriormente accentuato. Benché pio e devoto quanto se non più dei suoi predecessori (nessuno dei quali compì mai due pellegrinaggi alla Santa Casa di Loreto⁶²), Vittorio Amedeo alimentò nella curia romana sospetti e paure. Il giurisdizionalismo, da un lato, e la spregiudicata politica estera, dall'altro, contribuirono a raffreddare le già non troppo accese simpatie verso i Savoia⁶³. La rottura delle relazioni diplomatiche si consumò nel 1701, quando alla morte del nunzio Alessandro Sforza, la corte torinese fece intendere al pontefice che non ne avrebbe gradito la sostituzione con uno nuovo, « riflettendo anche che potremmo forse non accettarlo »⁶⁴. Da parte sua, la curia romana reagì affermando che « o dovea la nunciatura continuare nel suo possesso, o dovevansi richiamare reciprocamente da ambe le corti i ministri »⁶⁵. Così in effetti fu, poiché il 29 giugno 1701

⁶¹ *Ibid.*, p. (non numerate) 2,6,7.

⁶² P. Cozzo, *Reproductions de sacralité dans le duché de Savoie (XVI^e-XVII^e siècles)*, in corso di stampa.

⁶³ M. T. Silvestrini, *La politica della religione: il governo ecclesiastico nello Stato sabauda del XVIII secolo*, Firenze, 1997, p. 298-300.

⁶⁴ O. Moreno, *Istoria delle relazioni della Real Corte di Savoia colla corte di Roma sino all'anno 1742*, fol. 863.

⁶⁵ *Ibid.*, fol. 866.

il residente sabaudo lasciò definitivamente Roma. Si apriva una lunga stagione (destinata a chiudersi solo con il concordato del 1727) in cui il ducato di Savoia e la Sede apostolica, ufficialmente privi di rappresentanti diplomatici, dialogavano ufficiosamente attraverso figure di secondo piano o intermediari non istituzionali⁶⁶.

Anche alla luce del deterioramento dei rapporti fra le due corti, all'alba del XVIII secolo la possibilità di ottenere da Roma il titolo regio appariva a Torino remota e, tutto sommato, superflua. La guerra di successione spagnola, che sancì l'ormai acquisita indipendenza del consesso internazionale dalla volontà dei papi, fu la vera fucina nella quale venne forgiata per i Savoia la tanto agognata corona Regale. La quale fu considerata illegittima dal papato, le cui tensioni con i nuovi monarchi di Sicilia si intensificarono a proposito dell'inquisizione⁶⁷ e dell'apostolica legazia⁶⁸. Quella corona, riconosciuta tuttavia dalle altre potenze europee, era ormai saldamente sulla testa di Vittorio Amedeo. Il quale continuò a guardare a Roma con immutato interesse e costante attenzione, ma cominciò anche rivolgere lo sguardo in altre direzioni, intuendo che il futuro della sua dinastia si sarebbe giocato sempre meno nella città del sovrano pontefice e sempre più altrove, anche laddove la chiesa cattolica (di cui il primo re sabaudo si sentì sempre figlio e tutore) era minoritaria. La decisione assunta nel 1719 – proprio quando la corona regale di Sicilia veniva scambiata con quella di Sardegna – di dotare la sede diplomatica sabauda a Londra di uno spazio sacro per il culto cattolico non sembra affatto casuale. «Regardé à Londres comme la métropolitaine des catholiques, on l'appelle communément la chapelle romaine par excellence, et c'est elle qui donne le ton à toutes les autres»⁶⁹: la *Capella Regia Sardiniae Londini* era destinata a diventare la principale chiesa cattolica d'Inghilterra. Su di essa

⁶⁶ Si veda a tal proposito il ruolo svolto da alcuni confratelli della Compagnia di San Paolo nelle relazioni fra Torino e Roma agli inizi del Settecento (P. Cozzo, *Fra corte sabauda e curia romana: funzione politica e dimensione religiosa della Compagnia di San Paolo fra Sei e Settecento*, W. Barberis, con A. Cantaluppi, a cura di, *La Compagnia di San Paolo*, Torino, 2013, vol. I, p. 316-346).

⁶⁷ M. Torres Arce, *La Inquisición de Palermo entre Saboyas y Borbones. Un tribunal español y un rey piomontés en el reino de Sicilia (1713-1718)*, *Annali della classe di Lettere della Scuola normale superiore di Pisa*, 2009, fasc. 1, p. 563-591.

⁶⁸ S. Vacca, a cura di, *La legazia apostolica: Chiesa, potere e società in Sicilia in età medievale e moderna*, presentazione di C. Naro, Caltanissetta-Roma, 2000.

⁶⁹ AST, Materie Ecclesiastiche, Benefizi di qua da monti, m. 17, I, *Memoire touchant la chapelle du roi a Londres avec une piece latine qui y est citée reçue par le chav. Ossorio avec la depeche du roi du 11 mars 1750*.

(presentata «al zelo de' sommi pontefici» come «l'unico mezzo» rimasto «per procurare i soccorsi spirituali al numero ragguardevole di famiglie e di persone d'ogni grado e condizione, le quali malgrado tanti ostacoli conservano l'antica religione»⁷⁰) i Savoia presero ad investire in termini simbolici e materiali: in fondo anche questa era una carta da giocare nella nuova partita apertasi con Roma dopo la fine del burrascoso pontificato di Clemente XI. Ancora una volta, per i Savoia divenuti finalmente re, la dimensione religiosa assumeva forme e valenze di un linguaggio parlato e compreso dalla politica e dalla diplomazia.

⁷⁰ *Ibid.*, 14 giugno 1757, Memoria per la Regia Capella di Londra da trasmettersi a Sua Santità.

**«È tempo di rimedii per le coscienze,
per il Stato e per le regalie»**
**Giacomo Longo, giudice della Regia Monarchia di Sicilia
negli anni della dominazione sabauda**

Fabrizio D'Avenia
Università di Palermo

Vittorio Amedeo II all'atto del suo insediamento nel Regno di Sicilia «ereditò» un pesante conflitto giurisdizionale con la Sede Apostolica, scoppiato appena qualche anno prima e passato alla storia come «controversia liparitana», dal nome dell'isola siciliana dell'arcipelago eoliano dove essa ebbe origine. Il conflitto riguardava la particolare giurisdizione ecclesiastica, unica nell'Europa cattolica, goduta dai sovrani del Regno, discendente dall'antico privilegio dell'Apostolica Legazia e operante attraverso una speciale magistratura: il Tribunale della Regia Monarchia¹.

La stessa denominazione del tribunale, «in contrapposto a *diarchia*, voleva significare l'accentramento nella sacra persona del Re delle due potestà spirituale e temporale; onde chiaramente si spiega il significato dell'aggettivo regio premesso al sostantivo»². È impressionante il progressivo ampliamento delle sue competenze, che si estesero all'«esame di tutte le cause relative a persone ecclesiastiche, di qualsiasi grado e condizione, già definite in prima istanza dai tribunali ecclesiastici dell'isola e che, per il

¹ Sulla legazia apostolica, cfr. G. Catalano, *Studi sulla Legazia Apostolica di Sicilia*, Reggio Calabria, 1973; S. Fodale, *Comes et legatus Siciliae. Sul privilegio di Urbano II e la pretesa Apostolica Legazia dei Normanni in Sicilia*, Palermo, 1971; S. Fodale, *L'Apostolica Legazia e altri studi su Stato e Chiesa*, Messina, 1991; S. Vacca, a cura di, *La Legazia Apostolica. Chiesa, potere e società in Sicilia in età medievale e moderna*, Caltanissetta-Roma, 2000; M. T. Napoli, Mito normanno e tradizione giuridica catalano-aragoneso: alle origini della Regia Monarchia di Sicilia, *Diritto e religioni*, 2006, n° 1, fasc. 1-2, p.337-410; di M. T. Napoli, cfr. anche il recentissimo *La Regia Monarchia di Sicilia. «Ponere falcem in alienam messem»*, Napoli, 2012. Per una recente sintesi storiografica della produzione siciliana sulla legazia apostolica, cfr. anche R. Manduca, *La Sicilia, la Chiesa, la storia. Storiografia e vita religiosa in età moderna*, Caltanissetta-Roma, 2012, p.7-26.

² G. Catalano, *op. cit.*, p. 59.

diritto canonico, fossero di pertinenza della Santa Sede. Qualsiasi causa spirituale o ecclesiastica iniziata nel territorio del regno doveva concludersi con sentenza della Regia monarchia», le cui prerogative giurisdizionali comprendevano l'assoluzione dalle censure ecclesiastiche e la sospensione o annullamento delle scomuniche³.

La difesa del privilegio della legazia apostolica alimentò un lungo contenzioso con la Santa Sede, convinta che la Regia Monarchia nascondesse «un fenomeno tendenzialmente scismatico e altrettanto pericoloso per il primato romano quanto il gallicanesimo»⁴. Il momento più virulento di questo conflitto giurisdizionale si ebbe appunto con lo scoppio della «controversia liparitana» – occasione attesa da tempo dalla corte romana per ridimensionare, se non per abolire definitivamente, le competenze del Tribunale della Regia Monarchia – che tra scomuniche, interdetti, arresti ed espulsioni di vescovi, sacerdoti e religiosi, si protrasse fino al 1728. Non si trattò, dunque, semplicemente di un'arida controversia giurisdizionale, ma di uno scontro che mobilitò i governi di mezza Europa, alimentò un'abbondante e spesso faziosa pubblicistica (regalista o curialista che fosse) e coinvolse in modo drammatico il vissuto religioso dei siciliani.

Non è qui mia intenzione ricostruirne le vicende – sulle interessanti ricadute nell'ambito di alcune diocesi siciliane si sofferma per altro il contributo di Daniele Palermo – già note grazie soprattutto ai lavori di La Lumia, Scaduto, Catalano, Candela, Longhitano⁵, e alle copiose raccolte

³ Più nel dettaglio la Regia Monarchia poteva «impedire il ricorso alla Curia romana per la gran parte delle cause ecclesiastiche, sia del clero diocesano come dei regolari; fungere da appello per le sentenze emesse da vescovi e arcivescovi, sia nelle cause civili, penali e disciplinari degli ecclesiastici, come nelle cause di matrimonio, di concessioni di benefici, di diritto di asilo, dei reati di misto foro (usura, simonia, ecc.); cassare i provvedimenti delle autorità ecclesiastiche su istanza delle parti interessate; giudicare gli ecclesiastici esenti, potendo così trattare anche cause relative alle persone dei vescovi; concedere la dispensa da impedimenti matrimoniali; giudicare i reati contro i regolari, commessi fuori dai conventi; annullare le vestizioni religiose; vigilare sulla disciplina di conventi e monasteri; ratificare o annullare la nomina di superiori religiosi e abbadesse; trasferire religiosi da un convento all'altro; invalidare, su richiesta degli interessati, le punizioni disciplinari» (G. Zito, *Storia delle Chiese di Sicilia*, Città del Vaticano, 2009, p. 60, 66).

⁴ G. Catalano, *op. cit.*, p. 67 e, più ampiamente, p. 66-69.

⁵ I. La Lumia, *Storie Siciliane*, vol. IV, Palermo, 1883, ora Palermo, 1969, vol. IV, p. 201-211, 230-259; F. Scaduto, *Stato e Chiesa nelle due Sicilie*, Palermo, 1887, ora Palermo, 1969, vol. I, p. 163, 169-172; G. Catalano, *op. cit.*, p. 71-155; S. Candela, *I piemontesi in Sicilia (1713-1718)*, Caltanissetta-Roma, 1996, p. 243-336; A. Longhitano,

documentarie di Stellardi e Garufi⁶. Mi interessa piuttosto provare a ricostruire il significato di svolta religiosa e culturale di cui tale contrasto fu caricato nelle intenzioni e nelle azioni di uno dei più stretti collaboratori del governo piemontese nell'isola, il giurista ed erudito messinese Giacomo Longo (1658-1738), figura che merita secondo Giuseppe Giarrizzo (e ancora attende) « un'ampia ricerca »⁷.

Al culmine di una brillante carriera di avvocato e di giudice del Tribunale del Concistoro (1694) e della Regia Gran Corte (1699 e 1703), la abbandonò « per una crisi di coscienza »⁸ e, avendo maturato una « tardiva » vocazione alla vita religiosa, « con universale meraviglia » nel 1713 entrò nell'Ordine dei Teatini⁹. La nuova condizione di ecclesiastico gli valse, contrariamente alle sue intenzioni di vivere « con un formale ritiro dal mondo [...] da privato nei chiostrini dei padri Teatini »¹⁰, la possibilità di essere nominato nel febbraio dell'anno successivo giudice del Tribunale della Regia Monarchia da parte di Vittorio Amedeo II (la carica era infatti riservata dal 1579 a ecclesiastici esperti di diritto)¹¹, nel bel mezzo dello

Il tribunale di Regia Monarchia: governo della Chiesa e controversie giurisdizionaliste nel Settecento, S. Vacca, a cura di., *op. cit.*, p. 174-195.

⁶ V. E. Stellardi, *Il Regno di Vittorio Amedeo II di Savoia nell'isola di Sicilia dall'anno MDCCXIII al MDCCXIX. Documenti raccolti e stampati per ordine della maestà del re d'Italia Vittorio Emanuele II*, voll. 3, Torino, 1862-1866, che nel vol. II, 1863, p. 9-379, parte terza (*Governo Ecclesiastico*), contiene la maggior parte dei documenti riguardanti la controversia liparitana; C. A. Garufi, *Rapporti diplomatici tra Filippo V e Vittorio Amedeo II di Savoia nella cessione del Regno di Sicilia dal Trattato di Utrecht alla pace dell'Aja (1712-1720). Documenti degli archivi spagnuoli*, Palermo, 1914.

⁷ G. Giarrizzo, Appunti per la storia culturale della Sicilia settecentesca, *Rivista Storica Italiana*, 1967, LXXIX, fasc. III, p. 576.

⁸ G. Catalano, *op. cit.*, 90.

⁹ I. La Lumia, *op. cit.*, p. 233. Poco prima lo stesso Vittorio Amedeo gli aveva commissionato un *Compendio delle leggi municipali e statuti del Regno di Sicilia*, rimasta inedita e continuata da Jacopo Francesco Quingles (cfr. V. Sciuti Russi, Stabilità e autonomia del ministero siciliano in un dibattito del secolo XVIII, *Rivista Storica Italiana*, 1975, LXXXVII, fasc. I, p. 55).

¹⁰ Biblioteca Regionale Universitaria di Messina, Fondo Vecchio (d'ora in avanti BRUM, FV) 178, fol. 31, lettera di Giacomo Longo a don Francesco Doria del Maro, ambasciatore piemontese a Roma, 10 febbraio 1714, nella quale ribadisce di aver perduto a causa della nomina « la quiete di vivere scordato dal mondo ».

¹¹ G. Zito, *op. cit.*, p. 65; G. Catalano, *op. cit.*, p. 52. Sulla nomina di Longo, cfr. V. E. Stellardi, *op. cit.*, vol. II, p. 111-112, Regie patenti di nomina, 7 febbraio 1714; p. 112-114, istruzioni del sovrano, 10 aprile 1714; p. 323-324, presentazione per l'Abazia di S. Maria di Terrana, appannaggio del giudice della Regia Monarchia, 4 aprile 1714.

scontro giurisdizionale con Roma, che aveva portato alla scomunica del suo predecessore, lo spagnolo Francisco Miranda.

Insieme con Giambattista Caruso¹² e Girolamo Settimo, marchese di Giarratana, il Longo contribuì ad innescare quella seppur timida «ripresa della cultura isolana, un suo allinearsi a posizioni intellettuali avanzate» durante

il breve e fervido periodo piemontese. La politica giurisdizionalista di Vittorio Amedeo II aveva contestato il monopolio culturale dei gesuiti, favorito la ripresa degli ordini rivali, dai benedettini ai teatini, restituendo quel contatto con la grande erudizione dei Maurini [...] e con la tematica «giansenista» della nuova teologia storica della chiesa gallicana.

Insomma, «la polemica giurisdizionalista, che in Sicilia era ancorata all'antico e glorioso istituto dell'Apostolica Legazia, *aveva* riaperto [...] la Sicilia alla grande cultura francese»¹³.

Lo stesso Vittorio Amedeo II, in uno dei momenti più aspri dello scontro con la Santa Sede in seguito alla pubblicazione della bolla pontificia *Romanus Pontifex*, abolitiva della Regia Monarchia (20 gennaio 1715)¹⁴, commissionò al Caruso e al Settimo due lavori che esaltassero «le peculiari caratteristiche della Monarchia di Sicilia mediante il supporto dell'indagine storiografica»¹⁵. Il sovrano, come è noto, li mise subito a disposizione del teologo giansenista e gallicano Louis Ellies Dupin, «il quale senza scrupolo

¹² Sul Caruso, cfr. M. Condorelli, Caruso, Giovan Battista, *Dizionario Biografico degli Italiani* (d'ora in avanti DBI), vol. 21, 1978, p. 10-15.

¹³ G. Giarrizzo, *art. cit.*, p. 576-577.

¹⁴ La bolla era stata in realtà emanata il 20 febbraio 1714 e tenuta segreta per più di un anno, «essendo invero interesse della S. Sede che la situazione divenisse sempre più tesa, in maniera da giustificare la radicale misura della costituzione *Romanus Pontifex*, cui Clemente XI non riteneva ancora opportuno dare pubblicità» (G. Catalano, *op. cit.*, p. 89-90, 92).

¹⁵ M. T. Napoli, *op. cit.*, p. 16; cfr. G. Settimo, *Della sovranità de' Serenissimi Re dell'isola di Sicilia che riconoscono il Regno direttamente da Dio. Discorso storico* [1715], in *Opuscoli di autori siciliani*, XV, Palermo, 1774, p. 195-324; G. B. Caruso, *Discorso storico-apologetico della Monarchia di Sicilia* [1715], Palermo, 1863, a cura di M. Mira). Sulla scia dell'adesione «ai criteri metodologici elaborati, nel campo della ricerca storico-erudita, dai Benedettini del monastero francese di Saint Maur, sotto la guida del paleografo Jean Mabillon», le opere di Caruso e Settimo «sulla Monarchia di Sicilia erano intese a modificarne la tradizionale configurazione di prerogativa legittimata da una bolla papale per aver i Normanni liberato la Sicilia dagli Infedeli: la Regia Monarchia doveva esser

li incorporò quasi di peso nella sua *Défense de la Monarchie de Sicilie*, opera che incontrò larga diffusione in Francia e in Italia e venne perfino ristampata»¹⁶. Anche il Longo, coinvolto in prima persona in virtù della sua carica, fornì al governo in quel delicato frangente argomenti in difesa della Regia Monarchia, a partire certo da una prospettiva giuridica più che storica, ma non per questo meno appassionata, come si può evincere già dal titolo di due suoi scritti: *Discorso legale per sostenersi senza scrupolo il Tribunale della R. Monarchia in vista della bolla abolitiva* e *La verità a fronte dell'inganno oppure Avvertimento alle anime semplici siciliane sovvertite dallo sciocco e mascherato zelo di alcuni dello stato ecclesiastico e regolare*¹⁷.

Tali opere rientravano nel clima di «forte impegno culturale di tutta una generazione di letterati [...] che aveva cominciato a discutere di «utilità» della cultura, di valori civili e non solo letterari della poesia»¹⁸, e che avrebbe dato i suoi frutti più maturi negli anni '20 e '30 del '700, con la fondazione di accademie culturali e di collegi per l'educazione

separata dalla concessione pontificia e rappresentata come diritto del sovrano acquisito per meriti di riconoscenza» (M. T. Napoli, *op. cit.*, p. 14).

¹⁶ G. Catalano, *op. cit.*, p. 130. Sul presunto plagio del Dupin, che non citò le sue fonti siciliane, cfr. C. Cutrera, La polemica per l'Apostolica Legazia dei Re di Sicilia negli scritti del secondo decennio del sec. XVIII, *Archivio Storico Messinese*, 1925-1926, XXVI-XXVII, p. 12-19. Per Condorelli l'opera di Dupin andava in ogni caso ben oltre quelle dei due eruditi siciliani, «per le argomentazioni di pretto stampo gallicano e giansenista addotte in difesa della Chiesa di Sicilia e delle sue libertà» (M. Condorelli, Note su Stato e Chiesa nel pensiero degli scrittori siciliani del secolo XVIII, *Il diritto ecclesiastico*, 1957, n° 68, fasc. I, p. 331-332; cfr. anche M. T. Napoli, *op. cit.*, p. 18).

¹⁷ G. Catalano, *op. cit.*, p. 331-334; C. Cutrera, *art. cit.*, p. 24-25. Entrambe sono senza indicazione di data, ma il *Discorso legale* fu scritto quasi certamente nel 1715 (una copia si trova in BRUM, FV175) e ne esiste una versione latina più completa, conservata in BRUM, FV173, fol. 1-41, e nella Biblioteca Comunale di Palermo (d'ora in vanti BCPA), Qq.G.II, intitolata *Dissertatio de Legatia Siciliae*. Per *La verità a fronte dell'inganno*, cfr. BRUM, FV175, fol. 181-205; BCPA, Qq.G.21, n° 13). Sulla proliferazione di opere polemiche sulla legazia apostolica durante la controversia liparitana, rimaste per la maggior parte inedite (come quelle del Longo), o pubblicate a distanza di molto tempo (come quelle del Settimo e del Caruso, rispettivamente nel 1774 e nel 1863), cfr. G. Catalano, *op. cit.*, p. 127-136; M. T. Napoli, *op. cit.*, p. 9-13, che sottolinea come tali opere «erano circolate, per lo più, attraverso canali riservati salvo riapparire nel clima altrettanto infuocato del 1869-70», tra l'abolizione pontificia della legazia apostolica da parte di Pio IX (ottobre 1867) e la definitiva rinuncia dello Stato italiano al privilegio con la Legge delle Guarentigie, tit. II, art. 15 (maggio 1871).

¹⁸ M. Verga, Per una storia delle accademie di Palermo nel XVIII secolo. Dal «letterato» al professore universitario, *Archivio Storico Italiano*, 1999, n° 581, fasc. III, p. 456.

dei rampolli dell'aristocrazia siciliana, sebbene la richiesta di istituzioni educative riservate alla nobiltà fosse stata avanzata anni prima dall'unico parlamento riunitosi sotto i Savoia, quello del 1714. Tali iniziative provocarono un'analogia controfferta culturale da parte del cosiddetto «partito spagnolo», rappresentato dal canonico palermitano Antonino Mongitore e caratterizzato da una forte connotazione municipalistica e celebrativa delle *patrie glorie*¹⁹.

L'Accademia del Buon Gusto, di ispirazione muratoriana, fu fondata proprio all'indomani della fine della dominazione sabauda (1718) da Longo, Settimo e Caruso, che con l'abate modenese ebbero rapporti diretti. Il progetto culturale della nuova istituzione era in realtà già riconoscibile due anni prima, nel 1716, quando «ripubblicando – per consiglio e con l'aiuto di G.B. Caruso e di Girolamo Settimo marchese di Giarratana – il *Compendium rerum Sicanicarum* del Maurolico (per continuarlo fino al 1714), il messinese Giacomo Longo [...] ne aveva tratto pretesto per attaccare negli importanti *Prolegomena* la vacuità del disputare scolastico ed esaltare la *nova lux veritatis* che, irraggiandosi dalle accademie fiorentine francesi tedesche inglesi olandesi, liberava gli ingegni *a scholarum involucris* e li destava ad un miglior gusto in filosofia, in teologia dommatica, nella storia sacra e profana»²⁰. Inizialmente posta sotto la protezione dei domenicani²¹, l'accademia si trasferì poi presso il Collegio dei Nobili dei teatini, sorto nel 1728, con il forte sostegno dello stesso Settimo.

La risposta del «partito spagnolo» fu immediata: nel 1719 il Mongitore fondava l'Accademia dei Geniali (poi fusa con quella degli Ereini), posta sotto la protezione dei gesuiti, mentre nel 1728, per iniziativa dello stesso ordine, vedeva la luce il Collegio Carolino, con l'evidente obiettivo di contendere la formazione della nobiltà a quello dei teatini, istituito poco prima²².

¹⁹ Sul Mongitore, cfr. N. Bazzano, Mongitore, Antonino, DBI, vol. 75, 2011, p. 669-672.

²⁰ G. Giarrizzo, *art. cit.*, 575-576.

²¹ In quel momento, i domenicani erano «impegnati in un aperto confronto cittadino con i Gesuiti» (M. Verga, *art. cit.*, p. 461).

²² *Ibid.*, p. 459-462; D. Novarese, Introduzione a A. Romano, ed., *Parlamenti generali ordinarij e straordinarij celebrati nel Regno di Sicilia dal 1494 al 1658*, Palermo, 1717, ristampa anastatica, Soveria Mannelli, 2001, p. xxx-xxxi; O. Cancila, *Storia dell'Università di Palermo dalle origini al 1860*, Roma-Bari, 2006, p. 31-32; F. Gallo, *L'alba dei gattopardi. La formazione della classe dirigente nella Sicilia austriaca (1719-1734)*, Roma, 2001, p. 174-178, che si sofferma sulle ragioni della preferenza delle famiglie della nobiltà isolana per l'uno o per l'altro collegio, avvertendo tuttavia la difficoltà di

Il mandato di Longo come giudice della Regia Monarchia si chiuse con l'avvento della dominazione austriaca, quando nel novembre del 1720 l'imperatore Carlo VI lo sostituì con Giuseppe Rifos, «abile provvedimento che, togliendo di mezzo il Longo, assai invisò alla S. Sede per l'ostinato contegno regalista durante il dominio sabaudo, facilitava le aperture di possibili trattative con Roma»²³.

La fermezza di Longo nei confronti della Santa Sede, che gli valse anche la scomunica, non si tradusse però in una cieca adesione alle misure sempre più dure prese dal governo piemontese, tanto che egli «era caduto in sospetto al reggimento locale, che il tacciava di tiepido zelo; e, come sogliono i savi ed i giusti, rimaneva segno agli attacchi de' due opposti estremi»²⁴. Una prima occasione di divergenza si manifestò nell'estate del 1715 in merito ai provvedimenti da prendere nel caso di un interdetto generale lanciato dal pontefice su tutta l'isola. La maggior parte dei membri della *Giunta per la conservazione e difesa delle Regalie del Regno di Sicilia*, un organismo costituito da Vittorio Amedeo II il 7 febbraio 1714 e composto dalle più alte cariche giurisdizionali dell'isola²⁵, prospettò

«delineare una tipologia dei due schieramenti dal momento che, spesso, entravano in gioco interessi privati (ad esempio, l'appartenenza all'ordine religioso in questione di un parente)».

²³ Il Longo fu promosso, *ut amoveatur*, a presidente del Tribunale del Concistoro, carica raramente concessa a ecclesiastici (cfr. G. Catalano, *op. cit.*, p. 117-118). In questa veste fu autore di un *Discorso politico e legale sopra il ridurre li tribunali di Sicilia ad esser perpetui e non più biennali* (18 ottobre 1725) – inserendosi in un interessantissimo dibattito sulla riforma delle magistrature del regno, a proposito della quale aveva già espresso alcune proposte nel *Compendio delle leggi municipali e statuti del Regno di Sicilia* (V. Sciuti Russi, Stabilità e autonomia del ministero siciliano in un dibattito del secolo XVIII, *Rivista Storica Italiana*, 1975, LXXXVII, fasc. I, p. 55-56, 58-63) – e di una *Dissertazione politico-legale per la riforma delle doti di paraggo*, a suo tempo commissionatagli da Vittorio Amedeo e «ripresentata a Carlo VI in occasione di un progetto di riforma in materia di diritto feudale sollecitato da una richiesta del Parlamento» del 1723 (L. Tasso, Crisi del baronaggio siciliano e doti di paraggo. Appunti su un disegno di riforma del giurista Giacomo Longo, *Atti dell'Accademia peloritana dei pericolanti, Classe di scienze giuridiche, economiche e politiche*, 1996, LXV, p. 213).

²⁴ I. La Lumia, *op. cit.*, p. 254.

²⁵ G. Catalano, *op. cit.*, p. 90-91. La Giunta era formata dal presidente del Tribunale della Gran Corte, Giuseppe Fernandez, citato poco più avanti nel testo, dal presidente della sezione civile dello stesso tribunale (Francesco Maria Cavallaro), dal presidente del Tribunale del Concistoro (Antonio Nigri), dall'avvocato fiscale della Gran Corte (Nicola Pensabene), dall'avvocato fiscale del Tribunale del Real Patrimonio (Ignazio Perlongo) e dal consultore del viceré (conte Borda).

« estremi espedienti », con l'unica eccezione del Fernandez che « si separava da' propri colleghi, e, conforme al Giudice della Monarchia monsignor Giacomo Longo, inclinava a più pacati concetti, rifuggendo da eccessi »²⁶.

In una lunga consulta al sovrano, il Longo, che formalmente non faceva parte della Giunta, ma era stato convocato a parteciparvi per l'occasione, spiegava le ragioni della sua posizione « moderata ». Vale la pena riportarne ampi stralci, anche per meglio comprendere le ragioni di uno dei protagonisti di una battaglia giurisdizionale senza precedenti. La materia in discussione nella seduta della Giunta erano i provvedimenti da suggerire al sovrano nel caso che vescovi, vicari capitolari e altri ecclesiastici inferiori « negassero l'ubbidienza » al Tribunale della Regia Monarchia in forza della « pretesa bolla abolitiva », essendosi sparsa la notizia che una lettera del segretario di Stato vaticano, cardinal Paolucci, del 23 marzo precedente li obbligasse « di non ubbidire sotto pene ecclesiastiche e che forzati o espulsi, lasciassero l'interdetto alle loro diocesi ». La maggior parte dei ministri della Giunta si era espressa per la carcerazione dei prelati disobbedienti e per il sequestro delle « temporalità, ed indi continuando la contumacia alla espulsione de' i medesimi del Regno », misure da estendersi anche a coloro che rispettassero l'interdetto lanciato dai loro superiori.

Per Longo si trattava di « un punto sì rimarchevole e sì grave che simile non ha mai forse veduto questo Regno », ed egli si sentiva dunque in dovere di « manifestare a V. M. a parte con libertà i miei sensi »²⁷: non era d'accordo con la posizione rigida della Giunta che « conchiuse essere incerto il male e certo il pregiudizio che chi intraprende una guerra, pure crede vincere, benché per fatalità la perde ». Soffriva a veder languire

la bella gioia della Legazia Siciliana, quale dava stupore al mondo cristiano e terrore a Roma [...] e rimirandola come una nave sdruscita agitata da' i venti tra scogli e maree, e solo in oggi va portata a galla da un lieve foglio di carta che contiene l'appellazione [a Roma contro la bolla di abolizione della Regia Monarchia]²⁸ e che non trovando ancor speranza di porto [...]

²⁶ I. La Lumia, *op. cit.*, p. 243.

²⁷ Analogamente il presidente Giuseppe Fernandez, « a vista di queste risoluzioni, caricando molto le riflessioni sul punto politico de' i sconcerati del stato, passò ad altri sensi che rappresenterà alla M. V. ».

²⁸ V. E. Stellardi, *op. cit.*, vol. II, p. 193-194, *Atto di appellazione, e protesta del Regio Procuratore Fiscale del Regno di Sicilia contro la Bolla di abolizione della Legazia della Monarchia, e contro il Breve che ordina il modo e i gradi di procedura per le cause ecclesiastiche, pubblicati in Roma alli 20 febbraio 1715 (20 marzo 1715).*

sta quasi [...] per far miseramente naufragio, non posso darmi pace [...] quando il male si vede troppo da vicino, non è accettato a mio giudizio un consiglio sì rigido ed azzardare tutto ad un colpo e giurisdizione, e quiete, e stato; riuscendo miglior remedio il temporeggiare come fa nella borrasca il piloto, e per non cimentar tutto, conservar quel che si puole.

Le conseguenze degli interdetti delle diocesi di Catania e di Girgenti, lanciati dai rispettivi vescovi in seguito alla loro espulsione dal regno tra l'aprile e l'agosto del 1713²⁹, erano già state terribili, per non parlare dei «torpidi» nati a Palermo per le scomuniche pubblicate clandestinamente, e in particolare dei fatti accaduti durante la processione di S. Agata, per la presenza di due ecclesiastici scomunicati, «che pose in scompiglio la città, e che dando mano il governo all'espulsione di alcuni, poi degenerando in sedizione suscitata dalli PP. de' Minori osservanti obligarono il governo e la Giunta di Stato ad afforcare due de' principali»³⁰. Il quadro dipinto dal Longo nelle righe successive è senz'altro appassionato e descrive bene il clima burrascoso di quei mesi:

Sappiamo quanti veleni si seminano in questa città, col solo guardar da lungi li castighi delli disubbidienti, e quanto resta consternato questo pubblico, che sempre amante di novità, sempre sparge nove sediziose. Che sarà dunque se vedesse migliaia di persone ecclesiastiche e regolari espulsi, quando venisse l'interdetto, che grida, che strepiti, che confusione, vedere chi piange il parente, chi l'amico, chi il confessore, chi il vicino esule dal Regno [?]. Taccio delli sconcerti, che si udiranno nelli soli monasterii di donne di questa città, piene di nobiltà, privi di confessori, di messe, ed altri sacramenti ecclesiastici, e che poi in tutto il Regno? Che amarezze vederà il Regno tutto spogliato di vescovi, di vicari, di maggior parte dell'ecclesiastici e regolari; vedere le diocesi tutte interdette? Che disturbo non daran al stato politico vedere [...] esser privi di pastori le pecorelle? Chi piange la religione sossopra? Chi va cercando confessori e non li trova? Chi li fuggirà per essere, col scrupolo, inosservante l'interdetto? Chi vorrebbe alcuni sacramenti e ne resta privo? Vedere li cadaveri privi di sepoltura ecclesiastica? Le chiese vestite a lutto e serrate e la religione sconvolta per la lastime de' i divoti e li abusi de' libertini [?]. Che sconcerti non partorirà al corpo politico una tale catastrofe in un Regno tutto pio,

²⁹ Cfr. G. Catalano, *op. cit.*, p. 81.

³⁰ Cfr. *ibid.*, p. 100-101.

tutto divoto, pieno di ecclesiastici o ciechi, o ignoranti, o deboli, che ad ogni aura leggiera della Corte Romana si muovono [?].

La paura di dure punizioni non avrebbe impedito l'osservanza dell'interdetto, come dimostravano ancora i casi di Catania e Girgenti, dove

abbracciano l'esilio come se andassero al Giappone o come se fossimo sotto qualche prosecuzione della primitiva chiesa [...] Si dirà che colla forza e colle truppe e milizie si farà stare a dovere e questa capitale e il Regno; Sire, Dio ci liberi di una risoluzione generale, stimolata col manto della religione; vi sarà un macello e fumare di sangue [...] Sire, questo Regno è troppo superstizioso nella pietà e stiedi per dire cieco.

Quest'ultima notazione sulla religiosità dei siciliani è di particolare interesse anche per il confronto con la diversa «predisposizione» dei sudditi piemontesi nei confronti delle contese con la Sede Apostolica: «ben le sanno li vassalli di V. M. del Piemonte; e le presenti ci paiono [come siciliani] scismi ed eresie»³¹.

Sulla base di queste ampie premesse, la conclusione del giurista messinese toccava il punto politico più delicato della questione: la «tenuta» del dominio piemontese in Sicilia,

Regno novo, dove appena radicati, con tanto plauso, li affetti furono, da varie circostanze portate dal caso, ammaliati; e qui pare (sia detto con vostra pace S. R. M.) che l'amore sia degenerato in odio [...] Vediamo che gran parte delle rivoluzioni de' i stati si hanno originato da piccole scintille di Religione, e poi presa consistenza passarono in stature di giganti, trascinando con fumane di sangue conseguenze perniciose di mutazioni di Stato. Dicalo la Francia, la Germania, la Fiandra, l'Inghilterra.

Meglio allora ricorrere a una politica mediana di «dolcezza e rigori» e «cedere al tempo», sperando negli sviluppi positivi delle vie diplomatiche.

³¹ In una lettera di qualche mese dopo, il Longo fu ancora più esplicito, descrivendo un popolo «troppo attaccato alla pietà e devozione indiscreta, e stiedi per dire superstiziosi, e non avendo mai udite contese col Papa, ogni passo, senza distinguere il dogma dalla giurisdizione, gli sembra una eresia» (BRUM, FV175, fol. 255-256, Palermo, 28 settembre 1715).

Così si erano comportati in passato altri sovrani siciliani³² e «così la storia, che è lo specchio e maestra dell'azioni umane ci raccorda, cossì ci insegna. La politica soffran le membra della Republica, purché si conservi il capo»³³.

La prudente ma schietta posizione di Longo non passò inosservata agli occhi del sovrano, «come parto del vostro buon zelo»³⁴, e certamente contribuì a convincerlo a usare moderazione, come testimoniano le sue indicazioni al viceré del 7 agosto successivo: nel caso di interdetto generale si lasciasse alla coscienza di ciascuno osservarlo o meno; non si obbligasse nessuno a ricorrere al Tribunale della Regia Monarchia; nei confronti di vescovi e vicari renitenti si adottassero maniere conciliative, minacciando sequestri di beni ed espulsioni, ma senza attuarle; infine, si calmassero le intemperanze della Giunta delle regalie senza però scoraggiarne lo zelo³⁵.

Da sottolineare anche la raccomandazione di dare capillare diffusione *aux séculiers et aux réguliers de l'un et de l'autre sexe* agli scritti di Gerson e del cardinal Bellarmino circa le scomuniche e gli interdetti, autori spesso citati in quei mesi da parte regalista, per le ragioni che si diranno tra breve:

nous vous envoyons, à ce sujet, ce recueil que nous en avons fait faire, pour que vous en fassiez imprimer bon nombre en Italien, et en feuillets volants, après en avoir fait reconnoitre et verifiser les citations, au cas qu'on n'en ait pas encore fait distribuer, en conformité des ordres que vous avés donnés au juge de la Monarchie et au juge Cavallaro de faire le receuil des principales sentences des docteurs de l'Eglise sur les censures et les interdits. Nous vous enverrons aussy en son tems les sentimens des mellieurs canonistes et theologiens sur la nullité des censures et interdits de la Sicile, et aussy sur la nullité de l'abrogation de la Monarchie et du *Regium Exequatur*³⁶.

Purtroppo, però, «i miti propositi andavano a frangersi contro le esorbitanze ostinatamente continuate da un lato [la corte romana], ed in

³² Longo citava i casi di Pietro II (1337-42), che ordinò l'osservanza dell'interdetto papale, e di Federico II (1198-1250), che rinunciò alla nomina dei vescovi, agli appelli ecclesiastici, agli spogli e vacanti dei vescovi, pur di diventare imperatore, ma poi «non osservò» quanto promesso.

³³ BRUM, FV175, fol. 244-247v, consulta di Giacomo Longo, giudice della Regia Monarchia, Palermo, 6 luglio 1715.

³⁴ *Ibid.*, fol. 89, lettera di Vittorio Amedeo al Longo, Thonon, 7 agosto 1715.

³⁵ I. La Lumia, *op. cit.*, p. 243-244.

³⁶ V. E. Stellardi, *op. cit.*, vol. II, p. 195-200, lettera di Vittorio Amedeo al viceré Maffei, Thonon, 7 agosto 1715.

pari misura ricambiate dall'altro [il governo piemontese]»³⁷. Pochi giorni prima, infatti, delle concilianti indicazioni di Vittorio Amedeo al viceré Maffei, era stata pubblicata a Roma una bolla papale che respingeva l'atto di appello del regno del 20 marzo precedente, «quam absonus, quam irregularis, quam scandalosus ac prorsus inanis et nullus nulliusque roboris et efficaciae», rinnovava l'abolizione della Regia Monarchia e comminava censure ecclesiastiche a tutti coloro che in un modo o nell'altro fossero implicati nella sua redazione e diffusione³⁸. Longo rimase «stordito» dalla reazione pontificia, tanto da scrivere al sovrano una drammatica lettera di dimissioni. A questo punto, «non trovo più asilo cha sia stabile, fermo e senza scrupolo a poter sostenere questa giurisdizione»³⁹. Comunque la si volesse porre, la giurisdizione della Regia Monarchia era di delega papale e dopo due bolle abolitorie, non ne rimaneva che «una sola idea», senza dire che se già dopo la prima bolla

in gran parte cessarono li ricorsi e si asteneano li litiganti a seguire le cause, [...] adesso, che rigettata l'appellazione, è venuto il secondo ordine pontificio con clausole tanto violente [...] non vi sarà né chi ricorra né chi ubidisca, e quel che più reca meraviglia si è che quei ai quali molto giovava questo tribunale, che si restringe all'ordine ecclesiastico e regolare, e

³⁷ I. La Lumia, *op. cit.*, p. 244.

³⁸ V. E. Stellardi, *op. cit.*, vol. II, p. 277-282, bolla papale dell'8 giugno 1715. I provvedimenti papali provocarono dure reazioni sia in Spagna che in Francia, anche se per ragioni diverse: la prima era interessata a mantenere intatta la legazia apostolica nell'eventualità, non remota, del ritorno della Sicilia sotto la sua dominazione, la seconda agiva invece in difesa delle sue tradizionali libertà gallicane. L'ambasciatore spagnolo a Roma Molines inviò tre note di protesta alla Santa Sede tra il febbraio e il dicembre 1715, mentre il Parlamento di Parigi nel gennaio 1716 «approvò una mozione la quale, condannando le dottrine messe in campo da Roma nella controversia di Sicilia, vietava di pubblicare atti pontifici ad essa relativi nei domini di Sua Maestà Cristianissima. Si può ben dire che la Chiesa gallicana riconosceva sorella quella di Sicilia e le veniva incontro» (G. Catalano, *op. cit.*, p. 95-97; cfr. anche M. Condorelli, *art. cit.*, p. 322).

³⁹ E poco prima aveva scritto: «In oltre avrei alcuni motivi miei particolari e sono che trovandomi stracco dalle fatiche legali di 40 anni sí nell'arringhi de' tribunali come nel ministero delle toghe, fastidito da tanti soprasalti sofferti per il corso di 19 mesi in questa fluttuante giurisdizione, nauseato dalli irregolari procedimenti della corte romana, ed apprettato dalle mie indisposizioni abituali di una malsana vita, avrei dico tutto il motivo bastante a ricercare il disgravio di questo peso». Qualche giorno prima di ricevere la notizia della bolla papale, aveva per altro già chiesto al viceré di sollevarlo dall'incarico «con qualche onorato pretesto, adesso però con questa novità mi considero de facto scusato e privo di giurisdizione».

serviva di antemorale alli disordini de' loro prelati, in vece di piangere ed esclamare per qualità occulta, che io non capisco, in gran parte tripudiano e gioiscono.

Ma ciò che preoccupava di più Longo era fare i conti con la sua coscienza:

Aggiungasi, che se ciò è generalmente vero in tutte le giurisdizioni contenziose, che sarà nella giurisdizione ecclesiastica dove fulminano li canoni e la bolla in Cena Domini contro chi si intrude nell'esercizio di affari ecclesiastici [...] In oltre per questa via oltre le cause ecclesiastiche, civili e criminali, vi passano ancora le contese giurisdizionali, di sacramenti, d'immunità, di beneficii, di Messe, di confessione, di scomuniche, di nullità di professione e matrimonii, *e queste tutte sono puramente conscienziali; che cosa mostruosa sarà il trattare di queste senza cadere ad ogni passo in orrendi sacrilegi* [...] a che vale questo affettar possessione, se non per [essere] deriso e per giungere scrupoli a scrupoli, scandalo alla gente e disprezzo al carattere della legazia [...] Né deve cadere dalla riflessioni, che a parte di tutto questo, *io stesso, per Roma e per il Regno son tenuto per scomunicato*, stante le lettere monitoriali de 12 gennaio affissate qui li 11 febraro e bolle di censura affissate in Roma li 5 aprile⁴⁰ [...] benché io appresso Iddio e la mia coscienza (se non m'inganno) non lo fossi, ma che che sia nel foro esterno io fia d'uopo tenermi per tale e per scanzar scandali e sconcerti, con pretesti onorati di cerimoniale fuggo le chiese; quindi se alcuni per necessità iscusabile volessero conoscermi per il giudice mi fugiria per quest'altro lato [...] Io esercitavo una giurisdizione ecclesiastica per una concessione papale, questa è rivocata, qual è dunque l'asilo che mi copre? *Chi mi giustificarà apresso Iddio?* [...] A vista di tutto questo, rifletta V. M. *come può un sacerdote, che nell'atto del suo ascenso al sacerdozio giurò ubidienza al pontefice ed al suo prelato (secondo la formula stilata) esercitare una giurisdizione ecclesiastica a fronte di due bolle del Papa che fulmina scomuniche [?] e perciò non potendo io star saldo in coscienza per amministrarla, mentre li sacri canoni gridano contro quei che s'intrudono, fia d'uopo che mi astenga*⁴¹.

⁴⁰ Cfr. V. E. Stellardi, *op. cit.*, vol. II, p. 285-286.

⁴¹ BRUM, FV175, fol. 262-271, lettera di Longo a Vittorio Amedeo (il corsivo è mio). La lettera è senza data, sebbene, visto il riferimento a 19 mesi di esercizio della carica di giudice della Regia Monarchia, si può datare agosto 1715.

La lettera di dimissioni di Longo non ebbe comunque seguito e ho il dubbio che fosse mai stata spedita. Mi induce a ipotizzarlo il fatto che in un'altra consulta al sovrano di poco successiva (settembre 1715), egli ribadisse la strategia indicata in quella del luglio precedente, senza il minimo riferimento alla sua ferma volontà di lasciare l'incarico e alle sue preoccupazioni di coscienza. In primo luogo era necessario soprassedere sul «puntiglio dell'osservanza dell'interdetto» e quindi chiedere al papa «a cautela l'assoluzione di tutti i pretesi censurati e ritornare nel regno gli esuli». Si trattava della migliore soluzione per difendere la Regia Monarchia e avere «tutti del nostro partito, e grideranno per sostenerla e niuno potrà notarci d'inobedienti quando difendiamo il nostro». Per altro era risaputo che a Catania e Girgenti tutti seguivano l'interdetto,

si sono stancate le providenze del governo e resosi inutili li rigori a correggere l'ostinazione di tanti, accettando li esili per grazie. Inoltre si sa a quanti scandali han trascorso così l'ecclesiastici che li secolari, [...] e traboccando per l'ignoranza de sugestori in varii errori, poco men ereticali, tenendo ingannate le coscienze di tanti deboli, ascrivendosi peccato quello che non è, e facendo pompa de veri peccati a titolo di ubbidienza⁴².

In questo modo, «dandosi dal governo la libertà di osservarsi l'interdetto, come per lungo tempo si praticò dalli Regi Aragonesi», sarà il popolo stesso a chiedere alla corte romana di revocarlo.

I risultati attesi da questa politica, erano descritti da Longo in modo appassionato e a tratti ingenuo:

Oh quanto spiccarebbe in Roma e per tutta l'Europa la difesa della regia Monarchia sopra tante massiccie ragioni fundata! Oh quanti averessimo difensori in Roma! Oh quanti precipi sarebbono con noi in difendere la causa comune! Oh che passi di gigante darebbono le nostre ragioni non

⁴² Considerazioni analoghe riecheggiano nel *Discorso storico-apologetico della Monarchia di Sicilia* del Caruso, quando trattando delle scomuniche giuste e ingiuste, con riferimenti ad alcuni passi di S. Agostino, egli afferma che «non manca, forza è ch'io 'l dica, fra i siciliani un gran numero ancora di persone semplici, le quali, imbevute delle massime di alcuni frati, che di ogni altra cosa s'intendono, che delle presenti controversie, restano perturbate e commosse alla comparsa di quei monitorii e di quelle scomuniche» (*ibid.*, p. 185-186).

turbate dal neo della creduta inobidienza dell'interdetto e censure!⁴³ Sire è tempo di rimedii per le coscienze, per il Stato e per le regalie.

Il Longo ricordava di aver suggerito, contrariamente ai membri della Giunta, di fare un nuovo atto di appello « più discreto » presso la Santa Sede, al fine di mantenere aperto il canale diplomatico. Secondo i canonisti, infatti, quando un papa « vuol rivocare l'antica legge e farne una nuova che disturba la Republica, e non è dalli popoli accettata, altro riparo non vi è che supplicare, e continuare in possesso ». Sarebbe anzi stato opportuno che tale iniziativa fosse condotta dalla Deputazione del Regno, il più importante organo rappresentativo del Regno di Sicilia tra una sessione parlamentare e l'altra – « con far forza » sull'ultimo capitolo del Parlamento del 1714, « dove si chiese la difesa della Monarchia »⁴⁴ – coinvolgendo i baroni più influenti (« di grido »), i senati, le università (città) e gli ordini regolari⁴⁵. Per la verità, una rispettosa « resistenza alla volontà del Pontefice » era già stata raccomandata proprio dalla Deputazione del Regno in una consulta del 14 marzo 1715, cioè sei giorni prima dell'*Atto di appellazione*. Richiesta di un parere dal viceré, essa si era richiamata all'autorità del cardinal Bellarmino (1542-1621), per altro autore di un'opera nettamente contraria alla legazia apostolica⁴⁶ e

⁴³ A margine: « e con ciò si leva la nebbia dall'occhi dei deboli e si disarmo la Corte Romana dei suoi falsi argomenti ».

⁴⁴ Per il testo della grazie, nel quale si sottolineava la necessità della « conservazione del diritto del Tribunale della Regia Monarchia, e la continuazione del privilegio di non potersi estrarre le cause ecclesiastiche fuori del Regno », cfr. V. E. Stellardi, *op. cit.*, vol. I, p. 133. Sul Parlamento del 1714, cfr. A. Coco, *La Sicilia di Vittorio Amedeo e il Parlamento del 1714, I Parlamenti di Sicilia, Atti del Convegno (Catania, 23-24 marzo 1984), Archivio Storico per la Sicilia Orientale*, 1984, LXXX, fasc. 1, p. 43-67. La concessione dei donativi da parte del braccio ecclesiastico, nonché « l'allargamento consistente della quota dei contribuenti ecclesiastici », comportò il divieto pontificio al clero dell'isola di ogni tipo di contribuzione senza previa approvazione (*ibid.*, p. 48-49). Il provvedimento è contenuto in una lettera del cardinal Paolucci a tutti i vescovi e prelati del regno del 28 aprile 1714 (cfr. V. E. Stellardi, *op. cit.*, vol. III, p. 197).

⁴⁵ BRUM, FV175, fol. 254-258, consulta di Longo del 21 settembre 1715; fol. 250-253, lettera di accompagnamento alla consulta, 28 settembre 1715.

⁴⁶ Il titolo dell'opera è *Christiana informazione della Monarchia di Sicilia*, indirizzata sotto forma di lettera nel 1583 al viceré di Sicilia Marcantonio Colonna, autore in quello stesso anno di dettagliate disposizioni sul funzionamento del tribunale. L'intervento per poco non costò al cardinale gesuita un processo dell'inquisizione spagnola e gli valse non a caso una condanna da parte del Parlamento di Parigi, « perché

benemeritissimo alla Santa Sede, ove le false rappresentazioni e insinuazioni havessero havuta la forza di declinare la mente del Papa alla turbazione di qualche Regno, o dell'anime, o della Chiesa: cioè, in tal caso, non facendosi quel che comanda, et impedendosi l'esecuzione di quanto egli vuole, ove il disturbo ne' Regni e nell'anime si cagiona [...] Perciò resistenza la più rispettosa non potrebbe da noi esercitarsi, né considerarsi dall'istesso Pontefice, se non quella di sospendere per via di fatto ogni esecuzione della Bolla; mantenersi senza strepito et irritazione nella ragion di possesso; esercitare gli atti giurisdizionali nel Tribunale, nelle funzioni e nelle Chiese; et attendere sopra le rappresentazioni che o la cognizione di chi presiede nella Corte Romana scopra i colori che gli hanno travestita di verità la menzogna, o che il tempo con la variazione delle circostanze, com'è solito, la manifesti e la ripari. Con che intanto si sostiene il privilegio, essendo questa tutta la vittoria, quando ne havremo conservato illeso il possesso⁴⁷.

Le tesi di una « rispettosa resistenza » al pontefice si trovano sviluppate anche da Giambattista Caruso nel suo *Discorso storico-apologetico della Monarchia di Sicilia* di quello stesso anno. Qui, all'autorità del Bellarmino, si aggiungeva quella dei cardinali Torquemada (1338-1468) e De Vio alias *Caietanus* (1469-1534)⁴⁸, per altro difensori dell'autorità pontificia, e dei

ritenuto ispiratore di una dottrina pericolosamente contraria alle teorie gallicane» (G. Zito, *La Legazia Apostolica nel Cinquecento*, S. Vacca, a cura di, *op. cit.*, p. 158-161).

⁴⁷ «Ecco dunque all'osservanza del comando di V. E. il sentimento della Deputazione, la quale invigorisce con le suppliche, e con la maggior caldezza del zelo, il sostegno del privilegio; insiste che si resista alla volontà espressata nella Bolla col sospenderne ogni esecuzione, proseguendo l'esercizio degli atti consueti, e niente facendo di quello che alla revocazione della Monarchia nel diploma di Roma si prescrivesse; che si pubblicino la ragione et il rispetto col quale siamo indotti ad impedirne l'esecuzione et i fundamenti, che in veduta del Regno pregiudicato e di tante anime perturbate, ci presentano li Dottori più stimati della Santa Chiesa, cioè di non eseguire e resistere, con una resistenza però che non sia né giudizio, né condanna; ma più tosto un'attenzione che conserva il suo, e riserva il rapporto de' motivi all'istessa Santa Sede, sino a rappresentare a Sua Santità tutte le valide e rilevanti ragioni che assistono equalmente a S. M. et all'incontrastabile privilegio del Regno» (V. E. Stellardi, *op. cit.*, vol. II, p. 347-349, consulta della Deputazione del Regno del 14 marzo 1715).

⁴⁸ Il passo di Bellarmino utilizzato da Caruso, al termine del quale lo stesso cardinale rimandava a Torquemada e De Vio, è il seguente: «Itaque sicut licet resistere Pontifici invadenti corpus, ita licet resistere invadenti animas vel turbanti rempublicam et multo magis si Ecclesiam destruere niteretur. Licet, inquam, ei resistere, non faciendo quod jubet, et impediendo ne exequatur voluntatem suam» (*Disputationes de controversiis*

francesi Jean de Gerson (1363-1429), sostenitore di tesi conciliariste, e del gallicano André Duval (1564-1638), comunque fautori dell'unità della Chiesa⁴⁹. La conclusione del Caruso era sulla linea di quella di Longo, che l'aveva formalizzata in quello stesso anno (1715) nella sua *Dissertatio de Legatia Siciliae*⁵⁰, e della Deputazione: «lecita dunque, anzi dovuta ed indispensabile è una rispettosa ed umile resistenza ai decreti pontificii, quando da essi viene turbata la pace delle provincie, con innovare su l'antica disciplina ed inveterata consuetudine di essa»⁵¹.

Che la lettera di dimissioni dell'agosto 1715 fosse stata lasciata nel cassetto, mi induce a pensarlo anche il fatto che Longo vi manifestava più di una perplessità in merito a queste tesi. Se era infatti vero che la «gran parte di teologi e regalisti eziandio ecclesiastici», concordavano in generale su questo punto, era altrettanto vero che, «tolti alcuni regalisti, l'altri che discorrono et esaminano al fondo questo passo, ricercano tante circostanze per aver luogo, che sarà difficile il rinvenirle nel caso nostro

christianae fidei adversus hujus temporis haereticos, tomo I, *De Romano Pontifice*, libro II, cap. 29; cfr. ed. Napoli, 1836, p.418). La medesima citazione è richiamata in una consulta dei ministri piemontesi del 26 aprile 1716 (V. E. Stellardi, *op. cit.*, vol. II, p.342). Sull'infalibilità papale e la posizione di Bellarmino, cfr. F. Motta, *Bellarmino: una teologia politica della Controriforma*, Brescia, 2005, p.362-384.

⁴⁹ R. La Delfa, *Influssi francesi nella riflessione ecclesiologica siciliana al termine dell'età moderna*, S. Vacca, a cura di, *op. cit.*, p.219.

⁵⁰ M. Condorelli, *art. cit.*, p.331. Nella biblioteca di Longo non mancavano ovviamente opere di Bellarmino (*De officio principis Christiani*) e di Gerson (*Opera omnia* in 4 tomi), come anche la *Potestas papalis et regalis* del cardinal De Vio. Nella sezione dei libri proibiti si contavano diverse opere di stampo gallicano e giansenista, tra le quali l'*Augustinus* di Jansen, un'anonima *Istoria del Giansenismo* in 3 tomi, alcuni scritti di Dupin, Richer e De Marca, gli anonimi *Fallibilità des Papes*, *Spirito di Gerson*, *Autoritas Concilij supra Papam*. Non mancava l'*Opera* del Sarpi in 6 tomi e la *Istoria del Regno di Napoli* di Giannone (cfr. M. Alibrandi Intersimone, *Alle origini della biblioteca universitaria di Messina. La donazione di Giacomo Longo (1731)*, *Archivio Storico Messinese*, 1996, n° 71).

⁵¹ G. B. Caruso, *op. cit.*, p.208-211. Tra le opere anticurialiste del secondo decennio del '700, si conta un'anonima *Lettera d'un teologo, canonista e legista romano, scritta ad un dottore ecclesiastico siciliano*, nella quale si sostiene la fallibilità del papa e la liceità della resistenza «quando con le sue censure mette a repentaglio la pubblica quiete», e si attinge all'autorità di Gerson, di Bellarmino e di scrittori gallicani (G. Catalano, *op. cit.*, p.325).

[...] però questo passo non va così sicuro e merita maggior riflessione, per concludere che questa dottrina *pone a covertò le nostre coscienze*⁵².

Mentre Longo combatteva con i suoi problemi di coscienza, il governo piemontese intensificò la repressione nei confronti dei curialisti (proibizione di pubblicazioni, sequestro di beni, arresti, espulsioni, esecuzioni) e, per darle più efficacia, il re nel novembre 1716 trasferì al Tribunale della Regia Gran Corte – « facultato a procedere *ex abrupto* [cioè facendo ricorso eventualmente anche alla tortura] senza alcuna formalità procedurale »⁵³ – il perseguimento degli ecclesiastici renitenti, sottraendolo al Tribunale della Regia Monarchia⁵⁴. Si trattava di fatto dell'introduzione in Sicilia dell'*appell comme d'abus*, procedura mirante a contrastare gli eccessi della giurisdizione ecclesiastica su quella laica, praticato nei domini transalpini (Nizza e Savoia) a partire dall'occupazione francese della prima metà del '500⁵⁵. Da quel momento tale istituto fu parte di un « susseguirsi di controversie e di querimonie tra la Santa Sede e il governo piemontese », fino al regno di Vittorio Amedeo II (1675-1730), che si caratterizzò per « un esercizio insolitamente largo dell'appello per abuso »⁵⁶.

Il provvedimento, che nelle intenzioni del sovrano « mirava a non compromettere maggiormente l'azione di quel Tribunale [della Regia

⁵² BRUM, FV175, fol. 269-269v, lettera di Longo a Vittorio Amedeo, agosto 1715. Il corsivo è mio.

⁵³ G. Catalano, *op. cit.*, p. 99.

⁵⁴ Cfr. V. E. Stellardi, *op. cit.*, vol. II, p. 207-209, Vittorio Amedeo al viceré Maffei, Torino, 23 novembre 1716.

⁵⁵ Nella citata lettera dell'agosto 1715, quindi più di un anno prima del provvedimento, il Longo aveva già espresso la sua contrarietà all'introduzione dell'appello *ab abusu* in Sicilia, ricordando che era sì vigente in Francia e in Spagna (dove era detto *recurso de fuerza*), ma anche « che chi l'introdusse fece un gravissimo peccato, come dicono li moralisti » (BRUM, FV175, fol. 269, lettera di Longo a Vittorio Amedeo, agosto 1715).

⁵⁶ F. Ruffini, *Relazioni tra Stato e Chiesa. Lineamenti storici e sistematici*, ed. F. Margiotta Broglio, Bologna, 1974, ora Bologna, 2011, p. 271-274, che definisce l'appello *ab abusu* come « facoltà che gli Stati riconoscevano ai magistrati od ai semplici fedeli dei loro Stati ed anche eventualmente agli stessi ecclesiastici, specialmente se di basso rango, di far ricorso ai sovrani ed ai supremi corpi giudicanti dello Stato contro gli atti abusivi dell'autorità ecclesiastica, contro quegli atti, cioè, che si ritenessero costituire un *eccesso di potere* » (ivi, p. 90). Sull'appello *ab abusu* in Francia, cfr. F. Margiotta Broglio, Il conflitto della « Regalia » e l'appello per abuso del 22 gennaio 1688: contributo allo studio della proprietà e della giurisdizione ecclesiastica in Francia nella seconda metà del secolo XVII, *Atti della Accademia Nazionale dei Lincei, Memorie, Classe di Scienze morali storiche e filologiche*, 1963, serie 8, vol. 11, fasc. 4, p. 173-232.

Monarchia] e del suo Giudice, dacché ne era contestata l'esistenza dalla Corte di Roma»⁵⁷, aveva però incontrato non solo l'ostilità del Longo, ma anche le perplessità del viceré Maffei e della stessa Giunta delle regalie. Questa era sta investita della questione dal consultore De Robilant approfittando dell'assenza del Longo, «ritrovandosi il medemo alla villeggiatura», e i suoi componenti erano stati raccomandati di mantenere il «secreto, e si può sperare che sarà conservato, mentre non v'intervenisse Monsignor di Monarchia, la cui indolenza lo costituisce sospetto a tutti essi Ministri»⁵⁸. Eppure, nonostante la Giunta fosse «composta da fanatici regalisti, asseriva che l'uso della *potestas economica* contro gli ecclesiastici disubbedienti doveva limitarsi doveva limitarsi al sequestro delle temporalità e allo sfratto dal Regno; ogni altra facoltà restando di competenza della Regia Monarchia e non potendosi infrangere tal principio costituzionale»⁵⁹.

Il passaggio delle competenze alla Regia Corte, perfezionato dal bando emesso da quest'ultima il 15 dicembre 1716⁶⁰, comportò un ulteriore

⁵⁷ V. E. Stellardi, *op. cit.*, vol. II, p. 339.

⁵⁸ *Ibid.*, p. 340, il consultore de Robilant al conte di Mellarede, Palermo, 23 maggio 1716

⁵⁹ G. Catalano, *op. cit.*, p. 135.

⁶⁰ V. E. Stellardi, *op. cit.*, vol. II, p. 210-214, *Bando, editto e comandamento, d'ordine della Regia Gran Corte unita così dell'una, come dell'altra sala civile e criminale, di questo fedelissimo Regno di Sicilia, per l'osservanza del R. Exequatur nell'introduzione, pubblicazione ed affissione di leggi, rescritti e provisioni forastiere*, che «intima ed ordina a tutte le persone di qualsivoglia grado e condizione, niune eccettuate di qualunque foro si sia, anche del S. Ufficio, del Grand'Almirante, o d'ogni altro ch'avesse bisogno di special mentione, che attesa l'evidente nullità, manifesta ingiustizia e notoria violenza ed abuso di quanto si ha praticato per ottenere e surrepire, come pure per divulgare ed affissare senza il precedente *Regio Exequatur* qualsivoglia de sovraccennati brevi, rescritti, bolle di pretesa abolizione della Monarchia, interdetti, censure ed editti emanati, debbano i detti procedimenti, come pure tutti gl'altri simili, che seguissero in avvenire, riputarsi di niun effetto, né aver alcuna fede ed osservanza, ma bensì considerarsi da tutti come evidentemente e manifestamente nulli, ingiusti, irregolari, violenti ed abusivi, né si possa difendere, né discorrere il contrario di questa manifestazione, notifica ed intima, e che ogn'uno che avesse in suo potere alcuno de sopradetti brevi, rescritti, editti, bolle, censure, già ottenute, e *clandestino modo* publicate, e di qualsivoglia altri che *in futurum* si avessero ad ottenere, e *clandestino modo* publicare come si ha detto, e senza aver preceduto il *Regio Exequatur* sia *ipso jure et ipso facto* obbligato a portarli in potere dello Spett. Avvocato Fiscale fra il termine di hore 24 da contarsi dal giorno che gli saranno pervenuti [...] Vuole parimente il Tribunale, notifica e stabilisce che nessuno abbia da reputare, né trattare per censurati qualsivoglia de' ministri, ufficiali e persone tanto ecclesiastiche quanto laiche, ma riconoscerli, riputarli e trattarli per liberi dalle censure senza evitare di comunicare con essi per ogni occasione ed in ogni luogo, e così

inasprimento della repressione nei confronti del clero fedele alle direttive romane, sotto la guida del giudice del tribunale, Francesco Ingastone e del suo braccio operativo, il famigerato birro Matteo Lo Vecchio, che a sentire La Lumia, «passava di sacrestia in sacrestia, intimando e minacciando preti, e, senza distinzione insultandoli tutti»⁶¹. La distanza tra «falchi e colombe»⁶² si acuì allora ulteriormente: lo stesso Longo, infatti, «intervenuto ad una seduta della Gran Corte [...] vi alzò schiettamente la voce come gli dettavano equità e ragione; e fu secondato dal Fernandez [presidente proprio di quel tribunale e suo alleato in altre circostanze analoghe], sgomentatosi de' corollarii a cui erasi tratto quel Bando del 15 dicembre da lui pur consentito»⁶³. A parte un giudice della sezione civile, Isidoro Terrana, tutti gli altri, compreso il fratello primogenito di Longo, Francesco Maria, barone della Corte, rimasero fedeli alle direttive di Vittorio Amedeo⁶⁴.

C'è da chiedersi, invece, se l'opposizione di Longo non abbia provocato come indiretta ritorsione la sospensione da parte della censura piemontese della pubblicazione della sua edizione del *Compendium rerum sicanicarum* del Maurolico⁶⁵. Il giudice della Regia Monarchia dovette

si deggiano rispettare e trattare con praticare gl'atti riverenti dovuti a' ministri e ufficiali regii, e li rispettosi ad ogn'altra persona, e questo stante la sudetta notoria ingiustizia e nullità, irregolarità ed abuso evidente delle sudette censure».

⁶¹ I. La Lumia, *op. cit.*, p. 254.

⁶² G. Giarrizzo, *La Sicilia dal Cinquecento all'Unità d'Italia*, V. D'Alessandro, G. Giarrizzo, *La Sicilia dal Vespro all'Unità d'Italia*, Torino, 1997, p. 364.

⁶³ I. La Lumia, *op. cit.*, p. 256.

⁶⁴ *Ibid.*, p. 253.

⁶⁵ *Ibid.*, p. 266. Per il Mallarede «*motivi meramente politici*, riguardanti probabilmente le *libertà* ed i privilegi rivendicati dal Maurolico al Regno e soprattutto a Messina, *presentemente non permette[va]no lo spaccio del libro*» (V. Sciuti Russi, *Costituzionalismo siciliano e centralismo piemontese in conflitto: i Parlamenti del Regno di Sicilia nelle «Memorie storiche» di A. Mongitore (1717), Assemblee di Stati e istituzioni rappresentative nella storia del pensiero politico moderno (secolo XV-XX), Atti del Convegno internazionale, Perugia, 16-18 settembre 1982*, Rimini, 1983, vol. I, p. 339, che cita (corsivo) due lettere del ministro piemontese conte di Mellarede a Longo dell'8 febbraio e 6 aprile 1718). Cfr. anche BRUM, FV175, fol. 273-274, lettera di Longo a Vittorio Amedeo, 1 aprile 1717, nella quale il giurista messinese aveva avvertito che « quei passi storici dell'autore, che non poterono radersi, vengono addolciti nelli Prolegomeni al paragrafo 4°, e più a proposito nel settimo e nel nono ». Va ricordato che nello stesso periodo era oggetto di pesante censura anche il Mongitore per le *Memorie storiche* premesse alla sua edizione degli atti parlamentari (1717), giudicate lesive dell'autorità regia per le loro evidenti rivendicazioni « nazionali » (V. Sciuti Russi, *art. cit.*, p. 331-344;

resistere anche a forti pressioni, come quando Ingastone, in seguito al rifiuto del vicario generale della diocesi di Palermo, cercò di far emettere a lui un bando che costringesse i preti a partecipare a una processione che chiudeva la cosiddetta *novena del re* (aprile 1716). Ma Longo di rifiutò « con ragione, dicendo essere ciò di competenza dell'Ordinario non sua »⁶⁶. Non solo, ma i suoi rapporti con « la corte sabauda attraversarono momenti di grande tensione (soprattutto quando il Giudice della Monarchia ricevette la scomunica pontificia) al punto tale che da Torino gli fu ordinato di presentare delle relazioni periodiche sull'attività da lui svolta nel timore che, per mitigare l'ira del Papa, boicottasse il funzionamento del tribunale »⁶⁷.

È invece innegabile che l'attività del Tribunale della Regia Monarchia si mantenne intensa, come se non risentisse della controversia in atto con la sede romana, diversamente dai timori del governo piemontese e dalle previsioni fatte dallo stesso Longo nella drammatica lettera al sovrano dell'agosto 1715⁶⁸. Nel gennaio del 1717, per esempio, il Longo inviò a Torino alcune « plane » (resoconti) dei procedimenti conclusi durante tutto l'anno precedente,

che in tutto ascendono al numero di 300, oltre li molti altri processi e cause pendenti, che restano sotto il mio esame che si vanno maturando e decidendo e saran materia delle future plane. Questi però son quelli che corrono per scritto e restano nell'archivio, ma innumerabili sono li ricorsi delle persone ecclesiastiche regolari e secolare (sic) che si risolvono palatinamente senza scrittura, li quali comporrebbero, se si scrivessero, assai più dello stesso numero, e sono quelle providenze istantanee, dalle quali

D. Novarese, *art. cit.*, p. xix-xlix, che ricorda come priva di fondamento l'accusa lanciata dal nipote di Mongitore, Francesco Serio e Mongitore, contro il Longo, alla cui invidia imputava « il motivo della distruzione della raccolta degli *Atti* parlamentari del 1717 » (*ibid.*, p. xlvi). È significativo che l'erudito benedettino Vito Maria Amico, nelle aggiunte alla *Sicilia Sacra* di Rocco Pirri (la cui edizione aveva curato insieme con il Mongitore) dedicate al vescovo di Lipari Niccolò Tedeschi – paladino della Santa Sede durante la controversia liparitana, che lui stesso aveva contribuito a scatenare – usasse parole di grande elogio nei confronti del Longo nella *notitia* riguardante l'abbazia di S. Maria di Terrana (I. La Lumia, *op. cit.*, p. 233; R. Pirri, *Sicilia Sacra*, Palermo, 1733, vol. II, p. 1320).

⁶⁶ I. La Lumia, *op. cit.*, p. 254.

⁶⁷ L. Tasso, *art. cit.*, p. 218.

⁶⁸ Da un esame di alcune cause degli anni 1717-18 risulta che la maggior parte riguardavano questioni di carattere economico-patrimoniale: eredità contese, debiti non pagati, quote di gabelle del macino su terreni ecclesiastici non esatte (cfr. Archivio di Stato di Palermo, Regia Monarchia, voll. 107, 291, 315, 316, 535).

questo suo Regno riceve il maggior sollievo e da tutti riconoscerà la M. V. *che questa sua giurisdizione in mezzo a tante tempeste per quanto si può, sta nel suo vigore e possessione*⁶⁹.

E la situazione nell'anno successivo non era cambiata, se il Longo poteva assicurare «la M. V. che fra questi otto mesi [da gennaio ad agosto 1717] dopo l'ultima rimessa d'atti hanno andato crescendo li ricorsi e si ha guadagnato gran cammino in questa legazia, correndo a tutta voga l'esercizio della giurisdizione ecclesiastica e spirituale»⁷⁰.

Lo scontro sul passaggio di competenze alla Regia Corte, con l'introduzione *de facto* nel regno dell'appello *ab abusu*, aveva in ogni caso segnato il punto di rottura tra l'assolutismo piemontese e «la peculiarità del giurisdizionalismo siculo, legato a schemi suoi propri e schierato non a sostegno dell'assolutismo del Re, ma in difesa dell'autonomia dell'isola e della tradizionale disciplina della Chiesa Sicula. Pertanto ogni teoria che fosse valsa a diminuire l'estensione giuridica della Legazia, sia pure con vantaggio della sovranità, non avrebbe avuto fortuna in Sicilia»⁷¹. Per la verità, una tesi controcorrente e «ignota fin qui a tutta la letteratura siciliana, appare, sia pur timidamente» nell'opera di Giambattista Caruso, secondo il quale i sovrani sarebbero «per disposizione divina protettori

⁶⁹ Il corsivo è mio. Ciò era tanto più notevole, se si considerava che grazie alle «savie riforme» del re, erano di molto diminuiti i «foristi» del tribunale, «li quali contribuivano molto ad accrescere la giurisdizione ed a moltiplicare gli atti e le cause» (BRUM, FV175, fol. 240-242v, lettera dell'8 gennaio 1717). I disordini provocati dall'eccessivo numero dei foristi della Regia Monarchia – «che la maggior parte di essi son delinquenti, et il concetto comune e costante si è che le patenti si comprino per acquistare il privilegio esentivo di quel foro, nel quale s'assicurano di non essere puniti» – erano stati denunciati a Vittorio Amedeo in una delle relazioni inviategli prima del suo arrivo in Sicilia (*Notizie per il governo del Regno di Sicilia mandate dal cardinale de Giudici più tosto politiche che informative* (1713), S. Di Matteo, ed., *Sicilia 1713. Relazioni per Vittorio Amedeo di Savoia*, Palermo, 1994, p. 218-219). Sulle diverse procedure adottate nel tribunale, cfr. G. Laudicina, *Manuale teorico-pratico della procedura ecclesiastica di Sicilia*, Palermo, 1843; G. Catalano, *op. cit.*, p. 343-350.

⁷⁰ BRUM, FV175, fol. 282-284, lettera di Longo a Vittorio Amedeo, 17 settembre 1717. Il ritmo dei procedimenti non era diminuito neanche nei mesi successivi, nonostante i pochi giorni di attività dovuti alle «ferie vendemmiali nelle quali stanno li tribunali in silenzio» (tutto ottobre fino alla festa di S. Martino) e a quelle di Natale (dal 20 dicembre al 6 gennaio), tanto che «in sí poco spazio ed in mezzo a tante tempeste e riforme di giurisdizione spicca così bene questa Legazia che può ben dirsi stare nel suo naturale splendore» (*ibid.*, fol. 276-276v, lettera del 28 gennaio 1718).

⁷¹ G. Catalano, *op. cit.*, p. 136. Lo stesso rileva M. Condorelli, *art. cit.*, p. 325.

della fede, e che pertanto, i poteri annessi alla figura del Legato Nato spetterebbero loro *proprio iure*, indipendentemente da un privilegio di concessione pontificia»⁷². Tesi che era esattamente all'opposto di quella formulata dall'amico Longo nell'agosto 1715, il quale almeno in quel frangente si considerava, dopo le due bolle abolitorie della Regia Monarchia, un giudice senza giurisdizione.

Qui stava il limite del rinnovamento culturale avviatosi con la dominazione piemontese, che pur aveva consentito l'ingresso in Sicilia dei «primi fermenti di Giansenismo, anche se soltanto di fermenti si tratta, [...] coll'affermarsi delle dottrine gallicane»⁷³. Come ha ben rilevato Giarrizzo, infatti,

dietro la difesa tenace del privilegio a garanzia di un'antica solidarietà tra baronaggio e alto clero «nazionali» non fu dato intravedere una svolta culturale in direzione di un'analisi della «decadenza spagnola» [...] Questa «svolta» matura piuttosto sul terreno dell'impegno politico, cui Vittorio Amedeo chiamava – esaltandone l'antispagnolismo – gruppi e persone della cultura isolana, la giuridica e l'ecclesiastica⁷⁴.

Aldilà di un'occasione mancata di rinnovamento, gli anni della dominazione sabauda furono comunque un momento particolare della storia siciliana, nella quale l'isola, «grazie» alla controversia con la Santa Sede e ai cangianti equilibri della politica internazionale, fu più di altre volte (ma non per la prima volta) quasi «violentemente» sollecitata a confrontarsi con la sua storia e con altre «esperienze» culturali, religiose e istituzionali (giansenismo e gallicanesimo francesi, giurisdizionalismo piemontese, curialismo filo-pontificio). Un confronto che, come detto all'inizio, maturò i suoi frutti dal punto di vista culturale sotto la successiva dominazione austriaca mentre anche la Sicilia rientrava nella

⁷² *Ibid.*, p.333. Questa tesi, risalente per altro al De Dominis, «fu ripresa e sviluppata oltralpe» da J. P. de Ludewig, professore ad Halle, e da Pietro Giannone, durante il suo soggiorno viennese del 1728, lo stesso anno in cui l'imperatore Carlo VI e il pontefice Benedetto XIII posero fine alla controversia liparitana con la cosiddetta Concordia benedettina (G. Catalano, *op. cit.*, p.132-133).

⁷³ Gli uni e le altre, infatti, «si affermano sulla base dell'anticurialismo locale, e, più che nelle dispute teologiche, nelle controversie disciplinari intorno alla Costituzione della Chiesa ed ai suoi rapporti con lo Stato. Da questa sua caratteristica genesi il Giansenismo siciliano trae il suo motivo più originale: il suo carattere politico-ecclesiastico, più che teologico» (M. Condorelli, *art. cit.*, p.337-338).

⁷⁴ G. Giarrizzo, *op. cit.*, p.377-378.

mutata «situazione generale della chiesa del primo Settecento: quel che andava prendendo piede nei paesi di confessione cattolica era una globale riconsiderazione dei confini tra sfera religiosa e sfera civile»⁷⁵.

Mi piace allora concludere con le parole che Francesco Ingastone rivolge a Giacomo Longo nell'immaginario dialogo che Leonardo Sciascia pose tra le ultime battute della sua *Recitazione della controversia liparitana dedicata ad A. D.*⁷⁶, ambientato nella casa del giudice della Regia Monarchia durante l'estate del 1718 (dunque a dominazione piemontese finita e durante il breve intermezzo spagnolo):

LONGO Dunque è veramente finita.

INGASTONE È finita sì. Ma io non mi sento sconfitto.

LONGO Io sì. Sconfitto. Quasi disperato.

INGASTONE Individualmente, per quello che siete, per quello che avete sperato e sofferto, forse siete proprio uno sconfitto. Ma con noi, insieme a noi, in quello che insieme abbiamo fatto, non lo siete. Siamo stati un gruppo, un'unità, una forza: mai vista una cosa simile in Sicilia... Abbiamo tentato di inventare il cristianesimo in un paese che è cristiano solo di nome; e abbiamo dato alla vuota maestà del diritto un contenuto di umanità, di giustizia... O no, non abbiamo vinto: questo è vero. Domani ci disperderemo o ci disperderanno: chi dei nostri si trova a Torino, è probabile che ci resti; altri ancora se ne andranno; e ci saranno quelli che torneranno ai loro studi e non vorranno più saperne delle cose pubbliche e quelli che invece non si rassegneranno a restare fuori dal giuoco e verranno a compromesso coi nuovi padroni... E qualcuno, inevitabilmente tradirà: e tradirà se stesso prima che noi... (*Levando la voce*) Ma perdio, ci siamo stati! Abbiamo fatto, voglio dire, abbiamo operato, abbiamo aperto le finestre, abbiamo spazzato dalla Sicilia tante vecchie e ignobili cose...

LONGO Che ora torneranno.

INGASTONE Ma abbiamo fatto vedere come si fa a spazzarle. Questo conta. Questo non sarà dimenticato⁷⁷.

⁷⁵ C. Donati, *La Chiesa di Roma tra antico regime e riforme settecentesche, Storia d'Italia, Annali*, vol. 9, G. Chittolini, G. Miccoli, ed., *La Chiesa e il potere politico dal Medioevo all'età contemporanea*, Torino, 1986, p. 736.

⁷⁶ La dedica ad Alexander Dubček, leader della Primavera di Praga (1968), voleva instaurare un parallelo storico con i difficili rapporti tra Unione Sovietica (corte romana) e stati satelliti (Regno di Sicilia).

⁷⁷ L. Sciascia, *Recitazione della controversia liparitana dedicata a A. D.*, Torino, 1969, 2ª ed., Milano, 1995, p. 138-140.

**Un monument archivistique et juridique :
les traités d'Utrecht (1713)
conservés au ministère des Affaires étrangères français**

Françoise Janin

Conservatrice du patrimoine

chef de la conservation des traités au ministère des Affaires étrangères

Le 11 avril 1713, les ministres plénipotentiaires de Louis XIV au congrès d'Utrecht, le maréchal d'Huxelles et Mesnager, signèrent plusieurs traités au nom du roi de France, qui instaurèrent en Europe un ordre et un équilibre nouveaux. Les accords que les plénipotentiaires français signèrent à Utrecht furent des accords bilatéraux, et il serait erroné de penser que leur conclusion fut l'équivalent d'un accord multilatéral tel que nous le connaissons aujourd'hui. Si tous les acteurs, *via* leurs négociateurs, se rencontrèrent au congrès d'Utrecht, et si tous eurent le droit d'« alterner », y compris la Prusse et la Savoie, qui purent faire montre de tous les signes extérieurs de validation et de souveraineté, il n'en reste pas moins que chacun d'entre eux conclut un accord particulier avec la France. Il y eut accords multiples, et non accord multilatéral¹. La complexité et la souplesse de ce véritable monument que sont les « traités d'Utrecht » s'incarnent diplomatiquement et archivistiquement dans les actes qui en sont constitutifs. Envoyés à Versailles et archivés dès le XVIII^e siècle au sein des archives du Secrétariat aux Affaires étrangères, ils sont aujourd'hui encore conservés par les Archives diplomatiques du ministère des Affaires étrangères, dans la collection des traités de la France. Ils seront ici brièvement analysés, à seule fin d'en signaler l'exceptionnelle portée².

¹ La pratique actuelle des accords multilatéraux s'est développée depuis la fin du XIX^e siècle. De tels accords consistent en un texte original unique, confié à un dépositaire qui a la charge de notifier à tous les cocontractants les éventuelles modifications apportées au traité et qui assure la conservation de tous les instruments afférents. Voir la convention de Vienne sur le droit des traités de 1969, notamment la partie VII, art. 76 et suivants. Sur les engagements multilatéraux, voir par exemple R. de Vienne, *Les engagements internationaux selon la pratique française*, Paris, 1985, 79 p., notamment p. 17.

² Seront donc volontairement laissés de côté les archives des États cocontractants ainsi que les accords signés ultérieurement, notamment en juillet 1713 par l'Espagne et par la Grande-Bretagne, tout comme les questions relatives à la publication des traités ou à leur entrée en vigueur.

À l'examen, les traités d'Utrecht se révèlent à la fois fort volumineux, malgré d'évidentes lacunes, et fort complexes. 47 actes sont aujourd'hui conservés au ministère des Affaires étrangères et peuvent être répartis en deux grands ensembles: les traités permettant le rétablissement de la paix, conclus avec la Grande-Bretagne, le Portugal, les Provinces-Unies, la Prusse et la Savoie d'une part, et les traités réglant les questions de commerce et de navigation, signés avec la Grande-Bretagne et les Provinces Unies de l'autre³.

Le grand nombre d'actes conservés dans les archives du ministère des Affaires étrangères s'explique bien sûr par le nombre des États avec lesquels la France contracta. Surtout, les usages juridiques en cours au début du XVIII^e siècle démultiplièrent le nombre d'actes. Comme on le sait, en effet, les traités, signés et scellés par les plénipotentiaires, auxquels le souverain avait délivré des pouvoirs exprès⁴, devaient être soumis à la ratification de ce même souverain. Le plus grand soin était apporté à ces ratifications, comme en témoigne leur qualité d'exécution⁵. Le recours à des actes séparés, signés le même jour et eux aussi soumis à ratification, était fréquent et permettait de compléter le traité principal sur certains points qui ne s'inséraient pas dans sa structure juridique. C'est ainsi que le roi de France reconnut par article séparé à l'Électeur de Brandebourg la qualité de roi de Prusse⁶.

Une fois revêtues des signes d'authentification et de validation que constituaient la signature du souverain et son sceau, les ratifications étaient envoyées aux ministres plénipotentiaires à Utrecht, puis échangées en une cérémonie solennelle dont témoignait un acte scellé des sceaux des plénipotentiaires⁷. Seul est conservé aujourd'hui, dans la collection de la conservation des traités, l'acte d'échange des ratifications des traités de

Tous les documents d'archives cités par la suite se trouvent aux archives du ministère des Affaires étrangères.

³ Règlement des questions de paix (TRA17130003, pièces TRA17130003/001-034); traités de navigation et de commerce avec la Grande-Bretagne (TRA17130005, pièces TRA17130005/001-005) et avec les Provinces-Unies (TRA17130007, pièces TRA17130007/001-008).

⁴ La plupart du temps, dans les actes d'Utrecht, les pouvoirs se trouvaient recopiés à la fin des traités.

⁵ On pense notamment à l'usage de vélin, aux écritures particulièrement soignées, ainsi qu'aux sceaux et à leur mode de scellement (dont ne subsiste, hélas, que la description par les archivistes du XVIII^e siècle).

⁶ Utrecht, 11 avril 1713 (TRA17130003/025).

⁷ On notera au passage que le processus traité – ratification – échange des ratifications est toujours en usage aujourd'hui pour les accords en forme solennelle.

paix et de commerce entre la France et la Grande-Bretagne⁸. Il est hors de doute, toutefois, qu'il y eut pour chaque traité en vigueur, échange des ratifications : ainsi entre la France et la Savoie le 6 mai 1713, entre la France et les Provinces-Unies le 12 mai 1713⁹.

Enfin, à ces traités et à ces accords séparés, pouvaient s'ajouter des « déclarations » et des articles, unilatéraux ou bilatéraux, qui venaient préciser des points plus techniques, ou plus particuliers, mais qui n'étaient pas soumis à ratification. Ainsi les Provinces-Unies « donnèrent »-t-elles plusieurs déclarations à la suite du traité de commerce et de navigation relatives à la liberté de pêche ou aux droits d'entrée et de sortie des marchandises¹⁰. Ces actes annexes apportaient une élasticité certaine au cadre rigide défini par les traités principaux, puisque le souverain s'y engageait sans y avoir été nécessairement tenu.

Malgré un schéma finalement assez simple, selon lequel chaque accord devait être ratifié et était susceptible d'être accompagné de documents annexes – les déclarations – les accords d'Utrecht nous semblent aujourd'hui fort complexes et subtils. La manière de traiter peut même paraître déconcertante. Il n'y avait pas, par exemple, d'étanchéité stricte entre les questions de paix d'un côté et les questions commerciales de l'autre, et il n'était pas interdit à un souverain, par exemple le roi de France, de s'engager pour un autre souverain, non compris dans la signature des traités du 11 avril 1713. Par article séparé, la France et les Provinces-Unies s'entendirent ainsi pour spécifier que le roi de France s'engageait à ce que le Roi Catholique fît « sa paix » avec la République et lui accordât les mêmes avantages commerciaux que ceux accordés par le traité de Munster¹¹.

La complexité des traités d'Utrecht tient en outre à la multiplication des actes – et donc des ratifications – et des déclarations unilatérales, qui révèle les habiletés et la souplesse juridiques dont firent preuve les négociateurs. Pour les seules questions de paix, on compte par exemple

⁸ Acte d'échange des ratifications entre les plénipotentiaires de la France et de la Grande-Bretagne, Utrecht, 9 mai 1713 (TRA17130003/006).

⁹ Mémoires et documents Pays-Bas 55, relation non datée du congrès d'Utrecht, fol. 200, 204-205. Il apparaît donc clairement que la cérémonie de l'échange des ratifications est devenue courante. Voir sur ce point M. Constant, *Les traités : validité, publicité, L'invention de la diplomatie : Moyen Âge, Temps modernes*, L. Bély, I. Richefort, dir., Paris, 1998, p. 235-248, ici p. 242.

¹⁰ Utrecht, 11 avril 1713 (TRA17130007/005 et TRA17130007/006).

¹¹ Article séparé entre la France et les Provinces-Unies, Utrecht, 11 avril 1713 (TRA17130003/013).

trois déclarations d'Anne Stuart datées de juin et de juillet 1713, trois ratifications prussiennes¹², etc. Et que dire de la solution adoptée pour l'application provisoire du traité de paix avec les Provinces-Unies : deux traités d'applications provisoires furent conclus, et par la suite ratifiés¹³.

De surcroît, les questions de navigation et de commerce, que la France voulut régler avec la Grande-Bretagne et avec les Provinces unies, soulevèrent de nombreuses difficultés qui se répercutèrent dans les textes. Ainsi, le 11 avril 1713, un traité fut-il signé avec la Grande-Bretagne pour les questions «de navigation et de commerce», que l'on pourrait qualifier de «principal»¹⁴, tandis qu'étaient conclus deux accords séparés, datés du même jour, relatifs tous deux à l'interprétation de l'article IX du traité principal¹⁵. Mais les plénipotentiaires britanniques ne reçurent que la ratification du traité principal¹⁶; Anne Stuart ne se crut pas obligée d'approuver *a posteriori* les accords conclus par ses négociateurs sur ces points délicats, ni, *in fine*, de s'y conformer¹⁷. Il n'y eut ainsi pas d'échange des ratifications des accords relatifs à l'article IX, si bien que la ratification signée par Louis XIV fut alors renvoyée à Versailles et conservée avec les autres pièces du dossier, ce qui est une rareté diplomatique¹⁸.

Au terme de cet examen rapide des actes issus du congrès d'Utrecht, une conclusion s'impose : l'étude archivistique et diplomatique et l'étude juridique ne font qu'une, tant il est impossible de les dissocier dans

¹² Berlin, 17 avril 1713 (TRA17130003/027, TRA17130003/028, TRA17130003/029).

¹³ Traités signés à Arras, 19 novembre 1713, ratifiés à La Haye les 28 novembre 1713 et 12 décembre 1713 (TRA17130003/017, TRA17130003/018, TRA17130003/022 et TRA17130003/023).

¹⁴ TRA17130005/001. Sur ce traité, et l'échec des discussions qui en étaient l'objet, voir E. Schnakenbourg, Les interactions entre commerce et diplomatie au début du XVIII^e siècle : l'exemple du traité de commerce franco-anglais de 1713, *Histoire, économie et société*, 2004, n° 3, p. 349-365, disponible en ligne sur http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/hes_0752-5702_2004_num_23_3_2429 [dernière consultation le 22 janvier 2013].

¹⁵ TRA17130005/002 et 17130005/003. Sur l'article IX du traité de commerce et de navigation entre la France et la Grande-Bretagne, voir E. Schnakenbourg, *art. cit.*, p. 351-353.

¹⁶ Londres (Saint-James), 18 avril 1713 (TRA17130005/004).

¹⁷ Il semble, en l'occurrence, que la ratification des articles séparés fût nécessaire à l'entrée en vigueur du traité. La pratique ici observée serait ainsi plus proche des théories de Martens que des énoncés de Wicquefort. Sur ce point, voir M. Constant, *art. cit.*, p. 241.

¹⁸ Versailles, 18 avril 1713 (TRA17130005/005).

l'appréhension de ces traités. Signés à Utrecht le même jour, à l'issue de longs mois de négociations, les traités et articles séparés furent, le plus souvent, approuvés par le souverain et ratifiés quelques jours plus tard, et, parfois complétés ultérieurement sur certains points. Mais cette unité de temps et de lieu cache une grande complexité : loin d'être figés, en effet, en un texte unique reconnu par chacun des acteurs en présence, les traités d'Utrecht furent au contraire multiples, protéiformes, et toujours susceptibles d'évolutions.

La politique de la distinction sous la royauté au XVIII^e siècle

Hervé Laly

Université de Grenoble 1, Laboratoire LLS de l'Université de Savoie

Dans l'esprit des souverains des Savoie, depuis la seconde moitié du XVI^e siècle au moins, leurs États ne pouvaient qu'accéder à la dignité royale. C'était là leur destin qui en faisait une principauté différente, suréminente par rapport à ses homologues européennes¹. Ce providentialisme trouve son accomplissement en 1713, quand le duché devient officiellement un royaume. Selon Jean Nicolas, les réformes qui accompagnent ce mouvement ont pour conséquence, sur le plan intérieur, « de survolter le dialogue social », provoquant de nombreuses rébellions².

Comment comprendre cette expression, appliquée à la partie savoyarde du royaume? La thèse avancée ici est que les divergences entre les élites et les populations se cristallisent sous l'effet d'une politique de la distinction qui éprouve les solidarités villageoises, obstacles à la construction d'une société hiérarchisée surplombée par le roi.

La question sera abordée sous trois angles. Dans le domaine judiciaire, la législation royale construit la figure du bandit en sommant le bon peuple de se désolidariser des délinquants et de participer activement à leur capture. Sur le plan social, les seigneurs, avec le soutien des autorités qui ont besoin d'eux, s'emploient à se distinguer du commun en affirmant autoritairement leur prééminence. Ces tensions, ajoutées à la pression royale, pourraient être considérées comme des épiphénomènes. Elles sont en fait révélatrices d'une radicalisation de deux conceptions opposées de l'exercice du pouvoir³.

¹ Sur ce sujet, voir l'ouvrage de S. Gal, *Charles-Emmanuel de Savoie: la politique du précipice*, Paris, 2012.

² J. Nicolas, *La Rébellion française: mouvements populaires et conscience sociale (1661-1789)*, Paris, 2002, p. 214.

³ Au sens de puissance publique à laquelle ressortit la population.

Séparer le bon grain de l'ivraie

La volonté de mise en ordre sociale, qui remonte au moins à la seconde moitié du XVII^e siècle mais qui s'approfondit sous la royauté, est particulièrement perceptible dans les articles des *Lois et constitutions de Sa Majesté* (désormais Royales Constitutions) consacrés au crime⁴. Un double mouvement législatif vise à définir les contours du bon peuple en le distinguant, a contrario, des criminels. Ainsi le désarmement drastique de la population imposé par la loi, qui renvoie à la représentation selon laquelle des sujets obéissants se caractérisent par des mœurs policées, s'accompagne-t-il d'une stigmatisation des criminels qui franchit une étape qualitative au XVIII^e siècle. Dans les Royales Constitutions, en cas de peine afflictive, mort, galère, fouet ou bannissement, non seulement les sentences sont publiées à son de trompe ou de tambour, affichées à la porte du tribunal du lieu où le délit a été commis et accompagnées de la mention du nom du juge, mais, nouveauté, «l'on y insérera une relation succincte du délit, et de ses circonstances les plus essentielles; et l'avocat fiscal général devra même prendre soin dans les cas très atroces de les faire imprimer, afin que le public en soit mieux informé»⁵. Surexposer ainsi les criminels contribue à distinguer le bon grain de l'ivraie en les extirpant en quelque sorte de leur terreau social pour les désigner à la vindicte populaire. Alors que dans les faits la plupart des délinquants sont noyés dans la population, en font partie intégrante, peuvent s'appuyer sur des réseaux prêts à les aider, il s'agit ici d'en faire des êtres à part, de les isoler du reste de la communauté et de les lui exhiber comme différents. Cette exhibition passe par la publicité des sentences, le récit circonstancié du crime et, dans les cas graves, son impression à destination d'un large public, qui ne peut plus prétexter de son ignorance en cas de convocation devant la justice. L'altérité du criminel, voire son étrangeté, est posée, au point que le mot employé pour le désigner est désormais celui de bandit à qui, fait significatif, les Royales Constitutions consacrent pas moins de 49 articles dans la mouture de 1770.

Leur objectif avoué est de ne laisser échapper aucun condamné, notamment les contumax, qu'il faut pouvoir identifier les plus sûrement possible. Ainsi l'édit d'Emmanuel-Philibert de 1565, prévoyant leur enregistrement mais resté lettre morte aux XVI^e et XVII^e siècles, est-il réactivé et amplifié. Deux catalogues doivent répertorier les bandits

⁴ Elles sont publiées en 1723, remaniées en 1729 et 1770. L'analyse repose sur les éditions de 1723 et 1729.

⁵ Royales Constitutions de 1729, p. 119.

condamnés à mort ou aux galères par contumace. Le premier enregistre les condamnés à mort pour crimes de lèse-majesté, homicides « proditoires », c'est-à-dire par trahison, vols de grand chemin et « autres délits très atroces pour raison desquels les susdits magistrats exprimeront dans l'arrêt, qu'ils méritent d'être exposés à la vengeance publique, comme ennemis de la Patrie, et de l'État »⁶, rien de moins. Dans le second catalogue sont archivés les noms des condamnés à mort et aux galères, à temps ou à perpétuité, pour des crimes « ni si horribles, ni si atroces ». De fait, le dispositif ne concerne pas uniquement les crimes exceptionnels ou particulièrement horribles. Les auteurs de crimes plus banals, du vol à l'homicide en passant par les atteintes à l'autorité de l'État, sont en principe recensés. Des informations et une description assez précises des criminels permettent aux populations de les identifier. Sont signalés le nom, le surnom, la taille, la couleur (sic), et « autres indications de sa personne, avec le nom du père s'il se peut ». Y figure aussi la nature du délit avec mention de la date (jour, mois, an) et de la sentence. Si le condamné obtient une grâce, son nom est rayé et dans la marge est annotée la date d'obtention. Dès que le Sénat fait écrire le nom d'un criminel dans l'un des deux registres, il est tenu d'en envoyer une copie à tous les préfets ainsi qu'aux autres Sénats du duché qui, à leur tour, relaient l'information à l'ensemble des juges de leur ressort. Bref, dès le début du XVIII^e siècle, les autorités tentent de mettre en place une identification judiciaire et une traçabilité des bandits, sorte de bertillonage avant la lettre.

Puisque les criminels sont désormais reconnaissables, il est demandé à la population de participer activement à leur traque. Ainsi les catalogues ne sont-ils pas tenus secrets, mais exposés au public dans l'auditoire des différents Sénats. L'article 5 du titre XXXII ordonne même aux communautés sur le territoire duquel sévissent des bandits de leur courir sus avec l'aide des villages voisins, si nécessaire. Celles-ci doivent sonner le tocsin, prendre les armes et se mettre « en campagne pour pouvoir les trouver et les arrêter »⁷. Des récompenses sont offertes à ceux qui y parviennent : 100 écus d'or s'ils livrent le criminel vivant, 60 s'il est mort. Ils peuvent ne présenter à la justice que la tête. Un bandit qui dénonce un de ses acolytes bénéficie de l'impunité à condition de ne pas avoir commis un crime de lèse-majesté. Autrement dit, les injonctions législatives se doublent de dispositions concrètes incitant les populations à s'approprier la loi par l'action. Le schéma proposé tente de rendre compte des mécanismes

⁶ *Ibid.*, p. 154.

⁷ *Ibid.*, p. 161.

qui viennent d'être décrits et qui aboutissent à ce que l'on peut appeler l'invention de la figure du bandit sous la royauté, individu qu'il ne faut surtout pas laisser impuni (fig. n°1).

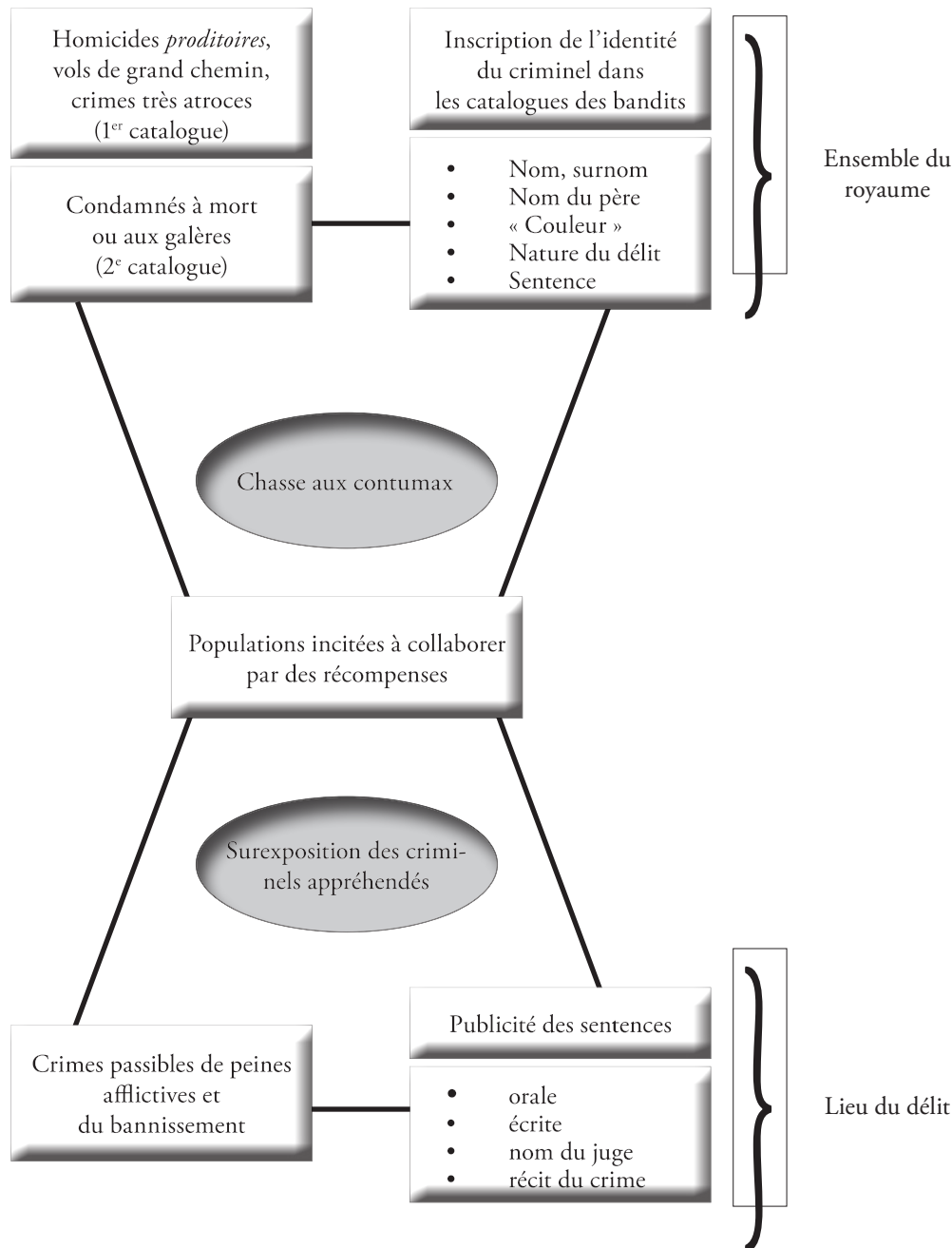


Fig. n°1. L'invention des bandits dans les Royales Constitutions

Comment ces dispositions législatives se sont-elles traduites dans la pratique? Les études manquent pour pouvoir apporter une réponse pleinement satisfaisante. Aux archives de Chambéry un lot d'affiches de grand format témoigne que la publicité des sentences fut effective, mais le fonds est encore lacunaire⁸. Le peu d'éléments dont nous disposons renseignent uniquement sur la politique criminelle sénatoriale et non sur la réalité de la répression, par nature insaisissable. Au XVIII^e siècle, le crime le plus poursuivi, généralement puni des galères, est le vol, notamment dans les années 1780, comme en font état les relevés de François Vermale (fig. n°2)⁹.

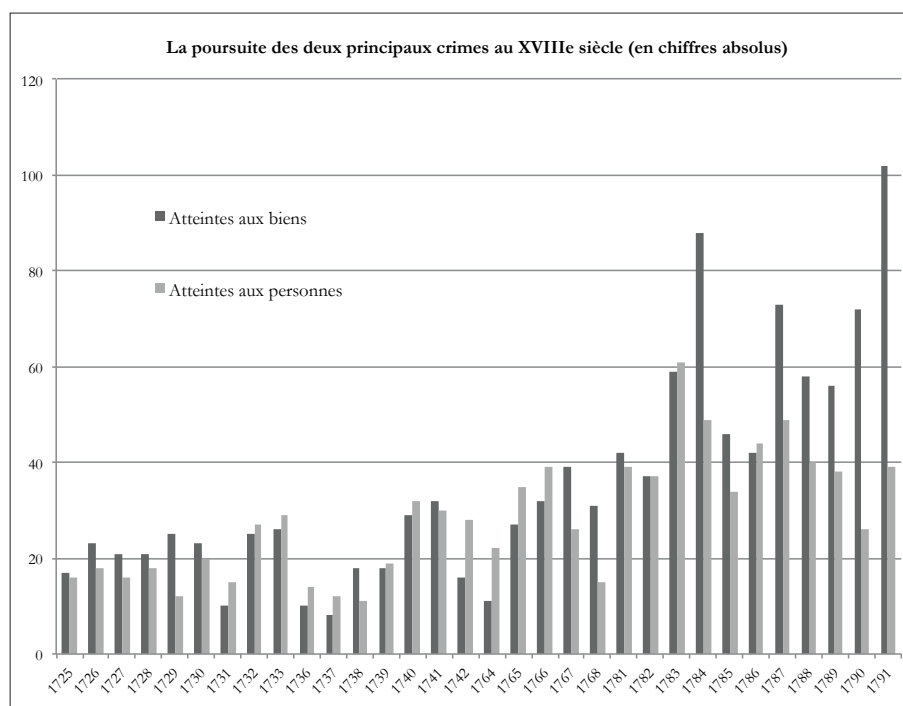


Fig. n° 2. Les crimes les plus poursuivis au XVIII^e siècle

⁸ Archives départementales de la Savoie (désormais ADS), 2B8083, dossier 30, n° 70, 71, 72.

⁹ Le graphique a été réalisé par mes soins à partir des relevés de F. Vermale, *Les classes rurales en Savoie au XVIII^e siècle*, Paris, 1911, p. 228. Je me permets aussi de renvoyer à mes propres conclusions. H. Laly, *Crime et justice en Savoie (1559-1750): l'élaboration du pacte social*, Rennes, 2012, p. 150-151.

Est-ce à dire que le bandit par excellence est le voleur et, par extension, le contrebandier ou le faux-monnayeur, particulièrement poursuivis au XVIII^e siècle? À ce stade de la recherche, la question reste posée. Tout au plus peut-on constater que cette surexposition des criminels, en particulier des voleurs, a lieu dans le contexte des progrès de l'État fiscal et administratif, du renforcement des élites et peut-être d'une plus grande sensibilité de l'ensemble de la population aux atteintes contre la propriété.

Se distinguer du commun

Le processus de distinction sociale est aussi décelable à l'échelon des relations entre les seigneurs et leurs administrés. Alors que le duché de Savoie ne semble pas avoir été le théâtre de grandes révoltes au XVII^e siècle, à la différence du royaume de France voisin, la contestation semble le gagner sous la royauté. D'après Jean Nicolas, qui répertorie 512 rébellions antiseigneuriales en France entre 1760 et avril 1789, le Bas-Languedoc apparaît comme la province où les rébellions sont les plus nombreuses en chiffres absolus¹⁰. Mais, rapporté au nombre d'habitants, «c'est en Savoie que l'indice rébellionnaire est le plus élevé»¹¹. Selon Jean-Pierre Gutton, les conflits judiciaires du XVIII^e siècle portent certes sur des droits réels, tels que les banalités ou la chasse, «mais par-dessus tout, sur des droits honorifiques»¹². S'agit-il d'une «réaction seigneuriale»? Les faits tendent à montrer qu'il ne s'agit pas d'une simple réactivation de droits anciens. Les deux exemples choisis ici montrent plutôt à la fois la capacité de résistance des communautés, qui prennent conscience de leur force, et leur dynamisme face aux recompositions politiques et sociales à l'œuvre.

En 1706, le comte de Capré, fils d'un président à la chambre des comptes et chevalier au Sénat, est en butte à l'hostilité ouverte des habitants de Notre-Dame-de-Bellecombe¹³. À cette date, il vient d'acheter «la terre de Megève et les seigneuries afférentes». Nouveau seigneur, il ne prend pas la mesure de la vitalité communautaire. D'emblée, il se conduit en maître autoritaire et exigeant, jaloux de ses privilèges, n'hésitant pas à accaparer des terres «échutes», au point que, le 19 septembre 1706, une assemblée de 61 personnes, soit les deux tiers des habitants de Notre-Dame-de-Bellecombe, consigne ses plaintes dans un acte notarié. Celui-ci est validé

¹⁰ J. Nicolas, *op. cit.*, tableau VI.3, p. 216.

¹¹ *Ibid.*, carte a, p. 215.

¹² J.-P. Gutton, *La sociabilité villageoise dans l'ancienne France*, Paris, 1979, p. 170.

¹³ ADS, B01484, 1706-1717.

par les personnes présentes, les unes en prêtant serment sur les Écritures, les autres à main levée, « à la mode des assemblées ». Outre la question des droits seigneuriaux, le litige porte sur la litre funèbre parsemée d'armoiries que Capré a fait peindre sur le mur de l'église, après la mort de son père¹⁴. À Notre-Dame-de-Bellecombe, la fronde est menée par le curé, François Nycollet, qui juge indigne « de noircir de la sorte la face extérieure de l'esglise nostre bonne mère pour la blancheur de laquelle tant de saintz ont répandu tant de sang ». L'église, rappelle-t-il au comte, « est une maison de prières, de penitence et de réconciliation avec Dieu, qui permet bien que ladite église porte le deuil de sondit espoux le vendredy saint tant seulement et n'a point recommandé qu'elle fust chargé de celluy des autres ». Que des paroissiens puissent adorer « les trophées et l'orgueil du monde » le choque. François Nycollet s'inscrit dans le courant augustinien que représente à Annecy M^{gr} Rossillon de Bernex, opposé à toute ostentation funèbre¹⁵. Forts du soutien de leur curé, les habitants injurient les ouvriers venus peindre la litre, puis l'effacent une première fois. Ils n'apprécient pas la présence des armoiries de Capré à onze endroits différents. Ils les tournent d'ailleurs en dérision en les assimilant à « une teste de bouc avec de grandes cornes et une longue barbe », qui effraient la jeunesse parce qu'elles évoquent le diable, disent-ils. La famille Capré porte en fait « pal d'azur à une tête et col de chèvre coupé d'argent et d'or ». Le 27 octobre 1706, Hyacinthe Capré assigne les villageois en justice, car ils sont « tombés dans un crime qui approche beaucoup de celui de leze majesté ». Selon lui, ils se sont « révoltés et rendus rebelles à leur propre seigneur [...] et par ce moyen ils ont prétendu le dépouiller du droit honorifique qui luy appartient ». Comme, de surcroît, ils ne respectent pas la mémoire de son père, ils ont commis un « crime d'impiété et superbe en ce qu'ilz se sont voulus élever au-dessus de l'autorité, de l'honneur et du droit de leur seigneur »¹⁶. Habilement, Capré les accuse de « mépriser et l'autorité et la justice que votre Majesté entend que les seigneurs bannerets et vassaux ayant dans ses États ». Le 29 octobre, le juge-mage de Bonneville condamne les meneurs, les frères Marin et Pierre Gardet, à demander pardon à Capré dans le cimetière, à l'issue de la messe.

Mais l'antagonisme est profond entre le seigneur et les « communiens », dont la cohésion est renforcée. La litre est de nouveau effacée en 1713. En 1716, le comte se plaint que l'ouverture de la halle au-devant de la

¹⁴ La litre est une bordure noire et blasonnée, en principe temporaire.

¹⁵ J. Nicolas, *La Savoie au XVIII^e siècle: noblesse et bourgeoisie*, Paris, 1978, t. I, p. 200.

¹⁶ ADS, B01484, 1706-1717.

place publique est propice aux « embuscades » et demande à l'intendant d'ordonner sa fermeture. Depuis deux ans, ajoute-t-il, personne ne veut plus exercer la fonction de châtelain qui dépend de lui. De leur côté, les habitants en appellent à Victor-Amédée II, profitant d'un de ses voyages en Savoie en 1717. Ils lui demandent de mettre fin à « toutes les oppressions et maltraitements » dont ils se disent victimes. Le 2 septembre, l'intendant du Faucigny est à Megève pour recueillir de nouveaux témoignages. Il ordonne à quatre meneurs de se retirer à Sallanches ou à Saint Gervais, à leurs femmes de « rester dans leur ménage » et aux autres de ne pas « paraître dans les rues », ce qui indique une rébellion générale dans laquelle le rôle des femmes est redouté. Malheureusement, la procédure consultée s'arrête là et la suite des événements n'est pas connue.

Elle permet en tout cas d'apprécier la vitalité des solidarités villageoises et la force d'opposition qu'elles peuvent représenter. Manifestement, les paroissiens de Notre-Dame-de-Bellecombe ne s'en laissent pas compter. Avec l'assentiment du curé, ils n'admettent pas la privatisation de leur église, considérée comme un bien commun. Plus généralement, ils profitent du procès pour affirmer leurs droits et opposer aux prétentions d'Hyacinthe Capré leur vision des rapports sociaux. Seigneur de Megève, le comte de Capré, lui, se voit comme le dépositaire de l'autorité royale, comme son principal relais à l'échelon local. Il fait valoir que la défense de ses privilèges n'est pas un retour à l'ordre ancien, mais relève de la soumission au souverain, qu'elle s'inscrit dans le processus de hiérarchisation à l'œuvre dont il n'est qu'un des maillons. Ce faisant, le roi et son représentant, l'intendant, ne peuvent le désavouer, d'autant plus qu'ils ont besoin de lui pour maintenir l'ordre. Ainsi, sous l'effet conjugué de la centralisation royale et de l'offensive seigneuriale, le clivage entre les autorités et la population s'accroît-il au XVIII^e siècle.

Trente ans plus tard, la crispation des autorités est encore plus flagrante lors d'une révolte à Saint-Martin-de-Belleville, près de Moûtiers. En 1732, les habitants s'opposent farouchement à l'enterrement dans l'église, devant la chapelle du Rosaire, de la femme d'un riche marchand dénommé Raymond. Sur l'ordre du gouverneur et du lieutenant général du roi en Savoie, le juge-mage, accompagné de l'avocat fiscal, d'un greffier, de 10 « soldats nationaux de la compagnie Major du régiment de Tarantaise, habillés de blanc et rouge », de 4 soldats « de la famille de justice dudit Moûtiers », « tous armés pour contenir au besoin ladite paroisse de St-Martin qui auroit déjà fait résistance à la justice le 8 octobre », ordonne

au châtelain de convoquer les 6 syndics pour le lendemain à 7 heures¹⁷. Il leur enjoint «de tenir main à la tranquille exécution dudit ordre (d'inhumer) à peine de désobéissance et d'en rester responsables à leur propre». Le lendemain, il se fait remettre les clés de l'église par le cleric de la paroisse, mais lorsqu'il veut entrer, il se heurte à une cinquantaine de femmes qui l'occupent et refusent de s'écarter. Dans le même temps, plus de 200 hommes répartis dans le cimetière «ont enveloppé et pris par derrière laditte troupe avec des cris, huées et tumulte épouvantables». Contraint de battre en retraite, il repère deux chefs de la rébellion, Joseph Rey et François Bal, mais exonère le châtelain et les syndics. Pour les magistrats, aucun doute: le soulèvement est concerté. Ils le qualifient de «révolte générale à l'exception de très peu». Le 12 octobre, un acte notarié a en effet été établi par l'assemblée des villageois. Il prévoit de «relever de toutes peines, de tous frais et dépens de justice» les personnes qui seraient inquiétées. Le curé lui-même est considéré comme séditieux puisqu'il est rappelé à l'ordre par le gouverneur. Il lui est reproché de ne pas avoir exercé ses «fonctions curiales» et calmé «les esprits et les porter à l'obéissance». Dans son compte rendu, le juge-mage rapporte encore que, sur le chemin, une grosse pierre de deux à trois quintaux a roulé sur la troupe lors de son passage vers le village des Frênes, et soupçonne un acte de malveillance.

L'ampleur de la rébellion et des moyens déployés pour la réprimer laissent perplexes, eu égard au délit commis. En fait, le contentieux ne se réduit pas à la question de l'enterrement dans l'église. Pour la population de Saint-Martin-de-Belleville, le pouvoir que lui procurent de «considérables richesses» n'autorise pas Raymond à «avoir dans l'église une distinction que nul autre dudit lieu n'at». Sa réussite sociale ne lui donne pas tous les droits, notamment celui d'imprimer sa marque personnelle dans la maison commune. Sa fortune est d'autant plus jalouée qu'elle est en partie usurpée, si l'on en croit ses ennemis. Il est en effet accusé de faire paître un troupeau de 800 bêtes à cornes sur les communaux alors qu'un jugement lui en accorde seulement 125 et qu'il n'est pas natif de la paroisse, mais de Saint-Jean-de-Belleville, distante d'environ 5 km. La procédure ne fournit pas d'autres explications sur cet embrasement, peut-être dû à l'exacerbation de vieilles haines recuites, comme c'est souvent le cas dans ce genre d'affaire. Quoi qu'il en soit, la justice y voit surtout une remise en cause de son autorité.

Le 26 juin 1732, le juge-mage avait autorisé l'inhumation. Devant la fronde des villageois, le Sénat a réitéré l'ordre et procédé aux

¹⁷ *Ibid.*, B01701, 1732-1734.

informations pour rébellion. Dans son réquisitoire du 12 mai 1733, l'avocat fiscal général considère que le délit « blesse Dieu à qui l'obéissance et la soumission plaisent mieux que mille victimes; le souverain dans ses Etats par les troubles, les désordres et les guerres intestines qui sont les fruits ordinaires de la sédition; et la justice enfin par le mépris fait en sa personne et aux ordres des magistrats qui l'exercent ». Autrement dit, la justice requalifie une affaire somme toute banale en crime de lèse-majesté, même si le terme n'est pas employé. Malgré la défense qui met en avant leur « rusticité », Joseph Rey et François Bal sont respectivement condamnés, en janvier 1734, à 10 et 5 ans de galères. Parce qu'elle se veut exemplaire, la peine est lourde. Mais ni le curé, pourtant impliqué dans la rébellion, ni les syndics, toujours hésitants, ne sont inquiétés. Dans l'esprit des autorités, ils appartiennent de fait à la hiérarchie et doivent être distingués du menu peuple qu'il faut rappeler à l'ordre.

Deux conceptions opposées de l'exercice du pouvoir

Dans ces deux affaires, l'incompréhension est totale entre les villageois et les autorités, car, à travers les séditions et au-delà des contentieux particuliers, se manifestent deux conceptions divergentes de l'exercice du pouvoir. À Megève, tandis que Capré impose unilatéralement sa prééminence, les habitants délibèrent « à la mode des assemblées », c'est-à-dire collectivement et démocratiquement, pourrait-on ajouter. Une autre procédure, plus circonstanciée encore, permet de mieux comprendre quels sont les enjeux.

En 1755, désireux de rénover leurs droits seigneuriaux, les religieux de l'abbaye de Talloires, seigneurs de La Clusaz, ont besoin de l'ancien cadastre. Le 21 mai 1755, ils obtiennent l'aval de l'intendant. Le 23 mai, le conseil de la paroisse n'y est pas opposé, à condition que le document soit consulté sur place, « dans la paroisse même pour en tirer les instructions et copies nécessaires en présence et assistance de leur syndic, après quoy il sera remis dans le coffre fermant à 3 clefs où il est déposé avec les royales constitutions dans la sacristie »¹⁸. Bien commun, le titre est conservé dans un coffre dont seules trois personnes ont la clé : le syndic, le procureur de la paroisse et le curé et il n'est pas question de le déplacer. Le 30 mai, le métral, Maurice Gollier, accompagné de Maître Claude-Joseph Vuy, châtelain de la Clusaz, mais aussi « commissaire d'extentes » des religieux de Talloires, et du secrétaire, se rend sur les lieux. Quand il veut se saisir

¹⁸ *Ibid.*, B04115, 1755-1756.

du cadastre, il est repoussé « avec des grincements de dents et des gestes qui estoient l'indice de l'émeute ». Une douzaine d'hommes travestis en femmes font dire à plusieurs reprises au secrétaire : « C'est bien le cadastre », et lui rétorquent : « Eh bien, foutre, tu ne le reverras plus ». Effrayés, les représentants de la loi demandent l'assistance du conseil, qui les escorte jusqu'à la paroisse voisine où ils se réfugient chez l'aubergiste. Ils sont contraints d'y séjourner deux nuits en attendant le retour au calme. Selon leurs dires, les troubles ont commencé vers 7-8 heures du matin quand la grande cloche de La Clusaz a sonné trois fois pour prévenir de leur arrivée. Les hameaux environnants ont été avertis par deux cavaliers portant des tambours.

Lors de son interrogatoire, le 18 juin 1755, le métral donne quelques précisions supplémentaires. Il se rappelle être parti de Thônes, où il habite, vers 3 heures de l'après-midi le 29 mai et être arrivé à La Clusaz vers 19 heures. Le lendemain, après la messe, il a rencontré le syndic et quelques particuliers, qui refusent de lui communiquer le cadastre « sans l'assistance et le consentement de toute la communauté assemblée ». Vers midi, Claude-Joseph Vuy demande, par l'intermédiaire du métral, à consulter le cadastre. La population accepte, à condition qu'il procède à son expertise en public, sous l'œil de tous les habitants. Claude-Joseph Vuy s'y refuse, arguant que ce n'est pas un lieu « propre aux opérations dont il étoit chargé, et qu'il étoit prêt à y vaquer dans l'une des chambres du presbytère, comme étoit porté par le décret ». Mais les habitants n'en démordent pas et proclament « qu'on ne verra jamais le cadastre en question que sous la hale, que les paroissiens étoient maîtres de ce titre ». Le secrétaire, Jean-François Missilier, ajoute que les habitants ont menacé de révoquer le conseil, si ce dernier n'avertissait pas la communauté de l'arrivée du commissaire d'extentes. Selon ce dernier, le peuple demande que « notre châtelain (qui est moy) parroisse », mais Jean-François Missilier l'en dissuade.

Informé de l'« émeute générale de presque tous les habitans », le roi Charles-Emmanuel III fait part de sa décision dans une lettre patente, envoyée de Turin le 20 janvier 1756. Dans l'impossibilité de poursuivre toute la communauté, il décrète l'arrestation de ceux qui ont pris « le plus de part à de tels excès », afin « qu'ils servent d'exemple pour contenir les autres à l'avenir dans le devoir et l'obéissance ». Sont désignés ceux qui ont alerté le village de l'arrivée des hommes de loi, à savoir les quatre batteurs de caisse : Pierre-Jean Pergoud, Pierre Agnelet, Joseph Hudry et Claude-François Guédon. Chargé de l'application de l'ordre royal, le Sénat confie cette mission à l'intendant, le 20 février 1756. Le 27 février, à la tête

d'un détachement de dragons, le sergent royal procède à l'arrestation des suspects. 14 témoins sont interrogés à Annecy dès le 29 février.

Une partie des déposants se montre évasive ou invoque des prétextes pour ne pas nuire aux accusés. Le beau-frère de Pergoud, un laboureur illettré de 50 ans, affirme n'être « point informé de ce qui concerne la souslevation du peuple » et invoque une mémoire « des plus débiles », bien qu'il ait été conseiller de La Clusaz l'année précédente. Un autre paysan, lui aussi illettré, âgé de 63 ans, répond au juge : « Comme je suis extrêmement vieux et dur d'oreille, il y a bien des circonstances arrivées à La Clusaz relatives à l'émeute en question au sujet desquelles je suis hors d'état de vous apprendre la vérité ».

La méfiance des habitants à l'égard des agents de l'autorité, quel que soit leur rang, est patente. Le sieur Gaspard Thevenet, charpentier de 45 ans, reconnaît qu'on se défie de lui à cause de sa fonction de curial. En notifiant au conseil de la communauté la disposition du 21 mai 1755, il s'est *de facto* exclu de la communauté. Celle-ci fait aussi pression sur les paysans aisés qui voudraient « prendre la ferme de Messieurs de Talloires ». Un écriteau, placé sur le banc du droit pendant huit jours, les menace d'une justice expéditive. À l'inverse, le curé, dénoncé par plusieurs témoins favorables à l'accusation, semble avoir pris le parti des séditieux. Selon le sieur Joseph Masson, dont la maison est située sur la place publique, il a conseillé de ne pas laisser sortir l'ancien cadastre, « ce qui a donné occasion à la plus grande partie des habitants de la communauté de regarder le Sr Rd curé comme la première cause de l'émeute ». Dans leurs plaidoiries, les défenseurs des prévenus s'engouffrent dans la brèche et en concluent :

Il n'est que trop prouvé que tout le désordre a été occasionné par le curé qui se mêle de tout et qui ayant un esprit trop remuant a engagé le conseil à s'opposer aux ordres [...] le peuple accoutumé de croire que leurs pasteurs sont ou doivent être les oracles de la vérité, se livre à l'aveuglette à leurs persuasions.

Pourtant, blanchi par Claude-Joseph Vuy, dont la déposition a plus de poids, le curé n'est pas inquiété. Les enquêteurs sont aussi très intrigués par l'obstruction des hommes déguisés en femmes et posent des questions sur leur identité. D'après Joseph Masson, le travestissement est « fort désapprouvé par les paroissiens ». Enfin, les juges veulent savoir où est caché le cadastre depuis la révolte. Selon la rumeur, il serait entre les mains d'Antoine Rupy, « à présent à Paris ». Mais Pierre-Jean Pergoud

affirme que c'est faux, sans révéler cependant où se trouve le document. Le 18 mars 1756, la cour rappelle la prééminence du pouvoir royal sur les avis du conseil paroissial. Ces derniers « ne devoient pas estre exécutés par préférence à ceux que nous aurions donné et à la disposition du Roy qui déffendent aux communautés de s'assembler en conseil général sans nostre permission spéciale ». Trois mois plus tard, le 18 juin, le parquet requiert un an de chaîne contre Pierre-Jean Pergoud et Claude-François Guédon, deux mois pour Pierre Agnelet et Joseph Hudry.

Dans cette affaire, comme dans les précédentes, la question de la rénovation des droits seigneuriaux passe vite au second plan, derrière le problème de l'obéissance au roi et à ses représentants. À la vision autoritaire et pyramidale du pouvoir s'oppose une conception communautaire horizontale, fondée sur la conviction que la communauté est première par rapport aux institutions étatiques. Les représentants de La Clusaz ne disposent que d'une autorité déléguée et restent constamment sous le contrôle direct de la communauté. Le syndic ne peut remettre l'ancien cadastre sans le consentement des habitants. Les conseillers, choisis pour un an, sont menacés de révocation s'ils contreviennent aux souhaits de la population. L'un d'eux, Jean Vittoz, soupçonné d'être trop conciliant, est menacé par environ 50 personnes, puis souffleté dans la cuisine de l'auberge où se sont réfugiés Claude-Joseph Vuy et sa troupe. Le cadastre doit être consulté en public, sous la halle, espace ouvert à tous.

À l'opposé, Claude-Joseph Vuy refuse obstinément d'examiner le document au vu et su de la communauté. Il exige une pièce fermée, protégée de l'extérieur et de la foule, en compagnie de personnes choisies. D'autres indices sont significatifs de cette distance, à la fois géographique et physique, que les agents de l'État veulent instaurer avec les villageois. Ils n'engagent le dialogue qu'avec le syndic ou les conseillers, qu'ils tirent à eux afin de les désolidariser du socle communautaire. Bien que châtelain de La Clusaz, Claude-Joseph Vuy habite Thônes, à 4 heures de route. Il fuit le contact direct avec la population, comme les autres officiers d'ailleurs, et s'adresse à elle par l'intermédiaire du métral. Il ménage le curé, persuadé qu'il ne peut cautionner la révolte. Dans l'esprit du châtelain, l'ecclésiastique ne peut se confondre avec la « populace ». Aux relations horizontales égalitaires, les autorités veulent instaurer des rapports hiérarchiques qui mettent le peuple à distance.

Le travestissement d'une douzaine d'hommes, qui rappelle celui des carnivals et des charivaris, donne une dimension profondément subversive à la révolte. « Le sexe féminin est par excellence symbole du désordre »,

rappelle Natalie Zemon-Davis¹⁹. Pour le coup, le travestissement ne relève pas de la révolte réglementée, mais de la transgression. La règle à l'envers est le « moyen par lequel une communauté perpétue certaines de ses valeurs (et même assure leur survivance), par lequel aussi elle peut contester un ordre politique »²⁰. À la loi est opposée la force particulière et victorieuse de la femme effrénée, celle de la littérature et des fêtes populaires, qui prend le pouvoir pour perpétuer la tradition. Certes, le travestissement permet aux hommes de se désresponsabiliser et d'échapper aux sanctions, mais, au travers de l'inversion des sexes, il signifie aussi le rejet du « nouveau » monde, tel que veulent l'imposer le pouvoir central et ses agents.

Dans un ouvrage qui reste une référence, Denis Richet consacre un chapitre entier à la contestation de l'État moderne et intitule l'un de ses paragraphes : « Le grand refus des humbles »²¹. Il y oppose une France du Nord et de l'Est ouverte aux progrès, soumise à l'ordre étatique et culturel à « une France du Sud, surtout du Sud-Ouest, et de l'Ouest qui protestait plus aisément contre l'extirpation de ses vieux équilibres »²². La Savoie appartiendrait au second ensemble, attachée « à un vieux fonds démocratique » que Denis Richet repère pour les villes du Sud. À sa manière, dans le cadre étatique du royaume de Piémont-Sardaigne, elle présenterait des analogies avec « la France des provinces sacrifiées par le progrès »²³.

Le fait est que l'État piémontais tente d'imposer sa vision hiérarchique de l'ordre social et politique à une « province » de Savoie qui se rebelle. Les divergences ne datent pas du XVIII^e siècle, mais c'est alors qu'elles se manifestent, au moment où le duché de Savoie devient un royaume. Les communautés rurales contestent le monopole d'un seul lieu de pouvoir voulant réduire à un modèle unique leurs multiples standards de comportement. Mais est-ce la marque d'un archaïsme ?

Natalie Zemon-Davis comme Denis Richet postulent l'existence de traditions communautaires anciennes et pérennes qui tenteraient de s'opposer au rouleau centralisateur de la modernité piloté par l'État administratif et fiscal, en l'occurrence celui du royaume de Piémont-Sardaigne. La première parle de « perpétuation des valeurs communautaires » et même de « survivance ». Le second évoque un « vieux » fonds démocratique, de

¹⁹ N. Zemon-Davis, *Les cultures du peuple: rituels, savoirs et résistances au XVI^e siècle*, Paris, 1979, p. 211.

²⁰ *Ibid.*, p. 159.

²¹ D. Richet, *La France moderne: l'esprit des institutions*, Paris, 1973, p. 117.

²² *Ibid.*, p. 108.

²³ *Ibid.*, p. 109.

«vieux» équilibres, des provinces sacrifiées par le progrès parce que rétives au changement, comme si perdurait une sorte de noyau dur communautaire imperméable au temps, alors que les institutions et les élites s'inscriraient dans le sens de l'Histoire. Car, les progrès de l'État sont toujours considérés comme des pas vers la modernité politique, du moins en France. Notre prestigieux État-providence actuel en serait même le dernier avatar.

Une telle vision ne relève-elle pas d'une représentation culturaliste des sociétés, qui présuppose l'existence de modes de vie populaires traversant les âges sans subir de recompositions? Magnifiés par les folkloristes, ceux-ci sont trop souvent décrits comme arc-boutés sur la tradition, inaltérables, et au final dévalorisés. Le moment est peut-être venu d'examiner plus avant ce que les rébellions révèlent d'une conception de la puissance publique qui emprunte certainement au passé, mais qui, dans le même temps, présente des aspects novateurs. Selon Pierre Serna, «la période moderne ne saurait se réduire au temps de la construction des royaumes et des États monarchiques. Elle présente aussi l'histoire d'un refus permanent des formes de pouvoir autocratiques et la recherche parallèle de nouvelles formes d'association libre, voire républicaine entre les membres des communautés»²⁴. La proposition est séduisante, mais demande à être vérifiée. Les sociétés dites d'Ancien Régime, et la Savoie peut-être, auraient-elles été le laboratoire d'une autre forme de modernité politique qui reste encore aujourd'hui à la fois notre champ d'expérience et notre horizon d'attente? Le chantier est ouvert.

²⁴ J.-L. Chappey, B. Gainot, G. Mazeau, F. Régent, P. Serna, *Pour quoi faire la Révolution*, Marseille, 2012, p. 21.

La corte di Vittorio Amedeo II dal ducato al regno

Andrea Merlotti

Centro studi della Reggia di Venaria

Quali conseguenze ebbe la conquista del titolo regio sulla corte sabauda? In che modo il nuovo *status* regale influì sulle pratiche di una corte che a inizio Settecento vantava già oltre cinque secoli di vita e che, anche per questo, guardava con sufficienza le corti di altre illustri dinastie della penisola, meno antiche, ma più celebrate¹? Sono queste le domande cui cercherò di dare una risposta nel mio intervento. Oggetto dell'analisi sarà, quindi, la corte di Vittorio Amedeo II, dal momento in cui questi, nel 1684, prese il potere sottraendolo alla madre Maria Giovanna Battista (che, sul modello di Cristina di Borbone, cercava di prolungare il più possibile una già lunga reggenza), sino al 1730, quando decise di cederlo al figlio Carlo Emanuele III, con un'abdicazione che fece parlare tutta Europa². Va detto, infatti, che affrontando la storia d'una corte, soprattutto quando essa si estende su un arco temporale quasi millenario come quella dei Savoia, gli elementi di continuità tendono a essere più visibili di quelli di rottura, sin

¹ Negli ultimi anni la storiografia sulla corte sabauda in età moderna si è notevolmente arricchita. Per una ricostruzione d'insieme cfr. P. Bianchi, *La corte dei Savoia. Disciplina del servizio e delle fedeltà, I Savoia: i secoli d'oro di una dinastia europea*, a cura di W. Barberis, Torino, 2007, p. 135-174 ed A. Merlotti, *La corte sabauda fra Cinque e Seicento, La reggia di Venaria e i Savoia: arti, magnificenza e storia di una corte europea*, catalogo della mostra (Venaria Reale, 12 ottobre 2007-30 marzo 2008), a cura di E. Castelnuovo e altri, Torino, 2007, vol. 1, p. 91-102. Sulla storia della corte si vedano i volumi: P. Cozzo, *La geografia celeste dei duchi di Savoia: religione, devozione e sacralità di uno Stato di età moderna*, Bologna, 2006; *L'affermarsi della corte sabauda. Dinastie, poteri, élites in Piemonte e Savoia fra tardo medioevo e prima età moderna*, a cura di P. Bianchi e L. C. Gentile, Torino, 2006; L. C. Gentile, *Riti ed emblemi: processi di rappresentazione del potere principesco in area subalpina (XIII-XVI secc.)*, Torino, 2008; *Feste barocche: cerimonie e spettacoli alla corte dei Savoia tra Cinque e Settecento*, a cura di C. Arnaldi di Balme e F. Varallo, catalogo della mostra (Torino, Palazzo Madama), Torino, 2009; *Le strategie dell'apparenza: cerimoniali, politica e società alla corte dei Savoia in età moderna*, a cura di P. Bianchi e A. Merlotti, Torino, 2010;

² Su Vittorio Amedeo II restano fondamentali D. Carutti, *Storia del regno di Vittorio Amedeo II*, Torino, 1856; G. Symcox, *Vittorio Amedeo II: l'assolutismo sabauda (1675-1730)*, Torino, 1985. Sulla corte nell'età amedeana si veda G. Prato, *Il costo della guerra di successione spagnola*, Torino, 1907, p. 199-234; *La corte dal 1700 al 1713*.

quasi a stemperare questi ultimi in un'immagine indistinta e confusa. Non si può, quindi, rispondere alle domande che ponevo in principio verificando semplicemente se la corte sabauda fra 1712 e 1714 fosse stata sottoposta a qualche modifica strutturale. Bisogna, al contrario, verificare gli eventuali cambiamenti e inserirli nel contesto più ampio della politica curiale di Vittorio Amedeo II. Punto di partenza non può non essere il momento della presa di potere da parte del giovane duca. È, quindi, particolarmente importante verificare che una delle prime testimonianze sull'energia del nuovo sovrano fosse stata proprio legata alla corte. Mi riferisco a quanto scritto dal residente veneto a Milano, il 2 settembre 1684.

Il signor duca va riformando la Corte e il suo trattamento proprio. Ha fatto levare otto piatti dalla sua tavola e pensa ancora di ridurli alla metà e intanto fa una tavola sola colla duchessa sposa e alla medesima fa mangiare anche il conte di Soissons. Alla duchessa madre oltre il proprio suo patrimonio che tiene in Francia e nella Savoia ha assegnato una pensione di 100m lire all'anno, dicendo che non ha da tesorrizzare e che quando non le bastasse supplirà del suo³.

Vittorio Amedeo II, appena salito al potere, aveva iniziato, infatti, a cambiare molte cose anche nella vita di corte. Alla fine dell'anno, lo stesso ministro commentava così l'attivismo del diciottenne duca di Savoia: «Già duole il capo a più d'uno che sa con quanta puntualità voglia essere servito questo principe, che nel primo fiore degli anni ha sentimenti di età canuta».

Prima di entrare nel merito dei cambiamenti accennati dal residente veneto, conviene soffermarsi però sull'immagine che la corte sabauda aveva al momento dell'ascesa al trono di Vittorio Amedeo II, nel 1675, e della sua successiva presa di potere.

Alla morte di Cristina di Borbone, nel 1663, abbandonati ormai quasi del tutto gli usi spagnoli dell'epoca di Carlo Emanuele I, la corte

³ *Storia arcana ed aneddotica d'Italia, raccontata dai veneti ambasciatori*, a cura di F. Mutinelli, Venezia, 1858, vol. III, p. 344. Le relazioni diplomatiche fra la Repubblica e lo Stato sabauda s'erano interrotte nel 1671. Cfr. G. Claretta, *Delle principali relazioni politiche fra Venezia e Savoia nel secolo XVII*, *Nuovo archivio veneto*, 1895, IX, p. 252-324. C. Contessa, *Per la storia della decadenza della diplomazia italiana nel secolo XVII*. Aneddoti di relazioni veneto-sabaude, *Miscellanea di storia italiana*, (1906), p. 63-208; A. Merlotti, *Colle armi e col consiglio. Note su Savoia e Repubblica di Venezia in età moderna*, *La barca sublime*, catalogo della mostra (Reggia di Venaria, 16 novembre 2012 - 8 gennaio 2013), a cura di E. Ballaira, S. Ghisotti, A. Griseri, Milano, 2012, p. 17-25.

sabauda era ormai fortemente modellata su quella di Francia. Il rapporto era divenuto così stretto che nacque allora la definizione di Torino come «piccola Parigi». È interessante che quest'immagine – destinata a lunga fortuna – sia nata proprio sul terreno della corte. Una delle sue attestazioni più antiche si trova, nel 1673, ne *Il più curioso e memorabile della Francia* del sacerdote bresciano Michelangelo Mariani: «La corte del duca di Savoia è floridissima et ama sopra modo la moda del vestir e parlar francese, come pur la libertà e galanteria del conversare, onde per questo capo Torino vien detto da alcuni il Picciol Paris»⁴.

Nel 1680 Maria Giovanna Battista emanò un regolamento della corte che aveva per modello la corte francese. Non stupisce, quindi, che negli anni Ottanta del Seicento, la corte di Torino sembrasse in tutto e per tutto una corte francese. Maximilien Misson, consigliere al Parlamento di Parigi, che la visitò nel 1688, scrisse: «La ville de Turin [...] est un lieu fort agreable [...] et les manieres libres et sociables que nous y trouvont nous en font respirer l'air avec d'autant plus de plaisir que nous ne faisons que d'échaper des sauvages coûtumes du reste de l'Italie, ou nous avons vû plus de statües que d'hommes. On vit a Turin à peu près comme en France: la langue françoise n'y est pas moins connuë que l'italienne, le monde y est bien fait, et la cour du duc est, a ce qu'on nous assure, une des plus leste d'Europe»⁵. Esattamente un anno dopo, un anonimo funzionario pontificio, in una *Succinta relazione della corte di Savoia*, riprendeva l'immagine di Mariani, scrivendo: «Torino è un picciol Parigi e Parigi è un gran Torino: se non è quello l'esemplare e l'idea, è questo l'immagine che lo rappresenta in picciolo, ma al vivo»⁶.

Quando Misson passò per la capitale sabauda, tuttavia, alcune cose stavano iniziando a cambiare. Tornando alle parole del residente veneto a Milano, egli sottolineava alcune importanti variazioni apportate al cerimoniale di Palazzo: «ha ordinato ai gentilhuomini [...] delle sue Guardie che quando va solo pel Palazzo non gli faccino inchini e riverenze

⁴ M. Mariani, *Il più curioso e memorabile della Francia con il sommario degli avvenimenti e l'indice delle cose notabili*, Venetia, 1673, p. 195.

⁵ M. Misson, *Nouveau voyage d'Italie, fait en l'année 1688, avec un mémoire contenant des avis utiles à ceux qui voudront faire le mesme voyage*, La Haye, 1691, t. III, p. 170. Su tale opera si veda A. Merlotti, *Fra corte e città. L'immagine di Torino fra Sei e Ottocento (1648-1830)*, *La città nel Settecento: saperi e forme di rappresentazione, atti del convegno (Reggia di venaria, 27-29 maggio 2010)*, a cura di M. Formica, A. Merlotti, A. Rao, Roma, Edizioni di storia e letteratura, 2013.

⁶ Biblioteca della Provincia di Torino, ms C. 7, *Succinta relazione della corte di Savoia in Torino* (1689), c. 1.

affettate, ma stieno fermi nei loro posti, come se nol vedessero, e solamente usino questi atti di ossequio, quando si trovi con principi e cavalieri di rispetto». Ma la riforma che più aveva colpito non solo il ministro, ma l'aristocrazia di corte era stata l'abolizione della «cavalcata», la complessa cerimonia che almeno dai tempi di Cristina di Francia segnava le feste di capodanno. «Ha parimente levato la seccaggine delle buone feste, non volendo che si faccia questo complimento che il primo giorno dell'anno»⁷, scriveva il residente veneto.

Almeno sin dal 1646, ogni 1° gennaio il duca e la corte si recavano alla Chiesa dei Gesuiti insieme a tutta la corte per celebrare la festa di inizio dell'anno. Così la descriveva il maestro delle cerimonie, conte Scaravello, nel 1677, quando Vittorio Amedeo II era già duca, ma sotto la reggenza della madre:

Primo giorno dell'anno conforme al solito. Madama Reale [Maria Giovanna Battista] con Sua Altezza Reale [Vittorio Amedeo II], Serenissima Principessa [Ludovica] e i Principi andarono alla Chiesa dei padri Gesuiti in parata, con le Guardie a piedi d'archibuggieri e svizzeri, a tamburo battente. Monsignor arcivescovo Beggiamo disse la messa bassa (sic). Fu portato a baciare l'Evangelo a Madama Reale, Sua Altezza Reale, alla Serenissima Principessa et a Serenissimi Principi. La signora marchesa di Dronero e li principi del sangue ebbero il coscino al balaustro. Il signor abate Doria fece la fontione di primo elemosiniere in assenza dell'abate Amoretti, primo elemosiniere di Sua Altezza Reale⁸.

Nel 1685 Vittorio Amedeo II abolì questa pratica e introdusse il rito del baciamano, rimasto sino al 1848 il momento *clou*, per così dire, del calendario della corte dei Savoia⁹. Il significato simbolico è evidente: a una cerimonia in cui il sovrano e la Casa reale uscivano da Palazzo e, accompagnati dalla corte e dalla nobiltà, si recavano nella chiesa di quello che era allora l'ordine religioso più potente dello Stato, se ne sostituiva un'altra in cui erano cortigiani e nobili a recarsi a Palazzo per render omaggio al sovrano. Si trattava di una rottura con la tradizione precedente. Non a caso Madama Reale continuò a recarsi alla Chiesa dei Gesuiti al pomeriggio

⁷ *Op. cit.*, a cura di F. Mutinelli, p. 345.

⁸ Biblioteca Reale di Torino (BRT), Storia patria, ms 726/2, reg. 4 (1675-1684), Cerimoniale del conte Scaravello, c. 163-163v.

⁹ A. Merlotti, Una muta fedeltà: le cerimonie di baciamano fra Sei e Ottocento, *Le strategie dell'apparenza*, *op. cit.*, p. 91-131.

del primo dell'anno, «ma non colle solite cerimonie di cappella», come notava nel 1692 il maestro di cerimonie Balbis di Vernone¹⁰. Stando a quanto raccontano i registri dei maestri di cerimonie, sino al 1713 il rito del baciamento fu riservato alla corte: poi, come vedremo, fu ampliato alle principali magistrature dello Stato.

Ma al residente veneto non era sfuggito anche un altro cambiamento assai rilevante introdotto da Vittorio Amedeo II: l'abolizione della corte autonoma per la duchessa. È a questo, infatti, che egli alludeva quando scriveva che il duca «fa[ceva] una tavola sola colla duchessa sposa». Un atto cui il duca avrebbe poi accompagnato la riduzione del potere delle corti degli altri principi sabaudi presenti nella capitale. Si tratta d'un punto importante, anche in questo caso una marcata rottura con il passato, sul quale merita soffermarsi.

Sino almeno dall'inizio del Cinquecento, le duchesse di Savoia avevano avuto una propria Casa, ben separata da quella del marito. Spesso tali corti erano divenute centri di potere, legati a questa o quella fazione politica. Basti pensare alla corte di Margherita di Valois, «del tutto indipendente» da quella del marito Emanuele Filiberto, «formata in maggioranza da francesi e molto autonoma»¹¹. Allo stesso modo, la corte della duchessa Caterina d'Asburgo, moglie di Carlo Emanuele I, s'era configurata come il cuore del partito filo-spagnolo, tanto che per alcuni alla sua testa fu lo stesso ambasciatore di Spagna¹². Tale ruolo era poi passato alla corte dei figli del duca, e poi a quelle delle infanti Margherita, Maria e Caterina e, soprattutto, del principe Tomaso di Carignano. A esse s'era contrapposta, sin dal suo arrivo a Torino, la corte di Cristina di Borbone, moglie di Vittorio Amedeo I, cuore di quella fazione filo-francese che avrebbe vinto la guerra civile fra madamisti e principisti. La storia politica dello Stato sabauda fra Cinque e Seicento era stata segnata da tali corti e dai loro scontri.

¹⁰ BRT, Storia patria, ms 726/3, reg. 1 (1690-1699), Registro del cerimoniale della Real Corte di Savoia ... esercitando la carica di Gran maestro di cerimonie il conte di Vernone, cc. 55-55v. (1° gennaio 1692).

¹¹ C. Stango, La corte di Emanuele Filiberto, *Storia di Torino*, vol. 3, *Dalla dominazione francese alla ricomposizione dello Stato (1536-1630)*, a cura di G. Ricuperati, Torino, 1998, p. 223-242 (le cit. da p. 227).

¹² P. Merlin, *Tra guerre e tornei: la corte sabauda nell'età di Carlo Emanuele I*, Torino, 1991, p. 6-11, 100; P. Merlin, L'infanta Caterina e il modello spagnolo, *In assenza del re: le reggenti dal XIV al XVII secolo (Piemonte ed Europa)*, atti del convegno (Torino, febbraio 2006), a cura di F. Varallo, Firenze, 2008, p. 209-234.

Per consistenza numerica, se a fine Cinquecento la corte dell'Infanta era numericamente inferiore a quella del marito¹³, quella di Cristina di Francia aveva quasi subito eguagliato quella di Vittorio Amedeo I. Quando Carlo Emanuele I, nel 1620, aveva istituito una corte per Cristina di Borbone, allora solo principessa ereditaria, le aveva dato otto cavalieri d'onore, otto gentiluomini, quattro *maîtres d'hôtel*, otto dame d'onore e altrettante figlie d'onore, un confessore e quattro cappellani, oltre a tutti coloro che erano chiamati a ricoprire uffici non nobili: per un totale di almeno un centinaio di persone¹⁴. Nel 1635 era salita a 234 stipendiati e nel 1648, al termine della guerra civile, il numero di questi era giunto a 251¹⁵.

Carlo Emanuele II nel 1663 aveva costituito una Casa per la moglie Francesca di Valois. Tale Casa era poi passata a Maria Giovanna Battista, sposata nel 1665. Undici anni più tardi, Maria Giovanna Battista, all'inizio della sua reggenza, aveva una corte di non meno di 153 persone, fra cui un gran maestro della casa, tre maggiordomi, otto gentiluomini di bocca; un gran scudiere e quattro primi scudieri; una prima dama d'onore, una dama d'atours e un numero imprecisato di figlie d'onore; un primo elemosiniere, tre elemosinieri, due cappellani (uno per lei uno per la sua corte)¹⁶.

¹³ Fra 1585 e 1598 la corte dell'Infanta Caterina contava circa cento persone, mentre quella del marito ne aveva almeno il doppio. Cfr. P. Merlin, *op. cit.*, p. 26-28; P. Merlin, *art. cit.*, p. 243-291 (in part., p. 244-246).

¹⁴ G. Claretta, *Storia della reggenza di Cristina di Francia*, Torino, 1869, vol. 2, p. 707-708 (si veda in particolare l'*État des dames, demoiselles, gentilhommes et autre officiers de la Maison de Madame la Serenissime duchesse de Savoie*, riprodotto alla nota 8).

¹⁵ I. Massabò Ricci, C. Rosso, La corte quale rappresentazione del potere sovrano, *Figure del barocco in Piemonte. La corte, la città, i cantieri, le province*, a cura di G. Romano, Torino, 1988, p. 11-40 (in part. p. 32); C. Stango, Le corti ducali, *Storia di Torino*, vol. 4, *La città fra crisi e ripresa (1630-1730)*, a cura di G. Ricuperati, Torino, 2002, p. 503-524 (in part., p. 506).

¹⁶ I. Massabò Ricci, A. Merlotti, In attesa del duca: reggenza e principi del sangue nella Torino di Maria Giovanna Battista, *Torino (1675-1699): strategie e conflitti del barocco*, a cura di G. Romano, Torino, 1993, p. 121-174. Per una bibliografia su Maria Giovanna Battista si veda la voce che le ho dedicato in *Dizionario biografico degli italiani* [d'ora in poi DBI], Roma, 2007, vol. 70, p. 243-248. Fra i principali lavori apparsi di recente segnalo almeno G. Symcox, La reggenza della seconda Madama Reale, *Storia di Torino*, vol. 4, *La città fra crisi e ripresa (1630-1730)*, a cura di G. Ricuperati, Torino, 2002, p. 197-245; R. Oresko, Maria Giovanna Battista of Savoy Nemours (1644-1724): Daughter, Consort and Regent of Savoy, *Queenship in Europe (1660-1815)*, a cura di C. Campbell Orr, Cambridge, Cambridge University Press, 2006, p. 16-55; R. Oresko, Princesses in Power and European Dynasticism. Marie-Christine of France and Navarre

Quando Anna d'Orléans giunse a Torino, nel 1684, il duca, contrariamente a quanto fatto dai suoi predecessori, con il pretesto dell'esistenza dell'ampia corte che la madre continuava a mantenere (pur se ormai lontana dal potere), non creò una Casa per la duchessa, ma si limitò a costituirle uno «stato», un gruppo, di funzionari a essa legati, ma istituzionalmente parte della propria corte. Lo «stato di Madama la Duchessa Reale», come fu chiamato sino al 1713, era composto da una trentina appena di stipendiati. Una sezione a sé era quella delle figlie d'onore, a capo delle quali era posta una governante e che avevano un personale insegnante loro dedicato. Tralasciando qui i risultati di un'analisi anno per anno, mi limito a rilevare che ancora nel 1712 lo «stato di Madama la duchessa reale» comprendeva appena 34 stipendiati. Se a questi s'aggiungono le figlie d'onore, che non compaiono sui bilanci, si può dire che la corte della duchessa Anna s'aggrasse intorno alle quaranta/cinquanta persone: una realtà decisamente più esigua rispetto a quella delle corti delle duchesse precedenti.

Vittorio Amedeo II, inoltre, volle evitare che la corte della duchessa potesse divenire il fulcro di un'opposizione alla sua politica, soprattutto dopo la svolta anti-francese del 1690. Alla duchessa non fu permesso di tenere con sé cortigiani che venissero dalla Francia, con l'eccezione – peraltro assai importante – della sua prima dama d'onore. A tale carica, infatti, fu chiamata Henriette Marie Le Hardi de la Trousse (1661-1753), una nobile francese che era stata accanto alla duchessa sin dall'infanzia¹⁷. Per far ciò, tuttavia, essa dovette sposare, sempre nel 1684, il principe Amedeo Alfonso Dal Pozzo della Cisterna (1662-1698), che si era recato nella capitale francese per preparare le nozze di Vittorio Amedeo e che nella corte di Vittorio Amedeo II ricopriva la carica di gran cacciatore¹⁸. Anche la dama d'atour fu scelta fra le mogli dei principali cortigiani del duca: la scelta cadde, infatti, su Claudia Scaglia di Verrua († 1706), moglie del marchese Giovan Doria del Maro (1623-1691), gran maestro della Casa del duca. La corte della duchessa non era più una Casa a sé stante, ma solo parte di quella del duca di Savoia.

and Maria Giovanna Battista of Savoy-Genevois-Nemours, the Last Regents of the House of Savoy in their International Context, *In assenza del re, op. cit.*, p. 393-441.

¹⁷ Il padre Philippe-Auguste Le Hardi († 1691) era maresciallo di campo di Luigi XIV, la madre, Marguerite de La Fond, era figlio d'un segretario del re ai tempi di Mazarino.

¹⁸ Alla morte della regina fece ritorno a Parigi, dove morì.

Processo analogo fu seguito per la corte dei figli. Alle tre figlie avute dalla moglie subito dopo il matrimonio – Maria Adelaïde (1685-1712), Maria Anna (1687-1690) e Maria Gabriella (1688-1713) – il duca costituì piccoli «stati», diretti da una governante. Solo Maria Gabriella, dopo il 1696, ebbe diritto a uno scudiere. Diverso il discorso, invece, per i figli maschi.

Poiché la nascita d'un erede maschio tardava ad arrivare, nel 1696 Vittorio Amedeo II proclamò erede al trono, in caso di assenza d'un figlio, il principe Vittorio Amedeo di Carignano (1690-1741), figlio del principe Emanuele Filiberto, seguito in linea di successione dal fratello minore Tomaso (1696-1715) e dal conte Emanuele di Soissons (1687-1729). Vittorio Amedeo II, che mirava anche a diminuire il potere di Casa Carignano, nel 1698 portò il principe Amedeo di Carignano a corte e gli diede un proprio «stato», dandogli due gentiluomini di camera e tre scudieri. Nel 1698 diede uno «stato» anche al conte di Soissons. La nascita del principe di Piemonte Vittorio Amedeo (1699-1715) e del duca d'Aosta Carlo Emanuele (1701-1773) diede al duca gli eredi tanto desiderati. Egli creò, quindi, uno «stato» dei principi, affidandone la direzione alla marchese Gattinara. Non per questo, però, egli cessò di occuparsi di Amedeo di Carignano e di Emanuele di Soissons: al contrario, egli creò uno «stato» anche per i principi Maurizio (1690-1710) ed Eugenio (1692-1712) di Soissons, fratelli minori di Emanuele. In pratica tutti i giovani principi sabaudi erano educati a Torino. In tal modo, Vittorio Amedeo II restituiva unità a una dinastia che a metà Seicento s'era fortemente divisa fra il ramo principale e quelli cadetti. In particolare, Vittorio Amedeo II fece in modo che la corte dei Carignano perdesse ogni potere politico.

Tra fine Sei e inizio Settecento la corte di Vittorio Amedeo II continuava a essere considerata come «une des plus belles cours d'Italie», per citare le parole di François-Jacques Deseine, che nel suo *Nouveau voyage d'Italie* del 1697 riprendeva *topos* tradizionali, scrivendo che a Torino «une noblesse tres-galante, en sorte qu'on l'appelle un petit Paris»¹⁹. Dieci anni dopo, nel 1708, quando la corte aveva superato la bufera della guerra di successione spagnola e dell'assedio di Torino, era la volta del conte Orazio Guicciardi (1665-1741), gentiluomo di camera del duca di Modena Rinaldo d'Este, d'esprimere valutazioni altrettanto positive²⁰. «La corte

¹⁹ F. Deseine, *Nouveau voyage d'Italie contenant une description exacte de toutes les provinces, villes et lieux considerable*, Lyon, 1699 [la dedica è datata Roma, agosto, 1697], vol. 1, p. 16.

²⁰ G. Campori, *La corte di Torino nel 1708. Relazione del conte Orazio Guicciardi inviato straordinario del duca di Modena a Vittorio Amedeo II duca di*

di Savoia passa per tutto il mondo per una delle più polite, magnifiche e divertite d'Europa; e si dice per tutto che sia il modello di quella di Parigi», scriveva, un po' troppo entusiasticamente il nobile modenese. «Al tempo di Madama Reale Cristina», proseguiva, «fu in splendore e posta in trattamento reale da quella gran principessa per politica de'francesi, che pensavano di indebolirne le forze coll'ingrandire il lusso; Carlo Emanuele [II] la mantenne nello stesso modo, Madama Reale... nella minorità del duca la ridusse sempre più splendida»²¹. Eppure, all'occhio di Guicciardi non sfuggivano alcuni segnali che negli anni successivi sarebbero divenuti ancora più evidenti, a partire, *in primis*, dalla limitazione delle spese, attribuita, per ora, alla necessità di risparmiare: Vittorio Amedeo II, raccontava, «ha di molto ristretta» la corte e «ha levata ogni superfluità di spese, tutto destinando alla guerra e ad impinguare il tesoro»²².

L'ascesa al titolo regio, in seguito alla pace di Utrecht del 1713, vedeva quindi la corte sabauda mutata rispetto a quella che era stata un trentennio prima, ma senza che questo ne avesse cambiato l'immagine, che su di essa s'era costruita nel corso del secolo precedente.

Non appena avuta la comunicazione ufficiale dell'ascesa al trono di Sicilia, Vittorio Amedeo II e la sua corte si misero in viaggio per la Sicilia, dove restarono circa un anno, rientrando in Piemonte dopo un anno, nell'autunno 1714, con numerosi siciliani, alcuni dei quali destinati a grande fortuna alla corte, nei ministeri e nell'esercito²³.

L'azione del sovrano fra 1715 e 1722, tuttavia, fu volta soprattutto a dare un nuovo assetto alla macchina dello Stato, trascurando la corte. Questa, nel suo complesso, continuò il suo solita *train de vie*. Importanti modificazioni vi sarebbero certo state se Vittorio Amedeo II e Filippo Juvarra avessero potuto terminare la realizzazione del Castello di Rivoli e della Reggia di Venaria, ma proprio la forzata perdita della Sicilia – e

Savoia, *Atti e memorie della Regia Deputazione di storia patria per le province dell'Emilia*, 1877, vol. I, p. 98-124. Su Guicciardi di veda la voce dedicatagli da Marco Folin in *DBI*, vol. 61, p. 81-83.

²¹ G. Campori, *art. cit.*, p. 113. Guicciardi sottolineava anche come tutte le cariche di corte fossero «al modello di quella di Francia».

²² *Ibid.*, p. 114. Cfr. anche *infra* p. 122: «in questo anno la corte si è astenuta da tutti i divertimenti e magnificenze, impiegando tutto il denaro alla guerra».

²³ Su tale tema cfr. E. Wünsche-Werdehausen, «La felicità in trono»: l'entrata di Vittorio Amedeo II a Palermo nel 1713, *Artes*, 2005-2007, vol. XIII, p. 362-388; T. Ricardi di Netro, Il duca diventa re: cerimonie di corte per l'assunzione del titolo regio (1713-1714), *Le strategie dell'apparenza, op. cit.*, p. 133-146.

con essa dei lauti introiti fiscali che questa forniva – ne bloccò i lavori, per mancanza di soldi. La Sardegna, certo, garantiva anch'essa una corona reale in capo al duca di Savoia, ma non poteva competere per prestigio e ricchezza con la Sicilia.

Alcuni importanti cambiamenti, tuttavia, vi furono. Soprattutto sul terreno delle pratiche. Ho già avuto modo di sottolineare l'importanza, non solo simbolica, del rito del baciamento d'inizio anno.

Nel 1715, il primo anno dopo l'ascesa al titolo regio in cui il sovrano si trovava a Torino, il marchese Luserna d'Angrogna, maestro di cerimonie di Vittorio Amedeo II, raccontava nel suo registro delle cerimonie che il re aveva voluto che anche «li corpi de'magistrati avesser l'onore di baciargli la mano per augurarli il buon capo d'anno». D'Angrogna, quindi, s'era recato personalmente presso questi per illustrare come avrebbero dovuto eseguire una pratica che, sino a quel momento, era stata privilegio dei soli cortigiani. Da allora, per una ventina d'anni, i riti di baciamento si svilupparono in due giorni: il 31 dicembre toccava al gran cancelliere col Consiglio di Stato, al Senato di Piemonte, alla Camera dei conti e al Consiglio comunale di Torino²⁴. Il 1° gennaio era la volta del Consiglio di Sicilia (poi di Sardegna), dei ministri, degli alti gradi militari e della corte²⁵.

Vittorio Amedeo II, poi, istituì il rango di «piccolo grande», conferendolo ad alcune cariche già esistenti²⁶. In tale modo egli portò sotto il suo diretto controllo funzionari che avrebbero potuto, invece, esser ai comandi dei grandi di corona. Esempio il caso del gran cacciatore che, sebbene funzionalmente fosse legato alla Scuderia, non rispondeva al gran scudiere, ma direttamente al sovrano²⁷.

Altre riforme di particolare importanza furono l'abolizione delle figlie d'onore, nel 1722, e l'istituzione, nel 1728, della Cappella come sezione a sé stante (mentre prima era considerata parte della Camera),

²⁴ Dal 1741 ad esse si aggiunse anche la Regia università.

²⁵ Con Carlo Emanuele III il calendario dei baciamenti si sarebbe esteso ulteriormente, poiché egli spostò quello del Consiglio di Sardegna al giorno di Natale.

²⁶ Si trattava del Gran maestro di guardaroba (Casa), del Gran maestro di Cerimonie (Camera), del Gran cacciatore o (Scuderia), del Gran maestro d'artiglieria e del *Gran Vojeur* (cui spettava la sovrintendenza sulle strade del Regno).

²⁷ A. Merlotti, *Il Gran cacciatore di Savoia nel XVIII secolo, La caccia nello Stato sabaudo*, t. I, *Caccia e cultura (secc. XVI-XVIII)*, a cura di P. Bianchi e P. Passerin d'Entrèves, Torino, 2010, p. 79-96.

istituendo la figura del grande elemosiniere, vescovo della corte, cooptato fra i grandi di corona²⁸.

Nel 1722 Vittorio Amedeo II realizzò una delle principali riforme della corte. Abolì, infatti, le figlie d'onore presenti nella corte della regina sostituendole con le dame di palazzo. Non si trattava di un cambiamento nominativo, ma di una rottura con la tradizione della corte sabauda seicentesca, che aveva avuto nella presenza delle figlie d'onore uno dei suoi tratti distintivi.

Si trattava di giovanissime esponenti delle principali famiglie dell'aristocrazia subalpina, che trascorrevano a corte la propria adolescenza, sino al matrimonio. Mi limito qui ad un esempio fra i tanti possibili: Isabella Francesca Incisa di Camerana (1680-1753) divenne figlia d'onore a tredici anni, nel 1693. Nel 1701, ventunenne, sposò Carlo Falletti di Melazzo (1660-1706), gentiluomo di camera del duca. Il matrimonio si tenne a Palazzo Reale, probabilmente nella Sala dell'alcova (che a questo uso doveva il suo nome), e la sua dote fu pagata per quasi la metà da Madama Reale. Subito dopo le nozze, la Incisa restò alla corte della madre, divenendone dama d'onore²⁹. Il ruolo delle figlie d'onore a corte era così importante che erano fra i pochi personaggi i cui ritratti fossero esposti nelle residenze, accanto a quelli della Casa reale. Ancora oggi a Palazzo Reale si conserva una serie di ritratti di figlie d'onore dipinti fra anni Cinquanta e Sessanta del Seicento, forse la stessa che nel 1682 costituiva il fregio di una delle stanze dello stesso Palazzo³⁰.

Le figlie d'onore, guidate da una governante, spesso proveniente dalla loro stessa esperienza, servivano la duchessa in tutte le sue esigenze. Questa poi si occupava di organizzare le loro nozze, pagando loro la dote e svolgendo un ruolo attivo nella scelta del marito. Dopo la guerra civile, tali matrimoni erano stati uno dei sistemi usati da Cristina di Borbone per ricomporre le fratture sorte all'interno dell'aristocrazia di corte. Naturalmente, questo gruppo di giovani finiva per diventare spesso una specie di riserva di caccia del duca per le proprie amanti. Ricordo qui, almeno, la celebre relazione di Carlo Emanuele II (1634-1675) con Gabrielle Mesmes de Marolles (1651-1729). Figlia d'onore di Maria Giovanna Battista nel 1665 a quattordici

²⁸ M. T. Silvestrini, *La politica della religione: il governo ecclesiastico nello Stato sabauda del XVIII secolo*, Firenze, 1997, p. 354-355.

²⁹ V. Angius, *Sulle famiglie nobili della monarchia di Savoia*, Torino, 1853, vol. III, p. 609-610.

³⁰ Su questa serie si veda la scheda di P. Bianchi e A. Merlotti in *La reggia di Venaria e i Savoia, op. cit.*, vol. II, p. 121-125.

anni, l'anno successivo era divenuta l'amante del duca e nel 1667, sedicenne, ne era restata incinta. Il duca, allora, l'aveva data in moglie al conte Carlo delle Lanze (1640ca.-1678), pagandole una dote « come figlia d'honore di Madama Reale mia signora » di 18 000 lire d'argento³¹.

Vicende come queste non erano rare neppure nelle altre corti, dove gli scandali generati dalle figlie d'onore non erano rari. Furono proprio « les dangers attachés à l'état de fille, dans une cour galante et voluptueuse », come racconta Voltaire, a convincere Luigi XIV nel 1673 « à substituer aux douze filles d'honneur, qui embellissaient la cour de la reine, douze dames du palais »³².

Maria Giovanna Battista, divenuta reggente solo due anni dopo, non aveva seguito l'esempio e la sua corte era stata caratterizzata dalla presenza di numerose figlie d'onore, diverse delle quali, una volta sposate, entrarono a corte con vari ruoli. Anche Anna d'Orléans ebbe le sue dame. La corte sabauda negli anni di Vittorio Amedeo II fu caratterizzata, quindi, dalla presenza di due gruppi di figlie d'onore: quello della duchessa madre e quello della duchessa sposa.

Le nozze, il 15 marzo 1722, del principe di Piemonte Carlo Emanuele con Anna Cristina di Baviera-Sulzbach (1704-1723) furono occasione per la loro abolizione. Essendo ancora viva l'anziana Maria Giovanna Battista (scomparsa due anni dopo, nel marzo 1724), si trattava di creare la terza corte femminile. Vittorio Amedeo II stabilì, come detto, di abolire la presenza a corte delle figlie d'onore. La corte della regina e della principessa di Piemonte (così come quelle delle altre eventuali principesse) sarebbe stata composta d'ora in poi da tre tipi diversi di dame. A capo restava la prima dama d'onore, equiparata ai grandi di corona, affiancata da una o più dame d'onore; da essa dipendevano anche la governanti dei principi. Restava anche la dama d'*atour*, seconda in linea di comando, cui spettava, fra l'altro, il compito di pettinare e vestire la sovrana. La novità, come detto, erano le dame di palazzo, che dovevano essere donne sposate o vedove. Quelle scelte per Anna d'Orléans erano quasi cinquantenni³³, mentre quelle destinate al seguito della principessa di Piemonte erano un po' più

³¹ L. Provana di Collegno, *Le tre Marolles, Miscellanea di studi storici in onore di Antonio Manno*, Torino, 1912, vol. II, p. 351-390. Il figlio era Francesco Agostino delle Lanze (1668-1749), che fu poi governatore del ducato d'Aosta (1713) e del ducato di Savoia (1721).

³² Voltaire, *Le siècle de Louis XIV*, Londres, 1752, t. II, cap. XXV, p. 281.

³³ Mi limito qui al caso di Angelica Carron di San Tomaso (1673-1726), moglie del marchese di Garessio, che aveva ormai cinquant'anni e che era stata figlia d'onore

giovani, tutte comunque già sposate. Insieme alle figlie d'onore scompariva anche quella parte delle corti che era stata addetta alla loro presenza nei decenni precedenti: maestri di ballo, maestri di stato, capocuochi, garzoni, uscieri, alcuni destinati a nuovi uffici, altri semplicemente pensionati.

A questa riforma rimanda Carlo Denina quanto, parlando della marchesa di Spigno, scrive che essa «era stata figlia d'onore di Madama Reale, madre del re, nel tempo che in vece di dame maritate o vedove, si prendevano in corti nobili damigelle» e che, molti anni più tardi, ormai vedova, «era stata scelta per dama d'onore della principessa di Piemonte dopo che il re [...] alle damigelle di palazzo ebbe sostituito gentildonne maritate»³⁴. Una decisione alla quale, secondo padre Giovan Battista Semeria, non sarebbe stata estranea «l'insinuazione» del padre Sebastiano Valfrè³⁵.

Per quanto riguarda, invece, la nascita del grande elemosiniere, mi limito a ricordare che essa si inseriva nel contesto della dura politica giurisdizionalista di Vittorio Amedeo II e delle sue dispute col papato per la nomina dei vescovi. Come ha ricostruito Maria Teresa Silvestrini, l'istituzione della carica fu uno dei punti principali dell'accordo raggiunto per il concordato del 1727³⁶. In ogni caso, per tutto il secolo i grandi elemosinieri furono anche arcivescovi di Torino³⁷, mentre il corpo degli

della stessa Anna d'Orléans un trentennio prima. Nel 1723 sarebbe stata messa a capo dello stato dei principini e nel 1725 sarebbe stata nominata dama d'atour della regina.

³⁴ C. Denina, *Istoria dell'Italia occidentale*, Torino, 1809, vol. IV, lib. XV, p. 213-214. Alla riforma della corte della regina accenna anche Pöllnitz, *Lettres et mémoires du baron de P., contenant les observations qu'il a faites dans ses voyages et le caractere des personnes qui composent les principales cours de l'Europe*, Amsterdam, 1737, t. V, p. 191: «La reine avoit sa Maison séparée; elle avoit une dame d'honneur, une dame d'atour et six filles d'honneur. Ces six filles devoient être réformées et on parloit de mettre en leur place auprès de la reine six dames du palais, mariées».

³⁵ G. B. Semeria, *Storia del re di Sardegna Carlo Emanuele il grande*, Torino, 1831, vol. 1, p. 35.

³⁶ Sugli elemosinieri di corte nel Seicento si veda P. Cozzo, *op. cit.*; per la ricostruzione del contesto politico che aveva portato all'istituzione della parrocchia di corte: M. T. Silvestrini, *op. cit.* Sul Grande elemosiniere mi permetto di rinviare ad A. Merlotti, I regi elemosinieri alla corte dei Savoia, re di Sardegna (secc. XVIII-XIX), *La corte en Europa: politica y religion (siglos XVI-XVIII), atti del convegno (Madrid, 13-16 dicembre 2010)*, a cura di J. Martinez Millan, M. Rivero Rodríguez e G. Versteegen, Madrid, 2012, vol. 2, p. 1025-1057.

³⁷ Dal 1728 al 1743 e dal 1773 al 1798 la carica di Grande elemosiniere fu conferita all'arcivescovo di Torino. Le due cariche furono divise solo dal 1743 al 1773, quando Carlo Emanuele III volle quale Grande elemosiniere il cugino Vittorio Amedeo delle Lanze (1712-1784), figlio del conte delle Lanze, che abbiamo incontrato

elemosinieri di corte risultava uno dei principali punti di contatto fra la corte e il mondo delle congregazioni religiose della capitale, come ho già avuto modo di ricostruire³⁸.

A fronte di una più razionale definizione di spazi e ranghi, peraltro, il cerimoniale, pur non modificato nei regolamenti, veniva fortemente limitato nelle pratiche. La morte della figlia Maria Gabriella, regina di Spagna, nel 1713, quella del primogenito Vittorio Amedeo Filippo e dell'amato principe Tomaso (II) di Carignano nel 1715 rappresentarono drammi che amareggiarono fortemente i primi anni di regno di Vittorio Amedeo II, il quale ridusse sempre più cerimonie e sfarzi, a favore di pratiche di devozione. Le nozze del principe ereditario Carlo Emanuele, nel 1722 e nel 1724, furono gli ultimi grandi momenti pubblici della corte di Vittorio Amedeo II. Non a caso, per limitarmi a un esempio, in quegli anni scomparvero – non nei regolamenti, ma nelle pratiche – alcune delle cerimonie fondanti il fasto di corte, come il pranzo pubblico del sovrano³⁹.

Ai viaggiatori stranieri non sfuggiva che ormai la corte sabauda non appariva più quella che era stata cinquant'anni prima. Il paragone con la corte di Parigi era scomparso nei loro giudizi. È noto quanto scritto da Montesquieu, di passaggio a Torino poco dopo la morte della regina Anna: «J'arrivai dans le temps que la cour étoit en deuil pour la mort da la Reine: ce qui rendoit cette cour, deja assez triste par elle-meme, plus triste encore»⁴⁰.

Si tratta di un'opinione condivisa da diversi altri viaggiatori coevi. Il poeta e scrittore inglese John Breval (1680ca.-1738), in viaggio nel 1724, nei suoi *Remarks on several parts of Europe* scrisse esplicitamente che «the lustre of the court», «which was distinguished above all those on the other

sopra quale figlio illegittimo di Carlo Emanuele II. Il Delle Lanze fu anche cardinale di corona. Cfr. P. Cozzo, Una porpora «a lustro della real corona»: Carlo Vincenzo Maria Ferrero (1682-1742) primo cardinale di corona della monarchia sabauda, *Nobiltà e Stato in Piemonte: i Ferrero, atti del convegno (Torino-Mondovì 2-4 ottobre 2001)*, a cura di A. Merlotti, Torino, 2003, p. 295-320.

³⁸ A. Merlotti, La Compagnia di San Paolo alla metà del XVIII secolo: un'élite politico-economica tra corte e municipalità, *Per una storia della Compagnia di San Paolo (1563-1853)*, a cura di B. Signorelli e W. Crivellin, Torino, 2005, vol. 2, p. 131-183.

³⁹ A. Merlotti, Il pranzo «en famille»: pubblico e privato alla corte sabauda del Settecento, *La tavola di corte fra Cinque e Settecento, atti del seminario del Centro studi «Europa delle corti» (Reggia di Venaria, 4-5 dicembre 2009)*, a cura di A. Merlotti, Roma, 2013.

⁴⁰ Montesquieu, *Voyages*, a cura di A. de Montesquieu, Bordeaux, 1896, vol. II, p. 109.

side the Alps in Madame Royale's time», era ormai «quite in decadence». Il sovrano «did not care for the pomp of levies» e la regina viveva «rather as the superior of a monastery, than the partner of a Kingdom»⁴¹. Giudizi sostanzialmente analoghi erano quelli del marchese Étienne de Silhouette (1709-1767), nella capitale sabauda nel 1729, un anno prima dell'abdicazione di Vittorio Amedeo II. «La cour de Turin n'est pas si brillant qu'elle étoit autrefois», scriveva. «Le roi a été fort galant dans sa jeunesse, aujourd'hui qu'il a soixante-quatre ans, il a pris le parti de la devotion et c'est agir en homme sage et prudent qui ne veut jamais que ce qu'il peut»⁴².

Sarebbero stati Carlo Emanuele III e Polissena d'Assia, saliti al trono nel 1730, a ridare nuovo splendore alla corte sabauda, facendone nuovamente, nel volgere di pochi anni, una delle più ricche della Penisola.

In conclusione, per rispondere alla domanda da cui sono partito, credo si possa affermare che la svolta del 1713, certamente centrale per la storia politica dello Stato sabauda, ebbe ripercussioni limitate sulla corte. Da un parte, sin dal 1635, con l'assunzione del titolo di re di Cipro, Vittorio Amedeo I aveva marcato una frattura con la corte dei duchi suoi predecessori, adottando titoli e pratiche di una corte reale. Dall'altra, Vittorio Amedeo II aveva provveduto sin dal 1684, alla sua ascesa al trono, a una serie di riforme che avevano mutato pratiche e cerimonie della corte delle reggenti (tanto che il regolamento pubblicato da Maria Giovanna Battista nel 1680 poteva dirsi già per più aspetti superato). In questo senso, credo che i cambiamenti importanti attuati da Vittorio Amedeo II fra 1713 e 1730 nelle pratiche di corte vadano letti come parte d'un processo riformatore iniziato da un trentennio, e che, probabilmente, sarebbero stati realizzati anche se il trono del sovrano fosse rimasto ducale.

⁴¹ J. Breval, *Remarks on several parts of Europe: relating chiefly to their antiquities and history, collected upon the spot in several tours since the years 1723*, London, 1738, vol. 1, p. 286.

⁴² É. de Silhouette, *Voyage de France, d'Espagne, de Portugal et d'Italie du 22 avril 1729 au 6 février 1730 par M. S****, Paris, 1770, t. I, p. 54-55.

Victor-Amédée II (1666-1732) et la Maison de Savoie dans les gazettes européennes

Frédéric Meyer

Université de Lorraine (Nancy), laboratoire CRULH

Les historiens ont appris des littéraires l'intérêt des gazettes et des journaux dans la diffusion de l'information aux XVII^e et XVIII^e siècles. Au-delà de leurs limites, sur lesquelles je reviendrai, de leur censure ou auto-censure, de leur faible diffusion¹, de la part de propagande qu'elles portent, elles nous disent la mise en place de l'information dans la société européenne, les débats intellectuels et la naissance de l'opinion publique². On en connaît environ 200 vers 1680, sans commune mesure avec les créations du XVIII^e siècle puisqu'on en compte environ 900 en 1789. La richesse de ces documents permet de poser de nombreuses questions. Parmi celles-ci, la possibilité d'étudier une année dans les différentes gazettes³, ou de suivre le retentissement d'un événement dans l'ensemble des gazettes, comme le tremblement de terre de Lisbonne en 1755, sur la mort du pape Clément XIV en 1774 et les rumeurs d'empoisonnement étudiées de Pierre Rétat⁴, l'état civil des protestants français en 1787, l'image du régent Philippe d'Orléans⁵, mais aussi l'évaluation des débats politiques, comme Giuseppe Ricuperati l'a fait pour le Savoie-Piémont à la fin du XVIII^e siècle⁶. Mon idée était d'agir de la sorte à propos du long règne de

¹ G. Feyel, *La « gazette » en province à travers ses réimpressions (1631-1752)*, Amsterdam et Maarssen, 1982.

² Je me fonde sur l'analyse historiographique et problématique que P. Rétat présentait en 1999 devant l'Association des Historiens modernistes de l'Université française lors du colloque sur *L'information à l'époque moderne*, Bilan et perspectives des recherches sur les gazettes, Paris, 2001, p. 5-24.

³ P. Rétat et J. Sgard, *Presse et histoire au XVIII^e siècle: l'année 1734*, Paris, 1978.

⁴ P. Rétat, La mort de Clément XIV, P. Koepfel, dir., *Papes et papauté au XVIII^e siècle*, Chambéry-Paris, 1999, p. 261-283.

⁵ D. Reynaud et C. Thomas, dir., *Le Régent entre fable et histoire*, Paris, 2003.

⁶ G. Ricuperati, La circulation des nouvelles politiques à Turin et dans l'État de Savoie à la fin de l'Ancien Régime, H. Duranton et P. Rétat, dir., *Gazettes et information*

Victor-Amédée II (1675-1730). Autant le dire tout de suite, étudier le seul rayonnement de l'accès à la couronne royale par le duc de Savoie en 1713 dans les gazettes est difficile, justement parce que bien peu existe déjà à cette époque (comme la *Gazette de Cologne*, le *Courrier du Bas-Rhin*, le *Journal de Bouillon*, etc.), et qu'encore moins ont été conservées dans les archives et les bibliothèques. Aussi, ai-je élargi l'enquête à l'ensemble du règne de Victor-Amédée II, en mettant l'accent sur quelques années clés de sa vie.

P. Rétat distingue nettement les gazettes, qui sont des périodiques d'information politique internationale, des journaux, qui sont des périodiques littéraires. Je me suis aperçu, néanmoins, que si naturellement les premières étaient loquaces sur notre affaire, les seconds ne l'ignoraient pas, et je les ai utilisés aussi. Il existe encore de très nombreuses circulations de feuilles, affiches, « canards » et manuscrits⁷. Comme je le disais, les spécialistes de littérature ont longtemps été seuls à travailler sur ces documents, les historiens les jugeant peut-être à tort comme trop conformistes. Influencés par le structuralisme, s'attaquant dès les années 1960-1970 à une histoire des *media* en rapport avec la société de communication, ils nous ont donné d'ineestimables instruments de travail, réalisés largement par des chercheurs rhône-alpins, comme à Lyon (autour de P. Rétat), à Grenoble (avec Jean Sgard), à Saint-Étienne (avec Denis Reynaud), qui remplacent avantageusement des ouvrages anciens⁸. Je pense en particulier au *Dictionnaire des Journaux*, publié en 1991⁹. Une gazette est un opuscule de quatre à huit pages in-4° en général, paraissant chaque semaine, parfois tous les deux ou trois jours, comme le *Diario romano*. Cela fait donc rapidement un stock considérable (si tant est qu'il a pu être conservé) de feuilles à dépouiller, de 6 à 800 pages par an pour chacun des titres. Heureusement, les chercheurs ont mis à la

politique sous l'Ancien Régime, Saint-Étienne, 1999, p. 57-67.

⁷ F. Moureau, *Répertoire des Nouvelles à la main : dictionnaire de la presse manuscrite clandestine (XVF-XVIII^e siècles)*, Oxford, 1999.

⁸ Ainsi le *Répertoire historique et biographique de la Gazette de France depuis l'origine jusqu'à la Révolution. 1631-1790*, du marquis de Granges de Surgères, Paris, 1906, t. IV, n'a aucune entrée concernant ma recherche, ni « Sardaigne », « Savoie », « Sicile », « Turin », « Victor-Amédée II ».

⁹ J. Sgard, dir, *Dictionnaire des Journaux (1600-1789)*, Paris, 1991. Il en existe une édition en ligne par le Centre international d'étude du XVIII^e siècle (c18.net).

disposition de la communauté scientifique des outils de travail tout à fait pertinents, comme ce répertoire des gazettes en français, avec leurs lieux de conservation¹⁰, le dictionnaire des journaux déjà cité, et le dictionnaire des journalistes publiés à Oxford¹¹. Le recours à l'informatique apparaît comme un salut, permettant d'accéder à des fonds lointains, de se repérer plus vite à l'intérieur d'une collection, et de ne pas risquer de l'abîmer en la manipulant. C'est le cas déjà pour les gazettes d'Amsterdam et de Leyde, accessibles sur des CD-Rom publiés par la *Voltaire Foundation* d'Oxford depuis 2000, mais malheureusement payants. Les grandes bibliothèques choisissent de les mettre progressivement en ligne, en numérisant des années un peu au hasard¹².

C'est ainsi, et compte tenu de l'ensemble de ces paramètres, et le premier étant la période précoce du règne de Victor-Amédée à une époque où la plupart des grandes gazettes (et aussi des gazettes piémontaises) n'existe pas encore, que je me suis contenté de travailler à partir de la *Gazette de France* (de Théophraste Renaudot, depuis 1631)¹³, la *Gazette d'Amsterdam* (1691-1796)¹⁴, la plus diffusée des gazettes hollandaises, et le *Diario romano* (1716-1758)¹⁵. J'y ai ajouté le *Courrier d'Avignon* et aussi le *Mercure Galant* (puis *de France* à partir de 1724), qui n'est pas une gazette mais un journal littéraire, mais qui évoque souvent la Savoie, ainsi que quelques numéros du *Mercure historique et politique*, publié à La Haye¹⁶. J'ai réalisé des sondages sur des années clés de son règne, en 1720 et 1721 quand il accède à la couronne de Sardaigne, en 1730 quand il abdique et en 1732 quand il décède. Ce sont, à l'évidence, les événements les mieux documentés, on verra pourquoi, et qui se prêtent à la comparaison. L'année

¹⁰ P. Rétat, *Les gazettes européennes de langue française: répertoire*, Paris, 2002.

¹¹ *Dictionnaire des journalistes (1600-1789)*, Oxford, 1999, 2 vol. Consultable en ligne sur le site de l'équipe LIRE de l'université de Lyon, qui étudie les gazettes du XVIII^e siècle, sous la dir. d'A.-M. Mercier-Faivre, et sa rubrique *Le gazetier universel*: <http://www.gazettes18e.fr>

¹² L'équipe lyonnaise de LIRE ne met en ligne la *Gazette de Leyde* qu'à partir de 1750.

¹³ BnF-Gallica, *Recueil des Nouvelles ordinaires et extraordinaires...*: 19 années disponibles en ligne.

¹⁴ BM d'Avignon, Ceccano, P. 570.

¹⁵ En ligne pour 1716-1758 sur le site italien de la Bib. Casanatense, *Il Cracas digitale*: <http://www.casanatense.it>

¹⁶ BM Lyon, 808210.

1713 est trop peu représentée dans les fonds. Je traiterai successivement de ce que nous apprennent les gazettes du début du XVIII^e siècle sur le règne de Victor-Amédée II, puis quelle image elles veulent diffuser, et enfin quelles limites en donnent-elles. C'est aussi s'interroger sur l'autoreprésentation de la Maison de Savoie et l'image qu'elle veut proposer, puisque les nouvelles sont souvent données par les Cours elles-mêmes aux rédactions des gazettes, à côté d'autres éléments de leur propagande (portraits, médailles, cérémonies, *Theatrum Sabaudiae*, etc.).

1. Des nouvelles de cour

Les articles contenus dans les gazettes et les journaux sont de taille très variable. Ils sont annoncés par le lieu d'où provient l'information (Turin, Paris, Rome, etc.) et la date. Le délai est en général assez court pour l'époque, moins d'un mois en général, ce qui nécessite de regarder au-delà de la date de l'événement dont on recherche une recension pour en trouver la trace. L'information peut être englobée avec d'autres, qui n'ont rien à voir avec elle sinon sa provenance. Elle est souvent mondaine, donne des cours d'Europe (pas uniquement de celle de Turin) une vision que l'on dirait aujourd'hui de *people*, préférant les mariages, les annonces de grossesses des princesses puis les naissances, les voyages des souverains au compte rendu de leur administration. L'analyse, la critique en est quasiment absente. Seule exception : les nouvelles des relations internationales (arrivée d'un ambassadeur, rapprochement entre deux États) et des guerres européennes, comme la guerre de Succession d'Espagne ou de Pologne. Les mondanités sont souvent d'un intérêt très relatif à nos yeux. Elles ne l'étaient pas pour les contemporains, pour qui elles étaient la preuve du prestige d'une dynastie et d'un État. On apprend ainsi que « le duc de Savoye envoie le collier de l'Annonciade à son ambassadeur en France, alors à Nancy » en 1674, et qu'il « prend plaisir à récompenser ceux qui le servent bien et qu'il suit en cela l'exemple du plus grand monarque du monde »¹⁷, comprenons Louis XIV. Ces nouvelles à la portée secondaire, ces « galanteries » selon la formule du temps, forment pourtant pour l'historien un fond de réalité de la vie des cours et permettent de fixer des jalons pour des histoires mal connues. Elles révèlent où est le vrai pouvoir. À la fin du XVII^e siècle, elles parlent plus de Madame Royale que de Victor-Amédée, pourtant duc en titre, ce qui correspond à la réalité. La mère de Victor-Amédée II, Jeanne-

¹⁷ *Mercurie Galant*, 1674, p. 60.

Baptiste, la régente encombrante de son début de règne, prend ainsi les eaux à Aix-les-Bains en septembre 1678. On nous dit que «Madame Royale y a fait des dépenses qui les rendent si commodes, qu'avant qu'il soit peu, il n'y en aura pas de plus fréquentez». Elle y vient en grande compagnie, s'y promène, joue, écoute des concerts. Des gentilshommes lyonnais, attirés par son rayonnement, louent des maisons à Aix. La société semble assez libre. On y rencontre des jeunes beautés, comme ces deux jeunes filles, une de Lyon et une autre de Chambéry, la première imitant la seconde en déguisant sa voix et en se cachant derrière son éventail¹⁸. Souvent malade, la duchesse fait l'objet de toutes les attentions de son fils (en théorie du moins), mais aussi du corps diplomatique car son décès aurait des graves conséquences pour un État dont le duc est un enfant¹⁹. Le mariage projeté de Victor-Amédée et de l'Infante du Portugal en 1681, les négociations menées par l'ambassadeur piémontais, le marquis de Dronero, occupent de nombreuses pages et le volume 2 du *Mercure* de juillet 1681 est dédié à Victor-Amédée II. On sait que ce mariage, voulu par la duchesse, fut l'occasion pour le jeune duc de s'affirmer face à sa mère en refusant de s'embarquer pour Lisbonne, et qu'il ne se fit pas²⁰.

Victor-Amédée arrivé à l'âge adulte, la presse s'intéresse à ses déplacements et à ceux de sa famille, mais surtout à sa descendance, ce qui est logique pour un prince régnant. À Milan le 2 mars 1696, le duc est guidé dans le carnaval de la ville par le marquis de Leganez. De là, il se rend en pèlerinage à Notre-Dame de Lorette pour obtenir de Dieu la grâce d'un enfant mâle²¹. En 1697, au retour de Nice, il manque de se noyer en franchissant la Stura aux environs de Cuneo. Le pont provisoire recouvert de terre s'effondre au passage de son carrosse; «sauvé par l'adresse des cochers et la vigueur des chevaux», le carrosse se renverse, est traîné et mis en pièces. Le duc et le chevalier Tana, qui étaient ensemble dans la voiture, en sortent indemnes²². Sa santé, surtout sans héritier mâle, est surveillée par tous les diplomates. Son héritier est alors son cousin Emmanuel-Philibert-Amédée de Savoie-Carignan (1628-1709), de la famille rivale des Savoie, qu'il maria à Catherine d'Este²³. On rassure régulièrement le

¹⁸ *Ibid.*, septembre 1678, p. 197-221.

¹⁹ *Ibid.*, p. 239 et décembre 1678, p. 154. Hommages du duc de Villard, ambassadeur de France, et du nonce.

²⁰ *Ibid.*, juillet 1681.

²¹ *Gazette de France*, 2 mars 1696 (Turin), p. 510.

²² *Gazette de France*, 13 février 1697 (Milan).

²³ A. Merlotti, *Politique dynastique et alliances matrimoniales de la Maison de Savoie au XVII^e siècle*, *Dix-septième siècle*, 2009, n° 243, p. 239-255.

lecteur sur la fin des fièvres et des malaises du duc et de sa famille. En 1694, il fait légitimer le duc de Suse, son fils né de la comtesse de Verrua²⁴. Victor-Amédée naît enfin en 1699. Le 16 septembre 1700, Jeanne-Baptiste se rend à Biella pour rendre son vœu à Notre-Dame d'Oropa, le grand pèlerinage dynastique du Piémont, et pour saluer « l'heureuse naissance du prince de Piémont », son petit-fils. Elle en revient le 2 octobre, et « on assure que Madame la duchesse de Savoye [sa belle fille Anne d'Orléans] est [à nouveau] grosse et cette nouvelle cause beaucoup de joye à la cour et à tous les peuples »²⁵. Ce fut Charles-Emmanuel, qui naquit en 1701. La dynastie était assurée.

En ce qui concerne le destin familial de Victor-Amédée II, les nouvelles ne sont pas toujours vérifiées, elles sont approximatives, écorchent les noms, avouent céder à la rumeur, données comme sûres puis infirmées. En 1721, le marquis de Cantadour serait allé à Lisbonne pour négocier le mariage du prince de Piémont avec l'Infante Dona Maria Magdeleina, la sœur du roi du Portugal, et on assure que l'ambassadeur de Sardaigne partira très vite à Lisbonne. En fait trois mois après, la gazette annonce que cela n'était que rumeur et qu'on parle maintenant d'une alliance avec une fille du prince de Sulzbach²⁶, ce qui arriva effectivement. En 1730, la gazette d'Amsterdam annonce le décès du prince de Piémont. Elle confond le fils de Victor-Amédée II, décédé en 1715, et celui de Charles-Emmanuel III, le duc d'Aoste (décédé en 1727) et corrige son erreur²⁷. Il est vrai que la présence de deux rois dans les États de Savoie-Piémont ne lui facilite pas la tâche ! Après l'abdication de 1730, le *Mercur* de France se plaît à retranscrire après traduction les onctueuses harangues prononcées « en piémontais » (?) par le premier président du sénat de Turin à la famille royale, Charles-Emmanuel III, sa femme et son fils, le duc de Savoie²⁸. « Une grande perte, une grande acquisition, une douleur profonde, une extrême consolation » se mêlent dans le discours du magistrat au roi nouvellement régnant, que Victor-Amédée a « formé de son auguste main » : « nous avons deux grands rois, l'un vit sans vouloir régner plus longtemps, l'autre règne sans lui avoir survécu... Nous respectons dans la personne du fils le souvenir du père, et dans le souvenir du père, nous retrouvons la personne du fils ». La nouvelle

²⁴ G. Symcox, *Victor-Amédée II: l'absolutisme dans l'État savoyard (1675-1730)*, Berkeley, 1983, éd. Annecy-Chambéry, 2008.

²⁵ *Gazette de France*, 16 septembre 1700, p. 508-509 et 2 octobre, p. 522.

²⁶ *Gazette de France*, n° 42, 16 août 1721 (Turin), p. 491 et n° 51, 5 novembre 1721 (Turin), p. 601.

²⁷ *Suite des Nouvelles d'Amsterdam*, 19 septembre 1730.

²⁸ *Mercur de France*, octobre 1730, p. 2291-2293.

reine a rempli son devoir en donnant « un successeur à ce royaume qui est le gage sacré de nos espérances ». Le duc héritier « est né d'un sang et dans une Maison où la vertu est héréditaire » et il est invité à rester longtemps prince héritier : « Vivez longtemps, Monseigneur, mais régné tard », dit-on au futur Victor-Amédée III (1726-1796).

Cet amphigouri est celui du temps mais sa retranscription dans le principal journal littéraire francophone du temps assure le prestige de la Maison de Savoie. La cour de Turin tout entière fait l'objet de cette attention, comme ces nouvelles de l'heureux accouchement le 17 mai 1731 de la duchesse de Savoie-Carignan d'un petit prince, Joseph-Charles-Emmanuel : ce jour-là, les comédiens du théâtre Carignan ont donné gratuitement leur spectacle²⁹. La gazette suit les déplacements de la cour. En septembre 1715, elle est à Annecy avec le prince de Piémont « fort affligé de la mort du prince Thomas de Savoye, frère du prince de Carignan »³⁰. En 1720, on la suit de Turin à Rivoli ou à la Venaria Reale³¹. À l'automne 1721, Victor-Amédée et le prince de Piémont prennent souvent « à la Vennerie (sic) le divertissement de la chasse »³². En octobre 1730, la famille royale est à la foire d'Alessandria³³. Elle aime les spectacles : le roi assiste souvent à ceux donnés par une troupe de comédiens français au théâtre Carignan ; on se réjouit du goût de la reine pour le théâtre, qui fait construire une salle tout à fait magnifique dans ses appartements, où on donne la représentation deux fois par semaine³⁴. Il s'agit bien entendu pour le couple royal de ne pas laisser l'initiative à la famille cadette et rivale des Carignan, éprise de musique et d'opéra³⁵.

Toutes les gazettes et tous les journaux rendent compte avec émotion de la mort de Victor-Amédée II en 1732, pourtant retiré du pouvoir. Celle d'Amsterdam publie une longue nécrologie du feu roi, énonçant ses deux mariages, ses enfants. On rappelle son couronnement comme roi de Sicile

²⁹ *Ibid.*, mai 1731, p. 1167-1168.

³⁰ *Gazette d'Amsterdam*, LXXXII, 11 octobre 1715.

³¹ *Ibid.*, X, 2 février 1720 et XLV, 7 juin 1720.

³² *Gazette de France*, n° 43, 8 septembre 1721 (Turin), p. 503 et n° 51, 5 novembre 1721 (Turin), p. 601.

³³ *Mercure de France*, n° 79, octobre 1730, p. 2291-2293.

³⁴ *Ibid.*, n° 83, mai 1731, p. 1167-1168.

³⁵ Autre exemple avec le soutien privilégié des Carignan à l'ordre des Visitandines, alors que les Savoie sont plus discrets : F. Meyer, *La Maison de Savoie et la Visitation aux XVII^e et XVIII^e siècles*, M.-E. Henneau, P. Vismara, B. Barbiche, J. Coppier, Y. Kinossian, C. Langlois, dir., *Pour Annecy et pour le monde : l'ordre de la Visitation (1610-2010)*, Milan-Annecy, 2011, p. 43-53.

à Palerme le 24 décembre 1713. Puis comment, après les accords du traité de la Quadruple Alliance de Londres en 1718, il échange la Sicile contre la Sardaigne. Et comment encore, « après avoir régné pendant 55 ans avec la réputation d'un des plus grands princes de son temps », il abdiqua en 1730³⁶. Cette notice fut jugée assez complète pour être reprise par d'autres gazettes (ou l'inverse?), ce qui est alors fréquent, comme le *Mercure* qui précise que le décès eut lieu à « Montcalier » (sic, pour Moncalieri)³⁷. Le *Diario romano* fut plus circonspect, et confus. Il annonça, le mois de sa mort, depuis Milan et Vienne, en quelques lignes seulement, la nouvelle, vieille d'un an déjà, de l'enlèvement du vieux roi. Il assurait que le « rapt » (sic) de l'ancien roi fut reçu *con grandissima dispiace di tutto il Piemonte e Savoia*³⁸. Mais on peut mettre en doute cette affliction quand on connaît l'ampleur du contentieux existant alors entre Rome et Turin. Le 19 novembre 1732, il rendait compte de façon encore plus laconique de sa sépulture à la Superga de Turin, ce qui est faux³⁹, et de l'exil de son épouse morganatique Madame de Spigno dans un monastère de Carignan⁴⁰ (de Pignerol en vérité). Il est temps de passer à l'analyse politique de l'image que les gazettes donnent des événements concernant la Maison de Savoie en ce début de XVIII^e siècle.

2. La grandeur de Victor-Amédée II

De manière générale, la politique menée par le duc de Savoie est plutôt louée par les articles des gazettes. Victor-Amédée apparaît comme un acteur important de la scène internationale et c'est sans doute ce qu'il souhaitait. Son jeu diplomatique parfois complexe est suivi par les rédacteurs. La réception de l'ambassadeur de France à Turin, M. Phélypeaux, en septembre 1700, par le comte de « Tornon » [Maillard de Tournon], chevalier de l'Annonciade, et le comte de Robion, introducteur des ambassadeurs, se veut exceptionnelle avec un cortège « de grand nombre de carrosses à six chevaux ». Le diplomate est conduit en grande pompe à l'hôtel des ambassadeurs et le 30 septembre présente ses lettres de créances au duc⁴¹. La plus importante série de références concerne néanmoins la

³⁶ *Gazette d'Amsterdam*, XCIV, 21 novembre 1732.

³⁷ *Mercure de France*, n° 92, novembre 1732, p. 2491.

³⁸ *Diario romano*, n° 2369, 8 octobre 1732, p. 11.

³⁹ G. Symcox, *op. cit.*, p. 316. Le corps de Victor-Amédée y fut déposé après l'achèvement de la crypte en 1778.

⁴⁰ *Diario romano*, n° 2387, 19 novembre 1732, p. 6-7.

⁴¹ *Gazette de France*, 6 octobre 1700, p. 546.

guerre et les événements militaires. Il est vrai que son règne correspond à de nombreux conflits européens, auxquels il prit part avec des issues plus ou moins heureuses. Victor-Amédée est un « roi de guerre » (J. Cornette), qui aime à se faire portraiturer en chef de ses armées. La guerre de la Ligue d'Augsbourg (1688-1697), celle de la Succession d'Espagne (1700-1714), et ses suites jusqu'en 1722, occupent logiquement les colonnes des gazettes, dont la vente en France est décuplée par la volonté des sujets de Louis XIV de s'informer hors des réseaux français. Il serait trop long de faire une étude systématique des hauts faits du duc de Savoie dans les événements, mais peut-être pas sans intérêt. Les mouvements de troupes savoyardes et piémontaises sont particulièrement auscultés, comme indicateurs de sa politique souvent difficile à suivre pour les observateurs. En janvier 1696, le duc, qui a rejoint la Ligue d'Augsbourg, fait manœuvrer des soldats autour de Pignerol, place forte française depuis 1630, et engage des déserteurs français. Il se rend à Milan et à Venise, avec M. de Prié, son ambassadeur à Vienne⁴². En 1700, il entreprend un grand tour d'inspection de ses places fortes et ordonne aux gouverneurs de rejoindre leur poste⁴³. En mai 1720, il fait fortifier Seyssel, « le bruit court » qu'il fait aussi fortifier Versoix, à une lieue de Genève⁴⁴, et le 27 juillet il envoie un représentant, le comte de Provana, au congrès de Cambrai⁴⁵. En 1727, on note que le roi de Sardaigne fait « travailler de toutes ses forces aux fortifications de Valence (sic, pour Verceil?) et de ses autres places fortes frontières du Milanais. On ne doute pas que ce prince ne se déclare pour l'Alliance de Hanovre »⁴⁶ (ou « ligue de Hanovre », autour de l'Angleterre), et ne cherche à convaincre le grand duc de Toscane d'y adhérer.

Les circonstances de l'occupation de la Sicile par les Espagnols occupent largement les gazettes entre 1718 et 1720, même si Victor-Amédée est resté sur le continent. La gazette d'Amsterdam décrit les efforts déployés à la fin de l'hiver 1718 par les Piémontais pour lever des troupes supplémentaires et construire des vaisseaux pour les transporter. Le vice-roi est chargé de visiter les arsenaux en Sicile, celui de Messine en particulier, et d'activer les travaux. Mais on sent que les moyens manquent : la tempête qui submerge la côte à Messine, Mellasso, Trapani, « ce qui n'était point arrivé de mémoire d'hommes », et abîme les vaisseaux, l'insuffisance des troupes piémontaises ne peuvent empêcher l'entrée des Espagnols dans Palerme

⁴² *Ibid.*, janvier 1696, p. 47.

⁴³ *Ibid.*, 13 septembre 1700, p. 558.

⁴⁴ *Gazette d'Amsterdam*, XLV, 7 juin 1720.

⁴⁵ *Ibid.*, LVIII, 20 août 1720.

⁴⁶ *Mercure historique et politique...*, La Haye, 1727, p. 154.

le 2 août 1718. La gazette décrit l'intense activité diplomatique, un peu désespérée, du roi Victor, qui obtient la médiation de l'empereur, envoie les comtes Provana et La Pérouse à Londres⁴⁷, la victoire de la flotte anglaise le 23 août. La capitulation de Messine est longuement décrite, avec les douze articles de l'accord, la défense de Syracuse par le baron de Saint-Rémi, la nomination du duc de Monteleone comme vice-roi de Sicile, etc.⁴⁸ Les délais entre l'événement et son compte-rendu sont environ de trois semaines, ce qui est assez court. Les longues négociations sur l'évacuation et de la Sicile et de la Sardaigne sont le prélude au changement de couronne, accepté par Victor-Amédée qui a adhéré à la Quadruple-Alliance⁴⁹ : le roi a reçu l'information à Turin le 22 mai et la gazette en rend compte le 11 juin, soit 20 jours plus tard. Victor-Amédée envoie en Sardaigne le comte de Fontana, son secrétaire à la guerre, pour accueillir les troupes piémontaises rapatriées de Sicile du baron de Saint-Rémi et veiller à l'évacuation des troupes espagnoles, dont on ne connaît pas vraiment les effectifs. Le prince Ottaviano de Médicis a été désigné pour remettre la Sardaigne au baron de Saint-Rémi le 31 juillet, et la gazette en parle le 20 août⁵⁰.

On sait que Victor-Amédée II fut un grand réformateur de ses États, et les gazettes en font grand cas⁵¹. La réorganisation des chambres des comptes, avec la suppression de celles de Chambéry, et sa concentration sur Turin, est évoquée en février 1720 par la *Gazette d'Amsterdam*. Elle publie la liste des nouveaux membres, dirigés par le premier président, le comte de Rubiland, qui avait été consul du roi en Sicile⁵². On la voit au travail, contrôler les dettes et la « réunion des biens », c'est-à-dire la récupération à partir de 1717 des fiefs de la couronne aliénés à la noblesse pour payer les dettes de guerre⁵³. Le roi est attentif à ses travaux : il a nommé des députés pour l'aider à l'examen des dettes, et, officiellement, l'« exacte justice [...]»,

⁴⁷ *Gazette d'Amsterdam*, 1718 : IX, 1^{er} février, LXI, 2 août, LXII, 5 août, LXVII, 23 août, LXVIII, 29 août.

⁴⁸ *Ibid.*, LXXXVIII, 4 novembre 1718 et CX, 11 novembre 1718.

⁴⁹ L. Bély, *Les relations internationales en Europe (XVII^e-XVIII^e siècles)*, Paris, 1992, p. 445.

⁵⁰ *Gazette d'Amsterdam*, 1720 : XLVII, 11 juin, LI, 25 juin, LXVII, 20 août, LXXX, 4 octobre.

⁵¹ G. Ricuperati, *Lo Stato sabaudo nel Settecento: dal trionfo delle burocrazie, alla crisi dell'Antico Regime*, Torino, 2001.

⁵² *Gazette d'Amsterdam*, X, 2 février 1720.

⁵³ G. Symcox, *op. cit.*, p. 262-263. À cette politique agressive vis-à-vis de la noblesse allait s'ajouter bientôt la *perequazione* ou « cadastre sarde ».

équité, douceur et modération de Sa Majesté ne pouvait être plus grande»⁵⁴. On signale aussi la rentrée de l'université de Turin, à la date classique du 30 novembre, à laquelle assiste le prince de Piémont⁵⁵. Dans le cadre de la vaste réforme scolaire, le roi fit rénover l'enseignement universitaire et les bâtiments de l'université furent rebâti par Juvarra⁵⁶.

On trouve encore d'autres thèmes dans les gazettes, comme des différends frontaliers avec la république de Gênes où l'empereur sert de médiateur⁵⁷. L'épidémie de peste qui a touché Marseille et la Provence a suscité beaucoup de craintes en Europe occidentale, et on salue les efforts rapides et efficaces du royaume de Sicile à prendre les mesures pour s'en protéger, et au-delà, éviter sa diffusion en France, en Italie ou dans l'Empire⁵⁸. Même à la fin de l'année 1720, alors que, dit la gazette, «la peste de Marseille a presque cessé», ce qui est un peu optimiste puisque le fléau ne disparaît qu'à la fin de l'hiver 1721⁵⁹, un Gênois ne peut encore traverser le Piémont pour se rendre en Milanais sans faire une quarantaine de 22 jours⁶⁰. La *Gazette de France* évoque en 1721 «les barrières qui ont été établies aux passages des montagnes de la Savoie et du Piémont pour prévenir la communication de la maladie qui régnait en Provence», le cordon sanitaire qui a effectivement empêché la propagation de l'épidémie malgré de réelles limites. Mais il a fallu payer les soldats pour les garder, et Victor-Amédée a levé pour cela des impôts exceptionnels «sur toutes sortes de personnes» (sic). Parmi elles, le clergé, qui n'est jamais favorable à être réduit au sort commun. Le conflit fut vif, Rome s'en mêla. Mais, au vu des circonstances et après avoir «tenu des assemblées particulières dans les divers diocèses [...]», le résultat général a été de présenter au roy un mémoire par lequel ce clergé déclare qu'il veut bien contribuer à ce secours⁶¹. On voit donc progresser l'efficacité étatique de la lutte contre les épidémies, parallèlement au renforcement de l'absolutisme royal sur les corps constitués.

L'anticléricisme de Victor-Amédée est fréquemment évoqué, à travers des conflits entre pouvoir temporel et spirituel et d'ordre fiscal.

⁵⁴ *Gazette d'Amsterdam*, XLI, 21 mai 1720.

⁵⁵ *Ibid.*, CIII, 24 décembre 1720.

⁵⁶ G. Symcox, *op. cit.*, p. 294-298.

⁵⁷ *Le Courrier d'Avignon*, 6 février 1733, p. 24.

⁵⁸ *Gazette d'Amsterdam*, LXVIII, 20 août 1720.

⁵⁹ C. Carrière, M. Courdurié, F. Rebuffat, *Marseille, ville morte: la peste de 1720*, Marseille, 1968, p. 107.

⁶⁰ *Gazette d'Amsterdam*, CIII, 24 décembre 1720.

⁶¹ *Gazette de France*, 1721, n° 42, p. 491 (Turin, 16 août).

Poussé à Rome par la Congrégation de l'Immunité ecclésiastique, qui veille au respect des privilèges de l'Église, l'archevêque de Turin a en 1700, fulminé des censures contre des arrêts du sénat de Nice. Ce sont des affrontements classiques depuis le XVII^e siècle. Mais les deux parties s'arc-boutent sur leurs positions. Le résident piémontais, le comte de Gubernatis, à Rome demande audience au pape. Il ne tarde pas à être rappelé à Turin. Le roi demande à la Congrégation romaine de revenir sur sa décision, et devant son refus, le sénat de Turin interdit d'obéir aux injonctions de Rome « sous peine de vie et de confiscation de ses biens »⁶². Les conflits enflent avec le temps. L'imposition du clergé en 1720 et la délicate affaire du concordat péniblement négocié entre Turin et Rome entre 1720 et 1727 ne cessent d'empoisonner les relations entre Turin et Rome. Le pape refusa longtemps d'investir les évêques des territoires nouvellement acquis et de Sardaigne⁶³. L'élection de Benoît XIII (1724-1730) débloqua les choses. Le *Diario romano* évoque le succès de la mission de médiation du marquis d'Ormea à partir de 1726, qui amena le pape à reconnaître Victor-Amédée roi de Sardaigne⁶⁴ : le 2 septembre 1730, il signale le départ de Rome de l'évêque de Verceil, le cardinal Fr. Vincenzo « Perrerio » (sic, pour Ferrero, un cousin d'Ormea) en sa compagnie⁶⁵. Mais en octobre 1731, le roi envoyait à Rome un courrier montrant son mécontentement devant la menace du nouveau pape, Clément XII (1730-1740), de revenir sur les privilèges accordés par ses prédécesseurs, c'est-à-dire Nicolas V (il s'agit de l'indult de 1451) et Benoît XIII, et sur le concordat. Victor-Amédée alors « ne veut plus penser à un accommodement » et se dit persuadé que le pape ne peut pas revenir sur les décisions de ses prédécesseurs. Il a raison : sur les 36 cardinaux du consistoire réuni pour lors, 31 se montrent favorables au maintien des privilèges pour la Maison de Savoie⁶⁶. Pourtant, le roi ordonne en 1732 « à ses sujets qui, pour cette affaire, se sont retirés dans les États de l'Église, de revenir dans ses États dans les deux mois, sous peine

⁶² *Ibid.*, 1700 : p.345 (Rome, 3 août) ; p.459 (Rome, 17 août) ; p.460 (Milan, 8 août) ; p.497 (Rome, 7 septembre).

⁶³ G. Symcox, *op. cit.*, p.290-294.

⁶⁴ A. Merlotti, a cura di, *Nobiltà e Stato in Piemonte: i Ferrero d'Ormea, atti del convegno, Torino-Mondovi, 3-5 ottobre 2001*, Torino, 2003, en particulier l'article de G. Ricuperati, *La scrittura di un ministro: la relazione sulle negoziazioni con la corte di Roma* di Carlo Francesco Vincenzo Ferrero, marchese d'Ormea, p.207-229 et celui de P. Cozzo, *Una porpora « a lustro della real corona »* : Carlo Vincenzo Maria Ferrero (1682-1742) primo cardinale della monarchia sabauda, p.295-320.

⁶⁵ *Diario romano*, 1730, n° 2041, 2 septembre, p.3.

⁶⁶ *Mercur de France*, 1731, n° 83, août, p.2017 ; n° 85, octobre, p.2443.

de punition corporelle et de confiscation de leurs biens»⁶⁷. L'affaire traîna jusqu'en 1742, avec la signature d'un nouveau concordat entre Charles-Emmanuel III et Benoît XIV (1740-1758).

Ce qui a néanmoins le plus impressionné l'opinion journalistique européenne, c'est l'abdication de Victor-Amédée en 1730. Il n'est pas habituel qu'un prince abdique, hors de la contrainte. On connaît le cas de Charles-Quint. Mais abdiquer est contraire au droit divin. La nouvelle, et ses circonstances, l'annonce faite par Victor-Amédée en plein conseil, devant un parterre en apparence ignorant de l'affaire, a stupéfait l'opinion éclairée européenne. Citons le long passage que lui réserve le *Mercur* :

Le 2 septembre [1730], le roi de Sardaigne Victor-Amédée II fit avertir tous les princes, les chevaliers de l'ordre de l'Annonciade, les ministres, les secrétaires d'État, l'archevêque de Turin, le Grand-Chancelier, les Premiers Présidents, les généraux et toutes les personnes qui sont dans les principaux emplois de la cour, de la guerre et de la justice, de se trouver le lendemain à trois heures après-midi au château de Rivoli. Le roi tint un conseil d'État à l'heure qu'il avait marquée; il y déclara qu'il faisait une abdication générale de son royaume et de ses États, en faveur du prince de Piémont, son fils, et ayant fait entrer tous ceux qu'il avait mandés, un secrétaire d'État lut à haute voix l'acte d'abdication. Le roi Victor fit ensuite un discours aussi digne de la grandeur d'âme de ce prince, que propre à attendrir et à consoler tous ceux qui étaient présents. Il devait partir de Rivoli le 4 pour se retirer au château de Chambéry, que ce prince a choisi pour y faire son séjour⁶⁸.

En octobre, le *Mercur* revient sur sa vie à Chambéry, « dans une grande retraite », épaté par sa simplicité de vie, « n'ayant auprès de lui qu'un très petit nombre d'officiers et de domestiques »⁶⁹. Le *Diario romano* développe très longuement le récit de l'événement *della totale sua dimissione*, auquel assista le prince Eugène⁷⁰. Le vieux roi fait prêter hommage à son fils Charles-Emmanuel et organise dignement son départ pour Chambéry. Il est accompagné par son fils jusqu'à Avigliana.

⁶⁷ *Mercur de France*, 1732, n° 91, octobre, p. 2272.

⁶⁸ *Ibid.*, 1730, n° 79, septembre, p. 2078-2079.

⁶⁹ *Ibid.*, 1730, n° 79, octobre, p. 2293.

⁷⁰ *Diario romano*, 1730, n° 2050, 23 septembre, p. 12-20.

Ses obsèques officielles donnent lieu à des recensions émues, bien après son décès. Le *Courrier d'Avignon* décrit les cérémonies funèbres qui lui ont été rendues à Rome (ce qui ne manque pas de sel quand on a vu sa politique religieuse) à l'église du Saint-Suaire, la chapelle nationale des Piémontais et Savoyards⁷¹. Le 6 mars 1733, soit cinq mois après son décès, un superbe mausolée fut érigé dans l'église romaine, « où les flambeaux ne furent pas épargnez », la messe basse de requiem fut célébrée par le cardinal Alexandre Albani, protecteur de la couronne de Sardaigne auprès du pape, qui, dit la gazette, « n'a pas peu contribué aux frais ». En septembre 1730, Victor-Amédée lui avait remis « la riche abbaye » (sic) de Staffarde, en Piémont⁷². Puis la messe solennelle fut chantée par la musique du pape et célébrée par M. Giordani, assisté par les maîtres de cérémonie du cardinal Davin. On y nota la présence de l'ambassadeur de France⁷³. On se souvient que le *Diario romano* n'avait annoncé que très laconiquement la mort de l'ex-souverain. Il faut sans doute voir dans ces cérémonies autant un élément d'affirmation nationale sarde dans la ville sainte que de réconciliation entre les deux cours de Turin et de Rome, maintenant que règne un roi de Sardaigne plus dévot que ne l'était son père.

3. Une image de Victor-Amédée en demi-teinte

Pourtant l'image royale est brouillée. Des erreurs sur les noms des personnages cités, sur les dates, des confusions dans les explications sont fréquentes et on se demande comment le lecteur, loin des événements, pouvait comprendre le récit, s'il n'avait pas d'autres informations à sa disposition. Il y a des silences qui correspondent à l'aspect consubstantiel des gazettes, à leur conformisme politique, à leur souci de ne pas nuire aux monarchies dont elles racontent l'histoire. L'obligation pour Victor-Amédée d'abandonner la couronne de Sicile et d'accepter en échange celle de Sardaigne est très mal explicitée. Si les faits militaires sur la perte de la Sicile dans le cadre de la guerre européenne sont souvent décrits,

⁷¹ Sur ce « pieux établissement romain », voir de P. Cozzo, Una Chiesa, due Stati, tre « nazioni » : la chiesa del Santo Sudario dei Piemontesi a Roma fra Restaurazione e Risorgimento, *Les échanges religieux entre l'Italie et la France (1760-1850) : regards croisés / Scambi religiosi tra Francia e Italia (1760-1850) : sguardi incrociati*, textes réunis par F. Meyer et S. Milbach, Chambéry, 2010, p. 131-143.

⁷² *Mercur de France*, 1730, n° 79, septembre, p. 2068.

⁷³ *Le Courrier d'Avignon*, 1733, p. 45 : vendredi 6 mars 1733.

on l'a vu, les tractations des grandes puissances au-dessus de la cour de Turin ne sont pas évoquées. De même si l'abdication de 1730 est présentée comme un geste d'héroïsme politique et vertueux rare, les tentatives de retour au pouvoir de Victor-Amédée en 1731, que B. Groperrin, avait jugées «shakespeariennes»⁷⁴, n'ont quasiment pas droit de cité. Les notices nécrologiques de 1732 passent pudiquement dessus. Rien dans le *Diario romano*. Seul le *Mercur de France* dans une courte note, annonce en septembre 1731 que «on a reçu avis de Turin que le roy Victor-Amédée y était arrivé le 20 août et qu'on croyait qu'il ferait dorénavant son séjour dans les environs de cette ville»⁷⁵. Rien n'est dit des circonstances, de la dégradation des rapports entre le vieux roi et son fils, de sa santé mentale et de son installation à Moncalieri. Les lecteurs ne sauront rien de plus jusqu'au décès de Victor-Amédée.

Cela ne leur plaisait pas forcément. Laurent Dugas (1678-1748), président de la cour des Monnaies de Lyon et prévôt des marchands, écrit à son ami Saint Fonds le 2 novembre 1731 : «Est-il possible que vous fussiez *solus peregrinus* sur l'entreprise du roi Victor, qui se lassant d'être simple particulier, a voulu remonter sur le trône?». Il lui explique en une vingtaine de lignes les événements assez exactement et les conditions de l'arrestation du vieux souverain. Et il note à la fin de son récit : «La *Gazette de France* n'a rien dit de cet événement. On dit que le jeune roi publiera un manifeste; il le doit et cela devrait déjà être fait...»⁷⁶. On sent une frustration et une opinion insatisfaite, qui n'accepte pas les pudeurs des gazettes trop officielles. L'information souvent superficielle ne laisse rien transpirer du mécontentement que les réformes de l'absolutisme piémontais ont pu provoquer dans la noblesse par la fin des exemptions fiscales et la cadastration, dans le clergé par les querelles avec Rome, le jansénisme et la réforme scolaire, avec les États provinciaux d'Aoste ou les cours souveraines de Nice, Chambéry ou Cagliari, l'introduction du tabellion en Savoie, etc. On a l'impression que les États des Savoie sont unis, sans particularismes locaux, ce qui est très abusif. Les conflits entre Victor-Amédée et Charles-Emmanuel III n'existent pas. Les *Royales Constitutions* de 1723 et leurs négociations n'apparaissent pas. Quant au peuple, il apparaît totalement invisible, si ce n'est par hasard, lors d'une procession pour obtenir la pluie

⁷⁴ R. Devos et B. Groperrin, *Histoire de la Savoie*, t. III, *La Savoie de la Réforme à la Révolution française*, Rennes, 1985, p. 417.

⁷⁵ *Le Mercur de France*, 1731, n° 85, septembre, p. 2245.

⁷⁶ *Correspondance littéraire et anecdotique entre Monsieur de Saint Fonds et le président Dugas, membres de l'Académie de Lyon (1711-1739)*, publiée et annotée par W. Poidebard, Lyon, 1900, t. 2, p. 93.

en 1700⁷⁷. Bref, on ne peut pas faire l'histoire du règne de Victor-Amédée II en se contentant de lire les gazettes.

En revanche, malgré elles, elles nous donnent quelques idées sur les limites de l'image de la Maison de Savoie dans l'opinion du XVIII^e siècle. Si on examine les rubriques de chaque gazette ou journal où l'on parle des États de Savoie-Piémont, on se rend compte qu'elles n'appartiennent pas au premier cercle de l'intérêt européen. Les rubriques les plus souvent présentes sont celles des grands États *leaders* sur la scène internationale, l'Espagne, l'Empire, la France, l'Angleterre, la Papauté encore. Pour toute l'année 1715, la *Gazette d'Amsterdam* ne cite qu'une seule fois la cour de Turin (en excluant les références à Eugène de Savoie), pour un voyage à Annecy en septembre du prince de Piémont évoqué plus haut⁷⁸. P. Rétat s'était penché sur cette question du poids de chaque ensemble géopolitique dans ses études sur la *Gazette d'Amsterdam*. En étudiant les tables de la publication de 1692 à 1761, il comptait qu'alors que l'Empire apparaissait 46 fois, les Provinces Unies 45, la Russie 38, la Lorraine était citée 8 fois et la Sardaigne 7 fois seulement (mais il faudrait y ajouter 4 citations pour la Savoie)⁷⁹, placée ainsi entre la Corse et les Cantons suisses. La Maison de Savoie semble peu visible dans l'Europe du premier XVIII^e siècle. Sa dénomination fluctuante ne plaide pas pour elle : Savoie, Piémont, Sicile, Sardaigne, chaque appellation complique sans doute un peu les choses. P. Rétat, encore, a analysé les rubriques de la *Gazette d'Amsterdam* pour l'année 1723. Treize se retrouvent quasiment à chaque livraison, et la Sardaigne n'en fait pas partie (on y trouve pourtant l'Italie, le Danemark, le Portugal...). En revanche, onze rubriques apparaissent de façon irrégulière, et parmi elles on trouve le Piémont⁸⁰. Ce qui place les États de Savoie dans l'ensemble des États moyens sur la scène européenne, pas davantage.

Il y a plus. Tantôt on trouve des renseignements les concernant à la rubrique « Italie », ce qui est logique (c'est le choix du *Mercure de France*), tantôt à celle de « France », ce qui l'est moins. Il est exceptionnel que « Turin » soit citée pour elle-même (mais c'est ce que pratique la *Gazette d'Amsterdam*). La *Gazette de France* obtient les informations depuis divers bureaux. Lorsqu'elle parle des États de Savoie, c'est depuis Milan, depuis Rome et de plus en plus avec le temps, depuis Paris. Cela en dit long sur la

⁷⁷ *Gazette de France*, 1700, p. 509 (16 septembre).

⁷⁸ *Gazette d'Amsterdam*, LXXXII, 11 octobre 1715.

⁷⁹ P. Rétat, *La Gazette d'Amsterdam, miroir de l'Europe*, Oxford, 2001, p. 169-186.

⁸⁰ *Ibid.*, p. 223-230.

médiocre visibilité de Turin, dont les intérêts apparaissent liés à ceux de plus grandes puissances. Même la *Gazette d'Amsterdam* cède à cette pratique en faisant la nécrologie de Victor-Amédée II en novembre 1732. L'article est curieusement composé : la nécrologie est à la fin ; au milieu il évoque le sort de la comtesse de Spigno, qui se retirera dans un couvent. Mais le début est consacré à l'impact en France de la mort du roi. La première conséquence est la suspension des spectacles, à cause du deuil : les comédies française et italienne, alors à Fontainebleau, rentrent à Paris ; les concerts de la reine sont suspendus ; les chiens de chasse du roi sont renvoyés à Versailles. Comme si pour les Français, la suspension des divertissements était plus importante que la mort du souverain ! Certes « leurs Majestés » de France vont prendre le deuil. Mais c'est parce que Victor-Amédée était le grand-père maternel de Louis XV. Le *Mercure de France* explique que le 19 novembre 1732, le marquis de Rosignan, ambassadeur de Sardaigne, en grand manteau de deuil, est venu officiellement annoncer la nouvelle du décès à Louis XV en audience particulière, avant d'être reçu par la reine, le dauphin, le duc d'Anjou et « Mesdames de France », les filles de Louis XV. Et le lendemain, le roi prit le grand deuil, en hommage à son « ayeul maternel »⁸¹. On peut y voir aussi le fruit du *lobbying* en faveur de son père que la princesse de Carignan Victoire-Marianne (1690-1766), fille de Victor-Amédée II et de la comtesse de Verrua, exerçait à Paris⁸².

Les gazettes et les journaux européens permettent d'assez bien cerner l'image du règne de Victor-Amédée. Elle est globalement positive, et jugée digne d'admiration selon les critères du temps, c'est-à-dire en privilégiant la gloire militaire, la souveraineté de l'État, la magnificence de sa cour et de ses alliances matrimoniales. En revanche, la possession d'une couronne royale ne semble pas essentielle en ce sens qu'elle n'a pas apporté grand-chose de nouveau par rapport au rayonnement de la Maison de Savoie. La Sardaigne reste au niveau d'un État moyen de l'Europe, ce qu'elle est objectivement au XVIII^e siècle, dont le rôle est celui d'un brillant second à côté des grandes puissances. En revanche, l'information proposée au lecteur est souvent approximative, confuse, voire erronée sans qu'on sache bien si l'erreur vient de la presse ou de l'information donnée par la cour. On reste au niveau de la représentation plus que de l'analyse rigoureuse.

⁸¹ *Le Mercure de France*, 1732, n° 92, novembre, p. 2493.

⁸² J. Rogister, « Comme en lieu de conquête assurée » : les activités du prince et de la princesse de Carignan en France (1718-1750), J.-L. Quantin et J.-C. Waquet, dir., *Papes, princes et savants dans l'Europe moderne : mélanges à la mémoire de Bruno Neveu*, Genève, 2007, p. 252-267.

Il serait donc nécessaire de comparer l'image du royaume sarde avec celle d'États de taille et d'ambition comparables, comme la Prusse, la Bavière, la Lorraine. Il est frappant de constater que vers 1730 la Maison de Savoie n'a pas imposé à l'opinion éclairée de l'Europe son *leadership* sur une péninsule italienne divisée qu'elle amènera un jour à l'unité, et elle n'a pas encore concurrencé la place dominante au niveau culturel de la Papauté. L'information politique au début du XVIII^e siècle est encore dans l'enfance. L'étude de G. Ricuperati, centrée sur le règne de Victor-Amédée III (1773-1796) et le choc de la Révolution française, révèle sur ce plan une connaissance beaucoup plus précise.

Due diocesi siciliane durante la controversia liparitana: conflitto tra poteri e immagini di fedeltà*

Daniele Palermo
Università di Palermo

Durante la fase più violenta della controversia liparitana¹, proprio quella degli anni sabaudi, vi fu senza alcun dubbio una gravissima crisi tra Chiesa e Stato in Sicilia, tra le peggiori nella secolare storia del *Regnum Siciliae*, ma non appare aderente al vero quella immagine di completa paralisi nella vita della Chiesa dell'Isola e di rapporti ovunque e comunque conflittuali tra Chiesa e Corona. Le situazioni appaiono diversificate e abbracciano una vasta gamma di realtà dalla piena cooperazione al conflitto violento e convulso; in questo testo saranno analizzate due realtà ben diverse: Girgenti, luogo di conflitti drammatici, e Monreale, diocesi in cui apparentemente la vita della Chiesa continua normalmente e nei rapporti con la Corona il conflitto non degenera in interdetti ed espulsioni.

La cosiddetta, ben conosciuta, controversia liparitana era maturata in un contesto di difficili relazioni tra Roma e la corte di Madrid, allorché Filippo V non aveva perdonato a papa Clemente XI di avere riconosciuto nel 1709 Carlo d'Asburgo come re di Spagna; ciò aveva indotto la rottura delle relazioni diplomatiche e un intransigente giurisdizionalismo².

* abbreviazioni utilizzate: AHN: Archivo historico nacional de Madrid; ASDM: Archivio storico diocesano di Monreale; GO: Governo ordinario.

¹ Sulla controversia liparitana: G. Catalano, *Studi sulla legazia apostolica di Sicilia*, Reggio Calabria, 1973, p. 71-170.

² G. Catalano, *op. cit.*, p. 71-72. Un'originale lettura degli ultimi anni di presenza spagnola in Sicilia in A. Alvarez-Ossorio Alvariño, *El final de la Sicilia Española? Fidelidad, familia y venalidad bajo el virrey marques de Los Balbases (1707-1713)*, A. Alvarez-Ossorio, B. J. Garcia Garcia, V. Leon, a cura di, *La perdida de Europa. La guerra de Sucesion por la Monarquia de España*, Madrid, 2007, p. 831-903.

Tuttavia, in Sicilia il conflitto giurisdizionale³ era intenso sin dalla riscoperta della *Apostolica legazia*⁴ – la concessione dei poteri di legato apostolico rilasciata nel 1098 da Urbano II a Ruggero II – ad opera di Gian Luca Barberi, durante il regno di Ferdinando il cattolico. Nel 1508 il Barberi aveva elaborato una «teoria sistematica», per mezzo della quale «la bolla rinacque a nuova vita e a rinnovata efficacia» e così la teoria regalista, che sposava l'attribuzione al sovrano di qualità e poteri di legato pontificio, «divenne [...] la dottrina ufficiale siciliana nei rapporti con la Chiesa»⁵. All'acuirsi del conflitto avevano contribuito la trasformazione in magistratura stabile del Tribunale di regia monarchia, tribunale regio competente in materia ecclesiastica e ultima e definitiva istanza della giustizia ecclesiastica nel Regno di Sicilia, nel 1579, e la definizione di

³ Riguardo alle ricorrenti controversie tra Stato e Chiese nell'Europa di «antico regime», in una situazione in cui «nessuno dei poteri concorrenti è mai riuscito ad imporre un ordine sacralizzato alla società europea», Paolo Prodi parla di un «dualismo istituzionale» che «riesce ad attuarsi e concretarsi storicamente in quelle che la storiografia ha designato come controversie giurisdizionali ma che rivelano profondità ben maggiori di quanto comunemente si creda. Non si tratta soltanto di un modello di gestazione del potere che dall'ambito ecclesiastico si proietta, secolarizzandosi, sul politico, quanto della nascita di una tensione concorrenziale tra due poli, ognuno dei quali tende alla egemonia nella gestione di una società cristiana che è ancora concepita e sentita come unitaria; della istituzionalizzazione di un dualismo permanente in cui il meta-politico diventa a sua volta politico e si afferma come tale, di un sistema cioè in cui ognuno dei due poteri concorrenti tende ad esigere dall'uomo una dichiarazione di appartenenza e di fedeltà» (P. Prodi, Cristiano-cittadino/suddito: appartenenza alla Chiesa e appartenenza alla Stato tra antico regime, rivoluzione e restaurazione, G. Zito, a cura di, *Chiesa e società in Sicilia*, I, *Secoli XVII-XIX*, Torino, 1995, p. 120-121).

⁴ Sull'*Apostolica legazia*, S. Vacca, a cura di, *La Legazia apostolica. Chiesa, potere e società in età medievale e moderna*, Caltanissetta-Roma, 2000. Tuttavia la *Legazia apostolica* non era l'unico privilegio dei re di Sicilia, se ne possono elencare altri quattro: il diritto di «presentazione» alla Santa Sede dei candidati alle sedi episcopali e ad altri importanti benefici ecclesiastici dell'isola; quello di «regio patronato» di diocesi e abbazie di Sicilia; quello di *exequatur* da apporre agli atti del pontefice e della Curia romana perché avessero vigore in Sicilia; quello di «spogli» delle diocesi vacanti (A. Longhitano, *Il Tribunale di Regia Monarchia: governo della Chiesa e controversie giurisdizionaliste nel Settecento*, S. Vacca, a cura di, *op. cit.*, p. 167-168); quello di compiere le «sacre regie visite» a diocesi e abbazie di patronato regio (G. Zito, *La Legazia apostolica nel Cinquecento: avvio delle controversie e delle polemiche*, S. Vacca, a cura di, *op. cit.*, p. 132-133).

⁵ S. Fodale, *La Legazia apostolica nella storia della Sicilia*, S. Vacca, a cura di, *op. cit.*, p. 16; cfr. anche G. Zito, *art. cit.*, p. 115-131.

massima delle sue competenze da parte del viceré Colonna nel 1583⁶. Le posizioni di questo conflitto si cristallizzarono e tipizzarono in due gruppi, ognuno dotato di una peculiare e consolidata retorica politica: i «curialisti» si opponevano ai «regalisti». Esso si era ancor più intensificato nel contesto di quelle complicate relazioni Roma-Madrid, nell'ambito delle quali bisogna collocare la nomina a vescovo di Lipari – diocesi in cui, a parere della Curia romana, non aveva vigore l'Apostolica legazia e non aveva giurisdizione il tribunale di Regia monarchia – nel 1710, del benedettino Nicolò Tedeschi, prelato di provata fedeltà a Roma, che aveva ricoperta molteplici funzioni in Curia: nella sua diocesi fu intransigente difensore della giurisdizione ecclesiastica⁷.

Nel 1711 in seguito alla supposta violazione di franchigie ecclesiastiche in materia di imposte indirette da parte di due funzionari laici, si inasprì e si radicalizzò l'ormai secolare conflitto giurisdizionale: il giudice della monarchia annullò la «scomunica maggiore» imposta dal vescovo Tedeschi ai due e si avviò un conflitto violentissimo caratterizzato da scomuniche, interdetti, espulsioni di vescovi ed ecclesiastici e tentativi pontifici di abolizione dell'Apostolica legazia e del Tribunale di regia monarchia. Lo scoppio di una così grave e violenta controversia rinverdì la contrapposizione «regalisti»-«curialisti», ma fu anche segno di mutamenti sociali e culturali ormai incombenti, poiché essa «fu provocata dall'atteggiamento intransigente dei due contendenti nel difendere tesi che cominciavano a essere messe in crisi da una diversa coscienza civile ed ecclesiale»; proprio per questo non è realista l'identificazione «curialisti»-reazionari tanto quanto quella «regalisti»-progressisti, invece fu maggioritario il clero «regalista» perché questa era la tradizione alla quale il clero diocesano dell'isola era formato e per i privilegi e gli spazi di libertà di cui godeva chi si identificava con questo orientamento⁸.

⁶ *Ibid.*, p. 155-157. La nomina di un giudice stabile viene ritenuta da Zito una tappa fondamentale: «alla forma occasionale di intervento, con un giudice nominato dal viceré per singoli casi, si sostituiva ora un magistrato con attività abituale di controllo e di giudizio sulla sfera ecclesiastica, con attribuzioni sempre crescenti, perché assegnategli dai sovrani oppure arrogate in specifiche situazioni e in seguito istituzionalizzate» (*ibid.*, p. 157-158). Su funzioni e competenze del giudice di Regia monarchia e del suo tribunale, cfr. A. Longhitano, *art. cit.*, p. 170-174.

⁷ G. Catalano, *op. cit.*, p. 71-72; A. Longhitano, *art. cit.*, p. 191.

⁸ *Ibid.*, p. 174-194.

A proposito di questa difficilissima congiuntura, Giuseppe Giarrizzo parla di

una crisi di vaste proporzioni, che in Sicilia metteva in discussione quel difficile equilibrio tra potere ecclesiastico e potere civile in cui meglio s'era espressa la ricerca spagnola d'una « stabilizzazione repressiva ». E lo metteva in discussione, proprio quando più usurato era il tradizionale rapporto di dipendenza e di consenso. Non è facile stabilire quanta parte abbia avuto, nella crescente asprezza della controversia, che avrebbe chiuso ogni varco a iniziative importanti di settori politici siciliani, il prevalere dell'avversione di nobili e magistrati alla « macchia del privilegio » clericale rispetto alla domanda di riforma dello Stato e di riforma del clero che nella polemica si presentano associate⁹.

Allorché nel 1713 il trattato di Utrecht intervenne ad assegnare ai Savoia il Regno di Sicilia, « nell'intervallo tra la stipula [...] e l'effettiva consegna dell'isola alle forze armate savoiarde, le autorità spagnole anche allo scopo di rendere più difficile la vita la nuovo regime avevano allentato completamente le redini e non si erano più curate di arginare il partito dei curialisti, pur mantenendo in vigore i provvedimenti già presi ». Pertanto, il nuovo sovrano Vittorio Amedeo si trovò a fronteggiare uno schieramento curialista che nella transizione del Regno si era rafforzato, ma poiché egli intendeva eliminare cause di tensione tanto con la Curia romana quanto con l'intero sistema degli stati europei, subito dopo lo sbarco in Sicilia, cercò contatti con Roma al fine di ottenere la revoca di interdetti e scomuniche – pene imposte soprattutto a partire dall'aggravarsi del conflitto dalla primavera 1713, allorché in coincidenza con la loro espulsione i vescovi di Catania e Girgenti avevano lanciato l'interdetto sulle rispettive diocesi – ma le relative trattative non giunsero a buon fine per il rifiuto del sovrano di chiedere l'investitura feudale al papa, poiché si continuava a ritenere il Regno feudo pontificio, e di piegarsi all'abolizione *dell'Apostolica legazia*. Perdipiù il Parlamento del 1714 chiese unanimemente al sovrano di mantenere e difendere le prerogative regie in materia ecclesiastica e principalmente il Tribunale di Regia monarchia¹⁰. Nell'ambito di un grande sviluppo della letteratura regalista che superò in

⁹ G. Giarrizzo, *La Sicilia dal Cinquecento all'Unità*, V. D'Alessandro-G. Giarrizzo, *La Sicilia dal Vespro all'Unità d'Italia*, Torino, 1989, p. 362.

¹⁰ G. Catalano, *op. cit.*, p. 82-85; cfr. anche A. Longhitano, *art. cit.*, p. 180-183. Sulla controversa questione dell'investitura feudale anche per il re di Sicilia, cfr. F. Scaduto, *Stato e Chiesa nelle Due Sicilie*, Palermo, 1969, p. 70-85.

quantità di testi e qualità della argomentazione quella curialista, verificatosi sin dall'avvento di Vittorio Amedeo, «si ebbe un notevole allargamento dei limiti della polemica» e, tra le altre, si pose la questione della legittimità della legazia e della dipendenza da Roma del regno di Sicilia¹¹.

Le mosse successive di Vittorio Amedeo furono la nomina a nuovo giudice della Monarchia del giurista messinese Giacomo Longo di orientamento «regalista», al posto di Miranda y Gaiarre, e la costituzione di una Giunta degli affari ecclesiastici, con il compito di tutelare, difendere e rafforzare le «regalie», inoltre si ricercò la mediazione di esponenti della grande aristocrazia del Regno e la scelta ricadde sul principe di Cattolica e sul duca d'Angiò¹².

Si giunse però a una forzatura da parte pontificia con l'emanazione da parte di Clemente XI della bolla *Romanus Pontifex* del 20 febbraio del 1715, con la quale si aboliva l'*Apostolica legazia*¹³.

Frattanto la controversia aveva assunto alcuni caratteri che l'avrebbero contraddistinta per tutta la sua durata: il carattere internazionale – l'Austria si schierò a favore del pontefice e contro di lui Spagna e Francia – la rappresentazione che ne avrebbe dato la Curia romana, poiché si affermò incessantemente che si trattava di una questione dogmatica e che dunque ogni provvedimento, incluso l'interdetto, doveva essere rispettato da tutti i fedeli; il coinvolgimento degli ordini religiosi, divisi, a volte drammaticamente, al loro interno, ad eccezione dei Domenicani, quasi tutti regalisti; l'atteggiamento dei ceti dirigenti siciliani che non credevano che la controversia fosse in materia dogmatica e sostenevano il sovrano; il forte coinvolgimento degli ecclesiastici nel conflitto¹⁴.

Girgenti

A detta di Catalano, l'ampia diocesi che inglobava gran parte della Sicilia sudorientale e di quella centrale, durante la «controversia liparitana» fu una vera e propria «roccaforte del partito del papa»¹⁵.

La Chiesa di Girgenti, come molte altre dell'isola, era una circoscrizione grande e i suoi confini erano ancora quelli dell'impianto ecclesiastico dato

¹¹ G. Catalano, *op. cit.*, p. 127-136.

¹² *Ibid.*, p. 90-91; A. Longhitano, *art. cit.*, p. 182-183.

¹³ G. Catalano, *op. cit.*, p. 89-90, 92-93; A. Longhitano, *art. cit.*, p. 183-184.

¹⁴ G. Catalano, *op. cit.*, p. 95-106.

¹⁵ *Ibid.*, p. 110.

all'isola dal granconte Ruggero; era una geografia ben diversa da quella del Regno di Napoli che era dotato di più numerose e molto più piccole diocesi, la cui creazione prelude alla suddivisione una diocesi-un feudo e alla subordinazione della diocesi al feudo. Quella siciliana era invece una struttura «policentrica» dell'impianto ecclesiastico, sostanzialmente non rispondente alle trasformazioni del territorio e della popolazione¹⁶.

Alla testa della diocesi sin dal 1697 vi era il domenicano castigliano Francesco Ramirez¹⁷. Teologo di grande prestigio ed esponente di primo piano del suo ordine, già durante il suo ministero episcopale nell'arcidiocesi di Brindisi aveva mostrato notevole intransigenza in difesa delle prerogative ecclesiastiche¹⁸. Atteggiamento che non aveva mutato dopo il trasferimento a Girgenti; nella relazione *ad limina* del 1699 aveva riferito che nella sua diocesi la giurisdizione ecclesiastica era gravemente minata da numerosi fattori: dal gran numero di parrocchie di patrocinio

¹⁶ R. Manduca, *Le chiese, lo spazio e gli uomini*, Caltanissetta-Roma, 2010, p. 3-5. Sulla diocesi di Girgenti, oggi arcidiocesi di Agrigento, cfr. R. Manduca, *Agrigento*, A. Zito, a cura di, *Storia delle chiese di Sicilia*, Città del Vaticano, 2009, p. 279-317.

¹⁷ Francesco Ramirez, membro di una famiglia dell'aristocrazia di Toledo, era nato nel 1648. Aveva compiuto gli studi di Filosofia e Teologia a Salamanca, dove aveva vestito l'abito domenicano, e completato quelli teologici a Roma, presso Santa Maria Sopra Minerva, dove insegnò Filosofia e Teologia, come anche a Salamanca, Madrid e Avila. Presentato da Carlo II fu eletto arcivescovo di Brindisi da Innocenzo XI il 28 febbraio 1689; nella sede episcopale pugliese si distinse per la sua attenzione alle attività del seminario e per la sua intransigenza nella difesa della giurisdizione e delle immunità ecclesiastiche. Traslato a Girgenti nel settembre 1796, ne aveva preso possesso un anno dopo e nel gennaio 1698 aveva iniziato la prima visita pastorale. Si fece promotore di una «moralizzazione» del Monte di Pietà, in cui erano state riscontrate attività simili all'usura; nel 1703 aveva promosso la celebrazione del Sinodo diocesano. Dedicò attenzione alla formazione del clero, attività da lui ritenuta prioritaria; dalla relazione *ad limina* del 1699 risultano ben 306 allievi e ciò era considerato dal presule presupposto per la fondazione a Girgenti di una istituzione universitaria. Promosse l'ulteriore abbellimento della cattedrale e per completare l'istruzione che i presbiteri ricevevano fondò, sull'esempio dei collegi di Salamanca, il Collegio dei Santi Agostino e Tommaso, a cui legò una fondazione anche con compiti assistenziali; al termine di un sessennio di formazione centrata particolarmente sulla teologia morale e sul diritto canonico, i 18 presbiteri ospiti del collegio, partecipavano ai concorsi per le parrocchie, andando così a costituire una élite di presbiteri di provata formazione e fedeltà al vescovo (D. De Gregorio, *La Chiesa Agrigentina: notizie Storiche*, III, *Il secolo XVIII*, Agrigento, 1998, p. 21-47; cfr. anche R. Pirri, *Sicilia Sacra*, II, Palermo, 1973, ristampa anastatica, Bologna, 1987, p. 725-726; AHN, Estado, legajo 711, carte non numerate, Consulta del consiglio d'Italia del 9 maggio 1703).

¹⁸ D. De Gregorio, *op. cit.*, p. 21.

dei feudatari – feudale era infatti la quasi totalità dei centri della diocesi – i cui parroci scelti dagli stessi baroni non si occupavano della cura d'anime ma dell'amministrazione dei feudi e dell'esercizio della giustizia feudale, avversando così le immunità ecclesiastiche; dagli stessi feudatari che ostacolavano la giustizia ecclesiastica, bloccando o condizionando ogni ricorso alla Gran corte vescovile; dall'attività del Tribunale della Regia Monarchia; dal ricorso alla procedura *per viam gravaminis*¹⁹, soprattutto grazie a questo strumento i religiosi riuscivano a non rispettare le regole dei propri ordini²⁰. Inoltre durante la celebrazione del Sinodo diocesano del 1703 aveva dichiarato: «per dovere dell'ufficio pastorale ci sta a cuore proteggere e difendere l'immunità per diritto divino o umano concessa ai chierici dalle tasse, dalle collette; procederemo perciò con gli opportuni rimedi di diritto contro quelli che presumano vessarli con tali imposizioni e pronunzieremo vendicatrice sentenza di scomunica»²¹.

In quello stesso anno, nella relazione *ad limina*, Ramirez ritornò sul tema delle violazioni della giurisdizione ecclesiastica, affermando che questa era pregiudicata dal Tribunale della Regia monarchia e che coloro ai quali venivano attribuiti benefici ecclesiastici di «regio patronato» si ritenevano esenti dalla giurisdizione episcopale. Ancora nell'analogha relazione presentata nel 1707 si dedicò ampio spazio alle violazioni alla giurisdizione ecclesiastica, che persistevano nonostante il presule dichiarasse di averla fermamente difesa: si condannavano nuovamente il Tribunale di Regia monarchia che ardiva di giudicare persino i vescovi; l'azione di dispensare dalle norme canoniche svolta dai poteri laici; la procedura *per viam gravaminis*. Riferiva ancora il presule che aveva richiesto su queste scottanti tematiche un incontro col viceré Balbases, che in quell'occasione

¹⁹ «Il ricorso per gravame era un tipico istituto del diritto processuale siculo. Traeva origine da disposizioni dettate da Re Giacomo (1291-1296), da Re Federico III (1377-1409) e dal cap. 178 di Re Alfonso (1416-1458), in forza delle quali il magistrato superiore era facoltato di avocare a sé le cause dei magistrati inferiori prima della prolazione della sentenza definitiva, ove avesse avuto conoscenza di illegalità *in procedendo* o di un ritardato corso della giustizia. Prima di dichiarare ammissibile il ricorso il magistrato richiedeva informazioni al giudice *a quo* e indi, constatando essersi commessa la violazione di legge, *quod fuisse illatum gravamen*, ordinava la trasmissione a sé degli atti originari. Il gravame era ammesso anche contro sentenze definitive e nei riguardi di provvedimenti estragiudiziari. Il giudice del gravame doveva però limitarsi al semplice riesame degli atti acquisiti presso il giudice *a quo* e non poteva ammettere nuove prove» (G. Catalano, *op. cit.*, p. 62; una sintetica esposizione delle procedure seguite dal Tribunale della Regia Monarchia, *ibid.*, p. 343-350).

²⁰ D. De Gregorio, *op. cit.*, p. 21, p. 41-44.

²¹ *Ibid.*, p. 52.

lo aveva invitato a formulare proposte per iscritto e poiché in quel momento si trovavano a Palermo anche i vescovi di Mazara, Lipari e Cefalù

il viceré ci esortò di riunirci con l'arcivescovo di Palermo e principali ministri secolari e il Giudice della Monarchia, come fu fatto, e colà si leggesse il nostro scritto e dopo la sua lettura gli si riferisse circa la verità delle cose esposte. Tenuta dunque la prima sessione, furono tutti unanimi nell'affermare che noi avevamo esposto la semplice e sincera verità. Il signor viceré, avendo sentito questo, di nuovo esortò di proporre, ciascuno però singolarmente, i mezzi più opportuni per la riforma del clero e di indicare a lui come bisognasse (agire) e quale aiuto dovesse apprestare, dichiarandosi pronto a fare ogni cosa. E così, per iscritto presentammo i mezzi da tutti nel convegno approvati e con gli scritti di ciascuno, in varie maniere, confermati e, fatta la relazione su ogni cosa, il signor viceré ci affidò il compito di scrivere la maniera e l'ordine con cui doveva prestare il suo aiuto, cosa che abbiamo già cominciato a fare.

Tuttavia l'iniziativa non ebbe alcun frutto, perché, a detta del Ramirez, le preoccupazioni legate alle guerra avevano assorbito tutta l'attività del viceré²².

L'attenzione del Ramirez alla giurisdizione ecclesiastica risale pertanto ad anni molto precedenti all'inizio della «controversia liparitana» e parte del clero girgentano era sensibile a questi problemi e abituato ad atteggiamenti e linguaggio da esplicito scontro con i poteri laici, per questo motivo la corona sabauda si trovò ad affrontare a Girgenti una delicata situazione di conflitto che per gravità può essere paragonata solo a quella della diocesi di Catania, dove protagonista del conflitto fu il vescovo palermitano Andrea Riggio. Perdipiù il Ramirez era persona ben inserita nell'élite del Regno: aveva capeggiato il braccio ecclesiastico in occasione del Parlamento del 1702 allorché era ammalato l'arcivescovo di Palermo Bazan, riuscendo a far ottenere al sovrano un donativo straordinario di 200 000 ducati²³.

²² *Ibid.*, p.41-45. Sorprende come nell'ultima relazione *ad limina* del 1713, allorché il Ramirez si trovava già in esilio, non si faccia alcun cenno alla «controversia liparitana».

²³ R. Pirri, *op. cit.*, p.725-726. Tra le altre cose, proprio l'abile condotta in occasione del Parlamento del 1702, aveva fatto sì che il Ramirez fosse tenuto in considerazione dal Consiglio d'Italia per la carica di arcivescovo di Palermo alla morte del Bazan; carica che a parere del reggente Pedro Guerrero avrebbe dovuto essere attribuita

Non stupisce dunque il comportamento tenuto dal vescovo allorché si trattò di decidere se pubblicare senza *exequatur* il decreto della Congregazione dell'immunità del 16 gennaio 1712: lo pubblicò senza nemmeno richiedere la sanzione regia, con la giustificazione che la materia del testo era dogmatica e non necessitava dunque di *exequatur*²⁴. Il successivo 19 aprile facendo seguito al decreto regio che rendeva nullo quello della Congregazione dell'immunità²⁵ – considerato da Filippo V un attentato ai secolari privilegi del Regno²⁶ – pubblicò un durissimo testo²⁷. L'azione del Ramirez è di grande importanza poiché sarebbe diventata modello di riferimento per quella di altri presuli isolani, anche grazie all'invito del cardinale segretario di Stato Paolucci che li aveva esortati a porsi sulla stessa linea del vescovo di Girgenti²⁸; inoltre il 22 ottobre 1712 il pontefice lodò il comportamento del Ramirez e lo esortò a perseverare²⁹. Infine, poco prima dell'ascesa al trono di Sicilia di Vittorio Amedeo,

a individui di già manifeste capacità politiche, poiché l'arcivescovo della capitale era a capo del braccio ecclesiastico del Parlamento e spesso sostituiva il viceré in occasione di assenze dal Regno o vacanza della carica. Guerrero riteneva che Ramirez fosse persona ben informata delle vicende del regno e di Palermo in particolare. Inoltre, *seria muy a proposito para la union con el virrey y darle su consejo, expecialmente en las dependencias que se ofrezieren en la corte de Roma* (AHN, Estado, legajo 711, carte non numerate, Consulta del consiglio d'Italia del 9 maggio 1703).

²⁴ S. Candela, *I Piemontesi in Sicilia*, Caltanissetta-Roma, , p. 250-252.

²⁵ D. De Gregorio, *op. cit.*, p. 52-53.

²⁶ S. Candela, *op. cit.*, p. 250-252.

²⁷ «Non è libero al sacerdote e vescovo, in alcune emergenze (quali sono le presenti) privare i fedeli della dottrina vera e necessaria per la salute delle loro anime [...] Riflettendo poi noi a queste gravissime obbligazioni ci vediamo necessitati dalla coscienza a predicare la verità, ad insegnare la dottrina vera ai nostri popoli, acciocché non vadano *tamquam oves non habentes pastorem*, errando per vie non trite e bevendo della acque torbide delle cisterne dissipate [...] pertanto, in adempimento della nostra cura pastorale di insegnare la vera dottrina a tutti li nostri fedeli, per il presente editto, esortiamo ed ammoniamo a tutti i soggetti della nostra cura a riflettere sulla dottrina che come membri della Chiesa hanno professata che il sommo pontefice è il sommo maestro della medesima ed infallibile verità che parla nel suo decreto con l'autorità che Cristo gli ha data [...] la sopradetta dottrina, figli carissimi, dimostra chiaramente la validità, sussistenza e permanenza, come anche l'infallibilità e indipendenza da qualunque potestà secolare della dottrina del sommo pontefice contenuta nel breve citato del 22 ottobre. Onde speriamo [...] che vi mostrerete sodi e fermi e vi insegnamo [...] se qualcuno vi annunzierà qualche cosa contraria a ciò che avete ricevuto sia anatema» (D. De Gregorio, *op. cit.*, p. 52-53; cfr. anche S. Candela, *op. cit.*, p. 250-252).

²⁸ *Ibid.*, p. 250-252.

²⁹ D. De Gregorio, *op. cit.*, p. 53.

assieme ad altri vescovi «renitenti», dichiarò nullo l'atto governativo del 22 marzo 1713 che rendeva nulli tutti gli atti pubblicati senza *exequatur*³⁰.

Nonostante l'intento conciliatorio di Vittorio Amedeo, si ritenne imprescindibile un'azione finalizzata ad allontanare dal Regno colui che assieme al vescovo di Catania Riggio era stato il più intransigente nemico delle prerogative regie in materia ecclesiastica. Monsignor Ramirez fu espulso il 28 agosto 1713 e il pretesto fu costituito da una questione fiscale: dopo l'allontanamento dal Regno di Riggio, il Tribunale del real patrimonio aveva posto sotto sequestro alcuni affitti della Mensa vescovile di Catania, misura cautelare in un conflitto fiscale tra il vescovo e la Regia corte, e della difesa dei diritti della Chiesa era stato incaricato proprio Ramirez, che aveva scomunicato gli ufficiali regi coinvolti.

Il presule si diresse a Malta e prima dell'imbarco scomunicò gli ufficiali che avevano eseguito il provvedimento e impose l'interdetto alla diocesi³¹; poco prima aveva nominato alcuni vicari generali – avrebbero dovuto entrare in carica in sequenza, così non appena uno di loro fosse impossibilitato a esercitare le sue funzioni avrebbe potuto subito essere sostituito –: l'oratoriano Pietro Attardi e i canonici G. M. Rini, Gaspare Salerno, Biagio Maira³². Il Ramirez da Malta si recò a Roma, dove sarebbe stato ospite di Clemente XI per quasi due anni³³.

Subito dopo l'espulsione del presule, il governo cominciò a percorrere due strade entrambe finalizzate a una pluralità di obiettivi: riaffermare in modo indiscutibile le prerogative regie in materia ecclesiastica, imporre anche con mezzi straordinari la continuità e la regolarità delle attività di culto nella diocesi di Girgenti, eliminare una possibile fonte di contagio di una ribellione pericolosa per una dinastia da poco insediatosi su un trono che avrebbe avuto assoluta necessità di rendere solido. Si cercò di screditare la figura del Ramirez, pericoloso esempio per gli altri vescovi e per il clero dell'isola; si intensificarono dunque una pluralità di inchieste, alcune delle quali già avviate, da cui si ricavarono numerose accuse che furono fatte circolare per il regno: il presule aveva approfittato dell'esenzione fiscale degli ecclesiastici, estendendola ad altre persone; aveva disposto carcerazioni arbitrarie; aveva impedito i contatti tra corti civili e rifugiati nella chiese, aveva interferito con i poteri laici; aveva annullato sentenze senza averne la

³⁰ S. Candela, *op. cit.*, p. 250-252.

³¹ *Ibid.*, p. 255-256; D. De Gregorio, *op. cit.*, p. 53-55.

³² *Ibid.*, p. 54.

³³ R. Pirri, *op. cit.*, p. 726; G. Picone, *Memorie storiche agrigentine*, Agrigento, 1866, ristampa anastatica, Bologna, 1988, p. 551-552.

competenza; aveva intimidito gli ufficiali regi, aveva ostacolato o addirittura ignorato i ricorsi al Tribunale di regia monarchia; utilizzando l'immunità dei luoghi ecclesiastici, aveva favorito ladri e ricettatori³⁴. Allo stesso tempo si ricorse a funzionari regi ed ecclesiastici che con mandati diretti e precisi del Tribunale di Regia monarchia avrebbero dovuto garantire la continuità dell'attività di culto così da rendere vano l'interdetto lanciato da Ramirez: il giudice Miranda inviò a Girgenti Andrea Ficani per assolvere gli scomunicati e Isidoro Navarro, canonico della Cattedrale di Palermo, per annullare l'interdetto e riaprire le chiese³⁵.

Giunto in città il 13 settembre 1713, il Navarro fece riaprire con la forza la cattedrale e vi celebrò la messa alla presenza di molti fedeli e al contempo ordinò che l'evento fosse sottolineato da segni di festa (campane, mortaretti etc.); colpì poi con pesanti provvedimenti i regolari che osservavano l'interdetto, in particolare i Cappuccini³⁶.

Frattanto, il vicario generale Attardo, nonostante le pressioni provenienti da Palermo, si rifiutava di emanare un editto che derogasse dall'interdetto e fu arrestato, come i suoi successori, abate Rini e canonici Salerno e Maira³⁷, tuttavia il vescovo Ramirez, giunto a Roma, aveva nominato altri vicari: i canonici Girolamo Gioeni e Lorenzo Pittacolo, il rettore del seminario Nicolò Noto e il sacerdote Ignazio Maira.

Il 4 novembre 1713, il pontefice inviò una lettera di apprezzamento – probabilmente emanata dietro pressione e sollecitazioni di Ramirez e del gruppo in via di costituzione di esuli siciliani a Roma – per l'operato dei vicari ed esortazione a sopportare la loro drammatica situazione³⁸. In risposta, le autorità palermitane annullarono l'interdetto e inviarono a Girgenti pressanti raccomandazioni di tenere aperte le chiese e di celebrare l'eucaristia³⁹.

Intanto nella Chiesa di Girgenti cominciavano a verificarsi conseguenze drammatiche della dura azione di Navarro e di quella più nascosta e complicata dei vicari della diocesi: il clero si divise in gruppi contrapposti e i fedeli timorosi di sanzioni da parte del potere laico ricominciarono a partecipare alle celebrazioni liturgiche, e, dunque, almeno fino febbraio 1714

³⁴ S. Candela, *op. cit.*, p. 257-258.

³⁵ *Ibid.*, p. 258-259; D. De Gregorio, *op. cit.*, p. 56.

³⁶ G. Picone, *op. cit.*, p. 552-553.

³⁷ S. Candela, *op. cit.*, p. 258-259; D. De Gregorio, *op. cit.*, p. 56-57.

³⁸ *Ibid.*, p. 57.

³⁹ S. Candela, *op. cit.*, p. 259-261.

in cui sarebbe cessato dalla sua carica di delegato, Navarro sarebbe riuscito a suscitare una situazione di sostanziale inosservanza dell'interdetto⁴⁰. Nel frattempo la Corona cercava un compromesso: si promise la grazia ai tre vicari detenuti in cambio di un impegno a rispettare il nuovo sovrano e le sue prerogative in materia ecclesiastica.

La tensione salì ulteriormente nei primi mesi del 1714: circolarono voci circa individui, laici ed ecclesiastici, che con sabotaggi e improvvisate orazioni cercavano di vanificare gli sforzi degli ufficiali regi per non fare rispettare l'interdetto; molti frati Cappuccini non riconobbero l'autorità del nuovo provinciale nominato dal giudice della Monarchia; le chiese di gran parte dei monasteri furono chiuse per iniziativa delle stesse comunità religiose. Questi episodi indussero il sovrano a inviare a Girgenti un prestigioso esponente dell'aristocrazia del Regno, il duca d'Angiò, dotato dell'autorità di arrestare i sospetti; a lui furono sottoposti i capitani di giustizia dei vari territori. L'attenzione della Corona alla delicata situazione di Girgenti è testimoniata dal gran numero di persone inviate in città, dove si trovavano i delegati Sala⁴¹ e Catanzaro, canonico della cattedrale di Girgenti, nominato in sostituzione del Navarro dal nuovo giudice della Monarchia Longo, con la formale carica di delegato dello stesso tribunale in diocesi⁴². Inoltre, per affiancare il duca d'Angiò, il re aveva nominato il teatino Rosario La Valle e il francescano Trigona e ordinato al vicario capitolare Formica di disattendere l'ordine pontificio di dimettersi. Obiettivo comune era quello di riaprire al culto tutto le chiese e riprendere le celebrazioni, tuttavia il sovrano ordinò di usare le maniere forti solo nei confronti di coloro che si mostrassero ostinatamente decisi al rispetto degli interdetti o alla violazione delle prerogative regie⁴³. Particolarmente decisa fu l'azione del delegato Catanzaro, di concerto col duca d'Angiò, nei confronti dei vicari e di coloro che rispettavano l'interdetto e avevano determinato l'impossibilità di celebrare liturgie in cattedrale e grandi

⁴⁰ D. De Gregorio, *op. cit.*, p. 58.

⁴¹ S. Candela, *op. cit.*, p. 267, 272-275.

⁴² D. De Gregorio, *op. cit.*, p. 58.

⁴³ S. Candela, *loc. cit.* Nelle prime settimane del 1714, nonostante le sue resistenze, il Capitolo aveva nominato vicario capitolare, al posto di Biagio Maira, il canonico Giovanni Battista Formica, che però non raccolse le sollecitazioni del re ad agire contro la Santa Sede (D. De Gregorio, *op. cit.*, p. 59). Il papa, il 10 marzo 1714, lo pregò di rinunciare all'ufficio e di rispettare l'interdetto e nello stesso giorno invitò il Capitolo e i canonici a non obbedirgli, sotto pena di scomunica maggiore (G. Picone, *op. cit.*, p. 554-555).

difficoltà nel resto della diocesi; per garantire le messe in cattedrale giunsero sacerdoti da Palermo⁴⁴.

La diocesi di Girgenti [...] costituiva un problema serio. Dopo la dipartita del vicario generale, Vittorio Amedeo voleva che l'ambiente rimanesse tranquillo. Incaricò il giudice della Monarchia di esaminare la possibilità di nominare lui stesso un nuovo vicario. Il giudice faceva di tutto per non impegnarsi, sostenendo di non avere il potere di eleggere un vicario generale non solo nel temporale ma anche nell'amministrazione dello spirituale. Da parte sua, Maffei riteneva che un tal passo non avrebbe giovato alla Monarchia: insomma, bisognava andar cauti ed in ogni caso, non trovandosi riparo alla mancanza d'un vicario in quella diocesi [era] minor male il lasciarla sprovvista che il provvederle senza frutto o con discapito⁴⁵.

Nel novembre 1714 giunse da Roma l'ordine di osservare rigidamente l'interdetto, sotto pena di scomunica; mentre Vittorio Amedeo, di concerto con la giunta creata nel mese di aprile per affrontare il difficile conflitto con la Santa Sede, dava istruzioni al viceré Maffei tra le quali l'indicazione di inviare a Girgenti come suo «vicario generale» un esponente della grande aristocrazia del Regno, col compito di sequestrare le bolle pontificie, garantire lo svolgimento dell'attività di culto e assicurare la sorveglianza della frontiera marittima per evitare che giungesse in città corrispondenza da Roma e dagli esuli. Con atto del 12 dicembre 1714 fu inviato a Girgenti come vicario generale il principe della Cattolica⁴⁶.

Alla fine del 1714 e nei primi giorni del 1715, in linea con un più complessivo precipitare della situazione nell'intero Regno, la tensione si accrebbe ancor più tanto a Girgenti che nel resto della diocesi. A Girgenti su due porte della città furono rinvenuti editti di conferma degli interdetti⁴⁷. In un altro importante centro, Caltanissetta, la situazione divenne estremamente grave: fu ritrovato affisso sulle porte della chiesa madre un breve pontificio che, malgrado la sua immediata distruzione, determinò la chiusura di alcune chiese di ordini religiosi e l'astensione di alcuni preti secolari dalla celebrazione della messa e dell'ufficio divino. Il viceré ordinò al capitano d'armi della valle di raggiungere Caltanissetta con l'ordine di intimare ai Benedettini, ai Francescani riformati e ai Cappuccini di

⁴⁴ D. De Gregorio, *op. cit.*, p. 58-60.

⁴⁵ S. Candela, *op. cit.*, p. 284-285.

⁴⁶ *Ibid.*, p. 275-276, 297.

⁴⁷ D. De Gregorio, *op. cit.*, p. 60.

riaprire la loro chiesa e riprendere le celebrazioni, pena la confisca dei beni e l'espulsione dal Regno; disposizioni del medesimo tenore furono dirette anche a preti secolari. Nei confronti di alcuni capofamiglia che osservavano l'interdetto e sollecitavano altri ad adottare il medesimo comportamento si stabilì l'obbligo di partecipare alla messa nella prima domenica o festività di precetto utile. Si diedero inoltre istruzioni circa l'eventuale persistenza del rifiuto degli ecclesiastici: le chiese avrebbero dovuto comunque essere riaperte da presbiteri fedeli e in caso di necessità il duca d'Angiò avrebbe inviato truppe da Girgenti⁴⁸. La situazione a Girgenti tornò sotto controllo a febbraio⁴⁹ e nello stesso mese salpò una tartana genovese che trasportava 28 ecclesiastici espulsi dalla diocesi.

L'abolizione, il 20 febbraio 1715, dell'*Apostolica legazia* e del Tribunale della regia monarchia inasprì le misure adottate dagli ufficiali regi, particolarmente da parte del duca d'Angiò, nei confronti di coloro che osservavano gli interdetti. E attriti si verificarono anche tra amministrazione centrale e parte della giurazia di Girgenti: il vicario capitolare Formica di fatto non esercitava i suoi poteri e da Palermo era stato ordinato ai giurati di chiedere al capitolo di nominare un nuovo vicario; alcuni di loro si rifiutarono di sottoscrivere la relativa supplica e furono sostituiti ed esiliati. In seguito alla supplica e alcuni membri del capitolo «fecero affiggere un manifesto con cui si intimava, qualora ci fosse ancora un vicario del Ramirez, di farsi conoscere entro tre giorni, altrimenti si sarebbe proceduto all'elezione di un vicario», trascorso il termine, fu eletto Francesco Vanni, già ciantro, da solo quattro canonici, con ogni probabilità dietro forti pressioni delle autorità civili⁵⁰.

Il 27 agosto 1715, Ramirez morì a Roma e il suo decesso fu accompagnato da voci riguardo a suoi cospicui lasciti per le spese di mantenimento a Roma di sacerdoti e religiosi esiliati dalla Sicilia⁵¹. Il pontefice nominò vicario apostolico il canonico Girolamo Gioeni⁵². Il 15 settembre il Vanni fu confermato vicario capitolare e da questo momento molti vicari si sarebbero succeduti nella sede vacante e vi è grande incertezza sulla validità delle nomine e sui motivi delle sostituzioni⁵³.

⁴⁸ S. Candela, *op. cit.*, p. 289-290.

⁴⁹ *Ibid.*, p. 296.

⁵⁰ D. De Gregorio, *op. cit.*, p. 60-61.

⁵¹ R. Pirri, *op. cit.*, p. 726; D. De Gregorio, *op. cit.*, p. 64.

⁵² *Ibid.*, p. 65.

⁵³ R. Pirri, *loc. cit.*; D. De Gregorio, *op. cit.*, p. 61-62.

La rigidità del Vanni rese più difficile risolvere i conflitti esistenti e ne indusse di nuovi. Nel 1716 presiedette con ogni solennità i riti del Triduo pasquale ma non riuscì a convincere i girgentani a partecipare alle funzioni. Volle che si svolgesse, nonostante tutto, la processione della statua di S. Maria dei Greci, alla quale per la prima volta dopo secoli non parteciparono le confraternite. Entrò in conflitto anche con le comunità religiose femminili, poiché pretese di scegliere i confessori tra coloro che non osservavano l'interdetto. Infine, ricorse a svariate misure contro ecclesiastici e laici compreso l'esilio. La conflittualità da lui ulteriormente fomentata indusse la Giunta regia a proporre la destituzione, fu sostituito dal canonico palermitano Pennisi, la cui condotta fu ugualmente rigida, tanto da indurre un intervento del sovrano per raccomandare moderazione⁵⁴.

Nell'anno 1717, come nel resto dell'isola, la situazione precipitò: furono innumerevoli le espulsioni di ecclesiastici; i frati fuggivano dai conventi e un gran numero di membri del clero diocesano abbandonava le chiese⁵⁵.

Le tensioni accumulate e la forte insofferenza verso la Corona ritenuta colpevole di gravi violenze contro la Chiesa furono all'origine di una violenta e sanguinosa rivolta scoppiata a Girgenti nell'estate 1718, alla notizia dello sbarco spagnolo. Il marchese di Ledè, comandante delle truppe spagnole, sciolse la giunta, ordinò di osservare l'interdetto e concesse agli esiliati di tornare in patria. L'interdetto sarebbe stato tolto il 24 agosto 1719⁵⁶.

Monreale

L'arcidiocesi di Monreale, oggi diocesi, all'inizio del XVIII secolo era una circoscrizione ecclesiastica abbastanza estesa che dalle campagne circostanti la capitale si estendeva alla Sicilia interna ed era caratterizzata da una gran quantità di feudi vescovili e dalla presenza di un Capitolo metropolitano monastico, composto interamente da monaci benedettini cassinesi⁵⁷.

⁵⁴ *Ibid.*, p. 62-65.

⁵⁵ S. Candela, *op. cit.*, p. 333.

⁵⁶ D. De Gregorio, *op. cit.*, p. 65.

⁵⁷ Sull'arcidiocesi di Monreale, cfr. G. Schirò, Monreale, G. Zito, *Storia delle chiese di Sicilia*, Città del Vaticano, p. 527-548; G. Schirò, *Monreale. Territorio, popolo e prelati dai Normanni ad oggi*, Palermo, 1984.

Al momento dello scoppio della « controversia liparitana » la diocesi di Monreale non aveva il vescovo in sede poiché il cardinale Francesco Giudice, arcivescovo dal 1704, ricopriva la carica di inquisitore di Spagna.

Il cardinale Giudice era un uomo di governo esperto : aveva ricoperto cariche non solo all'interno della Curia romana, ma anche in entità statuali laiche e nello Stato della Chiesa. Aveva esercitato, tra le altre, anche la carica di viceré di Sicilia dal 1702 al 1705 ; e dal 1704, in pratica dal momento del suo insediamento a Monreale, aveva ricevuto successive autorizzazioni ad assentarsi dall'arcidiocesi per esercitare le varie cariche alle quali era stato chiamato. Nel drammatico 1711 anno di inizio della controversia ricopriva la carica di inquisitore generale di Spagna, alla quale era stato nominato nel febbraio di quell'anno, e per questo motivo aveva ottenuto di potersi allontanare ancora una volta dalla diocesi⁵⁸.

Il cardinale Giudice da uomo di governo aveva sempre mostrato un atteggiamento di grande pragmaticità – aperto sostenitore delle prerogative regie allorché è uomo di Stato, difensore della giurisdizione ecclesiastica in

⁵⁸ Francesco Giudice, napoletano, dei duchi di Giovinazzo e dei principi di Cellammare, era stato vicelegato di Bologna, poi chierico della Camera apostolica. Fu nominato cardinale presbitero del titolo di Santa Maria del Popolo, senza avere ricevuto nemmeno gli ordini minori, il 10 aprile 1690, alcuni mesi dopo ricevette l'ordinazione presbiterale. Eletto arcivescovo di Monreale il 14 gennaio 1704, in seguito alla morte del predecessore Giovanni Roano e Corronero ; prese possesso della sede il 29 gennaio 1704 e fu consacrato il 10 febbraio successivo dall'arcivescovo di Palermo Gasch ; poco dopo ricevette il primo indulto per assentarsi dal Regno. Concluso il mandato di viceré di Sicilia fu presente in diocesi per alcuni anni, nel corso dei quali compì la visita pastorale, fondò una accademia di « casi di coscienza », un conservatorio per orfane e un gruppo di 18 canonici non benedettini, incaricati di occuparsi della celebrazione del culto divino nella Cattedrale. L'8 gennaio 1710 il Consiglio d'Italia diede il suo star bene al decreto reale che gli assegnava l'abbazia dei SS. Pietro e Paolo a Forza d'Agrò. Il 2 gennaio 1711 fu nominato inquisitore generale di Spagna e il 24 luglio 1711 ottenne licenza di assentarsi dalla diocesi per tre anni durante l'esercizio della sua carica, l'autorizzazione fu prorogata per tre anni il 5 maggio 1714. In seguito fu nominato dall'imperatore Carlo VI *consiliarius, eius ministrum et oratorem egit apud apostolicam sedem et regni siciliae protector declaratus* e in seguito dal Pontefice segretario della Congregazione del Sant'Uffizio e, il 12 luglio 1717 cardinale vescovo di Palestrina, il 3 marzo 1721 di tuscolo e il 12 giugno 1724 di Ostia e Velletri ; durante questa ulteriore lunga assenza, la diocesi fu retta dal vicario generale Giacinto Gaudesi e dall'abate cassinese palermitano Michele del Giudice come *urbis et diocesis gubernatoris*. Lasciò la sede arcivescovile di Monreale il 15 febbraio 1725, dopo essersi riservato una pensione, e, poco dopo, il 10 ottobre del medesimo anno morì (*Hierarchia Catholica*, vol. V, 1667-1730, Padova, 1952, p. 16-17, 276 ; R. Pirri, *op. cit.*, I, p. 484).

altri momenti⁵⁹ – nei confronti della complessa realtà delle prerogative regie in materia ecclesiastica e dell'istituto della Regia monarchia, ciò motivò l'atteggiamento di cautela e il sostanziale rispetto delle prerogative della Corona mostrato dal cardinale Giudice durante la controversia liparitana, con l'effetto di garantire nell'arcidiocesi di Monreale la continuità del culto e una vita ecclesiale tutto sommato regolare.

Allorché la Congregazione dell'Immunità aveva inviato anche al vicario generale di Monreale nel gennaio 1712 l'editto con il quale si dichiarava incompetente il Tribunale di Regia Monarchia dall'assolvere dalle censure comminate per violazioni dell'immunità ecclesiastica, questo aveva chiesto l'*exequatur* alle autorità competenti, seguendo così la normale prassi per la pubblicazione di documenti provenienti dalla Curia romana⁶⁰.

A testimonianza della situazione di normalità e rispetto della giurisdizione regia nell'arcidiocesi normanna, pochi mesi dopo il proprio insediamento, l'8 novembre 1713, *post vespas*, Vittorio Amedeo II, assieme alla consorte e accompagnato da *nobilibus mulieribus et equitibus eius regiae aulae ac etiam cum militibus custodiae regalis tam pedestribus quam equestribus*, si era recato in forma ufficiale a Monreale, visitando l'abbazia, il duomo, la collegiata, ricevuto dall'abate del Giudice, *prior* della cattedrale e capo del capitolo monastico, dal governatore generale

⁵⁹ Mentre esercitava la carica di viceré, nel 1703, un lungo conflitto lo aveva opposto all'arcivescovo di Messina Migliaccio che lo accusava di abusare della sua posizione di viceré-legato apostolico, durante le cerimonie svoltesi in occasione di una sua visita nella città dello Stretto (AHN, Estado, legajo 2279, l'arcivescovo di Messina a Filippo V, aprile 1703; *ibid.*, memoriale dell'arcivescovo di Messina, 13 giugno 1703; *ibid.*, consulta del Consiglio d'Italia del 31 ottobre 1703). Nel 1711 insorse un conflitto, protrattosi per un biennio, tra il cardinale e il giudice della Monarchia Miranda e Gaiarre, relativo ad una controversia per l'attribuzione di un canonicato della Collegiata di Corleone. Una delle parti aveva fatto ricorso al Tribunale di regia monarchia e il giudice aveva avvocato la causa, il cardinale aveva ritenuto questo una «violenza» a detrimento della giurisdizione dell'ordinario e stabilito che il concorso per l'attribuzione del canonicato si svolgesse in sua presenza, intervenendo presso il viceré e il Consiglio d'Italia per sottolineare l'incompetenza della Tribunale di Regia monarchia, specialmente sulle cause non trattate dalle corti vescovili (AHN, Estado, legajo 2168, consulta del Consiglio d'Italia del 28 luglio 1713; AHN, Estado, legajo 1292, memoriale del cardinale Francesco Giudice, arcivescovo di Monreale, documento non datato ma probabilmente del 1713).

⁶⁰ S. Candela, *op. cit.*, p. 250.

dell'arcidiocesi e dello stato di Monreale Giuseppe Garofalo e dal provicario generale Giacinto Gaudesi⁶¹.

Perdipiù il cardinale Giudice fu costantemente preoccupato che il sovrano non adottasse misure restrittive nei confronti della sua diocesi; nella tarda primavera del 1717 l'arcivescovo si recò dal sovrano, «nella forma pubblica in cui compariscono li cardinali dinanzi al re di Spagna» e chiese che durante la sua assenza dalla Sicilia non si adottassero gravi provvedimenti «come è succeduto nelle altre diocesi del Regno». Il sovrano temeva che la condiscendenza esercitata nei suoi confronti potesse essere pregiudizievole per i diritti della Corona, «dubitando peraltro che detto cardinale non voglia più continuare a riconoscerla (ancorché non abbia aperto il suo pensiero in questa parte) e che per di lui fini particolari voglia maneggiare la Corte di Roma, senza esporsi al rischio di perdere li redditi del suo arcivescovato»⁶².

Come fossero frutto di pragmaticità e dell'esperienza di uomo di governo del cardinale il rispetto e la fedeltà per Vittorio Amedeo e la sua giurisdizione si può evincere da ciò che accadde il 2 dicembre 1719, quando il vicario generale Vannuzi ordinò «speciali pubbliche devozioni acciò ciascheduno si dimostrasse fervorato ad implorare dalla divina misericordia gli aiuti più efficaci per li felici progressi in questo regno alle gloriosissime armi di S. M. C. Filippo V» e dispose di continuare le preghiere al fine di conseguire le «desiderate vittorie»⁶³.

Tuttavia è da rilevare come si mirasse continuamente a far emergere all'esterno la quantomeno formale fedeltà dell'arcivescovo e delle autorità diocesane per il sovrano e la sua giurisdizione in materia ecclesiastica, ma anche come, non si sa quanto realmente, nell'arcidiocesi di Monreale non vi fossero ecclesiastici colpiti da gravi misure. Infatti, poco dopo la conclusione degli anni sabaudi, rispondendo a una lettera del suo omologo

⁶¹ ASDM, GO, Arcivescovi, busta 3, fascicolo 12, atto della visita ufficiale di Vittorio Amedeo II a Monreale, compilata dal notaio apostolico Giuseppe Labella di Palermo, carte non numerate, documento non datato. Si tratta di una copia novecentesca ad opera di un anonimo, probabilmente il canonico Millunzi, di un documento custodito in altro archivio.

⁶² *Ibid.*, Vittorio Amedeo al viceré Maffei, Chambery, 5 giugno 1717. Si tratta di una copia novecentesca ad opera di un anonimo, probabilmente il canonico Millunzi, di un documento custodito in altro archivio.

⁶³ *Ibid.*, disposizione del vicario generale di Monreale Olivio Antonio Vannuzio, 2 dicembre 1719, trascrizione, probabilmente ad opera del canonico Millunzi dal Registro del Gran Corte Arcivescovile di Monreale degli anni 1719-1720.

di Girgenti, il vicario generale Vannuzzi dichiarava⁶⁴ che non vi erano esuli laici, regolari o appartenenti al clero diocesano, tanto fuggitivi quanto espulsi, dell'arcidiocesi di Monreale, rei di inosservanza degli interdetti, di violazione della giurisdizione ecclesiastica o di mancata obbedienza al pontefice, che non vi erano beni ecclesiastici sottoposti a sequestro, né denunciati o sottoposti a censure dimoranti nel territorio della diocesi di Monreale⁶⁵. Il Vannuzzi ne concludeva: «dal che posso credere che, sicome, per grazia del Signore, si è mantenuta questa diocesi sempre esente delli molti infortunii che hanno sofferto le altre in tanti anni, così anco li miei diocesani tutti havevano goduto dalla divina misericordia il dono di essere preservati da quelle calamità che hanno tanti altri patito, mentre se ad alcuno fosse succeduto inversamente devo credere che ne sarei stato informato»⁶⁶. Inoltre, a suggellare solennemente l'immagine dell'arcidiocesi di Monreale come baluardo di fedeltà al sovrano, sollecitata dalle continue voci di imminente abolizione del Tribunale di Regia Monarchia, giunse una formale dichiarazione di «abbate e decani cassinesi nel Monasterio della Metropolitana chiesa della città di Monreale dell'ordine di San Benedetto» che formalmente e solennemente chiedevano al sovrano di impegnarsi per evitare l'abolizione del tribunale regio e che fossero così pesantemente lese le prerogative regie in materia ecclesiastica⁶⁷.

⁶⁴ *Ibid.*, il vicario generale di Monreale Vannuzzi a don Giuseppe Pancucci, vicario generale di Girgenti, il documento non è datato ma risale con ogni probabilità al luglio 1719.

⁶⁵ *Ibid.*, don Giuseppe Pancucci, vicario generale di Girgenti, al vicario generale di Monreale Vannuzzi, Girgenti, 13 luglio 1719.

⁶⁶ *Ibid.*, il vicario generale di Monreale Vannuzzi a don Giuseppe Pancucci, vicario generale di Girgenti, il documento non è datato ma risale con ogni probabilità al luglio 1719.

⁶⁷ «L'abbate e decani cassinesi nel Monasterio della Metropolitana chiesa della città di Monreale dell'ordine di San Benedetto [...] umilmente supplicano la Maestà Vostra che, per benefattore delli suoi vassalli del Regno di Sicilia, si degnasse di interporre appresso Sua Santità la sua regia mediazione, affinché si continuasse in esso Regno il Tribunale della Monarchia seu Legazia Apostolica della felice memoria di Urbano II concessa alli serenissimi re di Sicilia et osservata per il corso di sei secoli con somma utilità del Regno e suoi popoli e molto più per le nuove istruzioni date d'ordine di Vostra Maestà per la buona condotta delli giudici di detto tribunale, con le quali si sono affatto resecati tutti gli abusi occorsi ne' domini passati, quali sono stati origine e causa di qualche indignazione della sede apostolica, sino ad essersi presentito che da Sua Santità s'intende devenire all'abolizione dell'Istesso tribunale, il che ne redonderebbe a gravissimo pregiudicio delli diritti e prerogative del Regno, delli quali ne spetta principalmente a Vostra Maestà la conservazione» (*ibid.*, abate e decani del monastero

Tuttavia, ciò non escludeva che vi fossero in corso alcuni contenziosi su supposte violazioni della giurisdizione ecclesiastica, chiaro esempio ne sono una lunga e complessa controversia che vide coinvolti, oltre all'arcidiocesi, il Tribunale di Regia Monarchia e altre istituzioni del Regno, su una presunta violazione del diritto d'asilo nel centro abitato di Bronte⁶⁸ e un'altra altrettanto complessa sul diritto di visita da parte dell'arcivescovo della chiesa e monastero basiliano di San Blandano a Bronte⁶⁹.

Senza violenze, interdetti, espulsioni e misure restrittive la vita dell'arcidiocesi proseguiva normalmente; si svolsero ad esempio visite pastorali: i vicari visitarono Bronte nel 1714⁷⁰ e nel 1715 Piana, che ospitava un corposo nucleo di cattolici di rito greco di origine albanese⁷¹. E normale appare anche la cerimonialità anche se le autorità del Regno invitarono comunque gli ufficiali di Monreale, come quelli di altre città del Regno, ad adottare particolari misure di sicurezza: in occasione della settimana santa del 1717 la Regia corte ordinò al capitano di giustizia e ai giurati di Monreale che le processioni, alle quali solevano intervenire clero secolare, ordini religiosi e autorità civili, fossero celebrate « secondo le forme consuete e con tutte quelle precauzioni che stimeranno necessarie e proprie perché sieguano con quiete e divozione de'popoli e senza un picciolo disturbo ». Era necessario adottare tutte le misure affinché

non ardisse niuno, sia degli secolari che ecclesiastici, a cui spettasse la disposizione e regolamento di dette processioni di fare escludere persona alcuna, o secolare o ecclesiastica, anche regolare, di potervi intervenire,

cassinese di Monreale a Vittorio Amedeo II, documento non datato ma risalente con ogni probabilità al 1715, la copia non contiene firme).

⁶⁸ *Ibid.*, Michele del Giudice, abate di Monreale, al vicario generale di Monreale, Palermo 31 gennaio 1715.

⁶⁹ ASDM, GO, Visite, busta 58, fascicolo 68, relazione del cancelliere arcivescovile al cardinale Giudice, carte non numerate, il documento non è datato ma è successivo al 1721, inoltre si presenta danneggiato e parzialmente illeggibile; *ibid.*, estratto dagli atti della visita pastorale effettuata a Bronte nel 1706, carte non numerate, 9 aprile 1725; *ibid.*, estratto dagli atti della visita pastorale effettuata a Bronte nel 1723, carte non numerate, 9 aprile 1725.

⁷⁰ *Ibid.*, relazione del cancelliere arcivescovile al cardinale Giudice, carte non numerate, il documento non è datato ma è successivo al 1721, inoltre si presenta danneggiato e parzialmente illeggibile.

⁷¹ Cfr. ASDM, GO, Visite, busta 58, fascicolo 69. Nel 1488, l'arcivescovo cardinale Giovanni Borgia aveva concesso a un gruppo di profughi greco-albanesi i feudi di Merco e Dandigli, su cui avrebbero edificato un centro abitato, ora denominato Piana degli Albanesi (G. Schirò, *op. cit.*, 1984, p. 26).

sotto qualsiasi pretesto, dovendo permettere il concorso di tutte quelle comunità di regolari, confraternità ed altri corpi ed adunanze di persone solite ad intervenire, come anche l'assistenza di ciascuno ufficiale, qual pure sia stato consueto d'assistervi, invigilando le vostre signorie con particolar zelo ed attentamente su questo punto, acciocché nelle presenti circostanze non venghi nessuno riguardato per inabile o impedito ad intervenire in dette processioni, ancorché qualsiasi ufficiale o superiore, sia ecclesiastico o secolare, attentasse il contrario⁷².

Infine, la situazione di relativa normalità, a differenza di altre diocesi dell'isola, faceva sì che negli anni iniziali della « controversia liparitana » si sviluppassero all'interno della Chiesa di Monreale alcuni conflitti interni; tra questi la complicata controversia sulla legittimità dell'istituzione e sulle funzioni dei 18 canonici secolari aggiunti al capitolo benedettino della cattedrale⁷³. L'assenza di un conflitto tra le autorità diocesane e il potere centrale non rendeva necessario infatti mostrare all'esterno l'immagine di una compagine diocesana compatta e scevra di conflitti.

⁷² ASDM, GO, Corrispondenza, busta 22, la Regia Gran Corte al capitano e ai giurati di Monreale, Palermo, 25 marzo 1717.

⁷³ ASDM, GO, Arcivescovi, busta 3, fascicolo 12, don Filiberto Barlini al cardinale Giudice località non leggibile, 18 agosto 1713.

Foemina Erit Ruina Tua?
Le donne nella vita e nella gestione del potere
di Vittorio Amedeo II

Andrea Pennini
Università degli Studi di Torino

Foemina Erit Ruina Tua è l'interpretazione sarcastica della sigla FERT che Amedeo VI iscrisse nel collare del supremo ordine da lui fondato che divenne in breve il motto di Casa Savoia¹. Tradizionalmente questa interpretazione si lega alle figure di Vittorio Amedeo II e del padre oratoriano Sebastiano Valfré, nonostante Giovanni Carrer, ambasciatore veneto presso Emanuele Filiberto dal 1563 al 1566 nella sua relazione al Senato faccia già riferimento a tale esegesi². Quindi se già nel XVI secolo circola tale interpretazione, la paternità del motto non può di certo essere attribuita al Valfré, come – invece – hanno fatto molti osservatori tra Otto e Novecento. Inoltre non v'è alcuna traccia di questa interpretazione – monito nelle cronache coeve e nelle prime biografie dell'oratoriano³. Tuttavia, nonostante questa non sia una frase pronunciata dal Valfré al suo sovrano, ne tantomeno un'arguta soluzione del XVIII secolo, tale interpretazione assume un interessante significato alla luce della storiografia su Vittorio Amedeo II. Infatti *Foemina erit ruina tua* pare essere una lettura storiografica degli ultimi burrascosi mesi di vita di Vittorio

¹ Gli studi storici ed araldici che tentano di spiegare il significato di tale motto sono molteplici, senza – però – arrivare ad una soluzione univoca. Un utile, anche se risalente, elenco delle interpretazioni è fornito in C. Padiglione, *Il FERT di casa Savoia: memoria araldica scritta per le fauste nozze di Umberto con Margarita di Savoia*, Napoli, 1868; più sintetica è la riedizione di Giusmen, *Gli ordini cavallereschi di casa Savoia, I Savoia*, Roma, 1991, p. 224-228.

² «E quando re Francesco mosse guerra al duca Carlo, facendo così felicemente in pochi giorni tanto progresso nel suo Stato, diedero nuova esposizione alle quattro lettere che porta il sig. Duca intorno l'arma, che sono FERT le quali significano: *Fortitudo Eius Rhodum Tenuit*, motto antico di questa casa; e dissero, *Foemina Erit Ruina Tua*, alludendo alla moglie» (E. Alberi, a cura di, *L'Italia nel secolo decimosesto ossia le relazioni degli ambasciatori veneti presso gli stati italiani nel XVI secolo*, Firenze, 1858, t. 5, p. 34).

³ La prima biografia a stampa è F. Marino, *Vita del beato p. Sebastiano Valfrè della Congregazione dell'Oratorio di Torino raccolta da' processi fatti per la sua beatificazione*, Torino, 1748.

Amedeo II. Visto sotto questa lente, indifferentemente dalla circolazione coeva di tale «pasquinata», il motto permette di salvare il sovrano e di «puntare il dito» contro la marchesa di Spigno, rea di avere spinto il primo re di Sardegna a tentare il «colpo di stato» successivo alla sua abdicazione. Per inverare questa ipotesi si è andato aggiungendo il finto autore: padre Sebastiano Valfré. La venerazione subalpina per il beato e la sua assidua frequentazione delle stanze private di Vittorio Amedeo II⁴ sono particolari che rendono decisamente più veritiera quella che ad oggi appare più che altro, parafrasando Eric Hobsbawm, l'invenzione di una tradizione⁵.

Nonostante sia intrigante il dibattito appena accennato sull'acrostico sabauda, questo non è il *focus* delle pagine seguenti, ma semplicemente un (più o meno) fortunato titolo alle suggestioni che qui si vogliono condividere. Infatti queste pagine vogliono essere un primo passo verso un'analisi compiuta ed approfondita del ruolo delle donne nella gestione del potere e nella vita di Vittorio Amedeo II. Per evitare di dilungarsi troppo, si è optato di esaminare alcune figure specifiche in limitate, ma rilevanti contingenze storiche, quali le lunghe e machiavelliche trattative matrimoniali tra il 1675 e il 1684, che pongono fine alla reggenza di Giovanna Battista di Savoia-Nemours; il rapporto tra Anna Maria d'Orleans il marito ed i figli; la fuga in Francia della favorita, la contessa di Verrua e i confusi avvenimenti dall'abdicazione alla morte di Vittorio Amedeo II che vedono co-protagonista la Anna Canalis di Cumiana. Queste quattro donne rappresentano – in un certo qual senso – gli archetipi

⁴ «Un'altra prova della singolare stima e venerazione che il duca Vittorio Amedeo II, spertissimo conoscitore degli uomini, aveva del B. Sebastiano, troviamo nell'aver seguito tutta la vita a richiederlo di consigli, ed ascoltarlo colla medesima confidenza di quando era suo direttore. A tal uopo chiamavalo frequentemente a palazzo, o, stando fuor di Torino, scriveagli: anzi bene spesso andava in persona a S. Filippo cercando di lui, seco chiudendosi nella cameretta a conferire le più segrete cose. La stessa libertà voleva che il B. Sebastiano usasse nel recarsi da lui, ed aveva dato ordine espresso che non gli si tenesse portiera, e a tutte le ore, anche in quelle del suo riposo, liberamente fosse lasciato passare» (P. Capello, *Della vita del B. Sebastiano Valfré confondatore della torinese congregazione dell'Oratorio di S. Filippo Neri con notizie storiche de' suoi tempi*, Torino, 1872, vol. I, p. 196).

⁵ «“Invented tradition” is taken to mean a set of practices, normally governed by overtly or tacitly accepted rules and of a ritual or symbolic nature, which seek to inculcate certain values and norms of behaviour by repetition, which seek automatically implies continuity with the past. In fact, where possible, they normally attempt to establish continuity with a suitable historic past» (E. J. Hobsbawm, Introduction: inventing tradition, *The invention of tradition*, Cambridge, 1983, p. 1).

della condizione femminile accanto ad un principe in età moderna: la madre reggente, la moglie, l'amante e la moglie morganatica.

Il proposito appena enunciato si scontra inevitabilmente con l'ingombrante figura della «volpe savoiarda», che Guido Quazza definisce «il principale motore e autore della riorganizzazione dello stato»⁶. La perentoria affermazione dello storico va mitigata dal fatto che, come bene ha analizzato – tra gli altri – Geoffrey Symcox⁷, l'assolutismo amedeano è il frutto di un lungo processo di accentramento del potere iniziato con la riorganizzazione della macchina statale dell'inizio del XVII secolo⁸. Ciononostante la piena affermazione dello stato assoluto «rappresentabile come una certa forma di governo, che coincide con la stessa monarchia assoluta»⁹ matura certamente con Vittorio Amedeo II¹⁰. Anche se il principe sabauda governa in maniera assoluta ed autoritaria, non è – per usare una citazione «sportiva» – «un uomo solo al comando»¹¹. Tralasciando il dibattito generale sulle autonomie e sulla compartecipazione nella gestione del potere nelle monarchie assolute, quanto e come hanno inciso le donne del sovrano sabauda nella sua azione di governo?

Vittorio Amedeo, figlio unico del matrimonio tra Carlo Emanuele II e Maria Giovanna Battista di Savoia Nemours, nasce il 14 maggio 1666 e rimane orfano del padre il 12 giugno 1675 all'età di nove anni. Proprio la minorità del duca di Savoia dà avvio ad una nuova reggenza femminile pochi anni dopo quella di Cristina di Francia. A differenza di quanto è capitato alla morte di Vittorio Amedeo I, quando scoppiò la guerra

⁶ G. Quazza, *Le riforme in Piemonte nella prima metà del Settecento*, Modena, 1957, vol. I, p. 13.

⁷ G. Symcox, *Vittorio Amedeo II: l'assolutismo sabauda (1675-1730)*, Torino 1989.

⁸ Si faccia riferimento, tra gli altri, a P. Merlin, *Tra guerre e tornei: la corte sabauda nell'età di Carlo Emanuele I*, Torino, 1991 e C. Rosso, *Una burocrazia di antico regime: i segretari di stato dei duchi di Savoia*, Torino, 1992.

⁹ M. Fioravanti, Stato e costituzione, *Lo Stato moderno in Europa: istituzioni e diritto*, Roma-Bari, 2002, p. 10.

¹⁰ Non a caso lo stesso sovrano, al termine della sua esperienza di governo, afferma: «sachez que pour bien gouverner il faut tout faire ou ne pas s'en mêler, il faut être maître absolu sans dépendre des bienséance et des égards qui sont le plus souvent contre l'équité, la justice et le bien de l'État» (Blondel, *Anecdotes sur la cour de Sardaigne, Miscellanea di Storia Italiana*, 1871, t. 13, p. 641).

¹¹ «Un uomo solo è al comando; la sua maglia è bianco-celeste; il suo nome è Fausto Coppi». È la celebre frase pronunciata dal giornalista Mario Ferretti in apertura della sua radiocronaca della tappa Cuneo-Pinerolo del XXXII Giro d'Italia del 10 giugno 1949.

civile tra «madamisti» e «principisti»¹², l'ascesa della seconda reggente è decisamente meno traumatica. Eppure il giudizio complessivo degli storici sul governo della seconda madama reale è tutt'altro che lusinghiero¹³. Innanzi tutto, nonostante i protagonisti siano sempre gli stessi, conviene dividere la reggenza di Giovanna Battista in due periodi distinti: quello della minorità di Vittorio Amedeo (1675-1680) e quello della «reggenza dissimulata» (1680-1684)¹⁴. Nei primi anni di governo la reggente dà continuità alle riforme del marito e favorisce la definitiva affermazione di Torino quale capitale dello stato. Lo scenario muta drasticamente e drammaticamente al passaggio del decennio: lo scoppio della guerra del sale nel monregalese; le pressioni di Luigi XIV sulla corte torinese, che aumentano esponenzialmente la sudditanza piemontese alla Francia e – non ultimo – la fortissima incidenza della madre nel governo del paese a discapito del figlio, nonostante questo sia giunto alla maggiore età, condizionano negativamente il giudizio complessivo sulla reggenza di Giovanna Battista.

Da un punto di vista generale quello della reggenza femminile non è un istituto nato nella prima età moderna e, andando a ritroso nella storia delle monarchie europee, risulta una pratica piuttosto diffusa¹⁵. Samuel Guichenon, storico legato a doppio filo con la prima madama reale, in merito scrive:

Les Regences ne durent que peu de temps, & cette coutume (qui est ancienne en la Maison de Sauoye) est fondée en grande raison, parce que c'est la plus interessée à la conseruation de la personne de ses Enfants, &

¹² I primi afferenti al partito francese e sostenitori della madama reale, i secondi partigiani dei fratelli del defunto duca e, tendenzialmente filo-spagnoli.

¹³ Non è certo questa la sede adeguata per dibattere sulla complessiva veridicità delle critiche alla reggente che si sono affermate e consolidate nella storiografia filodinastica dell'Ottocento, giungendo ad influenzare importanti studi del Novecento. Decisamente diverso è stato il modo di affrontare il tema della reggenza, compresa quella di Giovanna Battista, in F. Varallo, a cura di, *In assenza del re: le reggenti dal XIV al XVII secolo (Piemonte ed Europa)*, Firenze, 2008.

¹⁴ G. Symcox, *op. cit.* p. 97-114; C. Rosso, Il Seicento, *Il Piemonte sabaudo: Stato e territori in età moderna*, Torino, 1994, p. 260-263; R. Oresko, Maria Giovanna Battista of Savoy-Nemours (1644-1724): Daughter, consort, and regent of Savoy, *Queenship in Europe (1660-1815): the role of the consort*, Cambridge, 2004, p. 16-55.

¹⁵ Un parziale e, giocoforza, incompleto tentativo di repertorio delle donne reggenti dal IV al XX secolo è dato in M. T. Guerra Medici, *Donne di governo nell'Europa moderna*, Roma, 2005, p. 215-270.

leur Estats; & sur laquelle il ne peut point tomber de regner & la capacité de posséder les Souverainetés (ausquelle les Femmes en Sauoye ne son pas appellées) rend ordinairement suspects pour la Regence¹⁶.

La reggenza deve – quindi – essere limitata nell'azione, anche se non è insolito che le principesse siano in grado di dispiegare un'attività politica in grado di condizionare assetti interni e relazioni internazionali¹⁷ e – soprattutto – nel tempo. Non è un caso quindi che proprio il prolungamento della reggenza dopo il compimento del quattordicesimo anno di età di Vittorio Amedeo sia alla base di diffusi sentimenti di ostilità nei confronti della reggente¹⁸. Il ritardo nella consegna del potere viene giustificato e reso possibile dalle « Patenti di conferma del Consiglio segreto di Stato » in cui lo stesso giovane duca supplica Giovanna Battista:

di volerlo onorare della sua particolare assistenza, et esercitare in esso tutta quella autorità che potremmo usare noi, giacché non l'hanno potuta indurre le nostre humilissime istanze a continuare ancora per qualche tempo la reggenza di questi stati¹⁹.

L'atto di umiltà o, per meglio dire, di furbizia compiuto da Vittorio Amedeo II nei confronti della madama reale permette di prolungare *sine die* la reggenza. Il rapporto tra madre e il figlio è freddo e formale. Infatti Giovanna Battista ha agito nei confronti del giovane sempre da duchessa e pressoché mai da madre, ingenerando una mancanza di affettività nel figlio che si ripercuoterà tutta la vita nei rapporti umana e dando il via, prima e dopo le patenti, ad una lunga guerra di nervi.

¹⁶ S. Guichenon, *Histoire généalogique de la royale maison de Savoie*, Lyon, 1660, vol. I, p. 91.

¹⁷ A. Spagnoletti, *Le dinastie italiane nella prima età moderna*, Bologna, 2003, p. 267-268.

¹⁸ A rincarare la dose ci penserà la storiografia filo-dinastica che accuserà Giovanna Battista di prolungare «l'orgoglio del potere quanto le durassero gli anni mortali e di oscurare, colla traccia luminosa della propria opera, l'invidiata fama della prima Madama Reale» (C. Contessa, Progetti economici della seconda madama reale, fondati sopra un contratto nuziale (1678-1682), *Miscellanea di Storia Italiana*, 1915, 3^a ser., t. 17, p. 123).

¹⁹ F.-A. Duboin, *Raccolta per ordine di materia delle leggi, editti, manifesti, ecc. pubblicati dal principio dell'anno 1681 sino all'8 dicembre 1798 sotto il felicissimo dominio della Real Casa di Savoia in continuazione a quella del senatore Borelli*, Torino, 1826, t. III, parte 1, p. 237-238.

Il punto di scontro più acuto tra la reggente e il futuro duca si ha con la progettazione da parte della prima del matrimonio tra il secondo e la futura regina di Portogallo, nonché cugina dello stesso Vittorio Amedeo, Isabella Luisa di Braganza. La prima idea delle nozze sabaudo-portoghesi precede addirittura la morte di Carlo Emanuele II, dal momento che già nella primavera del 1675 si trova uno scambio di lettere tra la duchessa Giovanna Battista e sua sorella la regina Maria Francesca Elisabetta in cui si fa largo l'ipotesi nuziale²⁰. Tuttavia è solo dopo il 1677 che si hanno vere e proprie trattative matrimoniali. Giacomo Spinelli, canonico di Carmagnola, confidente del marchese di San Tommaso e devoto della reggente, viene inviato segretamente presso la corte di Lisbona dal 2 gennaio 1678, riuscendo a stilare e far sottoscrivere un trattato matrimoniale il 14 maggio dell'anno successivo, un anno prima della maggioranza di Vittorio Amedeo II²¹. Questi accordi nuziali, oltre a dare vita ad un progetto commerciale su larga scala studiato dal Contessa²², avrebbero imposto il trasferimento del duca di Savoia nella capitale lusitana mentre la reggente avrebbe amministrato per conto del figlio il principato di Piemonte e il ducato di Savoia. Vittorio Amedeo per nulla convinto della soluzione portoghese chiede di poter fissare la data della sua partenza per la primavera del 1682.

Nel triennio che intercorre tra la firma del trattato e l'arrivo della flotta portoghese muta lo scenario politico interno al ducato e mutano gli equilibri internazionali su cui esso poggia. L'invadenza della corte di Versailles su quella di Torino è sempre più forte e, mentre si hanno le prime avvisaglie di fronde interne che mirano a far terminare l'esperienza di governo di Giovanna Battista, esplose la rivolta nel monregalese. In questo clima, il 20 giugno 1682 approdano nel porto di Nizza le navi lusitane al comando del duca di Cadaval. L'ambasciatore portoghese e la sua famiglia arrivano a Torino in breve e, in altrettanto breve tempo si accorgono che qualcosa è cambiato. Il duca Vittorio Amedeo viene dichiarato malato ed incontra la delegazione straniera solo per adempiere agli obblighi di etichetta e cerimoniale. Maria Giovanna Battista, dal canto suo, a seguito del complotto ordito nei suoi confronti da Carlo Martino San Martino marchese di Parella, è costretta a prendere coscienza del progressivo e irreversibile indebolimento della sua posizione a corte. Le aperte manifestazioni ostili dei sudditi e, in particolare, di buona parte dell'avita

²⁰ G. Claretta, *Vita di Francesca Elisabetta di Savoia Nemours regina di Portogallo con note e documenti inediti*, Torino, 1865.

²¹ D. Carutti, *Storia del regno di Vittorio Amedeo II*, Firenze, 1863, p. 60-61.

²² C. Contessa, *op. cit.*, p. 121-179.

nobiltà sabauda nei confronti di questa prolungata reggenza dissimulata, non colpiscono Giovanna Battista, tanto quanto lo scontro inaspettato con il figlio stesso. Vittorio Amedeo – infatti – con la giustificazione puerile, ma certamente efficace, dell’infermità fisica (una febbre piuttosto politica, che reale) riesce a tenere testa alle volontà materne e a far naufragare il progetto matrimoniale contratto tra le due sorelle Nemours.

In effetti qualcosa sta cambiando: il giovane duca inizia a partecipare con assiduità mai usitata ai consigli di stato, provocando un certo disappunto nella madre²³. Il mancato matrimonio e la posizione di Vittorio Amedeo sempre meno succube della madre oltre a incidere sulla politica interna, hanno riverberi sulla politica estera e sulle diplomazie circoscrisse. Il regno di Spagna e la repubblica di Genova si trovano a dovere costatare un’accresciuta ingerenza della corona di Francia nelle scelte diplomatiche compiute a Torino. Infatti da tempo Luigi XIV e il marchese di Louvois tramano per legare sempre più strettamente a loro il piccolo stato subalpino al fine di annetterlo. Il matrimonio sabaudolusitano e il conseguente spostamento dell’asse portante del regno bicefalo in Portogallo, avrebbe lasciato via libera – una volta venuta meno la reggente – all’annessione francese dei territori sabaudi. Sfumato tale matrimonio, dalla nuova residenza di Versailles il re di Francia ingaggia una doppia partita a scacchi con la reggente e con il duca, cercando di sfruttare le sempre più marcate divisioni interne. Dal canto loro sia Vittorio Amedeo II che la madre cercano di uscire dall’*impasse* facendo riferimento al regno di Francia: il primo punta ad una principessa d’oltralpe per convolare a nozze, la seconda in cuor suo desidererebbe riallacciare con l’aiuto della Francia il filo con la corte di Lisbona, ma la morte della sorella regina fa volgere anche i suoi occhi verso Parigi.

Le alleanze matrimoniali, come dimostrano le vicende di inizio XVII secolo di Carlo Emanuele I²⁴, sono un mezzo privilegiato di alleanza per la dinastia di Savoia, ma anche un’arma a doppio taglio.

²³ Pare addirittura che a seguito di una divergenza tra i due in merito a modifiche del regolamento militare, in un accesso di ira Giovanna Battista urlò in faccia la figlio e alla presenza dell’intero consiglio di stato: «se altra volta ritocasse i suoi ordini, glieli straccerebbe in viso» (G. Brugnelli Biraghi, M. B. Denoyé Pollone, *Maria Giovanna Battista di Savoia-Nemours: la seconda madama reale*, Cavallermaggiore, 1996, p. 171).

²⁴ Carlo Emanuele I «non persegue una precisa linea politica, ma sonda ora questa ora quella corte per riuscire ad ottenere il massimo dalle singole unioni matrimoniali, Questa politica ardita e spigliata è favorita dall’elevato numero di figli giunti in età adulta (nove), a dispetto dei pochi anni di matrimonio (dodici) con la sua consorte Catalina Micaela infanta di Spagna» (A. Pennini, *Le missioni del conte di*

Infatti da un lato producono negoziati che non si limitano al singolo evento nuziale, generando spesso trattati di alleanza offensiva e difensiva. Tuttavia, se perseguendo matrimoni piuttosto prestigiosi i Savoia possono accampare diritti di successione su altri troni (come è stato per l'Impero nel 1619 e come avverrà con la corona Cattolica durante guerra di successione spagnola), il rovescio della medaglia è un più stretto controllo del piccolo ducato da parte della potenza straniera attraverso la moglie insediata a Torino²⁵.

In questa prospettiva bisogna inserire i rapporti incrociati che intercorrono tra Luigi XIV e il Louvois da un lato e Vittorio Amedeo II e Giovanna Battista dall'altro tra il 1682 e il 1684. Il regno di Francia dopo aver acquisito Pinerolo e Casale punta senza mezzi termini all'annessione del ducato, imponendo alla reggente un trattato di lega difensivo con obbligo di mantenimento di un buon numero di effettivi francesi (tremila cavalieri) sul suolo piemontese per la difesa comune. Giovanna Battista spinta dalle congiure di palazzo e delle rivolte a Mondovì, accetta il trattato, ma non sdegnosamente si rifiuta di concedere – come invece vorrebbe il Louvois – le piazzeforti di Verrua e Torino²⁶. Tale diniego, di concerto con un'augmentata indipendenza del duca, segnano il tramonto della stella della reggente nel cielo di Versailles. Dal canto suo Vittorio Amedeo si dimostra un abile stratega: sostiene inizialmente la congiura che Carlo Simiane marchese di Pianezza, primo consigliere della duchessa, e Ottavio Provana conte di Druent ordiscono contro la reggente per insediare il giovane duca sul trono per poi farla scoprire dalla madre e fare arrestare i due nonostante il piano dei congiurati coincida con le intenzioni di Vittorio Amedeo. Lo strappo tra madre e figlio deve – però – avvenire soltanto una volta chiuso

Cartignano (1611-1612): un progetto di matrimonio inglese per il principe di Piemonte, *BSBS*, 2012, vol. 110, n° 1, p. 143-144).

²⁵ Le evidenze più grandi di questo fenomeno nella prima età moderna si hanno con Catalina Micaela d'Asburgo e Cristina di Borbone, che sono figlie rispettivamente di Filippo II re di Spagna ed Enrico IV re di Francia e Navarra. Si veda D. Frigo, *L'affermazione della sovranità: famiglia e corte dei Savoia tra Cinque e Settecento*, «*Familia*» del principe e famiglia aristocratica, Roma, 1988, p. 281.

²⁶ Sul trattato Domenico Carutti chiosa piuttosto ferocemente contro la reggente: «Il modo onde era stato imposto il trattato del 1682, e le condizioni dettate chiarivano che la Francia considerava il Piemonte come sua provincia, e come suo luogo tenenza il governo ducale. Né le dure opere erano molli parole rammorbate; i ministri del re parlavano col piglio del padrone. Spesso la Reggente si lagnava del marchese di Louvois, *straordinariamente dure, di termini veramente disobbliganti ed offensivi, di minacce offensive a un principe libero*, mentre ella dal canto suo non rinfriniva di abbondare di protestazioni di stima *pel sublime merito* e di gratitudine *per pregiatissimo affetto* del superbo ministro» (D. Carutti. *op. cit.*, p. 53-54).

il trattato matrimoniale con la Francia. Per il momento è quindi necessario che la reggente non tema il figlio e con quest'atto Vittorio Amedeo cattura oltre che i congiurati, la fiducia della madre²⁷.

Il 28 gennaio 1684, dopo intense trattative, Luigi XIV concede al duca di Savoia la mano di sua nipote Anna Maria d'Orleans e revoca il trattato capestro di due anni prima. Il passaggio delle consegne tra madre e figlio è di fatto già avvenuto, ma Vittorio Amedeo, a differenza del padre Carlo Emanuele II che restò in qualche modo subalterno alla madre finché essa restò in vita, ha necessità di rompere ogni legame con la reggente. È necessario quindi il *coup de théâtre* del 14 marzo 1684 quando il duca invita la nobiltà a lui fedele ad una battuta di caccia a Rivoli. Qui il giovane duca annuncia il suo matrimonio con la principessa francese e prende su di sé i poteri che aveva temporaneamente lasciato nelle mani della reggente.

Il rapporto tra Giovanna Battista e Vittorio Amedeo non è mai stato «esemplare», tuttavia nel tempo è riuscito a deteriorarsi, fino a giungere alla rottura pressoché definitiva. La duchessa madre (non più reggente) esclusa della vita politica del ducato, mantiene una casa separata da quella del duca e si dedica all'arte prendendo parte alla trasformazione della città di Torino in capitale di un regno²⁸. A difesa del suo operato compila un memoriale difensivo sui suoi anni di governo, comprendendo come il giudizio degli storiografi di corte potrebbe essere decisamente negativo, ma non immaginando quanto sarebbe avvenuto nell'Ottocento dove dimenticato il suo scritto verrà tacciata di qualsiasi azione malvagia contro il figlio²⁹.

Ancorché nel caso particolare della seconda madama reale, piuttosto *sui generis*, quello della reggenza rimane un istituto per sua natura temporaneo e provvisorio. Quindi, a fronte dell'iperattivismo di Giovanna Battista dettato dalle contingenze e dalle proprie inclinazioni, la prima regina di Sardegna appare decisamente più defilata. Eppure questo ruolo di secondo piano, confermato anche dalla storiografia recente³⁰, permette di prendere in

²⁷ A. Merlotti, *Vittorio Amedeo II: il Savoia che divenne re*, Torino, 1998, p. 10-11.

²⁸ A. Grisieri, *Dalla reggenza a Vittorio Amedeo II: le arti per il titolo regio, Storia di Torino*, vol. IV, *La città fra crisi e ripresa (1630-1730)*, Torino, 2002, p. 995-1011 e R. Oresko, *op. cit.*, p. 37-46

²⁹ Si veda la recente pubblicazione C. Naldi, E. Gianasso, C. Roggero, a cura di, *Maria Giovanna Battista di Savoia Nemours: memorie della reggenza*, Torino, 2011.

³⁰ Un chiaro esempio è fornito dal fatto che nella biografia di Vittorio Amedeo II composta dallo storico statunitense Geoffrey Symcox negli anni Ottanta del Novecento Anna Maria d'Orleans compare soltanto tre volte.

considerazione il ruolo della sovrana consorte nella sua quotidianità. Il fatto poi che la struttura politica di uno stato di antico regime, a cui il ducato di Savoia non fa eccezione, non permetta di scindere l'ambito pubblico da quello privato riporta comunque al centro della scena la principessa francese e permette alcune considerazioni di carattere generale.

La prima è legata al rapporto tra politica estera e politica matrimoniale. Ancora oggi l'affermazione di una sovranità ben definita, identificata e riconosciuta all'interno e all'esterno resta il primo e il principale punto di contatto tra due nazioni. Durante la prima età moderna tale riconoscimento avviene pressoché esclusivamente a livello della «famiglia» del sovrano. Spesso – quindi – la politica estera di uno stato si identifica nel rapporto tra dinastie, lasciando alla politica matrimoniale segnare il passo delle alleanze³¹. A questo ordine generale si deve sommare nel particolare degli stati sabaudi la non autosufficienza politica e militare che essi hanno nei confronti delle potenze europee. L'unione con Anna d'Orleans appare quindi un chiaro segnale di un nuovo sbilanciamento sabaudo verso il regno Francia. Infatti l'intervento deciso e diretto di Luigi XIV nei negoziati e nelle cerimonie appaiono delle chiare mosse politiche: Vittorio Amedeo II deve seguire quello che gli viene indicato da Versailles³². Lo squilibrio tra lo sposo sabaudo e la sposa francese ricorda quanto avvenuto nel 1619 con il matrimonio tra Cristina Borbone e Vittorio Amedeo I, tuttavia l'impatto a corte della nuova duchessa è decisamente più limitato. Infatti nonostante la presenza di Henriette d'Hardy de La Trousse, «vero braccio destro della sovrana», assicuri la continuità del partito filo-francese a Torino ed esistano alcuni spazi di autonomia garantiti, dal momento che perdura una corte a parte per la madama reale, per la prima volta negli stati sabaudi d'età moderna non viene a formarsi una vera e propria casa della duchessa separata da quella del duca³³.

Le funzioni di una sovrana non si concludono però con le nozze. Infatti, stando all'esempio di Anna d'Orleans, essa non può essere

³¹ Lucien Bély in merito scrive: «Ces stratégies complexes faisaient dépendre l'ordre européen d'une organisation familiale. L'unité essentielle de la société, la famille, servait à moduler à l'Europe tout entière». L. Bély, *Les relations internationales en Europe (XVII^e-XVIII^e siècles)*, Paris, 1992, p. 50.

³² Tale dipendenza più o meno assoluta durerà fino agli anni Novanta del secolo, quando il giovane duca si emancipa. C. Storrs, *War, diplomacy and the rise of Savoy (1690-1720)*, Cambridge, 1999.

³³ P. Bianchi, *Politica matrimoniale e rituali fra Cinque e Settecento, Le strategie dell'apparenza: cerimoniali, politica e società alla corte dei Savoia in età moderna*, Torino, 2010, p. 56-58.

considerata esclusivamente una pedina di scambio con la corte di Versailles, per l'affrancamento di Vittorio Amedeo dalla madre e il rafforzamento dell'alleanza franco-sabauda. La nipote del re Sole giunge a Torino nel 1684 e muore nella capitale sabauda quarantaquattro anni più tardi, il 26 agosto 1728. Nonostante la lunga convivenza, l'incidenza della sua persona nei confronti del marito appare piuttosto limitata, dal momento che il carattere possessivo ed instabile del marito non permette alcun rapporto di reciproco scambio. In più, stando a quanto scrive Symcox, Vittorio Amedeo II pare abbia visto in sua moglie soltanto una buona sistemazione dinastica, non amandola e trattandola «di frequente con studiata negligenza o franca durezza»³⁴. Quindi salvo aver lasciato il suo nome ad uno dei palazzi più suggestivi della città (la villa della regina), Anna d'Orleans non ha avuto alcun ruolo? Non proprio. Infatti nonostante i continui attriti con la corte di Francia, da dove questa proveniva e alla quale guardava costantemente, la duchessa Anna resta fedele al suo sposo e senza pretese si guadagna la fiducia di Vittorio Amedeo II modellando la sua vita sulle funzioni di corte, sui doveri famigliari e sulle pratiche devozionali. Questi sono in sintesi i compiti di una sovrana consorte durante l'età dell'assolutismo. In merito Angelantonio Spagnoletti scrive che nelle funzioni quotidiane

la principessa appare come la proiezione e il completamento del consorte regnante: le grazie che quest'ultimo dispensava atenevano al campo dei titoli, degli onori, delle preminenze, concernevano l'esercizio delle funzioni amministrative e militari, riguardavano le pratiche giudiziarie. Quello che avevano nelle donne la loro fonte investivano soprattutto l'ambito dell'assistenza, della creazione, organizzazione e gestione dello spazio sacralizzato e delle pratiche culturali che vi inerivano³⁵.

Questi tratti, che non sono certo di secondo piano in una società fortemente intrisa di valori simbolici, si ritrovano tutti nella regina Anna. Tuttavia, a differenza delle due duchesse che l'hanno preceduta, la moglie di Vittorio Amedeo II non si prodiga nella costruzione di una chiesa, ma si limita a costruire una cappella nella chiesa di San Francesco da Paola officiata dai padri minimi, preferendo non «essere ricordata come protettrice delle arti, quando aveva tanti poveri da proteggere»³⁶.

³⁴ G. Symcox, *op. cit.*, p. 88.

³⁵ A. Spagnoletti, *op. cit.*, p. 256-257.

³⁶ M. T. Reineri, Anna Maria d'Orleans, regina di Sardegna duchessa di Savoia (*Saint-Cloud 27 agosto 1669-Torino 26 agosto 1728*), Torino, 2006, p. 646.

Oltre ad essere un punto di riferimento riconoscibile per la popolazione nell'esercizio dell'assistenza e per la corte nello sviluppo del cerimoniale, la duchessa riveste un ruolo importante durante gli anni dell'assedio di Torino ad opera delle truppe francesi, il cui comandante in capo dall'8 luglio 1706 sarà Filippo II di Borbone Orleans, fratello di Anna. Il 16 giugno, poco prima che l'accerchiamento della capitale sia completo, la duchessa con i principi, Giovanna Battista e mezza corte riparano a Cherasco portandosi con sé la Santa Sindone, reliquia simbolo della dinastia, e i gioielli della corona. Diviene – dunque – Anna la custode ultima della dinastia e come tale ubbidisce immediatamente all'ordine di Vittorio Amedeo di portarsi a Genova il più in fretta possibile, mettendo in salvo gli eredi ed i simboli del potere sabauda. Tornerà a Torino con i figli soltanto il 3 ottobre 1706, circa un mese dopo la battaglia di Torino³⁷.

Terzo ed ultimo aspetto d'interesse sulla figura di Anna d'Orleans riguarda il rapporto con i figli. Sono quattro i figli della coppia che superano i primi anni di vita: Maria Adelaide, Maria Luisa, Vittorio Amedeo e Carlo Emanuele. Le prime due figlie nate rispettivamente nel 1685 e nel 1688 escono presto dalla corte torinese: a seguito del trattato di Torino Maria Adelaide viene data in sposa al duca di Borgogna all'età di undici anni; mentre Maria Luisa dodicenne sposa nel 1701 Filippo d'Angiò, futuro Filippo V di Spagna³⁸. La nascita dell'erede al trono arriva soltanto dopo quindici anni di matrimonio (1699), ma riempie il cuore di Vittorio

³⁷ M. T. Reineri, *Anna Maria d'Orleans, regina di Sardegna duchessa di Savoia, Memorie e attualità dell'assedio di Torino del 1706 tra spirito europeo e identità regionale (atti del convegno, Torino 29 e 30 settembre 2006)*, Torino, 2007, vol. 1, p. 17-21.

³⁸ Maria Adelaide di Savoia nasce il 6 dicembre 1685 e, per sancire la pace «armata» tra il ducato di Savoia e il regno di Francia, sposa Luigi di Borbone, duca di Borgogna e nipote di Luigi XIV. In seguito alla morte del suocero acquisisce il titolo di delfina di Francia che tiene fino al 12 febbraio 1712, quando muore di morbillo qualche settimana dopo il marito. La principessa sabauda ha tre figli (tutti nominati Luigi), due dei quali morti in tenera età, il terzo diverrà alla morte del bisnonno, re di Francia col titolo di Luigi XV. Maria Luisa Gabriella, invece, nasce il 17 novembre 1688 e nel 1701 sposa, sempre per ragioni di alleanza franco-sabaude, suo cognato Filippo d'Angiò. Questo è il pretendente francese al trono spagnolo reso vacante in seguito alla morte di Carlo II d'Asburgo. Al fianco di suo marito, divenuto Filippo V, la principessa sabauda funge da reggente della corona spagnola sino alla morte sopravvenuta il 14 febbraio 1714, circa un mese prima della firma del trattato di Rastadt che conclude definitivamente la guerra di successione spagnola e affida a Filippo V la corona iberica. Da questo matrimonio nascono quattro figli, due dei quali sovrani di Spagna: Luigi, anche solo per sette mesi, e Ferdinando IV.

Amedeo II di profonda gioia. Tanto che diplomatico René de Froulay de Tessé scrive nelle sue memorie:

Votre ambassadeur vous a parfaitement bien informé, de l'excès naturel de l'indicible joie que ce Prince ressent d'avoir un fils; mais tout ce que l'on en a pu dire à V. M., ne peut approcher de tout ce que j'en ai vu, et je ne pensois pas qu'un père naturellement peu disposé, par son tempérament, à la tendresse, pût trouver dans son cœur des mouvemens de paternité, dont les accès ressemblent quasi plus à fureur qu'aux autres mouvemens ordinaires³⁹.

Se il duca che si appresta a diventare re si compiace del primogenito e nei suoi confronti dirige tutto il suo affetto, Anna coltiva un profondo ed affettuoso rapporto epistolare con le sue due figlie divenute principesse di tutto rispetto nella corte di Versailles e – soprattutto – accetta anche l'ultimo genito. Questi, vezzosamente (o malignamente) appellato *Carlin*, deforme e ritenuto di scarsa personalità e di limitata intelligenza ha infatti nella madre l'unica figura di riferimento, dal momento che il padre tende a ignorarlo se non addirittura a rigettarlo. Il rapporto privilegiato che il piccolo Carlo Emanuele ha con la madre traspare chiaramente dalle lettere che le spedisce quando con il marito Anna è a Palermo per farsi ungere regina di Sicilia e che sono state oggetto di uno recente studio di Maria Teresa Reineri⁴⁰. Le relazioni tra i figli e la madre che l'hanno resa il principale riferimento familiare cambiano profondamente nel giro di un triennio. Il 12 febbraio 1712 muore a Parigi Maria Adelaide, due anni più tardi, il 14 febbraio 1713 a Madrid muore la sorella Maria Luisa, infine il 22 marzo 1715 è la volta dell'erede al trono. La morte del piccolo principe di Piemonte e le reazioni disperate e rabbiose di Vittorio Amedeo II, rifugiatosi con la famiglia a Venaria per paura del contagio del vaiolo, sconvolgono la corte di Torino. La regina alla morte del primogenito maschio diventa l'unica barriera tra l'insofferente durezza del padre nei confronti del figlio e il senso di inadeguatezza al compito assegnatogli dal destino che il principe mette davanti a sé ogni volta che deve rapportarsi con il padre. In questa dialettica tra Carlo Emanuele e Vittorio Amedeo, sempre più solitario dopo la fuga dei principi di Carignano⁴¹, Anna d'Orleans si consuma fino alla morte

³⁹ J.-B.-R. de Froulay comte de Tessé, *Mémoires et lettres du maréchal de Tessé contenant des anecdotes et des faits historiques inconnus sur partie de règnes de Louis XIV et de Louis XV*, Paris, 1806, t. 1, p. 153.

⁴⁰ M. T. Reineri, I figli di Vittorio Amedeo II di Savoia nella corrispondenza con la madre Anna d'Orléans, regina di Sicilia, *Stud. Piem.*, 2006, vol. 35, n° 1, p. 143-164.

⁴¹ A. Merlotti, *op. cit.*, p. 54-55.

che avviene il 26 agosto 1728, un giorno prima del suo cinquantanovesimo compleanno. La morte non sconvolge più di tanto il marito, ma gli avvenimenti successivi indicano meglio di tante disamine quale punto di equilibrio fosse la regina nell'instabile animo del re di Sardegna.

Dopo alla madre ed alla moglie di Vittorio Amedeo II si passa rapidamente ad altre due figure piuttosto intriganti, che – generalizzando – si possono definire « amanti » del sovrano: la contessa di Verrua e la marchesa di Spigno. Infatti, se è vero che quello tra Anna d'Orleans e Vittorio Amedeo è un matrimonio dinastico e, secondo i cronisti dell'epoca, privo di qualunque passione, il duca di Savoia non è per nulla insensibile al fascino femminile. Tuttavia, a causa del suo carattere instabile e burbero, più che legarsi sentimentalmente a una o più favorite – cosa piuttosto comune nella prima età moderna – tende a possedere gelosamente e dispoticamente ogni sua amante, bruciando rapidamente ogni passione amorosa.

Per durata ed intensità del rapporto leggermente diversa è la vicenda che lega Vittorio Amedeo a Jeanne Baptiste d'Albert de Luynes. Questa bellissima donna proviene da una delle più ricche e nobili famiglie della Francia secentesca e nell'agosto del 1683, a soli tredici anni, viene data in sposa a Giuseppe Ignazio Scaglia di Verrua erede unico di una famiglia che dai tempi di Carlo Emanuele I occupa punti strategici nella gestione del potere sabauda. La contessina giunge a Torino nell'ottobre successivo, ma è soltanto nell'inverno tra il 1687 e il 1688 che Vittorio Amedeo la « scopre » e inizia un martellante corteggiamento. La vita della contessa così come quest'amore passionale e ossessivo sono stati oggetto di cronache coeve e di studi successivi, ma anche di un romanzo di Dumas e – addirittura – di una ricostruzione cinematografica di fine Novecento⁴². Si tralascia perciò la disamina complessiva della vicende biografiche dei due per giungere agli aspetti che maggiormente interessano questo lavoro. La relazione tra il duca e la sua favorita dura, tra passioni sfrenate e scenate di gelosia, per undici anni, al termine dei quali vi è la fuga della contessa dagli stati sabaudi, con una dinamica al limite del romanzesco.

Una volta scoperte le attenzioni del duca nei confronti della giovane contessa, lei cerca una via di fuga nella famiglia d'adozione, la quale – però – si rivela tutt'altro che un appoggio. La suocera accusa la

⁴² Tra le biografie della contessa si trovano i volumi risalenti P. de Musset, *Madame de Verrue*, Bruxelles, 1841 e G. de Lérès, *La comtesse de Verrue et la cour de Victor-Amédée II de Savoie: étude historique*, Paris, 1881. Il romanzo di è: A. Dumas, *La dame de volupté: mémoires de M^{lle} de Luynes*, Paris, 1864; mentre il film è *La Puttana del Re*, per la regia di Axel Corti, 1990.

nuora di diffamare i Verrua, il cognato abate tenta di sedurla ma viene respinto, mentre il marito si allontana per non affrontare direttamente la questione del ducale corteggiatore. Anzi il tapino confida nel fatto che la moglie una volta divenuta la favorita del duca, lui possa ottenere qualche vantaggio⁴³. Ben presto la strategia dei Verrua si rivelerà fallimentare: costretto ad un mascherato esilio in Francia Giuseppe Ignazio Scaglia si separerà definitivamente dalla moglie che, sempre più isolata e – in seguito – ripudiata, finirà con l'accettare la condizione di amante ufficiale del duca di Savoia⁴⁴. Tuttavia la vita dell'amante di Vittorio Amedeo II si rivela tutt'altro che semplice. Nominata dama di compagnia della duchessa Anna, la Verrua si trasferisce nel 1691 dal convento della Visitazione, che l'ha ospitata dopo l'allontanamento dal marito, in un appartamento del palazzo ducale. Nonostante questa «promozione» la crescente gelosia del duca rende impossibile la vita dell'amante a corte costringendola vivere come una reclusa. Per ingannare il tempo la contessa, oltre a intessere relazioni sempre più pericolose con gli ambienti francesi a corte, inizia a dedicarsi al collezionismo, passione che continuerà a coltivare anche negli anni parigini⁴⁵. In merito al comportamento di Vittorio Amedeo è utile quanto scrive il conte di Tessé:

L'amour du Prince s'est tourné dans des fureurs d'une jalousie tyrannique qui les rend tous deux malheureux; cependant, quand il croit la haïr, il y retourne, et ne se croit bien, ni en liberté, qu'avec elle; ils passent leur vie en duretés et en reproches, et pourtant elle sait tout, il ne peut rien lui cacher⁴⁶.

Il diplomatico francese rimarca il carattere instabile e tirannico del duca e sottolinea che Vittorio Amedeo confessa tutto alla sua amante. Questo fatto unito alla crescente insofferenza di Jeanne Baptiste per il trattamento riservatogli dal suo amante non passa inosservato agli agenti francesi.

Il percorso comune tra Vittorio Amedeo e la contessa di Verrua copre un periodo piuttosto breve della vita dei due, ma altresì piuttosto travagliato

⁴³ L. Lami, *La signora di Verrua*, Milano, 1985, p. 44-59.

⁴⁴ T. Vialardi di Sandigliano, Dama di voluttà, spia al servizio del Re Sole, grande collezionista: Jeanne Baptiste Scaglia di Verrua d'Albert de Luynes, *Stud. Piem.*, 2008, vol. 37, n° 1, p. 6-12 e D. Carutti, *op. cit.*, p. 184-187.

⁴⁵ S. Piretta, Da Torino a Parigi: le collezioni della contessa di Verrua, *Le raccolte del principe Eugenio condottiero e intellettuale: collezionismo tra Vienna, Parigi e Torino nel primo Settecento*, Milano, 2012, p. 107-123.

⁴⁶ J.-B.-R. de Froulay comte de Tessé, *op. cit.*, t. 1, p. 168-169.

per il ducato di Savoia. Sono infatti gli anni in cui il duca di Savoia cerca di emanciparsi dalla «protezione» francese, ma sconfitto militarmente è costretto a tornare sotto l'ala dei Borboni anche se, grazie ad abili mosse diplomatiche, decisamente a «buon mercato». All'indomani del trattato di Torino, si accende l'interesse della corte di Versailles per la ventiseienne contessa di Verrua. Questa arrivata all'*acme* del suo potere nella corte torinese, ma abbandonata alle voglie del duca, segnata dal vaiolo e madre di sei figli (due dei quali di Vittorio Amedeo) desidera sempre di più lasciare Torino per rifugiarsi presso la sua famiglia a Parigi. Perché ciò avvenga la contessa deve riuscire ad eludere l'oppressiva sorveglianza del duca, mentre l'unico appoggio che gli si para davanti è l'ambasciatore francese di stanza a Torino, il più volte citato Tessé. Luigi XIV – però – intende sfruttare al massimo la carta dell'amante ribelle e chiede che questa, sfruttando la sua posizione privilegiata, gli faccia pervenire resoconti dettagliati delle azioni di Vittorio Amedeo II. La contessa di Verrua svolge il suo compito con diligenza, anche se il rapporto tra lei e il duca di Savoia conosce un lento e inesorabile declino fino alla nascita dell'erede al trono che sostanzialmente pone fine alla relazione tra i due. A questo punto si ha la messa in atto della fuga di Jeanne Baptiste dagli stati sabaudi: approfittando dell'assenza del duca da Torino, la contessa va a trovare il fratello che «per caso» si trova nella villa della Crocetta di proprietà dei Verrua e da qui insieme partono per la Novalesa, passano il Moncenisio e qualche giorno dopo sono in vista del palazzo di Versailles.

L'incidenza del rapporto tra Vittorio Amedeo II e Jeanne Baptiste d'Albert de Luynes continua nel tempo lasciando un segno piuttosto evidente. I due figli nati dalla loro unione (Maria Francesca Vittoria, che sposerà il principe di Carignano e Vittorio Francesco, marchese di Susa) il 14 luglio 1701 non solo vengono legittimati, ma – addirittura – viene concessa loro la possibilità di non portare la «bastardigia» sui loro stemmi. Tale questione che a prima vista può sembrare irrilevante, non lo è affatto se si pensa che con tale atto, in mancanza di eredi legittimi, gli eredi del marchese di Susa possono ascendere al trono sabauda. Non è un caso – quindi – che la primogenita venga fatta convolare a nozze con il rampollo della casa di Carignano, ramo cadetto della dinastia⁴⁷.

Gli anni seguenti la fuga della Verrua vedono il duca di Savoia impegnato nelle campagne militari della guerra di successione spagnola.

⁴⁷ Un secolo dopo la morte di Vittorio Amedeo II un discendente della coppia (Carlo Alberto) cingerà la corona di Sardegna e il suo figlio diverrà primo re d'Italia (Vittorio Emanuele II).

Una volta siglato il trattato di Utrecht, il duca divenuto re si dedica assiduamente alla costruzione di un apparato statale moderno ed efficiente. La stagione delle guerre e quella delle grandi riforme, intervallate dalla morte del figlio prediletto occupano i pensieri del re di Sardegna tra l'inizio del XVIII secolo e la fine degli anni Venti. In questo lasso di tempo, nonostante il rapporto con la moglie rimanga sempre freddo e formale, non si hanno notizie di amanti significative. La morte di Anna d'Orleans porta, o per meglio dire, riporta al centro della scena una «vecchia fiamma» di Vittorio Amedeo II, nonché l'ultima protagonista di questo lavoro: Anna Carlotta Canalis di Cumiana.

I due si sono conosciuti alla fine del Seicento, quando nel 1695 viene nominata damigella d'onore di Giovanna Battista di Savoia-Nemours. La Canalis lascia il servizio nel 1703 quando sposa Ignazio Francesco Novarina conte di San Sebastiano. Secondo pettegolezzi di corte tale matrimonio sarebbe stato combinato nientemeno che da madama reale per evitare – dopo le vicende della Verrua – una nuova favorita ufficiale a fianco del duca e per allontanare le voci che affermano che il primo figlio della donna sarebbe dello stesso Vittorio Amedeo. Tuttavia queste illazioni paiono piuttosto il frutto delle interpolazioni filo-dinastiche, che di una seria ricostruzione storiografica. Durante gli ultimi, travagliati anni di vita del sovrano sabauda, la Canalis è, per dirla secondo categorie cinematografiche, co-protagonista (o attrice non protagonista) delle regali sventure.

Vittorio Amedeo II in piena solitudine politica e di affetti⁴⁸, con una serie importante di ragioni che il vecchio re confessa al conte di Blondel, ambasciatore di Francia⁴⁹, il 3 settembre 1730 presso il castello di Rivoli

⁴⁸ In merito scrive Giuseppe Ricuperati: «La ricerca di una dimensione privata, dopo la morte della moglie, dopo decenni di recita di una parte difficile, di fronte al teatro europeo, dovette diventare una tentazione irresistibile – anche se – [...] la concezione del potere aveva portato Vittorio Amedeo II ad una solitudine profonda. Colpendo i ceti privilegiati, clero e nobiltà, aveva rotto i rapporti di relazione con quanti avrebbero potuto aver con lui una affinità culturale. La corte stessa fu popolata di subalterni, talvolta ostili, talvolta devoti, ma incapaci comunque di rispondere ai bisogni di comunicazione affettiva» (G. Ricuperati, *Un dramma d'antico regime alla corte dei Savoia: la fine di Vittorio Amedeo II, Dal Piemonte all'Italia: studi in onore di Narciso Nada nel suo settantesimo compleanno*, Torino, 1995, p. 3).

⁴⁹ «J'abdique aujourd'hui par les raisons particulières de mon âge et de mes infirmités, sans entrer avec vous persuadé que cela n'ira pas plus loin; je vous dirai donc, que depuis plus d'un an je m'aperçois que je n'ai plus les idées nettes dans des affaires, la mémoire me manque souvent dans des choses essentielles; je sens que je baisse et que ma tête est plus souvent embarrassée, le motif peut être du grand travail que j'ai fait toute ma

abdica a favore del figlio. Circa un mese prima di questo gesto il re aveva sposato in segreto, ma con l'approvazione di papa Clemente XII Anna Canalis, madre di otto figli e vedova dal 1724. Nonostante il sovrano non renda partecipe la Canalis della sua decisione di lasciare il timone dello stato, questa lo segue fedelmente nel suo *buen retiro* di Chambéry⁵⁰. Vittorio Amedeo tra i monti della Savoia non trova quella serenità tanto auspicata. Inoltre un colpo apoplettico accentua le forme paranoiche del carattere dell'ex sovrano e a fronte del mutato scenario politico interno, che vede un rallentamento nell'attuazione dell'editto di perequazione ed esterno, dove si riaccendono le tensioni tra Roma e Torino, questi accusa di inadeguatezza il suo erede e intende riprendersi la corona. Carlo Emanuele III e il suo ministro il marchese Ferrero d'Ormea difendendo l'apparato statale dal suo stesso demiurgo si dimostrano inflessibili fino all'arresto deciso dal consiglio del re, di concerto con l'arcivescovo, la sera del 28 settembre. La notte, i due vengono trascinati pressoché in camicia da notte l'uno a Rivoli, l'altra in un riformatorio per prostitute di Ceva. Vittorio Amedeo II primo re della dinastia sabauda morirà in regime di sorveglianza presso il castello di Moncalieri il 31 agosto 1732 con il conforto della moglie.

Ma quale ruolo ha giocato la marchesa di Spigno da Chambéry sino a Rivoli? È veramente stata la regista occulta del tentativo di riconquista del potere da parte di Vittorio Amedeo II?

Alberto Radicati di Passerano all'indomani della morte di Vittorio Amedeo pubblica a Londra, attribuendolo a Francesco Wicardel de Fleury, un *pamphlet* di grande successo⁵¹. In questo testo le ragioni dell'abdicazione sono da ricercare in un azzardo diplomatico di Vittorio Amedeo II, questo scoperto trattare sia con gli Asburgo che con i Borbone, per evitare di venire schiacciato, avrebbe preferito fare un passo indietro. In questa narrazione trova largo spazio anche la marchesa di Spigno, dipinta come una donna in grado di plasmare la volontà del sovrano alla sua, fino a spingere Vittorio

vie et que je continuais; il peut aussi provenir de mes infirmités; [...] je suis trop heureux dans des bons moments d'avoir réfléchi de sang froid sur cet avertissement de Dieu, qui m'annonce une mort prochaine, de ne me point laisser aveugler par les grandeurs et l'amour proper, et par ce qu'il y a de flatteur en régnant et en commandant, et d'avoir pu prendre sur moi une résolution combattue par les passions et mon caractère, et qui dans peu serait devenue nécessaire, avec cette différence que les sujets s'apercevant de ma situation auraient pu abuser de ma faiblesse» (Blondel, *op. cit.*, p. 639-640).

⁵⁰ G. Symcox, *op. cit.*, p. 311.

⁵¹ A. Radicati di Passerano, *The History of the abdication of Victor Amedeus II, late king of Sardinia*, London, 1732. Per le traduzioni del volumetto si veda F. Venturi, *Alberto Radicati di Passerano*, Torino, 1954, vol. I, p. 191-194.

Amedeo a tornare sulla decisione presa⁵². L'ipotesi portata avanti dal Passerano è dettata più che da una esigenza di raccontare i fatti, dalla sua volontà di rivalsa sul vecchio sovrano sabauda e dal desiderio di fare breccia sul nuovo. Se la versione «clandestina» della storia non è attendibile, né su quanto affermato rispetto ai giochi diplomatici, né – tantomeno – sulla marchesa, la versione ufficiale della corte sabauda, tardiva e mai pubblicata, non si discosta di molto da quella del Passerano nel giudizio sulla Cumiana, arrivando fino ad affermare che «non avrebbe giammai sposato il re, se preveduta avesse la sua abdicazione»⁵³. In maniera leggermente differente la descrive Polissena d'Assia-Rheinfels-Rotenburg seconda moglie di Carlo Emanuele III, di cui la Canalis è stata dama di compagnia:

Quantunque da qualche tempo m'accorgessi della cosa, mentre la dama faceva di tutto per attrarre l'attenzione, figuravo non avvedermi di nulla. Essa è oltre la cinquantina, secondo me mai stata bella, d'ingegno non brillante. Ma possiede finezza bastante a conseguire l'intento suo, di che ha fornite le prove. D'altronde è svelta e in condizione di servirlo bene⁵⁴.

Il giudizio che la nuova regina di Sardegna fa della marchesa è tutt'altro che lusinghiero, però da qui ad essere additata come la causa della bufera che si scatena sulla corte di Torino tra il 1731 e il 1732 la distanza è ancora molta. Con tutta probabilità – quindi – la marchesa di Spigno stando fedelmente anche se con difficoltà a fianco del suo secondo marito, nutre una qualche speranza che in caso di ritorno al trono di Vittorio Amedeo, lei e i suoi figli possano guadagnare qualche posizione all'interno degli stati sabaudi. È altresì molto improbabile che la Canalis sia alla base delle macchinazioni che hanno portato infine all'arresto dei coniugi, dal momento che l'atteggiamento di Vittorio Amedeo nei confronti della marchesa ricalca quello di tutte le altre sue relazioni più o meno affettive: è lui al centro della scena. Inoltre Anna Canalis di Cumiana a differenza

⁵² Scrive il Radicati: «She knew, by long Experience, the proper Seasons when a women could obtain almost every thing of a Man, which having well improv'd, her Husband inform'd her that his Resolution was to re-assume the Crown within the Space of Two years. "Two years! Reply'd the Marchioness in Raptures to Joy: Why will you defer it so long?"» (A. Radicati di Passerano, *op. cit.*, p. 21).

⁵³ G. A. Palazzi di Selve, *Dell'abdicazione del re Vittorio Amedeo e della sua detenzione ne' castelli di Rivoli e Moncalieri*, Biblioteca Reale di Torino, ms. Storia patria, 76, vol. I, p. 43.

⁵⁴ A. Reumont, Lettere di Polissena regina di Sardegna sull'abdicazione e prigionia di Vittorio Amedeo II, *Archivio Storico Italiano*, 1883, t. 9, n° 2, p. 219.

della madre e della Verrua non è in grado contrapporsi frontalmente, né può costruirsi una linea parallela di comportamento come per tutta la vita ebbe Anna d'Orleans, lei può solo assecondare subendo il volere di Vittorio Amedeo, pagandone – forse – le conseguenze più gravi.

Accettare il fatto che Vittorio Amedeo II, il grande demiurgo della ricostruzione statuale, concluda la sua esistenza terrena agli arresti e in preda a una pazzia pressoché totale non fa comodo al marchese d'Ormea che deve fare firmare l'ordine d'arresto ad un Carlo Emanuele III recalcitrante, non fa comodo alla storiografia filo-dinastica che ha esaltato l'opera del grande demiurgo sabaudo e, come si è visto per il caso del Passerano, non fa comodo neppure ai detrattori. Per fare in modo che rimanga un campione positivo o negativo, ma comunque integro è necessario che le opere che Vittorio Amedeo compie tra il 1730 e il 1732 abbiano una regia occulta ed ecco che viene utilissima la moglie morganatica.

Dunque *Foemina Erit Ruina Victoris Amedei*? Pare proprio di no.

La politique religieuse de Victor-Amédée II : calcul politique ou zèle religieux ? Le confinement des Vaudois et le rôle du clergé catholique dans les espaces alpins du Piémont à la fin du XVII^e siècle

Chiara Povero

La politique religieuse adoptée par Victor-Amédée II¹ est la confirmation du difficile rôle joué par le Piémont à la fin du XVII^e siècle : territoire de frontière disputé par la France, l'État de la Maison de Savoie chercha avec Victor-Amédée à conquérir laborieusement un espace autonome par rapport au puissant voisin, en resserrant des alliances en Europe.

Dans ce jeu de pouvoirs et d'équilibres la présence des sujets vaudois dans les vallées occidentales du duché acquit une nouvelle importance : au début le duc, arrivé au pouvoir en 1684 après la régence de sa mère Maria-Giovanna-Battista de Savoie-Nemours, suivit l'exemple de ses prédécesseurs en se montrant fidèle au rôle de défenseur de la foi catholique dans les espaces alpins ; mais surtout sous les pressions exercées par Louis XIV, dont il avait épousé la nièce Anne-Marie d'Orléans en 1684, il entama des campagnes de persécution dans les vallées habitées par les réformés². Successivement, dans la tentative de s'affranchir de l'hégémonie française et de récupérer les territoires alpins occidentaux occupés par le cardinal de Richelieu en 1630, il participa à la Ligue d'Augsbourg qui s'était constituée en 1686 avec le but de contrer la politique expansionniste et hégémonique de Louis XIV en Europe. Pour cette raison, il entama des négociations avec la Hollande, l'Angleterre et l'Empire et par calcul politique cessa de persécuter les Vaudois, en obtenant appui dans la guerre contre la France commencée en 1690. Quoique plusieurs fois vaincu par l'armée française conduite par le général Nicolas de Catinat dans les batailles de Staffarda

¹ Pour une biographie sur Victor-Amédée II voir : D. Carutti, *Storia del Regno di Vittorio Amedeo II*, Turin, 1863 ; G. Symcox, *Vittorio Amedeo II: l'assolutismo sabaudo (1675-1730)*, Londres, 1983 ; A. Merlotti, *Vittorio Amedeo II: il Savoia che divenne re*, Turin, 1998 ; F. Rocci, *Vittorio Amedeo II: il duca, il re, l'uomo*, Torino, 2006 et F. Cognasso, *I Savoia*, Milano, 2002, 2^e éd.

² Voir cette étude sur la politique adoptée par Victor-Amédée II envers les Vaudois : M. Viora, *Storia delle leggi sui Valdesi di Vittorio Amedeo II*, Bologne, 1930.

(1691) et de Marsaglia dans la plaine turinoise (1693), le duc négocia avec le roi de France, engagé sur le front du Rhin et dans les Pays-Bas, la paix de Turin en 1696, qui lui permit de rentrer en possession de quelques territoires. L'année suivante, la paix de Rijswijk reconnut les conquêtes de la Maison de Savoie, en rendant au duché son autonomie, mais il ne fut pas possible d'éloigner de ses frontières la menace française.

Pendant la guerre de succession espagnole (1701-1713), ayant abandonnée l'alliance avec Louis XIV, Victor-Amédée II subit le dangereux siège français de la ville de Turin en 1706, la défaite fut évitée par l'arrivée des troupes impériales conduites par son cousin, le prince Eugène de Savoie. La paix d'Utrecht en 1713 et les bonnes relations avec les autres puissances européennes permirent à Victor-Amédée II de réaliser son rêve : avec l'annexion temporaire de la Sicile, échangée par la suite avec la Sardaigne, en 1720, le duc obtint le titre royal. En outre, l'attribution des territoires d'Alessandria, de la Lomellina, du Monferrato, de Pragelat, de la haute Vallée de Suse, de la Valsesia et des fiefs des Langhe conféraient au Piémont un rôle maintenant projeté vers la péninsule italienne, signe du progressif abandon de la condition d'État transfrontalier.

Il y avait à ce point-là la nécessité de transformer le royaume en un État moderne, à travers des réformes qui intéressaient le domaine politique, administratif, juridique, scolaire et religieux, selon une ligne jurisdictionaliste qui avait trouvé un vaste consentement dans beaucoup de cours européennes, mais qui mit Victor-Amédée II en conflit avec le Saint-Siège³. Partisan du droit de l'État face à l'Église, le roi lutta pour défendre ses lois sur les Vaudois, en leur concédant un édit de tolérance en 1694, ne tenant pas compte du décret papal de condamnation ; successivement il combattit les prétentions pontificales sur la Sicile, imposa des impôts au clergé, vida de chaque pouvoir le tribunal de l'Inquisition et arriva à expulser de Turin le nonce.

Son œuvre à l'intérieur de l'État fut considérable : prince absolu, il eut cependant de grands soins pour les réformes et la rationalisation de l'administration (organisation du Conseil d'État, 1717) et des finances (nouveaux cadastres 1698-1730, évocation et vente de fiefs abandonnés, limitation des immunités ecclésiastiques). Le roi fut engagé dans la réorganisation de la législation qui culmina dans la promulgation, en deux élaborations successives (1723 et 1729), des Lois et des Constitutions de

³ À propos des rapports entre l'État et l'Église voir le travail de M.-T. Silvestrini, *La politica della religione: il governo ecclesiastico nello Stato sabaudo del XVIII secolo*, Florence, 1997.

Sa Majesté⁴. Ses interventions furent dans la direction d'une progressive substitution de l'État aux ecclésiastiques qui, dans le passé, s'étaient occupés d'instruction, conversion des réformés, assistance aux pauvres. Victor-Amédée II créa en effet un système d'écoles d'État disputant aux jésuites leur monopole dans le champ éducatif ; il pourvut à la réforme de l'université de Turin et il fonda des oeuvres de bienfaisance et des congrégations de charité dans lesquelles le contrôle de l'État était prépondérant par rapport à l'Église. En périphérie, les intendants devinrent les nouvelles sentinelles de l'orthodoxie religieuse, le clergé régulier fut destitué par le clergé diocésain, devenu plus aguerri et fort pour la fondation de nouvelles paroisses de patronage royal. Par initiative de la cour, de nouveaux diocèses naquirent : ils calquaient leurs frontières sur celles des provinces et répondaient au but de réaliser un contrôle étroit de la population. Au terme de son règne, Victor-Amédée II pouvait affirmer que dans les vallées alpines le « danger de la Réforme » avait été contenu et la présence vaudoise réduite à « un ghetto » circonscrit aux vallées vaudoises.

Une nouvelle époque s'ouvrait donc pour le duché devenu royaume : dorénavant la présence de l'État serait décisive dans le procès de centralisation des pouvoirs et de transformation moderne de la bureaucratie et de la juridiction.

La politique religieuse de Victor-Amédée II (1684-1694)

Vis-à-vis de la population de foi vaudoise, même les ducs prédécesseurs de Victor-Amédée II avaient adopté une politique ambiguë, oscillante parmi des interventions d'extrême intransigeance et des attitudes caractérisées par une plus grande tolérance, bien que limitées et employées dans le but de maintenir un équilibre à l'intérieur du duché.

La condition d'une telle orientation politique fut sans doute la position géopolitique de l'État de la maison de Savoie : situé à cheval sur les Alpes, le territoire piémontais fut traversé plusieurs fois au cours des XVII^e-XVIII^e siècles par des armées étrangères et il témoigna dans ses espaces limités tous les changements et les turbulences de la difficile situation européenne.

⁴ Sur les réformes de Victor-Amédée II voir l'étude de G. Quazza, *Le riforme in Piemonte nella prima metà del Settecento*, Modène, 1957. Pour mieux comprendre la politique du duc vers la noblesse savoyarde qui fut contenue dans ses privilèges voir A. Merlotti, *L'enigma delle nobiltà: Stato e ceti dirigenti nel Piemonte del Settecento*, Firenze, 2000. Finalement sur les réformes adoptées pour moderniser l'armée voir P. Bianchi, *Onore e mestiere: le riforme militari nel Piemonte del Settecento*, Turin, 2002.

En particulier, le territoire alpin à l'ouest de Turin, qui comprenait la ville de Pignerol et les vallées à l'époque habitées par les réformés, fut occupé par la France par deux fois : de 1536 à 1574 et à nouveau à partir de 1630, lorsque les armées guidées par le cardinal de Richelieu entrèrent dans la ville. Le retour de Pignerol et des vallées, à l'exclusion de la haute vallée du Cluson, à la maison de Savoie se produisit après la ratification du traité de Turin en 1696. La situation des réformés s'aggrava en effet vers la fin du règne du Roi Soleil, qui en 1685, en promulguant l'édit de Fontainebleau, révoqua les droits que son prédécesseur Henri IV avait concédés à la minorité huguenote avec l'édit de Nantes en 1598⁵.

Les liens étroits parmi les calvinistes français et les Vaudois du Piémont préoccupaient le roi de France qui craignait des conjurations contre son trône ; pour cette raison, en 1685, il interdit la pratique de la religion réformée en France et expulsa du pays les ministres du culte protestant qui n'avaient pas accepté de se convertir au catholicisme. Un certain nombre de huguenots se réfugia dans les vallées vaudoises et, pour cette raison, Louis XIV, en craignant une conspiration contre son royaume, commença à exercer de fortes pressions diplomatiques sur Victor-Amédée II. Le souverain français aurait voulu que le duc supprimât la religion protestante dans ses États, comme il avait fait en France. Le duc, cependant, se montra réticent : à cette époque-là, les Vaudois des vallées se trouvaient dans des conditions de relative tranquillité, après les sanglants événements survenus dans la répression des Pâques piémontaises en 1655.

Toutefois, Louis XIV ne renonça pas à sa tentative et, à la fin de 1685, il passa aux menaces. Le 7 décembre, il écrivit à son ambassadeur à Turin :

Veggio che le vostre istanze rimangono senza effetto... Voi dovete tuttavia significare al duca che fino a tanto che egli lascierà (sic) vivere gli Ugonotti sui confini de' suoi Stati, la sua autorità non basterà a impedire la diserzione dei miei sudditi calvinisti ; e siccome egli può di per sé far giudizio che io

⁵ À propos des conflits confessionnels qui intéressèrent la France voir : D. Crouzet, *Les guerriers de Dieu : la violence au temps des troubles de religion (vers 1525-vers 1610)*, Seyssel, 1990, 2 t. L'historien affronte dans son étude le problème des motivations sous-tendues à l'usage de la violence au cours des conflits religieux. Sur l'édit de Nantes voir M. Grandjean et B. Roussel, *Coexistence dans l'intolérance : l'édit de Nantes (1598)*, Genève, 1998. Finalement, pour la Vallée du Pragelat voir Archivio di Stato di Torino (désormais AST), Corte, Provincia di Pinerolo, Vallée de Pragelat, m. 25, fasc. 5 e 6 : Raccolta di editti francesi dal 1598 al 1652 riguardanti i sudditi di R.P.R. a partire dall'Editto di Nantes. Pour une étude sur cette vallée, on renvoie à B. Pazé Beda et P. Pazé, *Riforma e Cattolicesimo in Val Pragelato (1555-1685)*, Pinerolo, 1975.

non lo soffrirò, e che l'insolenza di questi nostri mi darebbe dispiacere, così potrebbe intervenire che in me si alterassero quei sentimenti di amicizia, che gli ho finora dimostrato. Porto fiducia che il duca farà su di ciò i più serii riflessi⁶.

Le 31 janvier 1686, Victor-Amédée II céda aux pressions françaises et publia un édit modelé sur celui du roi de France, de Fontainebleau, qui comprenait cinq points : l'exercice de la religion réformée était déclarée illicite, les réunions pour le culte étaient interdites aux Vaudois et la destruction des temples était obligatoire. Les ministres et les professeurs des écoles vaudoises avaient quinze jours pour choisir : se convertir au catholicisme ou aller en exil ; les mères vaudoises auraient dû confier leurs fils au curé catholique pour qu'ils soient éduqués catholiques avant huit jours (pour les nouveaux nés, avant huit jours depuis leur naissance), les mères réfractaires auraient été condamnées à être battues en public, alors que les pères auraient risqué cinq ans de réclusion. Les protestants étrangers étaient expulsés des États du duc et on promettait une généreuse retraite aux ministres qui s'étaient convertis au catholicisme⁷. En outre, l'édit était même contre les réformés de nationalité étrangère présents dans les domaines de la Maison de Savoie, dès l'instant que le duc ne pouvait pas *admettere né soffrire ne' nostri Stati gli eretici stranieri*, surtout si français.

Dans cette période, la politique religieuse de la cour de Turin s'adaptait presque totalement à celle de la cour française, comme le montre l'édit avec lequel Victor-Amédée interdit aux « Protestants Vaudois l'exercice de leur Religion dans tout l'État, et même dans leurs Vallées »⁸.

⁶ P. Capello, *Della vita del B. Sebastiano Valfré cofondatore della torinese congregazione dell'Oratorio di S. Filippo Neri, con notizie storiche de' suoi tempi libri cinque*, Torino-Roma-Napoli, 1872, vol. I, p. 366.

⁷ Sur la politique de Victor-Amédée II envers ses sujets vaudois dans les années quatre-vingts du XVII^e siècle, voir A. Pascal, *La tolleranza religiosa in Piemonte ai tempi di Vittorio Amedeo II*, *Bollettino della Società storica valdese* (désormais BSSV), 1927, n° 50, p. 99-131.

⁸ Il est intéressant de remarquer, pour cette époque, l'association des deux termes qui paraissent rarement dans les édits ducaux ; les disciples de la Réforme se trouvent préférablement définis par ces sources comme ceux de la *Pretesa Religione Riformata*, ou les *religionari*, pendant que le mot *valdesi* fait son apparition plus tard. Voir F. A. Duboin, *Raccolta per ordine di materie delle leggi, editti, manifesti, ecc., pubblicati dal principio dell'anno 1681 sino agli 8 dicembre 1798 sotto il felicissimo dominio della Real Casa di Savoia per servire di continuazione a quella del senatore Borelli*, Torino, 1818-1860, t. 2,

Il était le signe de la ligne dure adoptée par la Maison de Savoie, puisque le duc croyait qu'il était temps

di troncane il capo a quest'Idra, mentre gli Eretici suddetti invece di corrispondere con sommessà ubbidienza alle grazie che ricevevano nella menzionata tolleranza, hanno più volte prorotto in eccessi manifestissimi, e scandalosi di disubbidienza, e ribellione; essendo però hora uno dei principali motivi, che persuasero la sudetta tolleranza con la riduzione alla Santa Fede degli Eretici vicini, promossa dall'eroica pietà del glorioso Monarca della Francia, credessimo d'essere colpevoli d'ingratitude alle grazie che abbiamo ricevuto, riceviamo continuamente da S. M. (scil. il re di Francia) se trascurassimo l'opportunità che Ella ci porge di compiere l'opera, che li suddetti Serenissimi e Reali nostri Predecessori ebbero in mente.

Si avec l'édit du 31 janvier Victor-Amédée II se libéra des pressions françaises, il commença toutefois à subir celles des Suisses. La Confédération helvétique, épaulée par la Hollande et l'Angleterre, protesta vivement, alertée par les plaintes des Vaudois avec lesquels elle était profondément liée; mais elle obtint du duc seulement la promesse de laisser émigrer en Suisse les réformés qui auraient déposé les armes et auraient renoncé à leur projet de résistance armée, dont on commençait à vociférer dans les vallées. Mais cette solution – contenue dans un édit ultérieur du 9 avril 1686 – ne contenta pas les Vaudois, qui tentèrent la route de l'insurrection, en se fiant à la morphologie du territoire alpin, qui leur avait déjà offert autrefois un abri naturel, en leur permettant de résister aux soldats des ducs savoyards. Cette fois, cependant, avec l'aide du duc, la puissante armée française commandée du maréchal Catinat vint en Piémont, face à laquelle les Vaudois durent capituler. La guerre fut féroce de part et d'autre au printemps 1686 et les réformés vaincus furent incarcérés dans les forteresses de Turin, Carmagnola, Vercelli, Trino Vercellese, Asti, Cherasco, Fossano et Saluce, souvent dans des conditions de surpeuplement et de misère.

Le bienheureux Sebastiano Valfré eut un rôle important à l'époque de la répression des Vaudois⁹. Son action se proposa deux objectifs: avant tout, soulager les souffrances des Vaudois emprisonnés mais même

vol. 2, p. 240: *editto di S.A.R. proibitivo ai Protestanti Valdesi l'esercizio della loro Religione in tutto lo Stato, et anche nelle loro Valli e provvidenze relative, 31 janvier 1686.*

⁹ Sur la vie du père Sebastiano Valfré voir A. Dordoni, *Un maestro di spirito nel Piemonte tra Sei e Settecento. Il padre Sebastiano Valfré dell'Oratorio di Torino*, Milan, 1992; C. Fava, *Vita e tempi del Beato Sebastiano Valfré, prete dell'Oratorio di San Filippo*

en convertir le plus possible au catholicisme. Le religieux insista avec l'archevêque de Turin Michele Beggiami (1611-1689) et avec le duc même, Victor-Amédée II, dont il était le confesseur, pour que les deux objectifs soient poursuivis ensemble. Les Vaudois, expliquait-il, étaient pleins de préjugés vis-à-vis de la religion et du clergé catholiques, en outre l'édit et la guerre les avaient ultérieurement exaspérés. Seulement en leur montrant la miséricorde de l'Église et en les faisant entrer en contact avec un clergé bien différent des images caricaturales répandues par la propagande de leurs ministres, il aurait été possible de les convertir. En accord avec les missionnaires qui dans les vallées avaient répondu avec la controverse et la prédication aux critiques des ministres de la Réforme, Valfré montrait une connaissance aiguë de la situation alpine, qu'il aurait ensuite eu le moyen d'approfondir à l'occasion de sa visite dans les vallées en qualité de visiteur apostolique en 1687¹⁰.

Le duc, qui avait été poussé à intervenir dans les vallées par les pressions de Louis XIV, chercha donc à faire de nécessité vertu et à gagner la confiance du souverain français et des autres princes catholiques ainsi que l'éloge du pontife¹¹. En réalité, il fut poussé à employer les armes contre les sujets de la religion réformée plus par des raisons politiques que par une sincère conviction religieuse. En sachant que l'expédition militaire contre les réformés aurait rencontré les faveurs du Saint-Siège, il croyait arrivé

di Torino, Pinerolo, 1984; G. Olgiati, *Il Beato Sebastiano Valfré, d. o. : sua azione sociale e politica*, Turin, 1996.

¹⁰ AST, « Lettere santi », n° 9: Sebastiano Valfré, *Relazione dello stato della religione cattolica nelle valli di Luserna e delle providenze necessarie pel maggior suo incremento*, 1687. Archivio dell'Oratorio di Torino, Sebastiano Valfré: *Relazione della visita nelle valli di Lucerna ossia de' Valdesi scritta di proprio pugno*, 1707 et *ibid.*, *L'usar frequente communicatione con gli ereticisenza convenientenecessità*, 1694. Biblioteca Reale, Torino, Manoscritti Valfré, cassetta 50, II, 2: Victor-Amédée II, lettera al P. Sebastiano Valfré, 2 settembre 1694.

¹¹ Voir à ce propos M. Viora, *Su Innocenzo XI e la persecuzione dei valdesi nel 1686*, BSSV, avril 1930, n° 55. Victor-Amédée II obéit avec réticence à l'ordre de persécution contre les réformés imposé par Louis XIV, car la fidélité de ces sujets s'était souvent montrée utile à sa couronne, car il les avait aussi employés comme soldats entre ses troupes. Mais les insistances du très puissant voisin ne laissèrent pas le champ aux tergiversations, comme la correspondance de l'ambassadeur savoyard à Paris, le comte Ferrero, et celle de l'envoyé français à Turin, le marquis d'Arcy, nous le laissent entendre. Voir A. Mouston, *L'Israël des Alpes*, Paris, 1851, vol. II, p. 474. Finalement voir M. Viora, *Storia delle leggi sui Valdesi di Vittorio Amedeo II*, Bologne, 1930, p. 30-38.

l'instant de demander à Rome de lui reconnaître quelques droits¹². Le pape, toutefois, se montra peu généreux envers lui : les instances répétées du duc ne servirent à rien, quoique Rome ait découvert que la campagne vexatoire déchaînée en Piémont n'était pas née du zèle religieux de la Maison de Savoie, mais plutôt des instances du roi de France¹³. Ailleurs le duc s'était aperçu que la lutte contre les Vaudois n'était pas simplement une question de politique intérieure mais « représentait un élément important des contrastes de type confessionnel qui polarisaient l'Europe »¹⁴.

Les événements de ces années sont la preuve de l'attitude utilitariste tenue par le souverain savoyard envers ses sujets de foi réformée : soit la persécution, soit le suivant édit de tolérance de 1694 ne furent pas du tout des gestes liés au caprice d'un souverain avec une foi superficielle¹⁵. Cette dernière mesure, émanée de Victor-Amédée II exactement dix ans après la campagne militaire menée dans les vallées, ne signifia pas que le souverain avait baissé la garde vis-à-vis de la présence réformée dans ses États : il changea seulement de politique, en considérant aussi toujours l'hétérodoxie religieuse comme un élément de désordre potentiel. Puisqu'il n'était pas avantageux, pour les raisons qu'on verra, de persécuter les

¹² Le duc demanda au Saint-Siège de reconnaître à la Maison de Savoie le droit de souveraineté sur le fief de Masserano et d'attribuer aux ambassadeurs de Turin le traitement réservé aux envoyés des rois ; donc Victor-Amédée II chargea le comte Horace Provana, son ministre à Rome, de traiter avec Innocent XI de ces conditions. Voir Archivio Segreto Vaticano (désormais ASV), Segreteria di Stato, Savoia, vol. 81.

¹³ La France avait aussi menacé le duc d'envahir le Piémont, s'il n'eût pas entrepris tout de suite la persécution des réformés. Voir M. Viora, Su Innocenzo XI e la persecuzione dei valdesi nel 1686, *BSSV*, avril 1930, n° 55, p. 50.

¹⁴ Comme il était déjà arrivé pendant les campagnes militaires d'Emmanuel-Philibert en 1560 et de Charles-Emmanuel II en 1655, le problème vaudois à la fin du XVII^e siècle s'entrelaça avec les conflits religieux qui bouleversaient l'Europe. Aussi, dans ce cas, l'opinion publique protestante se mobilisa pour soutenir les réformés des vallées et elle présenta protestations indignées aux souverains piémontais et français. Voir G. Symcox, *op. cit.*, p. 284.

¹⁵ L'édit de tolérance mit le souverain en fort frottement avec le Saint-Siège, qui condamna résolument cette « trahison » de la Maison de Savoie. Sur l'édit de tolérance de 1694 voir F. A. Duboin, *op. cit.*, p. 257-259 : 23 mai 1694, *revoca degli editti del 31 gennaio e 9 aprile 1686 e perdono generale* et G. Symcox, *op. cit.*, p. 307. Une autre copie de ce document se trouve à l'Archivio Diocesano di Pinerolo (désormais ADP), Tit. 12, cl. C, serie 14, 23 mai 1694 : *editto di Vittorio Amedeo II portante grazia e perdono ai valdesi*. Par un autre ordre du 7 mai 1698, le duc accorda à beaucoup de suppliants du Val Perouse de revenir dans leurs pays et de récupérer les biens propres à condition qu'ils se convertissent et qu'ils véussent catholiquement (ADP, Tit. 12, cl. C, serie 16).

réformés et qu'il n'était pas concevable d'éliminer leur présence des vallées, Victor-Amédée inaugura une stratégie qui aurait été poursuivie par son fils: confinement dans un territoire très limité et isolement économique et social de la communauté réformée. À plusieurs reprises, il interdit aux réformés d'avoir des contacts avec les confrères français au-delà des Alpes, et défendit le commerce et la résidence aux non-catholiques de nationalité étrangère¹⁶. En outre, dans les vallées où, suite aux persécutions, il y avait encore une minorité de Vaudois survivants, le duc favorisa l'installation de familles catholiques, auxquelles il fit assigner, par son édit, les biens ayant appartenu aux exilés¹⁷. Il était en effet nécessaire que les terrains laissés libres fussent acquis par les catholiques, qui auraient repeuplé les bourgs. Cette décision confirmait la volonté de la Maison de Savoie de poursuivre la politique de conversion d'abord réalisée avec les armes mais maintenant promue par une sorte de « colonisation » des terres vaudoises par les catholiques¹⁸.

Il faut toutefois faire référence à la situation internationale de l'époque, pour mieux comprendre les choix de Victor-Amédée II: dans les guerres de la fin du siècle, pendant que l'Europe s'acharnait contre une France qui voyait maintenant se coucher son rêve d'hégémonie sur le continent, Turin fit le choix d'abandonner Louis XIV et de lier sa cause à celle des adversaires des Français. Parmi ceux-ci, se trouvaient les puissances des protestants du nord de l'Europe, pour respect desquels il convint au duc de se montrer indulgent avec les réformés qui habitaient dans son État. La rupture avec Paris en 1690 provoqua l'invasion du duché par le maréchal Catinat, pendant laquelle le duc eut besoin de s'allier avec les Vaudois, puisqu'ils étaient experts de la guérilla dans les zones de montagne. Entre-temps, en profitant de la dramatique situation internationale, un groupe de réformés dits « invincibles », précédemment

¹⁶ Le duc avait pardonné aux Vaudois mais il n'avait pas renoncé à les isoler: F.-A. Duboin, *op. cit.*, t. 2, vol. 2, p. 262: *1^{er} juillet 1698, editto che proibisce ai Valdesi di avere commercio coi Francesi in fatto di Religione* et p. 263: *31 janvier 1725, Regio Biglietto al Vicario di Torino che proibisce il domicilio dei Genevrini in detta Città*. Il semble cependant qu'à la fin du XVIII^e siècle les mesures du souverain savoyard envers les réformés fussent moins rigoureuses par rapport à l'époque précédente.

¹⁷ F.-A. Duboin, *op. cit.*, t. 2, vol. 2, p. 251: *22 janvier 1687, manifesto de' Delegati sovra gli occorrenti delle Valli di Luserna d'ingiunzione alli acquisitori de' beni delle Valli suddette d'adempiere all'obbligo assuntosi d'introdurre il numero delle famiglie sufficienti per ripopolare detti Luoghi, e Valli*.

¹⁸ Ce qui retint sûrement le duc à entreprendre une répression violente était le souvenir des révoltes du XVII^e siècle, qui, en plus, avaient eu comme théâtre les vallées.

exilés de leurs terres, franchit la frontière piémontaise, pour faire retour dans les vallées¹⁹. Ainsi la tentative d'éradiquer définitivement la Réforme de Val Pellice s'épuisa. À partir de ce moment les ducs n'ont plus organisé d'expéditions militaires dans ces espaces, mais à travers une lente et progressive oeuvre de limitation ils ont confiné les réformés pour les rendre inoffensifs. La tâche semblait réalisable, vu que les pressions militaires jointes à l'action missionnaire avaient considérablement réduit leur nombre, en les poussant à l'exil, en les privant des biens et des charges civiles et éloignant leurs ministres des vallées.

Le siège des espaces vaudois conduit par Victor-Amédée à la fin du siècle avait en outre provoqué la fuite de beaucoup de réformés, la mort de plusieurs et l'emprisonnement d'un nombre assez considérable d'individus ; mais il avait même causé la croissance d'un phénomène déjà utilisé auparavant pour forcer ces populations à la conversion : les enlèvements des enfants²⁰. Beaucoup de fils de Vaudois, restés orphelins ou soustraits expressément aux parents par le clergé catholique avec la collaboration du pouvoir séculier, furent dispersés en divers lieux du Piémont et confiés à des familles de foi catholique éprouvée, qui avaient l'obligation de pourvoir à leur immédiate catholisation et instruction religieuse. Aussi bien les enlèvements que les emprisonnements eurent en dernière analyse le but de forcer la population à la conversion²¹.

¹⁹ L'épisode est célébré par l'historiographie vaudoise comme la Glorieuse Rentrée guidée par Henry Arnaud, qui, en 1689, conduisit à leur patrie les confrères réfugiés dans les territoires suisses, après la fuite forcée provoquée par la guerre en 1686 et par les édits intolérants de Victor-Amédée II. Sur ce sujet différents travaux ont été publiés, mais une réflexion documentée se trouve en B. Peyrot et G. Tourn, *Dalla Revoca al Rimpatrio: gli anni difficili*, Opuscoli del 17 febbraio, Torre Pellice, 1986, p.3-36. En outre, voir A. Pascal, *Le Valli Valdesi negli anni del martirio e della gloria (1686-1690)*, BSSV, juin 1965, n° 117, p.7-119. Ce travail est intéressant pour les témoignages des Vaudois emprisonnés et déportés et pour celles des convertis qui furent transférés dans le Vercellese, loin des vallées, avec le but de leur catholisation. On estime, en effet, qu'avant la campagne militaire, les vallées avaient une population d'environ 14000 individus, catholiques et réformés : 2000 de ceux-ci périrent dans les combats, 2500 étaient les catholiques et catholisés restés, quelques centaines les gens qui furent des vallées, un millier les enfants disparus au Piémont dans le but de leur conversion, plus de 8000 les prisonniers enfermés dans les prisons de Turin, Luserna, Carmagnola et Trino Vercellese. Voir A. Pascal, *op. cit.*, p.108-109.

²⁰ Voir à ce propos *ibid.*, p.7-119.

²¹ Aux prisonniers qui se convertissaient la semi-liberté était reconnue, sinon la liberté complète, avec la restitution des propriétés et des patrimoines précédemment possédés ; pour ceux qui n'abjuraient pas, ils annonçaient par contre la prison ou les

Le bilan de l'apostolat missionnaire à la fin du siècle

Il reste à se demander si l'apostolat missionnaire, par rapport au soutien qu'il eut par le pouvoir civil, ne fut pas *uno strumento, tra i molti, utilizzato dal sovrano per controllare le popolazioni*²². Il est possible de constater, en effet, une substantielle analogie dans les méthodes et dans les stratégies employées par les missionnaires dans les pays de foi réformée, surtout en considération des rapports qu'ils tressèrent avec le pouvoir laïque. À ce propos, apparaît éclairante la lecture qui fut donnée de ces événements par l'italien Gregorio Leti dans son oeuvre intitulée *La monarchie universelle de Louis XIV*, parue à Amsterdam en 1689 : à son avis, les guerres de religion étaient un prétexte qui cachait un problème purement politique, dicté par les rapports de puissance parmi les États, pour lesquels la religion devenait un *instrumentum regni*. Le zèle religieux que le souverain français avait voulu montrer en persécutant les huguenots était la couverture au dessein de domination de l'Europe auquel il aspirait ; contre la France, Leti invoquait une alliance de tous les pays européens, puisque la politique de Paris n'aurait pas fait autre chose que de porter la discorde entre des catholiques et des protestants, pour les affaiblir et les asservir plus facilement²³.

Les considérations faites par Leti au sujet de la politique religieuse de Louis XIV valent en réalité même pour Victor-Amédée II qui, comme on a vu, à la fin du siècle, avait pressenti l'occasion politique de substituer dans ses États à la persécution religieuse la stratégie de la persuasion et de la tolérance. En effet, la faillite du projet envisagé par la cour de Paris²⁴,

travaux forcés, pendant que leurs possessions, confisquées par l'État, étaient en partie attribuées aux missionnaires qui, en profitant de la situation de confusion, effectuaient leur apostolat avec grande intensité.

²² L. Châtellier, *La religion des pauvres : les sources du christianisme moderne (XVI^e-XIX^e siècles), les missions rurales en Europe et la formation du catholicisme moderne*, Paris, 1993, p. 86. L'historien pose cette question pour l'Europe de l'absolutisme éclairé, et il observe aussi que parfois le missionnaire devint pour cette époque une sorte de dirigeant national apte à assurer l'encaissement des impôts et la « police des mœurs ».

²³ G. Leti, *La monarchia universale di Luigi XIV*, Amsterdam, 1689, p. 433-492. Sur Leti voir G. Spini, *Ricerca dei libertini : la teoria dell'impostura delle Religioni nel Seicento italiano*, Florence, 1983, 2^e éd., p. 261-317.

²⁴ Quand le souverain s'aperçut des risques inhérents dans sa politique, il était désormais trop tard : il y avait une très forte résistance des protestants dans les régions à majorité calviniste, comme il fut révélé par la révolte des camisards des Cévennes, arrivée en 1703. Victor-Amédée II, reconnaissant de l'expérience sanglante des persécutions menées par lui dans les vallées vaudoises dans les ans quatre-vingts du XVII^e siècle, eut la

de faire de la France une nation toute catholique à travers des conversions forcées par les « dragonnades », par la limitation et la prohibition du culte protestant, détermina la décision d'accomplir « une immense mission » qui impliquait tout le clergé régulier et séculier français. Les ecclésiastiques eurent l'ordre « d'expliquer avec clarté la doctrine catholique en partant des décrets du Concile de Trente... et de tenter de faire oublier, avec leur douceur et patience, les cruautés des dragons »²⁵. Obéissant à ce précepte, tous les ordres religieux prirent à cœur l'éducation religieuse aussi bien des adultes que des enfants : à ces derniers en particulier les missionnaires devaient donner les principes les plus élémentaires pour savoir lire et écrire, outre les préceptes de la foi catholique ; à tel but la fondation des écoles de doctrine chrétienne et la publication de catéchismes auraient été très nécessaires²⁶.

Ces missions, toutefois, ne réussirent pas, surtout dans les territoires montagneux, comme les Cévennes, le Dauphiné et les vallées autour de Pignerol : ici, les frères capucins déplorèrent que la plupart des habitants s'étaient convertis seulement en apparence et que l'âpreté des lieux entravait l'apostolat. À l'abattement des missionnaires on ajouta la ferme résolution des réformés à ne pas abjurer ; la situation de ces derniers, en effet, changeait, puisque ceux-ci, attaqués par les pouvoirs laïque et ecclésiastique, s'étaient retranchés derrière une obstinée volonté de résistance, en se transformant eux-mêmes en martyrs injustement persécutés. En outre, la révocation de l'édit de Nantes avait créé confusion dans les communautés dont les ministres avaient été exilés et « les missionnaires se retrouvaient dans la

force de se dissocier de la ligne d'action du roi français, signant à l'avantage des réformés de son duché l'édit de tolérance en 1694. Voir G. Simcox, *op. cit.*, p. 342. Sur les missions dans les espaces français pendant le XVII^e siècle voir D. Deslandres, *Croire et faire croire : les missions françaises au XVII^e siècle*, Paris, 2003, p. 35-40.

²⁵ L. Châtellier, *op. cit.*, p. 62 ; en effet, on déplorait partout que les gens fussent simplement venus à l'église parce que contraints par les militaires ou menacés de l'occupation et de l'expropriation des propres biens. Voir aussi à ce propos Ph. Loupés, *La vie religieuse en France au XVIII^e siècle*, Paris, 1993, ch. II, *La tardive réalisation de la réforme des fidèles*, p. 89-91.

²⁶ Les capucins étaient contents de constater les effets positifs de telle instruction aussi sur les parents de leurs jeunes élèves : « en effet les pères et les mères qui avaient le plaisir d'écouter les propres fils répondre en église publiquement se faisaient répéter souvent les réponses qui avaient appris, et ils les gravaient dans l'esprit à l'égal des enfants ». Témoignage conservé aux Archives centrales de Paris, Manuscrits, 553, 7, p. 1202-03, transcrit par L. Châtellier, *op. cit.*, p. 65.

pénible condition de vendeurs à domicile d'une nouvelle religion, repoussés par de croyants sûrs d'appartenir à la vraie Église»²⁷.

Pour ces raisons à la fin du XVII^e siècle les effets de la mission après le Concile de Trente en Europe furent contrastés : dans quelques régions, les prédicateurs furent accueillis comme d'« authentiques messagers célestes »²⁸, tant que l'Europe semblait être sur le point de devenir toute catholique ; dans d'autres, par contre, où les réformés constituaient un noyau de résistance très fort, leur message tomba dans l'indifférence et dans quelques cas il offrit le flanc à de piquantes critiques.

La mission du XVII^e siècle était entrée en crise. Il se présentait donc la nécessité d'une transformation qui aurait porté les missionnaires à s'intéresser aux campagnes, en ouvrant, selon l'opinion de beaucoup d'historiens, un âge de grand succès pour l'avancement catholique²⁹. Toutefois, pour les missionnaires actifs dans les vallées subalpines le XVIII^e siècle ne fut pas ainsi favorable : ils durent adapter leur apostolat à de profonds changements politiques (passage de la domination française à celle de la Maison de Savoie pour le territoire de Pignerol en 1696 et pour le haut Val Cluson en 1713) mais surtout ils durent se défendre des accusations toujours plus pressantes du clergé diocésain, sans plus jouir du soutien qu'ils avaient eu auparavant de la part du pouvoir séculier³⁰.

L'« âge d'or » des missions eut donc une durée très limitée : la moitié du siècle était commencée sous une bonne étoile pour le clergé catholique ; ensuite la résistance montrée par les réformés et la dureté, pour ne pas dire la violence, des moyens employés par les pouvoirs ecclésiastique et civil

²⁷ *Ibid.*, p. 66.

²⁸ *Ibid.*, p. 68.

²⁹ Cette thèse est soutenue par les historiens déjà mentionnés : Châtellier, Delumeau, Orlandi et Prosperi (voir A. Prosperi, *I tribunali della coscienza: inquisitori, confessori e missionari*, Turin, 1996, p. 351-360).

³⁰ Une autre stratégie employée par la cour pour le contrôle des espaces alpins habités par les communautés réformées fut celle de fonder des paroisses de patronage royal, qui fussent l'expression de la présence des pouvoirs civil et ecclésiastique aussi dans les zones périphériques du royaume. Contrairement à ses prédécesseurs, Victor-Amédée décida de ne pas s'appuyer sur les missions du clergé régulier, qui avaient été trop autonomes par rapport à l'autorité centrale ; il préféra la collaboration d'un clergé diocésain, plus préparé et subordonné soit à l'évêque soit au souverain, parce que les paroisses fondées aux vallées étaient presque toutes de patronage royal. Voir AST, Corte, Cat. Eccl., Benefici di qua dai monti, Valli di Luserna, San Martino e Perosa, Parrocchiali, m. 34, fasc. 7 : Victor-Amédée avait *bonificato dall'eresia* les paroisses de la vallée de Luserne et il avait nommé les curés dans les paroisses de patronage royal.

pour les forcer à la conversion provoquèrent dans la population soit catholique soit vaudoise un refus des méthodes de catholicisation forcée. Il fut ainsi nécessaire pour les missionnaires de changer de stratégie. Mais cette fois la direction du changement ne fut pas donnée par Rome, parce que le clergé local fut obligé de s'adapter avec difficulté aux différentes exigences des fidèles, en dépassant les critiques et les conflits.

Table des matières

Table des abréviations.....	7
Couronne royale: un colloque pour un événement méconnu... Laurent Perrillat	9
Les coûts de l'occupation française de la Savoie (1703-1713) Alain Becchia	13
La naissance d'une nouvelle monarchie: la Savoie et la paix d'Utrecht (1713) Lucien Bély	41
Torino, 1706: la difesa sotterranea di Vittorio Amedeo II Paolo Bevilacqua, Fabrizio Zannoni.....	55
Célébrations royales de la Maison de Savoie: rituels funéraires romains Martine Boiteux	69
«Tutti i gran salti cominciano da Roma»: strategie sabaude per la promozione regia nella Roma del Seicento Paolo Cozzo	89
«È tempo di rimedii per le coscienze, per il Stato e per le regalie» Giacomo Longo, giudice della Regia Monarchia di Sicilia negli anni della dominazione sabauda Fabrizio D'Avenia.....	105
Un monument archivistique et juridique: les traités d'Utrecht (1713) conservés au ministère des Affaires étrangères français Françoise Janin	129
La politique de la distinction sous la royauté au XVIII^e siècle Hervé Laly.....	135

La corte di Vittorio Amedeo II dal ducato al regno Andrea Merlotti.....	151
Victor-Amédée II (1666-1732) et la Maison de Savoie dans les gazettes européennes Frédéric Meyer	167
Due diocesi siciliane durante la controversia liparitana: conflitto tra poteri e immagini di fedeltà Daniele Palermo	185
<i>Foemina Erit Ruina Tua?</i> Le donne nella vita e nella gestione del potere di Vittorio Amedeo II Andrea Pennini	207
La politique religieuse de Victor-Amédée II: calcul politique ou zèle religieux? Le confinement des Vaudois et le rôle du clergé catholique dans les espaces alpins du Piémont à la fin du XVII^e siècle Chiara Povero.....	227

Les présents actes ayant été publiés avant la tenue du colloque, les interventions, débats et questions sont enregistrés, mis en ligne et disponibles gratuitement sur internet à l'adresse suivante :

<http://podcast.grenet.fr/Couronne2013>

avec la participation des universités de Grenoble, que l'Académie salésienne remercie.

La Bibliothèque nationale de France, en partenariat avec l'Académie salésienne, responsable scientifique du titre et éditeur, souhaite procéder à la numérisation des Mémoires et documents de l'Académie salésienne, pour la période postérieure à 1938.

Les volumes numérisés en mode image et en mode texte par la BnF seront rendus accessibles de façon libre et gratuite sur Gallica, bibliothèque numérique de la BnF (<http://gallica.bnf.fr>).

Il est en conséquence demandé aux auteurs ayant collaboré à ce titre, ou à leurs ayants droit, de bien vouloir remplir le formulaire d'autorisation ci-joint et le retourner à la :

Académie salésienne
Conservatoire d'Art et d'Histoire
18 avenue de Trésun
74000 Annecy

À l'issue d'un délai de 6 mois, prenant effet à compter de la date de publication du présent encart dans les Mémoires et documents de l'Académie salésienne, et sauf avis contraire des auteurs ou de leurs ayants-droit, la Bibliothèque nationale de France procédera à la mise en ligne des volumes numérisés.

Il est cependant précisé qu'après cette mise en ligne, la Bibliothèque nationale de France s'engage à retirer tout article ou illustration en cas de réclamation de son auteur ou des ayants-droit de ce dernier.

Je, soussigné....., auteur ou ayant droit de, autorise gracieusement et à titre non exclusif la Bibliothèque nationale de France à procéder à la numérisation en mode image et en mode texte et à diffuser à titre gratuit sur le site de sa bibliothèque numérique Gallica :	
<input type="checkbox"/> L'ensemble de mes contributions aux Mémoires et documents de l'Académie salésienne	
<input type="checkbox"/> L'ensemble de mes contributions aux Mémoires et documents de l'Académie salésienne, à l'exception de celles mentionnées dans la liste jointe.	
Cette autorisation est valable pour toute la durée de la propriété intellectuelle et est limitée strictement aux usages définis ci-dessus.	
Date	
Lieu	Signature :
Suivi d'édition: Académie salésienne	

Dépôt légal à la parution
Achévé d'imprimé en avril 2013
sur les presses de Yco Pub
31 Rue du Jourdil
74960 Cran Gevrier

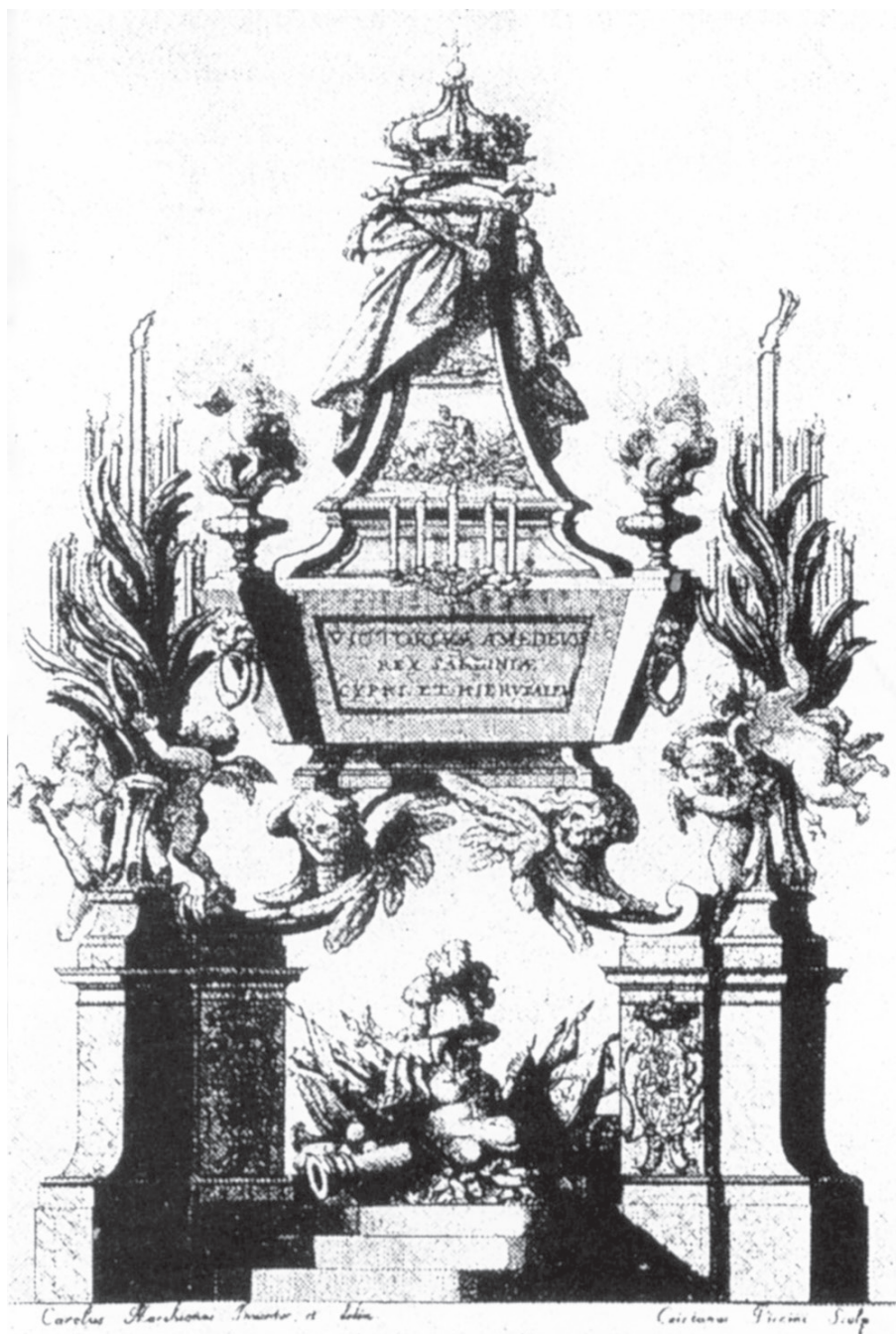
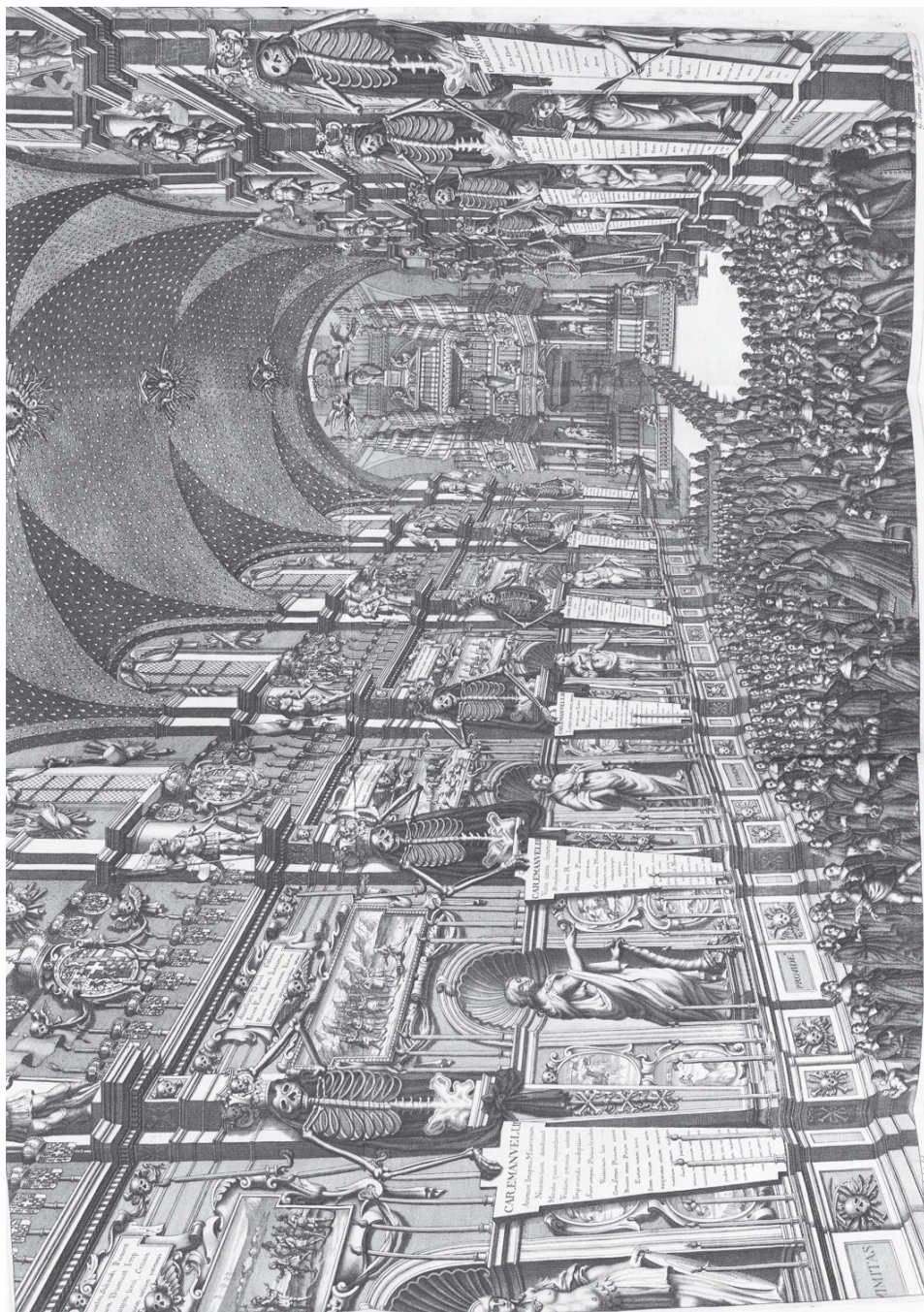


Fig. 1. Catafalque des funérailles du roi Victor-Amédée II, église du Saint-Suaire, Rome, 1733, architecte C. Marchionni, graveur G. Piccini.



Fig. 2. Cortège devant la façade postiche de la cathédrale de Turin pour les funérailles du duc Charles-Emmanuel II, 1675, graveur G. Tasnière sur dessin de C.G. Cortella et G.A. Recchi



**Fig. 3. Nef de la cathédrale de Turin
décorée pour les funérailles du duc Charles-Emmanuel II, 1675,
graveur G. Tasnière sur dessin de T. Borgonio**

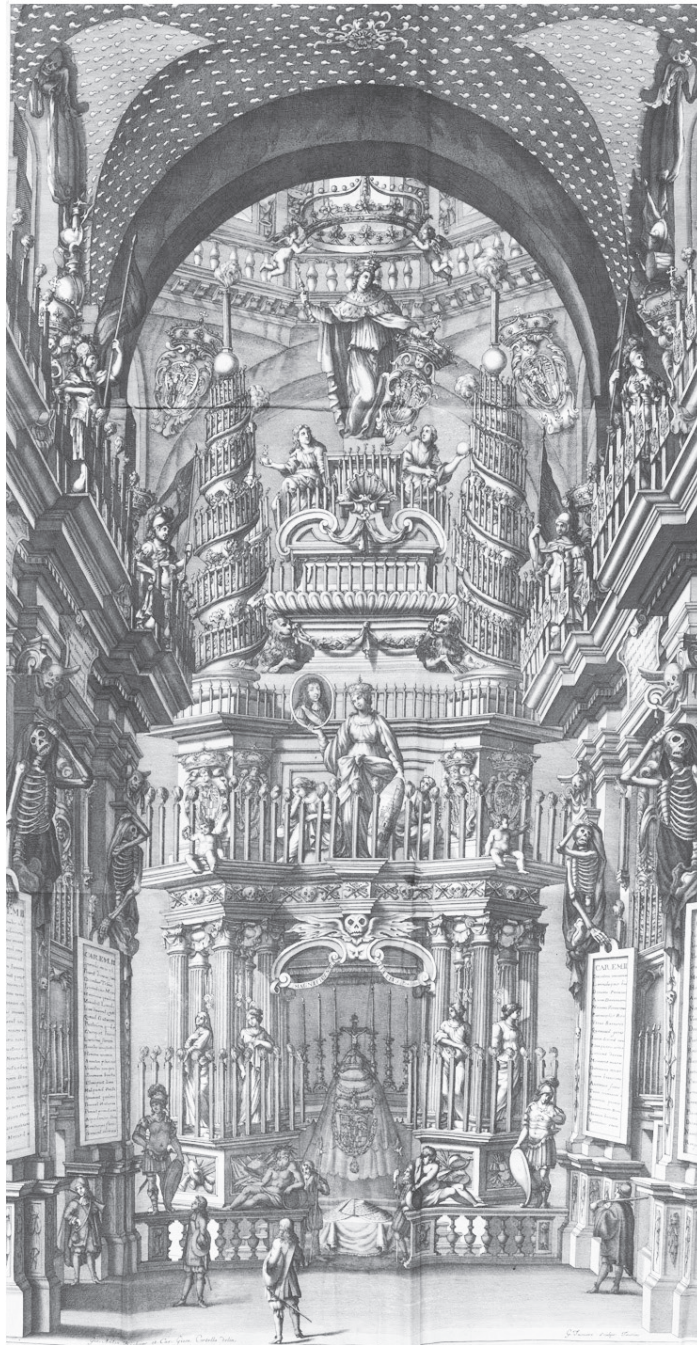


Fig. 4. Catafalque des funérailles du duc Charles-Emmanuel II, 1675, graveur G. Tasnière sur dessin de C.G. Cortella et G.A. Recchi

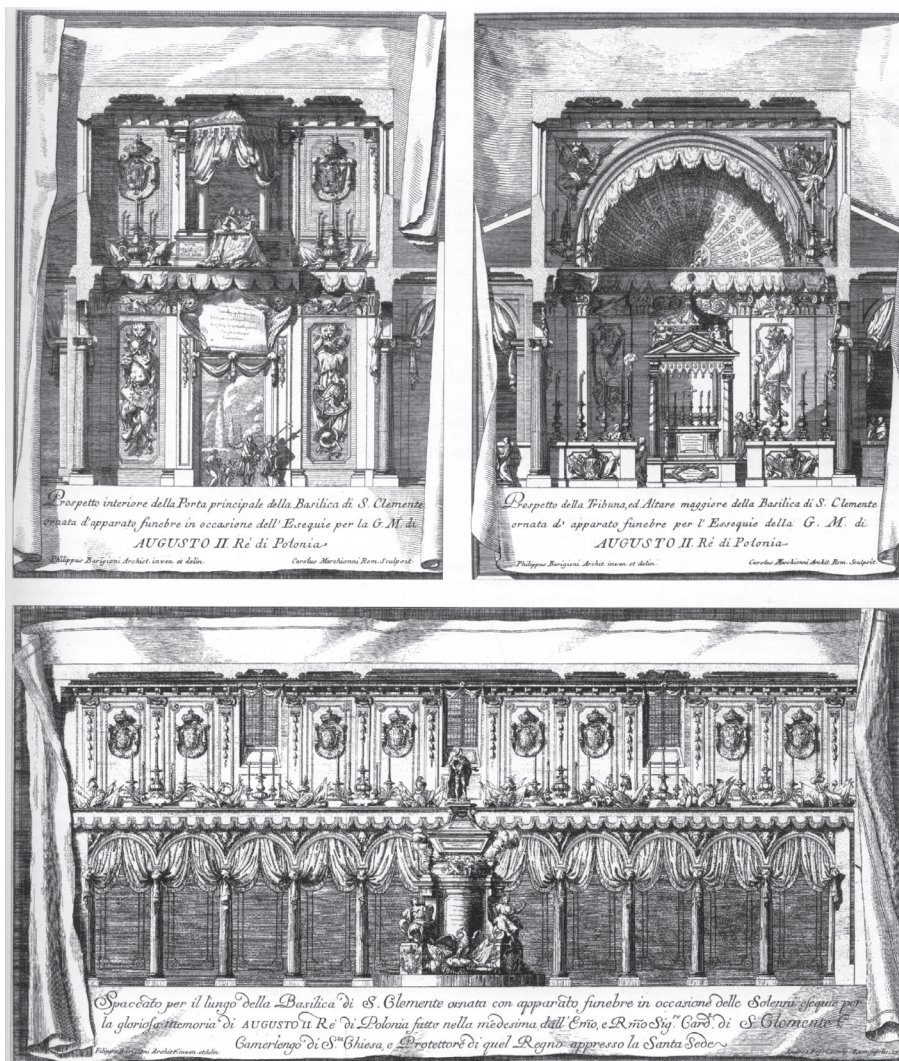


Fig. 5. Décor et catafalque de l'intérieur de l'église San Clemente pour les funérailles d'Auguste II, roi de Pologne, 1733, architecte F. Barigioni, graveurs C. Marchionni et A. Rossi.

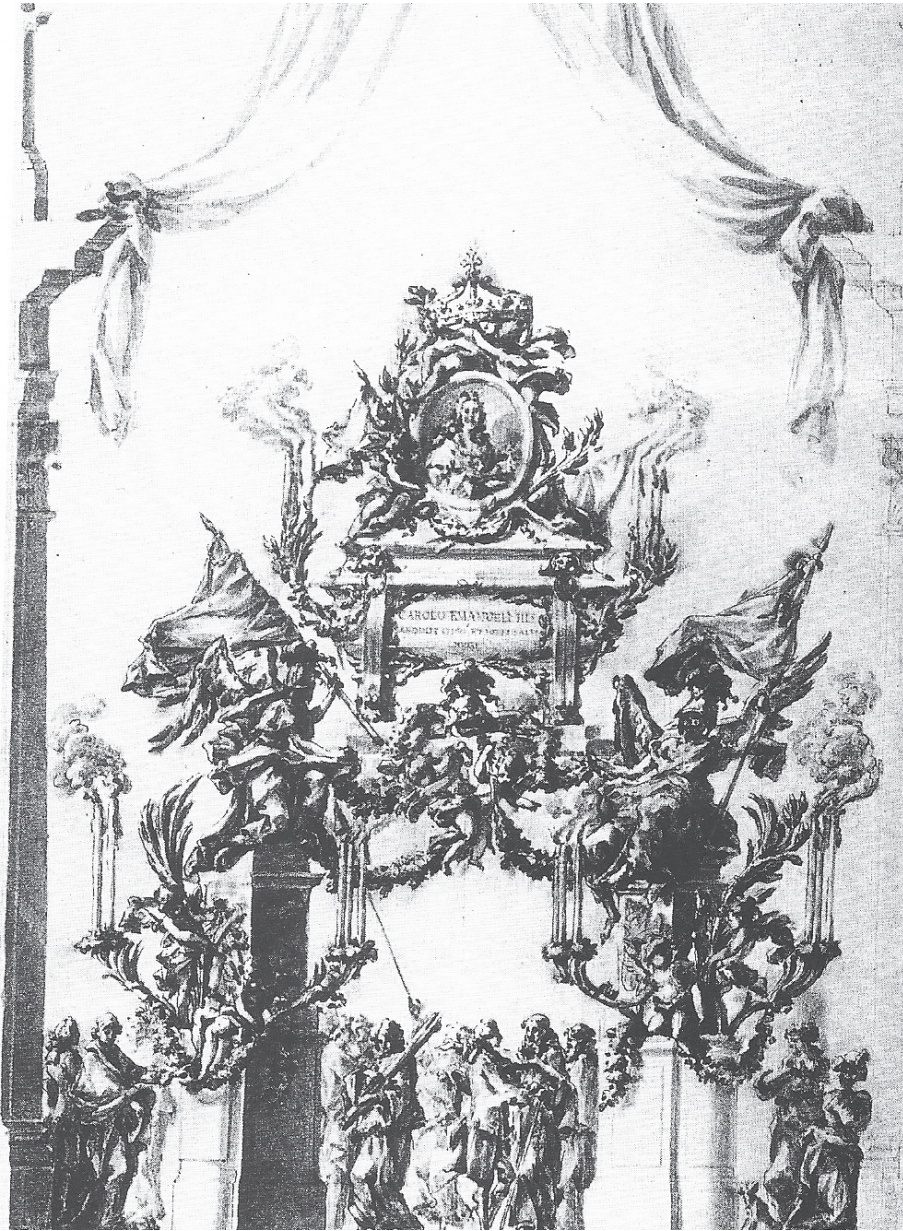
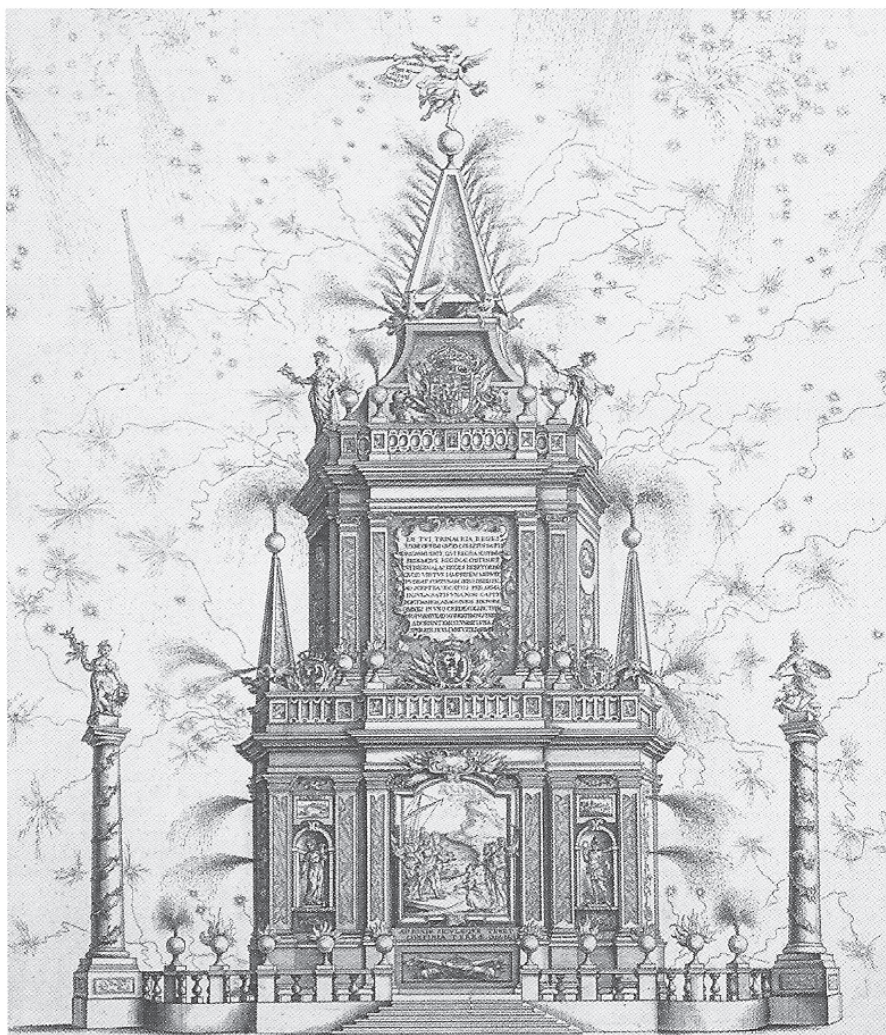


Fig. 6. Catafalque des funérailles de Charles-Emmanuel III, église du Saint Suaire, Rome, 1773, architecte C. Marchionni.



Disegno della Machina de fuochi Artificiali eretta dalla Città di Torino nella Piazza del Regio Castello l'anno 1713
 ed in occasione che il Soverano Reale VITTORIO AMEDEO fu con publica Solennità dichiarato Re di Sicilia.

Fig. 7. Machine pour le feu d'artifice offert par la ville de Turin en l'honneur de Victor Amédée II déclaré roi de Sicile, 1713, graveur B.G. Tasnière sur dessin de G.G. Plantery.

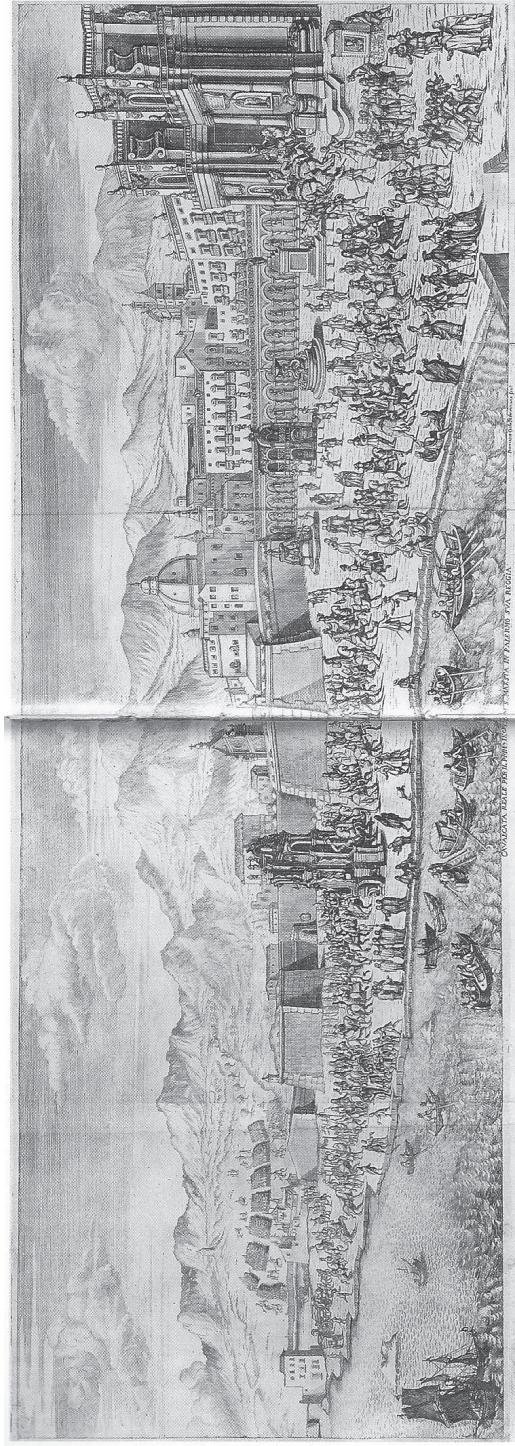


Fig. 8. L'Entrée à Palerme de Victor Amédée II, roi de Sicile, 1714, graveur F. Ciché.



Fig. 9. Couronnement de Victor Amédée II, médaillon du décor de la façade intérieure de la cathédrale de Palerme, 1714, graveur F. Cichè.

Suivi d'édition



Dépôt légal à parution
Achevé d'imprimé en avril 2013
sur les presses de
SEPEC - Péronnas (01960)